

NUMERO D'OC
NT CONFIANCE
R A L'ÉTRANGER
LA RÉFORME DES
de l'éducation
ENCE et L'EXPERTISE

L'Économie

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15137 7 F

MARDI 28 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Conséquence de l'offensive des séparatistes en Géorgie

Soukhoumi serait tombée aux mains des rebelles abkhazes

La ville de Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, dans l'ouest de la Géorgie, serait tombée, lundi 27 septembre à la mi-journée, aux mains des forces séparatistes abkhazes. Selon l'état-major des forces russes en Géorgie, les forces abkhazes ont pris le contrôle total de Soukhoumi, d'où le président géorgien Edouard Chevardnadze a été évacué vers les environs de la ville.

Selon l'état-major russe du Caucase, cité par l'agence Itar-Tass, la ville de Soukhoumi serait tombée, lundi, vers 13 heures locales, aux mains des forces séparatistes abkhazes. Des éléments armés géorgiens auraient continué de résister dans certains quartiers, mais ajoute-t-on de même source, *« le drapeau de l'Abkhazie a été hissé sur l'immeuble du conseil des ministres »*. Les Abkhazes avaient été chassés de Soukhoumi en août 1992 par les forces gouvernementales envoyées par le président géorgien, Edouard Chevardnadze, pour empêcher l'accession à l'indépendance de cette région des bords de la mer Noire.

Selon les sources proches de la direction géorgienne, M. Chevardnadze a été *« trahi »* par les troupes fidèles à l'ancien chef de l'Etat, Zviad Gamsakhourdia, et du chef de guerre et ancien ministre de la défense Tenguiz Kitovani.

Lire la suite page 4

Le rôle de l'armée russe

QUE Soukhoumi soit tombée ou non aux mains des assaillants abkhazes, la tragédie vécue par cette nouvelle ville martyre marque le fiasco de la première tentative de l'ONU de faire confiance aux Russes pour régler les conflits dans leur « ancien » empire.

Des observateurs envoyés par le secrétaire général des Nations unies M. Boutros-Ghali sont en effet sur place depuis l'été pour surveiller le cessez-le-feu conclu fin juillet entre Géorgiens et Abkhazes, sous la pression et avec une « garantie » de Moscou, et rompu il y a douze jours. La minorité rebelle, qui représente 1,7 % de la population de la Géorgie et 17 % de celle de l'Abkhazie, a bénéficié, au fil d'un an de guerre, de l'appui des militaires russes, soucieux de garder leurs positions sur la mer Noire. Ayant ainsi acquis une force sans commune mesure avec ses capacités propres, elle a sans doute consulté ses protecteurs avant de reprendre délibérément l'offensive.

LES déclarations, la semaine dernière, du ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, avaient d'ailleurs dissipé toute ambiguïté : dénonçant les « ambitions » des dirigeants géorgiens, incapables de gérer pacifiquement leurs problèmes de minorités, il avait appelé au retrait des forces géorgiennes de Soukhoumi, seule solution envisageable selon lui. Lors de sa rencontre avec M. Chevardnadze la semaine dernière à Sotchi, il aurait certes proposé l'envoi de troupes russes comme force d'interposition, mais en quantité telle – 10 000 soldats – que le chef d'Etat géorgien, y voyant une tentative de « recoloniser » son pays, aurait décliné cette offre.

On discutera sans doute longtemps encore pour savoir si M. Chevardnadze aurait pu ou non, il y a un an, éviter l'entrée des chars géorgiens dans Soukhoumi et l'embrasement du conflit. Mais, le mal une fois fait, le chef d'État géorgien a cherché à impliquer la communauté internationale dans la recherche d'une solution, pour ne pas se retrouver seul face à Moscou dans cette crise.

C'EST ce qui est aussi reproché à l'ancien ministre de M. Gorbatchev dans « certains milieux » en Russie, selon l'euphémisme qu'emploie M. Chevardnadze pour désigner le camp des « revanchards », milieux dont l'influence auprès de l'armée est manifeste dans toutes les zones de tension périphériques de l'ex-empire. Or, l'Occident semble s'être résigné à l'idée qu'il n'y a guère d'alternative aux troupes russes, omniprésentes dans ces régions, pour y garantir d'éventuels cessez-le-feu. Par exemple, l'intervention d'une force d'interposition est à l'étude à Moscou dans le conflit du Haut-Karabakh, marginalisant les efforts que la CSCE mène en vain depuis un an pour trouver une solution à ce conflit.

Au moment où la communauté internationale appuie sans réserve Boris Eltsine dans sa lutte pour le pouvoir à Moscou, elle devrait s'interroger sur l'action dévolue à l'armée russe aux marches de l'ancien empire : cette armée agit-elle de sa propre initiative ? L'influence qu'elle retrouve aux confins de la Russie n'est-elle pas de nature à en faire l'arbitre de la situation à Moscou ?

M 0147 - 0928 0 - 7,00 F

Russie : vers un compromis entre M. Eltsine et M. Routskoï

Les représentants d'une soixantaine de régions de Russie ont tenté, au cours du week-end, de trouver une issue au conflit qui oppose le président Eltsine au Parlement. A Moscou, la situation est de plus en plus difficile pour le général Routskoï et les députés retranchés dans la « Maison Blanche ».

page 3

« Palestine cherche policiers... »

Des milliers de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se portent candidats pour faire partie de la future force de police palestinienne qui assurera la sécurité sous l'autogouvernement palestinien.

page 6

Soljenitsyne en Vendée

Inaugurant le mémorial des Lucs, samedi 25 septembre, l'auteur de *l'Archipel du Goulag* a rendu hommage à l'insurrection vendéenne de 1793 et condamné toutes les révolutions, qui déchaînent chez les hommes, selon lui, *« les instincts de la plus élémentaire barbarie »*.

page 10

L'ÉCONOMIE

La grande consommation face à la crise

Course aux rabais, économies tous azimuts : la crise bouleverse le comportement du consommateur et la stratégie des distributeurs comme des producteurs. Dans deux entretiens, Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc, et Antoine Riboud, PDG du groupe agroalimentaire BSN, tirent les conséquences de cette métamorphose. Le premier se déclare prêt à sortir du piège des prix toujours plus bas. Le second entend, pour baisser ses prix sans renoncer à sa politique de marques, améliorer sa productivité mais en limitant les dégâts sur l'emploi. Il propose de passer à la semaine de trente-deux heures à condition de ne pas être le seul à le faire.

pages 32 et 33

Alors que les représentants européen et américain se rencontrent à Washington

Le FMI et la Banque mondiale appellent à une conclusion rapide au GATT

La crainte d'un échec des négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round a plané sur les réunions des ministres des finances des sept grands pays industrialisés (G7) et des grands argentiers des pays en voie de développement (G24) comme sur les travaux préparatoires à l'assemblée du FMI. Les ministres ont souhaité, en lever de rideau à la rencontre entre M. Brittan (Commission européenne) et M. Kantor (Etats-Unis), lundi 27 septembre à Washington, la conclusion rapide de ces discussions.

● Sir Leon Brittan, commissaire européen aux relations économiques extérieures, devait s'entretenir, lundi 27 septembre à Washington, avec Mickey Kantor, représentant spécial de Bill Clinton pour le commerce, afin d'évoquer le préaccord sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dont le conseil des ministres européen a demandé une rediscussion. La FNSEA avait souhaité, en vain, que M. Brittan soit accompagné du commissaire européen à l'agriculture.

● Dans une déclaration conjointe, publiée lundi 27 septembre à Washington, Lewis Preston, président de la Banque mondiale, Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, et Peter Sutherland, directeur général du GATT, ont souligné la nécessité de conclure rapidement les négociations de l'Uruguay Round afin d'aboutir à un accord sur la libéralisation des échanges mondiaux avant le 15 décembre.

● Selon une étude publiée dimanche 26 septembre par l'OCDE et la Banque mondiale, la libéralisation du commerce mondial, négociée dans le cadre de l'Uruguay Round, devrait apporter à l'économie mondiale en 2002, selon une estimation basse, un revenu annuel supplémentaire de 213 milliards de dollars.

Lire nos informations pages 22 et 23

Edouard Balladur face aux critiques venues de la majorité et du PS

La fracture sociale

par Patrick Jarreau

On attend d'autant plus d'Edouard Balladur que la confiance dont il bénéficie dans l'opinion est forte. Que sa mission ne se borne pas à assurer la traversée *délicate de la cohabitation*, jusqu'à l'élection présidentielle, qui, seule, permettrait les vrais et grands choix, le premier ministre l'a répété, dimanche, devant les parlementaires du RPR.

Son discours d'investiture, en avril dernier, dans lequel il affichait l'ambition de faire revivre un *« exemple français »*, indiquait que M. Balladur abordait sa tâche avec une conception ambitieuse de la responsabilité qui lui était dévolue. Après six mois d'exercice de sa fonction, peut-il se contenter d'une cote de popularité pour principal motif de satisfaction ?

Face à cette popularité, l'angle d'attaque adopté par ceux qu'elle gêne ou qui craignent qu'elle ne leur profite pas commence à apparaître plus clairement. C'est la question posée par Philippe Séguin, en juin dernier, parlant de *« Munich social »*.

Lire la suite et nos informations pages 8 et 9



Nina Berberova, une volonté

La romancière russe est morte à Philadelphie, aux Etats-Unis, dimanche 26 septembre, à l'âge de quatre-vingt-douze ans

Nina Berberova a connu la célébrité à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, grâce à l'éditeur Hubert Nyssen, dont la maison, Actes Sud, entreprenait, en 1985, la publication de tous ses textes. Cette femme de petite taille dont chaque geste, chaque inflexion de voix trahissaient une volonté de fer, avait longtemps vécu en France, avec le poète Vladislav Khodassevitch – ils avait quitté ensemble leur pays – puis avec le peintre Makeïev. Elle y avait gagné difficilement sa vie, notamment en écrivant des articles dans les deux quotidiens en langue russe qui paraissaient alors à Paris (ils cesseront à partir de 1939). Nina Berberova écrivait aussi des livres, qui étaient demeurés inconnus.

Après la guerre, après la fin de ses amours diffciles, parfois tragiques, Nina Berberova était lasse de sa vie en France. En 1950, elle était allée s'installer aux Etats-Unis (alors qu'elle ne parlait pas l'anglais). Après avoir fait divers métiers alimentaires, dont des travaux de secrétariat, elle avait mené une carrière d'enseignante aux universités Yale et de Princeton.

Soudain, grâce à un petit texte, *l'Accompagnatrice* (qui devait plus tard devenir un film), le public français découvrait Berberova. Elle était heureuse de cette reconnaissance tardive, elle qui avait toujours aimé la France et se plaisait à parler français, comme on a pu le voir quand elle est passée à la télévision, en 1986 et en 1989. C'est au cours de cette même année 1989 qu'elle devait retourner en Russie – alors qu'on venait d'y publier son autobiographie, parue aussi en français sous le titre *C'est moi qui souligne*, qui raconte sa vie jusqu'en 1964.

« Quand je suis partie, en 1922, disait-elle au moment de ce voyage, *je pensais revenir un jour. Mais à partir de 1925, j'avais abandonné toute idée de retour. Ce qui m'arrive aujourd'hui était donc proprement inimaginable. »* A son retour, elle disait placidement : *« Non, je n'ai pas été émue de revoir le pays »*, et quand on lui demandait, si elle écrirait une suite à son autobiographie, elle répondait seulement : *« Non, je suis fatiguée de souligner. »*

Jo. S.

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Un entretien avec Serge Michailof

« Les élites africaines sont au pied du mur »

Spécialiste du développement, Serge Michailof est un homme de terrain. Après avoir travaillé comme consultant dans de nombreux pays en voie de développement, en particulier en Amérique latine et en Asie, il vient de passer seize années en Afrique pour la Caisse française de développement (CFD), l'organisme gestionnaire de l'aide française en Afrique. Agé de cinquante ans, diplomé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et du Massachusetts Institute of Technology (MIT), docteur en économie du développement, il a rejoint depuis peu le siège de la Banque mondiale à Washington, en tant que conseiller. Ce praticien de la coopération avait été chargé en 1991, par Edwige Avice, alors ministre de la coopération et du développement, de diriger un audit de la situation de l'Afrique et de la coopération française, auquel ont participé de nombreux experts. Le fruit de ce travail, qui avait fait grincer quelques dents au ministère de la coopération, a récemment fait l'objet d'un ouvrage collectif, la France et l'Afrique, Vade mecum pour un nouveau voyage *(1).*

« Quel est votre constat sur l'état de l'Afrique subsaharienne et de son développement ?

– C'est hélas ! celui d'un échec économique, qui nous interpelle tous, mais qui interpelle en priorité les élites africaines. Bien sûr, les données chiffrées, très inquiétantes, sont à manier avec précaution. Mais au-delà des statistiques, il y a des symptômes qui, eux, ne trompent pas : la réduction du poids du continent dans les échanges mondiaux, la croissance des importations céréalières, l'explosion de la dette, la crise financière dans laquelle se débattent pratiquement tous les Etats, l'exode rural, le chômage urbain.

» En certains domaines, où de rapides progrès avaient été effectués au cours des décennies antérieures, des régressions apparaissent. Nous assistons à une désindustrialisation du continent, à une désorganisation de la plupart des services publics de base. Les conditions sanitaires, les systèmes éducatifs, se dégradent. L'agriculture affiche quelques progrès, mais la croissance de la production est inférieure à la démographie. Bref, l'échec est patent.

– Comment en est-on arrivé là ?

– Dans son livre célèbre publié dans les années 60, *L'Afrique noire est mal partie*, René Dumont avait déjà tiré la sonnette d'alarme. Il dénonçait l'essor des bureaucraties urbaines parasites, les erreurs au plan agricole. Les choses ne se sont pas vraiment arrangées. Tout le monde accuse la chute des cours des matières premières et la détérioration des termes de l'échange, reportant ainsi sur l'extérieur la responsabilité première. C'est un peu facile et peu convaincant. Car c'est faire aucun cas de la réussite de certains pays asiatiques soumis aux mêmes contraintes externes, et qui, il y a une génération, étaient au même niveau de développement que l'Afrique subsaharienne. La Corée, qui avait un revenu par tête comparable à celui du Ghana lors des indépendances africaines, a désormais dépassé le Portugal et talonne la Grèce... La régression du PIB par habitant en Afrique subsaharienne est exceptionnelle dans le monde et particulièrement dramatique.

» Alors, comment en est-on arrivé là ? Cette crise a pour origine une succession d'erreurs graves en matière de politique économique et des carences au plan de la gestion. Accablant pour les élites africaines en général, ce constat est paradoxalement un facteur d'espoir. Car si l'impuissance est réelle face aux forces du marché, les politiques économiques, elles, peuvent être changées – voyez le cas de la Chine qui a découvert l'économie de marché – et la gestion assainie.

– Les contraintes culturelles ne sont donc pas en cause ?

– Il y a une trentaine d'années, il était de bon ton de considérer l'Asie du Sud-Est comme condamnée à la famine. L'« asiapessimisme » dominait. Des chercheurs jugeaient l'héritage du confucianisme incompatible avec le développement industriel. On a oublié ces thèses qui paraissent maintenant ridicules. Il ne faut donc pas se faire un monde des contraintes culturelles, même s'il serait erroné de les nier. Il est certain que l'organisation des sociétés africaines crée des obstacles au développement. L'information y circule mal. Le poids de la famille au sens large y est très pesant. Les réseaux de type clanique – comme en Corse d'une certaine façon – y jouent un rôle important. Ce sont des sociétés où les modes d'accumulation de la richesse favorisent la constitution de systèmes de type maffieux, qui ne sont pas favorables au développement d'une économie transparente. C'est donc une entrave au bon fonctionnement de l'économie de marché. Mais, je le répète, ces obstacles n'ont rien d'insurmontable.

» Les économies africaines ont besoin de toute urgence de profondes réformes. L'ouvrage dont j'ai assuré la direction en offre un inventaire éloquent. Les dirigeants des pays de l'Est, soumis à une situation qui n'est pas sans analogie, en ont pris conscience et tentent de rattraper le temps perdu à marche forcée. Les dirigeants africains préfèrent, pour la plupart, accuser les spéculateurs internationaux et insister sur les contraintes culturelles. Le jeu des spéculateurs est certes néfaste. Mais derrière ces arguments, le souci d'immobilisme est patent. Bon nombre des économies africaines sont des écuries d'Augias. Lorsque l'on m'oppose les contraintes culturelles, j'ai envie de sortir mon balai.

> « L'Afrique a besoin d'Etats capables d'imposer des réformes impopulaires »

– Les universitaires français et africains ont tendance sinon à nier du moins à accorder peu d'importance au fait ethnique. Vous ne partagez donc pas leur analyse ?

– Je partage nombre de leurs analyses mais je suis sur ce point réservé. Le fait ethnique est une réalité. Les élites urbaines que nous côtoyons le nient fréquemment, tout comme on le niait dans la Yougoslavie de Tito. Mais ce phénomène complexe reste très fort et il resurgit dès que l'Etat s'affaiblit ou dès que des conflits politiques émergent. D'ailleurs, dans certains pays la démocratisation, parce qu'elle permet aux différents groupes sociaux de s'exprimer, nourrit une résurgence du tribalisme. Ce qui ne veut bien sûr pas dire qu'il faille pour autant condamner les expériences démocratiques en Afrique.

– N'existe-t-il pas un autre risque de dérapage lié à cette démocratisation ? Aujourd'hui, tous les groupes sociaux peuvent pratiquer librement une surenchère de revendications, alors que l'Etat est incapable de les satisfaire...

– C'est toute l'ambiguïté des mouvements actuels. Ils sont à la fois progressistes, puisqu'ils ont permis de se débarrasser d'un certain nombre de régimes qui avaient fait la preuve de leur incurie, et parfaitement réactionnaires, dans la mesure où ils tentent de restaurer des systèmes économiques condamnés. Cela tient à leur base sociale. Ils recrutent dans les milieux urbains et s'appuient sur des forces – les fonctionnaires, les salariés des entreprises publiques, les étudiants – victimes des mesures d'austérité imposées par la faillite économique et par les bailleurs de fonds occidentaux appelés au secours.

» Les réformes économiques indispensables à la croissance vont à l'encontre des intérêts objectifs de ces groupes. Il est donc à craindre que les nouveaux dirigeants africains ne se découragent, et que la fragilité des démocraties africaines, bâties sur une ambiguïté fondamentale, ne les amène à sombrer dans une démagogie facile qui conduise au populisme et à tous les dérapages – comme ce fut le cas en Amérique latine et comme c'est déjà le cas dans certains pays africains.

» Si la nouvelle génération de dirigeants ne sait pas inventer très vite un type de démocratie à la fois adapté aux sociétés africaines et capable d'efficacité économique, je crains qu'elle ne soit rapidement balayée par des restaurations autoritaires. Or de telles restaurations auraient toute chance de conduire, non au développement, mais au retour de l'économie de pillage de papa qui ne peut fonctionner qu'en période de haute conjoncture des cours des matières premières. En période de basse conjoncture, une telle évolution peut conduire à une situation à la libérienne.

– Est-ce que ça veut dire que seuls des Etats autoritaires peuvent engager les réformes nécessaires ?

– Vous m'engagez sur un terrain glissant. Ce que je peux dire, c'est que des Etats mous, soumis à tous les groupes de pression et à la démagogie irresponsable, ont peu de chances de pouvoir engager les réformes qui s'imposent. Je remarque également que la plupart des pays qui ont su sortir du sous-développement avaient à leur tête des régimes forts. Je pense à la Corée, à Taïwan, à la Tunisie. Cela dit, beaucoup de régimes forts ont conduit leur pays à la faillite, et cette règle n'est pas absolue, voyez le cas de l'île Maurice. Comme je ne suis pas un adepte de la démocratie musclée, je pense qu'il faut non pas des Etats autoritaires – l'Afrique n'en a eu que trop, avec les résultats que l'on connaît, – mais des régimes avec une colonne vertébrale, ce qui n'est pas la même chose. De tels régimes bénéficient d'une large confiance de leur opinion publique et de leurs élites, car ils savent clairement fixer les objectifs et indiquer les étapes pour y parvenir. La Pologne aujourd'hui est-elle un Etat autoritaire ?

» L'Afrique a besoin d'Etats capables d'imposer des réformes impopulaires. Le passage de la stagnation au développement n'est pas naturel. Il implique des sacrifices importants pour certains groupes sociaux, l'abandon de rentes et de prébendes. C'est la raison pour laquelle les pays qui se sont engagés dans cette voie l'ont fait le plus souvent sous l'emprise de la contrainte, de la peur. Peur de l'Occident pour le Japon, du voisin du nord pour la Corée, du communisme pour la Thaïlande et la Malaisie, de la Chine pour Taïwan, de l'intégrisme pour la Tunisie, du désordre et de la désintégration sociale pour le Mexique.

» Les élites africaines sont désormais au pied du mur. Elles croyaient disposer du temps et de l'espace. L'espace en Afrique devient fini. La prodigieuse croissance démographique et l'évolution du monde ne permettent plus au continent de vivre paisiblement de ses rentes post-coloniales. Heureusement, la prise de conscience et le renouvellement des générations rendent l'option du développement crédible. Aucune fatalité ne condamne l'Afrique subsaharienne à l'échec.

– Face à cette Afrique désorientée, quelle politique de coopération la France devrait-elle mener ?

– La France est un acteur important dans cette période charnière où tous les avenirs sont encore possibles. Si les tendances actuelles devaient se poursuivre, notre coopération au siècle prochain aurait toute chance de se limiter à l'aide d'urgence pour les camps de réfugiés et l'appui aux chefs de guerre que nous aurions décidé de soutenir... Aujourd'hui, nous pouvons faciliter la mise en œuvre des réformes économiques indispensables au développement – nous ne pouvons nullement les imposer.

» Il est de l'intérêt de la France d'aider à faire de l'Afrique un pôle de prospérité et non une zone ravagée par les guerres civiles. Cela implique une clarification des objectifs de notre coopération, qui sont très ambigus. Il y a un quart de siècle, ils étaient simples. Il y avait un objectif d'ordre éthique : il reste valable. Il y avait un objectif politique : nous étions en pleine guerre froide et la France a tenté – avec succès – de préserver un certain nombre d'Etats des drames que la guerre froide risquait de provoquer dans cette région (voyez le résultat en Angola). Il y avait un troisième objectif, d'ordre commercial : au lendemain de la crise pétrolière, la France a tenté d'étendre à l'Afrique sa politique des grands contrats. Le résultat est là, consternant, et il se retrouve dans la dette que le contribuable français devra bien éponger.

> « Notre coopération doit constituer un encouragement à la bonne gestion et non agir en pompier pour circonscrire des incendies »

» Il est temps de réexaminer ces objectifs. La guerre froide est terminée. Le soutien inconditionnel apporté à certains régimes ne se justifie plus, et peut même être en totale contradiction tant avec les préoccupations d'ordre éthique qu'avec le souci de promouvoir des réformes. L'Afrique étant dans une situation de faillite financière, la reprise de la politique des grands contrats serait une illusion, à moins qu'on ne veuille en faire supporter le coût par nos contribuables. Nous voici donc revenus au premier objectif : l'éthique. Mais il ne faut pas sombrer dans l'angélisme. Toute politique de coopération est un élément d'une politique étrangère. Pour être durable, elle doit être fondée sur nos intérêts. Or nos intérêts, ceux de nos entreprises implantées sur place ou qui commercent avec l'Afrique, nos intérêts de pays d'accueil d'une émigration aujourd'hui mal acceptée, est que l'Afrique se développe rapidement, pour être demain un marché d'un milliard d'habitants, pour être une région dont les peuples ne seront pas acculés à l'exode, pour être une zone de stabilité.

» L'objectif prioritaire est donc géopolitique. Que constate-t-on aujourd'hui ? L'échec économique coïncide avec la plus forte poussée démographique du monde. La population du continent double tous les vingt ans. Echec économique et forte croissance démographique débouchent nécessairement sur des soubresauts violents. Voyez l'Algérie ! Si l'Afrique ne découvre pas le chemin de la croissance, il est à craindre que des phénomènes comme ceux que l'on observe au Libéria et en Somalie ne se généralisent. Or autant au niveau d'un pays comme la Somalie il est sans doute possible de juguler la crise, autant si toute une fraction du continent commence à basculer – je pense à toute la région de l'Afrique centrale autour du Zaïre, aux pays forestiers de la périphérie du Libéria, au Nigéria et à sa sphère d'influence – les choses deviendront totalement incontrôlables.

» La stabilité de cette zone, qui nous est proche par l'histoire et par la langue, est de l'intérêt de la France. Or notre coopération n'a pas permis l'émergence d'un modèle de développement africain viable. Il lui faut donc réorienter son action, dont le champ représente l'un des enjeux de la fin de ce siècle et du début du siècle prochain.

– Quelles solutions préconisez-vous ?

– La coopération française, avec ses institutions, ses équipes, représente un exceptionnel capital d'expérience. Mais son efficacité dépend largement des objectifs qu'on lui assigne. Une coopération à laquelle on demande *in fine* de soutenir des régimes de façon inconditionnelle ne travaille pas de la même façon qu'une coopération dont la mission est de promouvoir le développement de façon efficace. A Madagascar, la France a soutenu le régime du président sortant tout au long des années 80. N'aurait-il pas mieux valu fermer le robinet ? Est-ce qu'on n'aurait pas gagné dix ans dans ce pays qui avait tout pour réussir et dont l'économie a été détruite par un régime que tout le monde savait inefficace et corrompu ?

» Une coopération ayant pour objectif de servir réellement les intérêts de la France et de l'Afrique doit faire des choix. Notre coopération doit constituer un encouragement à la bonne gestion et non agir en pompier pour tenter de circonscrire des incendies qu'ont tolérés et parfois allumés des dirigeants peu responsables. Son efficacité exige des choix clairs en fonction d'un principe de base très simple : le succès appelle l'argent ; le gaspillage, l'échec et la gabegie le font fuir. Par là même, nous évacuerons le débat sur les conditionnalités, insoluble et humiliant pour nos partenaires.

– Est-il encore judicieux d'apporter des aides financières massives aux gouvernements africains ?

– L'essentiel des aides dites d'« ajustement structurel » correspond en fait à des aides budgétaires. Mais on peut se demander ce que ces aides ajustent. La plupart du temps, ces concours de soutien aux finances publiques deviennent quasi permanents et ont un impact pervers puisqu'ils permettent de différer des mesures inéluctables. Pour les finances de la France, ces concours représentent des sommes importantes : plus de 4 milliards de francs par an. Ils posent un problème budgétaire, car ils s'ajoutent au coût de l'annulation des dettes. Tout cela représente bien plus que ce que vont recevoir les quartiers déshérités des villes françaises dans le cadre du récent programme d'urgence.

» L'ampleur et les modalités de mise en œuvre de ces concours doivent être rapidement réexaminées de façon très attentive. Une utilisation plus intelligente de ces fonds est possible. Il faut les réorienter vers ce qu'on appelle les « concours d'ajustement sectoriels », ciblés, conçus de manière contractuelle avec nos partenaires africains, et visant à assainir l'économie. Car s'il est illusoire de vouloir réformer les économies africaines globalement, à toute vitesse – aucun gouvernement africain, en particulier aucun gouvernement démocratique, n'a les moyens de se battre sur tous les fronts, – en revanche, une telle approche permet de segmenter les problèmes et de les résoudre.

– Est-ce qu'en période de récession la France a les moyens financiers de cette politique ?

– Il ne faut pas se faire d'illusions : je ne crois guère à une croissance significative de l'aide française à l'Afrique. Mais, à enveloppe constante, il est tout à fait possible de mieux utiliser nos ressources. Les idées ne manquent pas. Je suis sur ce plan optimiste, car les responsables français devront bien faire bouger une coopération qui, pour reprendre un mot méchant de Guy Georgy appliqué à la politique africaine de la France, avait, de grand virage en grand virage, suivi pendant trente ans... une belle ligne droite. »

Propos recueillis par
MARIE-PIERRE SUBTIL
et JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) *La France et l'Afrique. – Vade mecum pour un nouveau voyage*, éditions Kartala, 1993 (le *Monde* du 4 mai).

erge Michailof

u pied du mur »

RUSSIE : la poursuite de l'épreuve de force

Un compromis pourrait être trouvé entre Boris Eltsine et les parlementaires

La situation devient de plus en plus difficile pour les opposants au président Boris Eltsine, retranchés sans électricité et sans communications dans le bâtiment du Parlement, et des dissensions sont apparues parmi eux. Réunis à Saint-Pétersbourg, les représentants des *régions* ont tenté, dimanche 26 septembre, d'élaborer un compromis permettant de sortir de l'impasse.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Boris, tu as encore raison.» Descendant pour la première fois dans la rue depuis le début de la crise, quelques milliers de partisans de Boris Eltsine se sont rassemblés, dimanche 26 septembre, sur la place du Manège à Moscou, à quelques mètres de la place Rouge, pour se rendre ensuite en défilé devant le bâtiment du conseil municipal (MosSoviet). Pour bien montrer leur différence avec *«les hystériques»* de la «Maison Blanche», les manifestants, souvent des familles, ont fait preuve d'un calme parfait, qui pouvait faire prendre le cortège pour la procession d'une amicale de quartier. Il est vite remis à sa place, cet homme, légèrement éméché, qui lance : *«Un bon communiste est un communiste mort!»* Et lorsqu'un étudiant déclare, devant la caméra d'une télévision étrangère, qu'il faut *«tuer tous les rats de la «Maison blanche»*, aussitôt ses voisins se précipitent pour dire qu'ils ne sont pas de cet avis et qu'il faut, avant tout, éviter toute effusion de sang. *«Les autres, il faut les ignorer»*, confie une vieille dame endimanchée. *«Oui, mais il faut aussi leur enlever tous leurs privilèges»*, ajoute sa compagne. Même retenue lorsque les différents orateurs prennent la parole. Si la foule applaudit Lev Ponomarev, un des dirigeants du mouvement «Russie démocratique», lorsqu'il lance : *«La campagne électorale commence aujourd'hui et nous allons la gagner»*, en revanche, elle siffle le père Gleb Iakounine, un député réformateur, lorsqu'il reproche à Boris Eltsine d'avoir *«par deux fois ramené les députés communistes»* et qu'il met en garde le président russe contre les *«risques de dictature»*.

Une kermesse dérisoire

L'ambiance est tout autre devant la «Maison Blanche», où siège l'«autre pouvoir». Même si ce pouvoir se limite désormais à quelques kilomètres carrés, de plus en plus hermétiquement bouclés par les hommes de la division Dzerjinsky, même s'ils ont été privés d'électricité et de tout moyen de communication, le «président de la République» Alexandre Routskoï, ses «ministres», la majorité des députés, qui n'ont pas accepté le «coup d'État constitutionnel» de Boris Eltsine, continuent d'y croire, ou de faire semblant. Le «président» prend des décrets, notamment celui de diminuer les impots de 40 %, et les députés, avant de se séparer pour *«aller dans les usines convaincre les camarades»*, discutent de la tactique à suivre. Incontestablement, des dissensions sont apparues entre les modérés, dont Rouslan Khasboulatov, le président du Parlement, et les jusqu'au-boutistes, qui se refusent à tout compromis.

Devant le bâtiment, comme les jours précédents, se déroule une sorte de kermesse triste et dérisoire. Quelques milliers de personnes déambulent d'un endroit à l'autre. Ici, autour d'un maigre feu de bois, des femmes offrent du pain et du thé chaud. Là, ce sont les *«représentants des régions fidèles»* qui ont affiché leurs slogans. Une icône à la main et une bougie dans l'autre, une dizaine de femmes psalmodient des chants orthodoxes. Plus tard, ils seront quelques centaines à faire une procession autour du camp retranché. De temps en temps, déguisés en militaires, des gamins, dont les traits tirés montrent la fatigue accumulée par les longues nuits de veille, défilent martialement.

S'ils ne parlaient pas, ils en seraient presque émouvants, tous ces laissés-pour-compte de la Russie d'aujourd'hui, ces nostalgiques d'un ordre ancien dont, eux, n'ont pas profité, contrairement à ceux qui «en haut», d'un côté comme de l'autre, se disputent un pouvoir qu'ils n'ont jamais cessé de partager. Mais lorsqu'ils parlent, c'est un déferlement d'éructations racistes – *«N'obéissez pas à vos chefs, ce sont tous des juifs!»*, lance un homme d'age mûr aux miliciens – d'appels nationalistes et de confusions mentales. Partout, les drapeaux tsaristes voisinent avec ceux de l'ex-URSS. Lundi, à deux heures du matin, Rouslan Khasboulatov provoque un véritable mouvement de panique en annonçant une intervention des forces de l'ordre. *«L'assaut va être donné»*, déclare solennellement le président du Parlement.

Le rôle des régions

Des masques à gaz sont distribués aux députés, les couloirs se remplissent d'hommes armés. *«Je lance un appel à l'opinion publique internationale et aux leaders du monde entier pour qu'ils stoppent cette aventure»*, déclare le général Routskoï dont le porte-parole annonce que *«la «Maison Blanche» ne sera pas livrée sans bataille aux barbares»* et que *«les gens sont prêts à se battre à mains nues. Mais nous savons qu'ils ne peuvent résister aux mercenaires rassemblés pour le pogrom»*. Rien, pourtant, ne se passera, et lundi, en fin de matinée, Moscou était toujours aussi calme.

Pendant ce temps, réunis à Saint-Pétersbourg, les représentants d'une soixantaine de régions tentaient de trouver un compromis. Car si, à Moscou et dans toutes les capitales internationales, Boris Eltsine semble avoir «gagné», c'est-à-dire qu'il représente le seul pouvoir légitime, en province, la situation est beaucoup plus floue. Si quelques-uns des responsables locaux ont clairement choisi leur camp, au risque, comme le chef de l'administration locale de Briansk (sud-ouest de Moscou), d'être limogé par Boris Eltsine, la plupart d'entre eux hésitent.

Le compromis qu'ils ont élaboré à Saint-Pétersbourg leur permettrait ainsi de continuer à ne pas choisir. Ils proposent en effet, comme l'avait déjà suggéré le président de la Cour constitutionnelle, Valéri Zorkine, d'organiser, avant la fin de 1993, des élections législatives et présidentielle simultanées. Mais, pour éviter le «vide du pouvoir» redouté par Boris Eltsine, le nouveau président ne prendrait ses fonctions que trois mois après son élection.

Reste à savoir maintenant quelle va être la réaction des responsables des deux camps à cette idée de «troisième voie». Les députés sont partagés. Rouslan Khasboulatov, qui avait déjà donné son accord à une telle solution en février dernier, veut d'abord que Boris Eltsine annule son *décret suspendant l'actuel Parlement.* Mais les divisions sont aussi très nettes autour de Boris Eltsine. Ainsi, le premier vice-premier ministre, Sergueï Chakhraï, qui assistait à la réunion de Saint-Pétersbourg en qualité d'observateur, a estimé *«d'un point de vue personnel»* que la tenue de ces élections simultanées était possible. Mais, toujours en son nom personnel, le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a déclaré qu'il *«ferait tout son possible pour convaincre le président de ne pas accepter»* cette solution. Quant à Sergueï Filatov, le chef de l'administration présidentielle, il a déclaré, très prudent, que «jusqu'à *présent*», Boris Eltsine refusait cette solution de compromis. Une manière de laisser toutes les portes ouvertes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Rostropovitch fait « chanter la poudre »

MOSCOU

de notre correspondant

Mstislav Rostropovitch, on le sait depuis longtemps, vibre au diapason de l'Histoire et de son cœur. Quand le mur de Berlin s'est écroulé, il s'est précipité sur place avec son violoncelle. Quand les putschistes d'août 1991 ont mis le siège devant la «Maison Blanche», il s'est rué à Moscou, prêt à tout pour soutenir la démocratie. Aujourd'hui encore, alors que Boris Eltsine a engagé une partie de bras de fer avec l'opposition, Rostropovitch est en Russie. Mais qu'on ne compte pas sur lui pour manifester une quelconque sympathie aux nouveaux «défenseurs de la «Maison Blanche», même si ce sont en partie les mêmes qu'en août 91. Non, comme l'explique pesamment la télévision russe, Rostropovitch *«montre le chemin à suivre»*. C'est-à-dire qu'il soutient le président.

A vrai dire, ce séjour-là était *prévu de longue date. «Slava»* est à Moscou avec le National Symphony Orchestra de Washington, dont il est le chef en titre. Samedi soir, dans la grande salle du Conservatoire, il présentait au public un jeune homme au nom chargé de gloire : Ignat Soljenitsyne, qui a joué avec une belle assurance le premier concerto de Chostakovitch. Mstislav Rostropovitch tenant la baguette, avec au piano le fils de l'écrivain qu'il avait hébergé avant son expulsion vers l'Occident, et puis en prime la création mondiale d'une symphonie écrite par le plus respecté des compositeurs contemporains «ex-soviétiques», Alfred Schnittke : le triomphe était assuré; le public – des mélomanes, mais aussi beaucoup de beau monde, de ministres et d'amis du président – était ravi, et «Slava» bissait à l'infini.

Le président au premier rang

Des monceaux de fleurs, les bravos, la joie et la lumière. Avec tout de même, sur le chemin du retour, cette grande silhouette plongée dans le noir absolu, dressée comme un vague remords derrière ses cordons de policiers en armes : le Parlement, figé dans sa résistance au «coup de force».

Le lendemain, la musique était pour la foule, sur la place Rouge. A vrai dire, on n'entendait pas grand-chose, un vent frisquet emportant vers Saint-Basile les accents de l'*Ouverture 1812* de Tchaïkovsky, et ses citations de *la Marseillaise*. Les musiciens de Washington, couverts de manteaux et de bonnets, avaient reçu le renfort d'une fanfare de l'armée russe. Les bannières des trompettes étaient rouges, et toujours frappées de la faucille et du marteau, mais les deux grands drapeaux qui encadraient la foule étaient bien aux couleurs de la Russie.

Au loin, une petite silhouette, une couronne de cheveux blancs : c'est Rostropovitch, qui virevolte, se tourne vers l'orchestre américain, se retourne vers la fanfare de l'armée, et, pour finir, fait «chanter la poudre». Des coups de canon viennent souligner les derniers accords de *l'Ouverture,* tandis que sonnent les carillons du Kremlin. Cela, tout le monde l'a entendu, et tout le monde a vu la fumée qui sortait de la gueule des petits canons d'époque, à demi couverts de bâches en plastique bleu, et curieusement suspendus dans des échafaudages métalliques. On a moins vu Boris Eltsine, mais il est bien là, au premier rang, accompagné une fois de plus de ses trois hommes liges, les ministres de la défense, de l'intérieur et de la sécurité, et la télévision, le soir, fera bien passer le message.

« Une partie de foot »

La foule va et vient. Dans une rue avoisinante, un homme s'égosille dans un mégaphone : *«La radio ment, les députés ne se sont pas rendus, venez défendre la loi et la Constitution.»* Un petit groupe le suit, d'autres ricanent, une femme profère des obscénités. Sur le trottoir d'en face, un jeune homme en treillis époussète soigneusement la Mercedes d'un nouveau riche.

A 2 kilomètres de là, d'autres jeunes gens en treillis, sales, les yeux rougis, gardent toujours leurs barricades. Ils expliquent qu'après avoir passé trois nuits à geler les policiers qui leur font face se sont mis à faire comme eux, et à allumer eux aussi de petits feux de bois. Il y a des moments de tension, quand on se dispute les mêmes réserves de branchages. Et des moments où l'on fraternise plus ou moins : *«On avait même prévu de faire une partie de foot avec les flics, mais leurs officiers le leur ont interdit. Ils avaient peur que ce ne soit filmé.»*

JAN KRAUZE

Il y a sept ans

L'URSS détenait deux fois plus d'armes nucléaires que les Etats-Unis

Il y a sept ans, l'Union soviétique détenait 45 000 têtes nucléaires, soit 12 000 de plus que les Etats-Unis lui en attribuaient et le double de l'arsenal américain au même moment. C'est ce que Viktor Mikhaïlov, l'un des responsables du ministère russe de l'énergie atomique, a révélé au travers de plusieurs déclarations publiques récentes, si l'on en croit une analyse du *New York Times* reprise par l'*International Herald Tribune* du lundi 27 septembre. Le stock de l'ex-URSS en uranium enrichi – la matière fissile à partir de laquelle sont conçues les bombes H – aurait été deux fois plus important que prévu. Ces évaluations de M. Mikhaïlov ont surpris les experts américains, tout en étant prises par eux très au sérieux.

L'ancien «patron» de l'Agence fédérale de la sécurité nationale, l'amiral Bobby Ray Inman, a expliqué, de son côté, que la puissance de l'arsenal nucléaire, à l'époque, était plus un résultat de la bureaucratie soviétique qu'une volonté délibérée de la stratégie militaire propre à l'ex-URSS. Mais d'autres voix, aux Etats-Unis, considèrent qu'il s'agit là, après leur incapacité à évaluer correctement les efforts de l'Irak en ce domaine, d'une nouvelle preuve de l'aveuglement des services de renseignement qui aurait pu avoir, durant la «guerre froide», des conséquences d'une gravité incalculable.

Passé à l'Est en 1950

Le physicien atomiste Bruno Pontecorvo est mort en Russie

Bruno Pontecorvo, le physicien nucléaire d'origine italienne dont la défection à l'Est avait tant effrayé les services secrets occidentaux en 1950, est mort le 24 septembre d'une pneumonie, à l'âge de quatre-vingts ans, a indiqué, samedi 25 septembre, l'agence italienne ANSA. Bruno Pontecorvo est décédé dans un hôpital de Dubna, à 130 km de Moscou, où il dirigeait un laboratoire de recherches.

Bruno Pontecorvo avait obtenu un doctorat en physique à Rome en 1934, et vint travailler en 1938 à Paris à l'Institut du radium avec Irène Joliot-Curie. Après l'invasion allemande, il s'enfuit aux Etats-Unis. Il fait partie de l'équipe anglo-canadienne de recherches nucléaires de Montréal.

Après la guerre, il prend la nationalité britannique et travaille au centre nucléaire britannique de Harwell. Par convictions personnelles, il passe à l'Est en septembre 1950 et ne réapparaît en public qu'en 1955, à Moscou. A cette occasion, il avait affirmé n'avoir jamais travaillé à la mise au point de la bombe atomique soviétique mais seulement à des recherches scientifiques, sur la physique des hautes énergies. Il était le frère du cinéaste Gillo Pontecorvo.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : duel d'artillerie à Kaboul.** – Un nouvel échange de tirs d'artillerie entre factions rivales sunnite et chiite a fait douze morts, dimanche 26 septembre, à Kaboul. Le Ittehad et le Wahdat avaient signé un cessez-le-feu le 31 août, après que des combats, très meurtriers pour la population de la capitale, les eurent opposés depuis le début de 1993. Ils ont, depuis lors, échangé des tirs d'artillerie à trois reprises. – *(AFP.)*

□ **BOLIVIE : un Indien provisoirement à la tête du pays.** – Le vice-président bolivien, Victor Hugo Cardenas, originaire de l'ethnie Aymara, est devenu, dimanche 26 septembre, le premier Indien à diriger le pays, même si ce n'est que par interim, depuis la conquête espagnole. Il assumera le pouvoir en l'absence du président Gonzalo Sanchez de Lozada, élu en juin dernier, qui effectue sa première visite officielle aux Etats-Unis. L'évènement a été salué comme *«historique»* dans ce pays peuplé pour moitié d'indigènes. – *(Reuter.)*

□ **CAMBODGE : les chefs de l'APRONUC ont quitté Phnom-Penh.** – Le Japonais Yasushi Akashi, chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), a quitté Phnom-Penh, dimanche 26 septembre, deux jours après la fin officielle de la mission des Nations unies dans ce pays. Le général australien John Sanderson, chef militaire de l'APRONUC, avait fait de même la veille. Il a assuré que sa mission avait été la plus réussie de l'histoire de l'ONU. Environ 22 000 hommes s'étaient déployés à partir de mars 1992 pour favoriser l'avènement d'un nouveau cadre institutionnel. Le prince Sihanouk est redevenu roi le 24 septembre. L'APRONUC achevera son retrait en novembre. – *(Reuter.)*

□ **ÉTATS-UNIS : des centaines de prisonniers américains de la guerre de Corée furent transférés en URSS.** – Capturés durant la guerre de Corée, entre 1950 et 1953, des centaines de prisonniers américains ont été transférés dans des camps du goulag soviétique, affirme un rapport de l'administration Clinton dont l'agence Associated Press a obtenu copie. Il s'agissait de retenir ces prisonniers – de l'armée de l'air surtout – *«comme otages politiques»*, indique ce rapport, présenté début septembre aux autorités russes par un responsable du département d'Etat. L'an passé, le président russe Boris Eltsine avait révélé que les archives soviétiques faisaient état de la capture et de l'interrogatoire de cinquante-neuf prisonniers américains de la guerre de Corée. La Russie n'a pas confirmé le transfert de ces militaires vers l'URSS. – *(AP.)*

Soukhoumi serait tombée aux mains des Abkhazes

Suite de la première page

Le commandement du premier corps d'armée géorgien, qui devait venir en renfort par Otchamtchira dans le sud de l'Abkhazie, a ainsi laissé les Abkhazes progresser par le nord de la ville.

« Le problème de la prise de Soukhoumi est pratiquement réglé », hormis quelques poches de résistance, a de son côté confirmé Beslan Bargandjia, porte-parole du président du Parlement abkhaze, Vladislav Ardzinba. La délégation abkhaze, qui se rend à Genève pour des pourparlers avec les Géorgiens est mandatée pour proposer un cessez-le-feu sur tout le territoire de l'Abkhazie, à partir du 30 septembre à midi. *« Nous sommes prêts à régler toutes les questions à une table de pourparlers »*, a précisé M. Bargandjia.

Réfugié dans un «endroit plus sûr»

Devant l'avancée des troupes abkhazes, le président Chevardnadze se serait quant à lui réfugié dans *« un endroit plus sûr »*, selon l'agence Itar-Tass, qui a cité des informations non confirmées selon lesquelles il se trouvait *«non loin»* de Soukhoumi.

La ville était devenue, pour les Géorgiens le symbole de la défense de leur intégrité territoriale et un nouveau test de l'attitude de la Russie dans le Caucase.

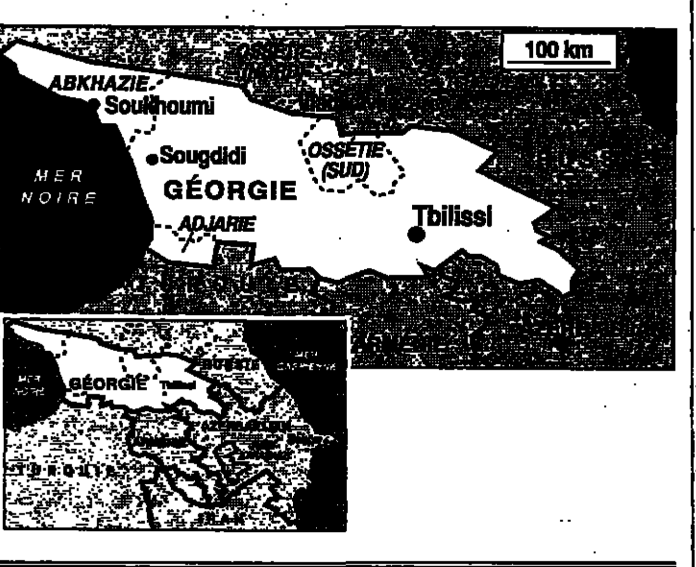
L'agence russe Itar-Tass avait multiplié au cours du week-end les nouvelles alarmantes sur le sort des défenseurs géorgiens assiégés à Soukhoumi, affirmant notamment que Tbilissi avait demandé à l'armée russe d'évacuer Edouard Chevardnadze, *« encerclé »* à Soukhoumi et dont la vie *« était en danger »*. Lundi matin, un porte-parole de M. Chevardnadze, joint au téléphone par l'AFP à Tbilissi, démentait cependant que le bâtiment où se trouve le président géorgien à Soukhoumi fût encerclé et affirmait que la situation n'était *« pas désespérée »*.

La population en proie à la panique

Il semble bien pourtant que les partisans de M. Chevardnadze n'avaient guère de quoi parader. Ce dernier ne sortait de son bunker du Parlement que pour aller tenter de remonter le moral de ses hommes au front. Il avait reconnu, dimanche, que la situation était extrêmement difficile. *« L'ennemi est dans la ville. Près de 90 % des envahisseurs sont russes. Ils sont plus nombreux que nous. Nous avons reçu des renforts, mais ils ne sont pas assez nombreux »*, avait-il regretté dans un message lu à la télévision nationale, avant de terminer par un patriotique : *« Tous ensemble, nous vaincrons. »*

Selon l'agence Itar-Tass, les combats faisaient rage, lundi matin, autour de Soukhoumi, qui étaient occupée à 80 % par les combattants abkhazes. M. Chevardnadze aurait déjà eu la possibilité de partir, dimanche, à bord d'un hélicoptère ou d'un navire de guerre russes, mais il aurait refusé.

Au cours du week-end, la flotte russe avait commencé à organiser l'évacuation par voie maritime de quelque 4 500 réfugiés de Soukhoumi et d'Abkhazie. Plusieurs milliers d'autres attendent : la population civile, cherchant à fuir les combats par voie aérienne, est en proie à la panique depuis que trois avions civils ont été abattus, la semaine dernière, sur l'aéroport de Soukhoumi, par des missiles tirés depuis une vedette en mer.





BOSNIE-HERZÉGOVINE : les négociations de paix

Les Musulmans se prononcent sur les propositions Owen-Stoltenberg

De nombreuses organisations musulmanes de Bosnie à vocation culturelle ou humanitaire, ainsi que les représentants du clergé islamique et ceux du Parti d'action démocratique (SDA) auquel appartient le président Alija Izetbegovic étaient appelées à se prononcer, lundi 27 septembre à Sarajevo, sur le projet de règlement pour la Bosnie mis au point sous l'égide de MM. Owen et Stoltenberg. Le Parlement bosniaque devait se réunir le lendemain pour débattre de ce projet.

C'est la première fois depuis le début de la guerre que les Musulmans de Bosnie sont consultés en tant que tels sur le déroulement des négociations de paix, les autorités de Sarajevo ayant donné jusqu'alors la priorité aux institutions pluri-ethniques de l'Etat, notamment la présidence ou le Parlement. Le congrès des organisations musulmanes devrait se prononcer par un vote, après avoir entendu un rapport de M. Izetbegovic sur le projet de règlement qui prévoit le partage de la Bosnie en trois républiques ethniques.

Le président bosniaque a critiqué ces derniers jours ce projet de règlement, mais il a aussi précisé, à l'adresse des députés, qu'ils avaient à choisir en fait entre la guerre et la paix. Selon des observateurs, le Parlement pourrait poser des conditions à son éventuelle approbation du plan. D'autre part, dans un discours devant l'assemblée générale de l'ONU lundi, le président américain Bill Clinton devait préciser les conditions de la participation américaine à une force de maintien de la paix pour faire appliquer le plan, s'il est accepté par les trois parties.

Sur les fronts, un calme relatif a prévalu, dimanche. Près de Mostar, à Medjugorje, représentants croates et musulmans étaient engagés dans des négociations pour un cessez-le-feu local et un échange de prisonniers, qui pourrait être signé, lundi, selon un porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo. Des radios locales ont cependant fait état d'affrontements armés entre Croates et Musulmans dans la région de Gornji Vakuf, en Bosnie centrale, tandis que des accrochages entre Serbes et Musulmans se sont produits au nord, notamment dans la région de Brcko et Doboj.

La Croatie en appelle à l'ONU

En Croatie, le ministère des affaires étrangères a demandé, samedi, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, que ce dernier fournisse des *« garanties »* sur l'accomplissement du mandat de la FORPRONU. M. Franjo Tudjman doit s'exprimer, mardi à New-York, devant l'assemblée générale. Les garanties exigées par Zagreb portent notamment sur le désarmement des milices indépendantistes serbes de Krajina, le rétablissement de l'autorité de Zagreb sur les zones contrôlées par ces milices et un *« contrôle efficace »* des frontières de la Croatie. Faute de tels engagements, la Croatie considérera que le mandat de la FORPRONU est terminé et demandera *« le retrait de toutes ses unités avant le 30 novembre 1993 »*.

De source gouvernementale à Zagreb, on a précisé, d'autre part, que les Serbes de Bosnie n'obtiendront un accès à la mer Adriatique – comme prévu dans le projet de règlement pour la Bosnie – qu'à condition que la république de Serbie reconnaisse la Croatie dans l'intégralité de ses frontières, c'est-à-dire renonce à toute visée annexionniste sur les territoires actuellement aux mains des milices serbes. Le plan pour la Bosnie prévoit un accès à l'Adriatique pour la République serbe de Bosnie *« dès que les relations seront normalisées »* entre Zagreb et Belgrade.

Des milliers de réfugiés croates originaires des régions aux mains des Serbes ont manifesté, dimanche à Zagreb, et dans le reste du pays contre l'ONU, accusée de ne rien faire pour leur permettre de rentrer chez eux. Environ 250 000 Croates ont fui la Krajina. A Zagreb les manifestants ont scandé devant le siège de l'ONU : *« FORPRONU, faites votre travail ou rentrez chez vous »*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **Des « casques bleus » blessés en Croatie et en Bosnie.** – Deux « casques bleus » français ont été blessés, l'un d'entre eux grièvement, par l'explosion d'une mine, samedi 25 septembre, dans la région de Medak, au sud de la Croatie. Le commandant de la FORPRONU, le général Jean Cot, a vivement protesté après que des soldats français et canadiens, qui tentaient de porter secours aux deux blessés, eurent essuyé des tirs de l'armée croate. D'autre part, deux « casques bleus » belges ont été légèrement blessés par des armes légères samedi en Bosnie centrale lors du deuxième incident de cette nature survenu en une semaine à proximité de Vitez, où s'affrontent Croates et Musulmans. La FORPRONU a déclaré ignorer s'il s'agissait d'attaques délibérées ou de balles perdues. – *(AFP.)*

Le plan est voué à l'échec

estime le président italien

Le plan de paix qui divise la Bosnie en trois entités ethniques est voué à l'échec, a estimé, dimanche 26 septembre, le président italien Oscar Luigi Scalfaro. Un tel plan signifierait la défaite complète des valeurs de l'humanité et sur de telles bases la paix ne pourra jamais s'instaurer. *« C'est impensable »*, a estimé le chef de l'Etat italien.

M. Scalfaro s'est exprimé ainsi dans un message de soutien à 15 000 personnes qui participaient à une marche pour la paix en Bosnie, entre Pérouse et Assise. Plus de 400 associations étaient à l'origine de cette manifestation. – *(Reuter.)*

□ **ALLEMAGNE : Klaus Kinkel rejette la candidature de Steffen Heitmann à la présidence de la République.** – Klaus Kinkel, président du Parti libéral (FDP), membre de la coalition au pouvoir à Bonn, a laissé ouverte l'issue de l'élection présidentielle de mai 1994, en rejetant le candidat proposé par le chancelier Helmut Kohl, le ministre de la justice de Saxe Steffen Heitmann. *« M. Heitmann n'est pas notre homme »*, a-t-il déclaré samedi 25 septembre, lors du congrès des Jeunes libéraux. D'autres noms circulent au sein du FDP pour une éventuelle candidature, tel celui de Hildegard Hamm-Brücher, ancienne secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. – *(AFP.)*

□ **ITALIE : arrestation d'un prince sicilien pour faux témoignage.** – Le prince sicilien, Giuseppe Vanni Calvello di San Vincenzo, a été arrêté, vendredi 24 septembre, à Palerme pour faux témoignage dans le cadre de l'enquête sur l'ancien président du Conseil Giulio Andreotti. Le prince aurait dit à son ancienne compagne, Gabriella Ruffo, que M. Andreotti avait eu des relations avec deux mafieux notoires de Palerme, les cousins Ignazio et Nino Salvo. Les magistrats auraient cependant acquis la conviction, grâce notamment à l'interception de conversations téléphoniques, que le prince n'avait pas dit toute la vérité. – *(AFP.)*

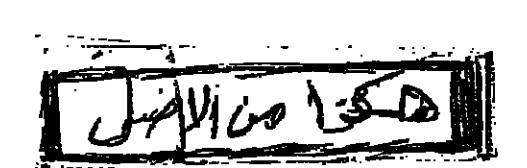
DIPLOMATIE

Alain Pierret est nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège

Le ministère des affaires étrangères a annoncé le 16 septembre la nomination d'Alain Pierret comme ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

[Né en 1930, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer, Alain Pierret a été en poste notamment à Moscou (1969-1972), à Helsinki (1972-1975) et à Belgrade (1975-1980) ; il a été ambassadeur à Niamey (1980-1982), chef du service des Nations unies et des organisations internationales à l'administration centrale (1983-1986), puis ambassadeur à Tel-Aviv (1986-1991) et à Bruxelles (1986-1991).]

□ **M. Eltsine se rendra au Japon le 12 octobre.** – Le président Boris Eltsine se rendra à Tokyo le 12 octobre en visite officielle, a-t-il été annoncé, samedi 25 septembre, à New-York après une rencontre entre le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et son homologue japonais, Tsumoto Hata. Ce déplacement a déjà été reporté deux fois depuis un an, en raison du contentieux qui oppose les deux pays à propos de la souveraineté sur les îles Kouriles, détenue par Moscou depuis 1945, mais revendiquée par Tokyo. – *(AFP, AP, UPI.)*



EUROPE

ROYAUME-UNI : pour mettre fin à la violence en Ulster

Les partis catholiques d'Irlande du Nord préparent une initiative commune

Des discussions à plusieurs niveaux ont été engagées à propos de la situation en Irlande du Nord. Celles-ci font naître un timide espoir, le premier depuis la rupture, en novembre dernier, des pourparlers intercommunautaires.

LONDRES

de notre correspondant

Les initiatives destinées à favoriser un règlement pacifique en Irlande du Nord ont été si nombreuses et si peu couronnées de succès, depuis vingt ans, qu'une grande prudence s'impose à l'annonce des discussions à plusieurs niveaux qui se poursuivent actuellement. Celles-ci se déroulent, d'une part, entre partis catholiques d'Ulster et, d'autre part, entre les gouvernements de Londres et de Dublin.

Les « unionistes » (protestants) ont, de leur côté, soumis de nouvelles propositions au gouvernement britannique. Echaudés par l'expérience, les principaux protagonistes se gardent de tout effet d'annonce. Bien que ces diverses initiatives se déroulent en ordre dispersé, elles tendent vers un but unique : dépasser le blocage des pourparlers intercommunautaires, interrompus en novembre 1992.

Depuis avril dernier, John Hume, chef du SDLP (Parti travailliste social-démocrate, catholique modéré), a noué des contacts avec le Sinn Fein, parti considéré comme la branche politique de l'IRA, déchaînant la colère des partis unionistes de la province : l'UUP de James Molyneaux et surtout le DUP du pasteur Ian Paisley refusent de nouvelles discussions avec John Hume tant que celui-ci n'aura pas mis fin à ses contacts avec une *« organisation terroriste »*. Or John Hume et Gerry Adams, chef du Sinn Fein, s'apprêtent à remettre un rapport commun sur l'état de leurs pourparlers au gouvernement de Dublin, et parlent de *« progrès considérables »* qui pourraient permettre d'établir une *« base solide pour la paix »*.

Un médiateur américain ?

Parallèlement, M. Hume se rend aux Etats-Unis, en mission d'information auprès de l'administration Clinton. Ce voyage va sans doute provoquer quelque irritation à Londres, où l'on reste méfiant à l'égard de cette proposition (qui est manifestement au centre du rapport Hume-Adams), consistant à envoyer un médiateur américain en Irlande du Nord. Londres accepterait cependant qu'une *« mission d'information »* américaine se rende à Belfast. Les protestants, de leur côté, y sont hostiles, persuadés qu'un tel émissaire défendrait les intérêts exclusifs de la communauté catholique.

L'autre initiative en cours prend la forme de discussions discrètes entre Londres et Dublin. Il s'agirait de réécrire une sorte de cadre institutionnel pour la province de l'Irlande du Nord. Jusque-là, le blocage était notamment dû au fait que la Constitution de la République irlandaise prévoit expressément la réunification des deux parties de l'île. Dublin, selon ces pourparlers, pourrait se contenter de considérer la réunification comme une simple « aspiration », et non plus comme une exigence. En retour, et si une majorité d'Irlandais se prononce en ce sens, le gouvernement britannique accepterait de tirer les conséquences législatives et institutionnelles d'une telle décision populaire. Ce nouveau « cadre » serait alors plus favorable pour reprendre les discussions intercommunautaires entre partis nord-irlandais.

LAURENT ZECCHINI

ESPAGNE : la garde civile accusée de « tortures »

La mort de deux membres présumés de l'ETA relance l'agitation au Pays basque

La mort de deux membres présumés de l'ETA, organisation indépendantiste basque, suscite des interrogations sur les méthodes de la police contre le mouvement nationaliste.

MADRID

de notre correspondant

Miren Gurutze Yanci avait trente et un ans. Arrêtée à 2 h 30 du matin, jeudi 23 septembre, dans la province de Guipuzcoa, pour ses relations présumées avec l'ETA, cette jeune femme a été retrouvée morte, vendredi vers 4 heures du matin, dans sa cellule de la prison de Tres Cantos, à proximité de Madrid, où elle avait été transférée. L'autopsie pratiquée dès le lendemain sur le corps de la victime a permis d'établir qu'elle avait sans doute succombé à *« une insuffisance cardio-respiratoire »* sans que l'on sache encore ce qui est à l'origine de ces troubles. Des analyses plus approfondies sont en cours. Son mari a immédiatement accusé la police basque d'avoir torturé son épouse et notamment de lui avoir placé un sac en plastique sur la tête avant son transfert à Madrid. Au cours de la nuit, la détenue s'était plainte de douleurs à la poitrine et un médicament lui avait été administré par ses gardiens.

Xabier Galparsoro avait vingt-sept ans. Il avait été arrêté, jeudi 23 septembre, vers 20 heures à Bilbao pour *« détention illégale d'armes, intimidation et tentative de vol de véhicules »* selon le communiqué diffusé par la police. Soupçonné d'être un ancien membre du commando Donostia, il était interrogé dans les locaux d'un commissariat de police quand vers 3 h 30 trente du matin, il a bousculé son gardien, s'est précipité vers la fenêtre et s'est jeté dans le vide du deuxième étage selon la version de la police. Grièvement blessé, cet ancien chef de presse de Herri Batasuna, parti politique proche de l'ETA, a finalement succombé dimanche après avoir sombré dans un coma profond.

Vingt-deux hématomes

Durant le mois d'août déjà, un autre membre présumé de l'ETA est mort dans sa cellule d'une crise cardiaque. Aucun élément n'avait permis d'établir qu'il avait été victime de mauvais traitements. Cette fois, Herri Batasuna et les organisations pro-indépendantistes accusent la police et la garde civile de *« tortures et de violences »*, tandis que le gouvernement annonce des *« enquêtes approfondies »* pour déterminer les causes de la mort de ces deux terroristes présumés.

La majorité de la vingtaine de militants appréhendés au cours de la semaine dernière ont dénoncé les mauvais traitements dont ils auraient été victimes dans les locaux des forces de l'ordre. Maria José Lizarribar, présentait, selon le médecin qui l'a examinée lors de son incarcération à la prison de Carabanchel, vingt-deux hématomes sur les bras et sur les jambes. Le juge Carlos Bueren a immédiatement ordonné qu'un constat soit effectué et des photos prises de cette jeune femme de trente-deux ans qui est restée à la disposition de la garde civile de lundi dernier jusqu'au samedi.

Ces deux morts surviennent au moment où l'ETA apparaît de plus en plus marginalisée et décriée après la mort, il y a deux semaines, d'un garde civil retraité âgé de soixante-dix-sept ans, tué par sa voiture piégée, et surtout, l'enlèvement et la séquestration depuis le 5 juillet d'un industriel basque, Julio Iglesias Zamora. Ce kidnapping continue de susciter une grande émotion au Pays basque et en Espagne. Xabier Arzalluz, président du PNV (Parti nationaliste basque) a estimé, dimanche, que Herri Batasuna n'avait aucune légitimité pour parler de tortures *« quand précisément ce sont eux (Herri Batasuna) qui se taisent face aux assassinats et aux méthodes barbares de l'ETA »*. De nombreux incidents ont opposé, samedi et dimanche soir, des manifestants aux forces de l'ordre au Pays basque et en Navarre.

MICHEL BOLE-RICHARD

GRÈCE : le scrutin du 10 octobre

Andréas Papandréou et le PASOK partent favoris pour les élections législatives

Depuis le début de la campagne pour les élections législatives anticipées du 10 octobre, Constantin Mitsotakis, premier ministre sortant et président des conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND), s'est lancé dans une course de vitesse pour combler son handicap face à son adversaire depuis trente ans, le socialiste Andréas Papandréou, chef du PASOK et favori de la consultation.

ATHÈNES

de notre correspondant

Chaque jour, M. Mitsotakis, qui est âgé de soixante-quinze ans, se démène comme un diable, sillonnant les campagnes et les îles, inaugurant toute une série de réalisations : il a lancé les thèmes, essentiellement d'ordre économique, de sa campagne en inaugurant, le 11 septembre, la 58e Foire internationale de Salonique, dans le nord du pays, avec le slogan-clé : *« La Grèce ne retournera pas en arrière. »* Après trois ans et demi d'austérité, *« l'heure était venue de recueillir les fruits des sacrifices, mais la marche du gouvernement a été interrompue par une coalition d'intérêts économiques et d'ambitions personnelles »*, a insisté M. Mitsotakis, qualifiant de *« traître »* son ancien protégé, Antonis Samaras – chef d'un nouveau parti, le Printemps politique (POLA), – à l'origine du déclenchement des élections. *« On n'a pas eu le temps de finir, nous avons été victimes d'une conspiration »*, a souligné le premier ministre.

M. Mitsotakis ne cesse de rappeler, par ailleurs, le niveau désastreux qui était celui de l'économie grecque quand il est arrivé au pouvoir en avril 1990 et la nécessité impérieuse de prendre *« des mesures drastiques »*. Les socialistes, au pouvoir de 1981 à 1989, avaient créé une *« société de consommation »* basée exclusivement sur les emprunts : le quart des recettes fiscales sert toujours à payer les intérêts des prêts contractés pendant cette période. *« Nous avons mis sur pied*, a dit le chef du gouvernement, *une Grèce qui travaille et qui produit, et non plus une Grèce qui consomme et qui emprunte, une Grèce sérieuse et responsable qui inspire confiance. Nous avons fait un vrai pas en avant. »*

M. Mitsotakis s'est félicité des résultats obtenus sur les fronts de l'inflation, du déficit budgétaire, de la balance des paiements, de la croissance, des grands travaux, des privatisations et de la tenue de la drachme. Il a cité des rapports de l'OCDE et du FMI qui indiquent que le pays se trouve *« sur la bonne voie »* et qui soulignent la nécessité de persévérer. Selon lui, tous ces efforts seraient *« dilapidés »* si les socialistes revenaient au pouvoir avec leurs *« expériences tiers-mondistes »*, le pays perdrait la confiance et sombrerait dans les erreurs du passé, dans *« le déclin économique et national »*.

M. Mitsotakis a promis, s'il est réélu, la fin de l'austérité, avec des augmentations – supérieures à l'inflation – des retraites, des revenus des fonctionnaires et des employés du secteur public. Le premier ministre n'a pas manqué, non plus, de lancer quelques coups bas en mettant en doute la capacité physique de M. Papandréou, âgé, lui, de soixante-quatorze ans, à gouverner. *« L'injure et les sous-entendus sont les seuls arguments qui restent à M. Mitsotakis »*, a rétorqué le dirigeant socialiste.

M. Papandréou, qui a subi un triple pontage coronarien pendant l'été 1988 à Londres, n'a plus la fougue d'antan et se contentera d'un nombre réduit de déplacements en province. Il a ouvert lui aussi, le week-end dernier, sa campagne à Salonique, en organisant un meeting monstre de quelque 300 000 personnes, une véritable démonstration de force.

« Nous allons délivrer la Grèce d'une clique anachronique, obscurantiste et corrompue », a déclaré M. Papandréou, affirmant que la victoire du PASOK est *« assurée »*. Il a accusé M. Mitsotakis d'avoir *« sapé l'avenir immédiat de l'économie grecque »*, en citant *« le bradage »* des entreprises publiques, *« l'explosion »* du chômage, *« la crise »* de l'agriculture et des petites entreprises. Restant vague sur son programme, M. Papandréou a dit qu'il ne promettait *« pas de miracle »*, mais qu'il pouvait *« sortir le pays de la crise »*.

Agé de quarante-deux ans, Antonis Samaras, le chef du POLA, qui a fait tomber le gouvernement de M. Mitsotakis, s'affirme comme l'homme de l'avenir, du *« dépassement »* des deux camps dominés par des hommes du passé. Héraut du nationalisme, il a accusé le premier ministre d'avoir *« planté un poignard dans le dos de la Macédoine »*. Mal organisée, sa campagne manque de souffle et de présence. Les hommes qui le soutiennent sont pour la plupart des transfuges de la Nouvelle Démocratie, ou même du PASOK, mis sur la touche depuis plusieurs années. Le POLA ne semble pas être en mesure de réaliser un score important, mais son résultat – la grande inconnue du scrutin – pourrait cependant être suffisant pour affaiblir la ND et apporter la victoire au PASOK.

Quant aux deux autres petits partis de gauche, le parti communiste KKE et la Coalition de gauche et de progrès, susceptibles de dépasser le seuil des 3 % pour accéder au Parlement, ils veulent tous deux être le troisième parti, devant M. Samaras – un pari improbable, surtout pour la Coalition, en perte de vitesse.

DIDIER KUNZ

PROCHE-ORIENT

Violences enfantines à Gaza

Grâce au dessin, au théâtre et aux jeux, des mères palestiniennes tentent d'apaiser la colère et l'inquiétude des plus jeunes

KHAN-YOUNIS (Bande de Gaza)

de notre envoyé spécial

Un préau planté dans le sable, un bâtiment préfabriqué et un mur qui tente de faire oublier les bidonvilles, les maisons délabrées d'à côté.

Elégantes, certaines habillées à l'occidentale, d'autres, le visage recouvert d'un voile, Nahida, Tahani, Amal et Itedal s'affairent en compagnie de leurs amies. Elles enchaînent réunion sur réunion, préparent du thé et des beignets, discutent, s'emportent et plaisantent à propos de leurs divergences.

Certaines ont fait de la prison, d'autres ont distribué à manger dans les camps de réfugiés, participé aux manifestations, créé leurs propres comités affiliés aux partis qui composent l'OLP. Nahida, Tahani, Amal et Itedal ont vu aussi grandir leurs enfants. Les cauchemars, la violence, un dégoût pour les jouets et souvent de longs silences, le secret.

Elles n'ont pas attendu l'accord de paix pour soigner ces derniers des effets de la guerre. En 1991, elles ont créé – avec l'aide de l'organisation Enfants réfugiés du monde – un centre d'animation qu'elles ont appelé « Al Shuruq Wal Amal ». En français, « Le lever du soleil, l'espoir ». Ou comment faire disparaître des aquarelles et des dessins enfantins, les grenades et les mitraillettes, les soldats israéliens, les combattants palestiniens...

« Envie de frapper de tout casser »

« Regardez, ils commencent à raconter la vie ». Amal, l'animatrice, sort les meilleures planches. Ibrahim, cinq ans, a peint les pyramides d'Egypte, des chameaux et des tentes de bédouins. Myriam, six ans, un champ de fleurs, des enfants et des ballons, une voiture arrêtée à un feu de circulation, un soleil gris. Bien sûr, Ibrahim et Myriam n'ont pas pu s'empêcher d'apposer dans un coin le croquis d'une arme, la gerbe d'une explosion.

Mais à côté des représentations habituelles des têtes de morts, des poings arrachant des fils barbelés, ou des poignards en forme de Palestine perçant le cœur d'une étoile bleue – accompagnés du slogan *« Ne meurs pas avant de tuer ton agresseur »* – ces dessins *« sont joyeux »*, dit Amal. Chaque jour, la jeune femme tente de convaincre les enfants de ne pas signer leurs œuvres des sigles du mouvement palestinien.

« Parce qu'autrement, c'est la guerre. Ils crient : « Moi je suis Hamas, moi je suis Fath, moi je suis FPLP » *et ils raturent, déchirent les dessins de ceux qui ne sont pas de leur côté. Nous devons leur expliquer qu'ils doivent se respecter, qu'au bout du compte il n'y a pas de différences entre eux et que nous formons un seul peuple, le peuple palestinien. Ils ont du mal à comprendre. Déjà, ils nous demandent à quel groupe nous sommes nous-mêmes affiliées »*. Amal ajoute : *« Si chacun déchire le dessin de l'autre, il n'y a plus de vie possible »*. Elle range les feuilles encore imbibées de peinture à l'eau, certaines bariolées de grandes biffures.

Un jour, Taha, onze ans, est venu au centre *« très nerveux »*. D'habitude *« très calme, doux et posé »*, Taha s'est mis à crier contre les enfants, *« il était violent, il n'a rien voulu raconter »*. Il est entré dans la « chambre des dessins » et s'est mis à peindre des soldats israéliens, avec au loin les « chebab » (les miliciens palestiniens armés et masqués) et *« au premier plan, un soldat qui donnait des coups de pied à un enfant »*. Taha se promenait dans la rue lorsqu'il est tombé nez-à-nez sur des manifestants et des soldats. Taha n'a rien dit, tout juste dessiné.

Amhan, quatre ans, est resté plusieurs jours figé, incapable de parler. Les animatrices ont tenté de l'interroger, elles sont allées enquêter dans la rue, à l'école, chez ses parents, *« nous nous sommes relayées, ça lui faisait mal, mais il s'est expliqué : une nuit, des soldats israéliens avaient pénétré dans la maison à la recherche de son oncle. Celui-ci avait cherché à s'enfuir en enjambant un mur, les soldats avaient tiré, l'oncle s'était écroulé sur les clous qui avaient été scellés à l'extrémité du mur... »*.

Depuis, Ahman n'a pas voulu sortir, ni se séparer de son père. *« Il demandait à être accompagné, même pour aller du salon à la cuisine. Son père ne l'a pas supporté, il avait tendance à être violent... »* Au centre d'animation, Ahman n'a plus le goût de jouer, ni de dessiner.

Certains enfants arrivent le matin et *« on sent qu'ils ont une envie de frapper, de tout casser »*. Particulièrement après les nuits de perquisition. *« Les soldats ne peuvent s'empêcher de détruire à l'intérieur des maisons »*, affirment les animatrices. Sharif, lui, a vu des Palestiniens masqués entrer chez lui et frapper son oncle avec des barres de fer, lui tirant plusieurs balles de revolver dans les genoux, le traînant par terre en l'accusant de *« boire de l'alcool, de fumer du haschich »*.

L'oncle banni pour cause de *« danger pour la société »*, le père fait prisonnier et déjà condamné à douze années de détention dans les geôles israéliennes, Sharif s'est retrouvé, à l'âge de douze ans, *« le seul homme de la famille, par conséquent, l'unique responsable, de ses cinq sœurs, pour sa mère et sa tante. Il était effrayé. Incapable de se concentrer plus d'une minute sur une activité, il frappait avec méchanceté en cherchant à faire très mal. Il ne peignait qu'avec des couleurs grises et noires. Il était devenu le petit homme que, nous, les animatrices, devions respecter lorsqu'il nous ordonnait, par exemple, de ramasser ses jouets »*.

Amal et Itedal se souviennent des heures passées à discuter avec lui en le rassurant, lui expliquant qu'il n'était pas le seul à connaître ce genre de situation, lui proposant des rôles de conciliateurs dans les saynètes qu'elles faisaient jouer aux enfants. *« Il a fini par accepter »*. Sharif, au théâtre, dans des habits de juge de paix chargé d'apaiser la fureur de deux combattants. *« On sentait bien qu'il avait envie de se battre »*. Sharif, tenant son rôle de négociateur jusqu'au bout. *« Ça l'a calmé. »* Petit père de famille, complètement déboussolé.

Quand l'espoir renaît

Grâce au théâtre, à la musique et à la ludothèque, on tente d'oublier et de se réconcilier avec les jeux, les jouets. *« Leur premier réflexe quand ils ont un Lego, c'est de reconstituer une armée. Dans la cour, les uns font les Israéliens, les autres les Palestiniens et ils s'amusent à se faire une Intifada. »* Les animatrices les détournent alors vers une séance de « Kapla », du nom de ces poutrelles de bois que les enfants assemblent selon leur imagination, construisant des ponts, des immeubles ou des maisons. Les petits bagarreurs deviennent des architectes, des « designers », obligés de penser aux formes qu'ils vont élaborer, allant du simple au compliqué. *« Mais certains se retiennent de ne pas tout balayer »*.

On essaye aussi de reconstituer un climat de sécurité, *« ce qui n'était pas évident pendant l'Intifada : nous-mêmes, nous n'étions pas rassurées »*, explique Itedal, qui, avec son salaire d'animatrice, fait vivre une famille entière de douze personnes. *« Souvent les écoles étaient fermées et quand elles fonctionnaient, les enfants quittaient la violence de la rue pour retrouver celle de leurs professeurs. Ceux-ci étaient facilement dépassés, avec des classes de cinquante enfants, sans vraiment de formation, ils avaient pris l'habitude de les frapper. Aujourd'hui, ils ont envie de changer, certains viennent nous voir pour discuter. »*

Petit à petit, les trois cents enfants inscrits au centre auraient, si l'on en croit les animatrices, retrouvé une *« sociabilité, développé leurs capacités de concentration, une envie de jouer »*. Ils auraient appris *« à moins crier, à s'écouter, appris l'autonomie, la liberté, même s'ils ont du mal à admettre les règles, les limites qui leurs sont imposées »*. Auparavant, les enfants souffraient pour la plupart *« d'instabilité, d'hyper-activité, d'agressivité, d'anxiété et d'une tendance à la dépression »*. Maux de têtes, perte d'appétit, énurésie, insomnies et crampes d'estomac. Les animatrices du centre de Khan-Younis savent qu'elles ne peuvent pas tout régler, que tout *« est long »*, qu'il *« faut parler, parler... »*.

Le jour de la signature de l'accord de paix à la Maison Blanche, les comités de femmes tenaient justement un conseil d'administration décidant de l'avenir de leur institution. *« Evidemment nous avons regardé la télévision, nous étions fermement divisées, mais on en a rigolé*, raconte Tahani. *Celles qui n'étaient pas d'accord avec Arafat ont dit aux autres : Maintenant que vous avez des chances d'être au gouvernement, nous attendons de voir comment vous allez nous recevoir. »*

Récemment, le centre a été attaqué par des hommes du FPLP et du PC. *« Comme nous balayons toutes les sensibilités de l'OLP, il s'est trouvé des femmes du FPLP et du PC, qui comme toutes les autres ont protesté. »* Mieux, elles n'ont pas été sans exercer une certaine influence sur les militants de leur propre parti.

« Et le résultat, c'est que les « chebab » sont venus nous proposer de rembourser ce qu'ils avaient cassé. » Les femmes de l'Intifada disent qu'elles ont appris à vivre comme cela : *« Avec des divergences, mais qui ne changent rien à ce qu* [elles veulent] *faire sur le terrain »*. D'ailleurs, lors de ce conseil d'administration, où elles avaient la tête à Washington, celles-ci ont décidé de créer un nouveau centre à l'intention des adolescents. Un deuxième « Lever du soleil », un deuxième « Espoir » à Khan-Younis. Déjà, elles pensent à d'autres centres sur la bande de Gaza.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

« Palestine cherche policiers... »

En Cisjordanie et à Gaza, des milliers de jeunes gens se présentent aux bureaux de recrutement du Fath

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nom, prénom, adresse, profession, âge, mensurations... Malgré les heures d'attente qu'on lui avait fait subir à la porte du tout nouveau « bureau du Fath », au premier étage d'un petit immeuble à Jérusalem-Est, Maher ne regrettait pas d'être venu. *« Jusque-là, c'est facile »*, pensa-t-il en mâchonnant son crayon. Dans la cage d'escalier, derrière la porte, plusieurs dizaines de jeunes gens, et même deux ou trois filles délurées, en jeans et tennis, patientaient à leur tour.

Ils sont forgerons, commis d'épicerie, coursiers, chauffeurs-livreurs, maçons, couvreurs, journaliers agricoles, ou tout simplement désœuvrés, chômeurs depuis des années parfois. Ils sont grands ou courtauds, barbus ou glabres, sportifs ou un peu affaissés, mais tous ont la même ambition : entrer dans la future maréchaussée palestinienne.

L'OLP n'a même pas eu besoin d'imprimer des affiches. Une simple annonce publiée la semaine précédente dans *Al Qods*, le quotidien arabe de Jérusalem-Est, a suffi pour déclencher le grand rush. Partout, à Naplouse, Jénine, Jéricho, Bethléem, Hébron, Ramallah, Gaza, etc., partout, depuis le 24 septembre, les bureaux de recrutement du Fath ont été pris d'assaut.

« Sur instruction de son excellence, le frère Yasser Arafat, disait l'encart publicitaire, *il a été décidé de mettre en place une force de police palestinienne pour préserver la sécurité des citoyens, leurs propriétés et leur souveraineté sur les terres (...). Agés de 18 à 35 ans, les candidats devront se présenter avec leurs papiers d'identité et quatre photos aux adresses suivantes... »*

En vingt-six ans d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, la censure militaire israélienne n'avait jamais vu cela... Mais depuis *« la-poignée-de-main-du-siècle »* entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, le 13 septembre à Washington, *« on ne s'étonne plus de rien »*, grogne un censeur. Pensez donc ! On a même vu samedi, dans la vieille ville arabe, un juif religieux, avec kippa sur le crâne et châle de prière blanc sur les épaules, jouer au jacquet en pleine rue avec un boutiquier palestinien de la via Dolorosa. A deux cents mètres du Mur des lamentations et un jour de Kippour ? Oui. Des photographes français qui passaient par là ont mitraillé la scène à bout portant. Incroyable ? *« Bof, les choses changent tellement vite ces temps-ci... »*

Au « bureau du Fath », dans la grande salle réservée aux candidats-policiers, Maher a retourné le formulaire. Ses yeux bruns courent sur le texte arabe. Ses sourcils se froncent, le jeune homme pose le stylo sur la longue table de formica, et s'adosse à la chaise plastique. Pas de doute, cela devient plus compliqué : *« Expliquez vos motivations. Pourquoi voulez-vous entrer dans les services de sécurité palestiniens ? Quel rôle ces services devront-ils jouer ? »*. Maher réfléchit. Les accords conclus entre Israël et l'OLP sont formels : dans la période intérimaire de cinq ans, au cours de laquelle ils s'autogouverneront, *« les Palestiniens mettront en place une force de police puissante... »*

Vingt-cinq mille à trente mille hommes

Oui, mais pour quoi faire exactement ? Empêcher les colons juifs de se livrer aux provocations annoncées par les plus extrémistes d'entre eux ? Arrêter les Palestiniens du même tonneau qui ont juré de tout faire pour s'opposer au processus en cours ? Abou Ammar, nom de guerre d'Arafat, n'a fait savoir qu'une seule chose : il veut une force de vingt-cinq mille à trente mille hommes, dont entre dix mille et douze mille seront des Palestiniens « de l'intérieur ». Les autres, dont plusieurs centaines sont déjà entraînés en Egypte et en Jordanie, viendront des contingents de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), en exil depuis 1967 dans différents pays arabes.

Jusque-là, ça va. Seulement, depuis l'annonce de cette répartition, les territoires occupés regorgent de méchantes rumeurs. Le « président » n'aurait pas une grande confiance dans « l'intérieur ». Non seulement il mettrait son veto au recrutement de Palestiniens liés à d'autres groupes politiques que celui qu'il a fondé (le Fath, principale composante de l'OLP), mais encore, mis à part certains notables qu'il connaît personnellement – et encore pas tous... –, il n'aurait pas du tout l'intention d'attribuer de vraies missions de confiance aux gens de Cisjordanie et de Gaza. *« Les moukhabarat*, [les agents qui s'occuperont directement de la sécurité intérieure et notamment de la lutte contre les dissidents palestiniens] *seront exclusivement recrutés parmi les extérieurs de l'ALP »*, sussure-t-on à Jérusalem-Est.

Penché sur son papier, Maher réfléchit. Doit-il se montrer extrêmement prudent comme le lui souffle son voisin de table ? Faut-il se contenter de postuler un emploi de flic des rues, bon pour régler la circulation et courser les voleurs de poules ? Ou bien faut-il se montrer ambitieux au risque de perdre toute chance d'être embauché ? Maher choisit le premier terme de l'alternative. Il sait que les heureux élus – Sarhan Salahimeh, le patron du bureau de recrutement nous l'a fait savoir tout à l'heure – seront choisis *« parmi les mieux éduqués »*. Or, à l'instar de dizaines de milliers de jeunes Palestiniens, Maher n'a pas pu, ou pas voulu, terminer ses études secondaires. *« L'Intifada, vous comprenez... »*

C'est prévu. *« Si vous n'avez pas fait d'études secondaires, expliquez pourquoi »*, demande le formulaire. *« Avez-vous été détenu ? Quand, où, combien de temps, pour quels motifs ? »* Attention ! Avoir séjourné dans une geôle israélienne n'est pas rédhibitoire. Au contraire. Sarhan Salahimeh, qui a lui-même été condamné à vingt et un ans de prison en 1976 – *« pour activités militaires »* consent-il à lâcher, très énigmatique –, puis libéré après neuf ans de cellule dans le cadre d'un vaste échange de prisonniers, Sarhan ne cache pas que les comités de sélection – l'un à Jérusalem-Est, l'autre à Tunis au siège de l'OLP – préféreront ceux qui ont *« une certaine expérience militaire »*.

Israël s'apprêtant, selon toute vraisemblance, à libérer l'essentiel des dix mille Palestiniens détenus dans les camps militaires et les prisons – à l'exception de ceux qui ont été jugés coupables de terrorisme actif ayant entraîné des morts ou des blessures graves – les candidats ne vont pas manquer. Bien entendu, confirme M. Salahimeh, les droits communs *« seront écartés »*. D'ailleurs, comment pourraient-il répondre à cette autre question qui turlupine tant notre jeune Maher : *« Selon vous, de la sécurité ou des droits de l'homme, qu'est-ce qui est le plus important ? »*. Bonne question pour Etat en gestation...

PATRICE CLAUDE

Le Hamas revendique plusieurs attentats-suicides contre des Israéliens

Le mouvement de la résistance islamique Hamas a revendiqué, dimanche 26 septembre, une tentative d'attentat à la voiture piégée perpétrée dans la matinée par un Palestinien, près d'une colonie israélienne dans la bande de Gaza.

Plusieurs activistes du Hamas ont revendiqué, par haut-parleurs dans des mosquées de Gaza, la responsabilité de cet attentat. Selon eux, le Palestinien qui a été tué était membre du Hamas. Achraf Mahdi conduisait une voiture remplie de grenades et d'explosifs, qui a explosé à 1 kilomètre des limites de l'implantation de Nezarim, dans le sud de la ville de Gaza. Son corps a été retrouvé dans l'épave déchiquetée du véhicule. Les activistes du Hamas ont également revendiqué deux autres attentats-suicides, commis les 12 et 14 septembre, et qui avaient visé respectivement un autobus des autorités pénitentiaires et le quartier général de la police de Gaza.

Samedi, un soldat israélien avait été légèrement blessé à coups de couteau dans le cou par une Palestinienne à un barrage établi à El Bireh en Cisjordanie. La Palestinienne avait réussi à s'enfuir. – *(AFP.)*

Les caméras de surveillance de l'ONU ont été activées en Irak

Un responsable de l'ONU a annoncé, dimanche 26 septembre à Bagdad, que six caméras de surveillance installées par l'ONU sur deux sites d'essai balistique irakiens, avaient été activées la veille. Il s'agit des sites de Yaum al-Azim et al-Rafah, à une soixantaine de km au sud de Bagdad.

« Les caméras sont actuellement opérationnelles et transmettent des images vers le bureau de l'ONU (à l'hôtel Sheraton) *à Bagdad »*, a affirmé Guy Martelle. Des employés de l'ONU *« sont sur place pour surveiller les caméras »*. Cette mesure est la première application concrète du programme de surveillance à long terme de l'armement de l'Irak. Elle était la condition de la poursuite des pourparlers entre les Nations unies et Bagdad sur les questions de désarmement. – *(AFP.)*

□ **ÉGYPTE : La Djamaa islamiya revendique plusieurs meurtres de policiers.** – Dans un appel téléphonique au correspondant de l'AFP en Haute-Egypte, un dirigeant de l'organisation intégriste clandestine, Djamaa Islamiya, a revendiqué, samedi 25 septembre, au nom de son mouvement, les récents attentats perpétrés contre des policiers en Haute-Egypte. Il a affirmé que la Djamaa poursuivrait sa lutte contre le régime jusqu'à ce qu'il change de position envers les islamistes. Sept policiers ont été tués en Haute-Egypte depuis le début du mois de septembre.

A TRAVERS LE MONDE

CENTRAFRIQUE

Mise en garde des autorités contre tout « débordement » populaire

Les autorités centrafricaines ont mis en garde, samedi 25 septembre, la population contre tout *« débordement »* lors de la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives, dont le deuxième tour a eu lieu le 19 septembre. Les résultats officiels des élections devaient être annoncés lundi 27 septembre à Bangui.

Les deux candidats arrivés en tête à l'issue du premier tour, l'ancien premier ministre Ange-Félix Patassé, candidat du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain, et Abel Goumba, de la Coordination des forces démocratiques, seraient *« dans un mouchoir de poche »*, nous a confié, par téléphone, un diplomate occidental qui considère cette situation comme *« explosive »*, car elle risque d'engendrer une vive contestation entre les partisans des deux candidats.

HAUT-KARABAKH

Première rencontre des présidents arménien et azerbaïdjanais

Le chef de l'Etat arménien, Levon Ter-Petrossian, et le président en exercice de l'Azerbaïdjan, Gueidar Aliev, ont eu un entretien à huis clos, samedi 25 septembre, au ministère des affaires étrangères de Russie à Moscou – le premier du genre depuis le début du conflit autour du Haut-Karabakh, il y a six ans.

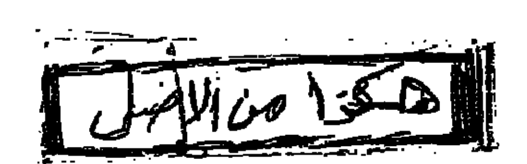
M. Aliev a indiqué que les conversations avaient porté sur les moyens de régler pacifiquement ce conflit et que les deux hommes sont tombés d'accord *« sur plusieurs sujets »*. M. Ter-Petrossian a déclaré que des *« facteurs positifs se sont manifestés dernièrement, permettant d'espérer un règlement rapide »*. Un cessez-le-feu jusqu'au 5 octobre avait été conclu à la mi-septembre entre Arméniens du Haut-Karabakh et Azerbaïdjanais, ces derniers ayant accepté la tenue d'un prochain « sommet » entre M. Aliev et M. Robert Kotcharian, président du Comité de défense du Haut-Karabakh, région qui s'est déclarée indépendante et vient d'être reconnue comme « partie au conflit ». Aucune information officielle n'a cependant été diffusée sur un sommet Aliev-Kotcharian, qui était attendu ce week-end à Moscou.

SUISSE

Le contrôle renforcé des ventes d'armes est approuvé par référendum

Les électeurs suisses se sont prononcés, dimanche 26 septembre, en faveur d'un contrôle renforcé sur les ventes d'armes, qui permettra au pays de se doter d'une législation nationale empêchant la vente libre d'armes semi-automatiques, ce qui est actuellement le cas, dans de nombreux cantons de la Confédération helvétique.

Les électeurs ont également approuvé une initiative visant à faire un jour férié du 1er août, date de la fête nationale célébrant l'union des trois premiers cantons helvètes en 1291. Cette proposition avait vivement été combattue par le patronat. Enfin, un arrêté fédéral visant à améliorer la protection des chômeurs a été adopté à une majorité de 70,4 %. L'indemnisation des personnes privées d'emploi sera allongée de cent jours, et 85 % des coûts engendrés par la formation d'un chômeur en vue de sa réinsertion professionnelle seront subventionnés. – *(Reuter, AFP.)*



ENT

Palestine cherche policiers...

lusieurs
s israéliens

de l'ONU
rak

SUISSE

AFRIQUE

Angola : la guerre des villes

L'armée gouvernementale contrôle 65 % de la population et l'UNITA occupe les trois quarts du pays
Les combats se concentrent autour des grandes cités

LUANDA ET HUAMBO

de notre envoyé spécial

Ce n'est qu'un léger frémissement, à peine la promesse d'un avenir moins sombre, mais à Luanda, dans les cercles gouvernementaux et militaires, il n'en a pas fallu plus pour faire naître l'espoir que le cours des événements pourrait s'inverser.

Jamais, depuis mars dernier, les autorités angolaises n'avaient manifesté autant d'optimisme. A l'époque, après deux mois d'une âpre bataille, la ville de Huambo venait de tomber aux mains de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Quelques semaines plus tard, la ville pétrolière de Soyo, perdue et reprise une première fois, retombait aux mains des rebelles. Rien ne semblait alors devoir arrêter l'avance des troupes de Jonas Savimbi.

Depuis le début d'août, à Luanda, on se surprend à croire que la plus mauvaise période est passée et que les troupes gouvernementales, jusque-là bousculées sur tous les fronts, vont renverser la situation. Dans son bureau au siège de l'état-major, le général «T», qui tient à conserver l'anonymat, demeure prudent, mais la carte qui couvre tout un mur, face à son bureau, témoigne de ses raisons d'espérer.

Entre la fin 1992, lorsque l'UNITA a repris ses opérations militaires, après sa *défaite électorale* de septembre, et le début de l'été 1993, le territoire contrôlé par les Forces armées angolaises (FAA) n'a cessé de se rétrécir. Formellement, le gouvernement contrôle toujours 65 % de la population et 14 des 18 capitales provinciales du pays, mais plusieurs d'entre elles sont encerclées, isolées en milieu hostile, incapables de survivre sans un ravitaillement aérien aléatoire. Seule une bande côtière englobant, du nord au sud, le long de l'Atlantique, les villes de Luanda, Sumbe, Lobito, Benguela, *Lubango et Namibe* échappe totalement à l'ennemi. Encore l'UNITA tient-elle, au nord, la ville pétrolière de Soyo et, depuis le 28 août, le port d'Ambriz.

Rien n'autorise donc à pavoiser si ce n'est, souligne le général «T», que, depuis quelques semaines, les FAA sont passées à la contre-attaque. *«En 1991, au moment de la discussion des accords de paix*, explique-t-il, *nous avions de graves problèmes logistiques. Notre armée comptait 300 000 hommes. Conformément aux accords, nous avons démobilisé. Il en a résulté une pagaille monstre qui n'a fait qu'accentuer nos difficultés. Les officiers restés en fonctions n'avaient plus d'autorité, les soldats s'étaient débandés, parfois en emportant le matériel. Lorsque la guerre a repris, nous n'avions plus d'outil militaire. La défaite de Huambo, en mars dernier, ne s'explique pas autrement : nous avons été incapables de dominer les problèmes logistiques. Nous avons dû repartir de zéro, tout réorganiser.»*

Regain de confiance

C'est ce choix, intervenu au terme d'un difficile débat politico-financier au sein du gouvernement, qui serait à l'origine du regain de confiance de l'état-major angolais. En quelques semaines, d'énormes efforts ont été consentis pour rendre opérationnelle une force qui n'avait plus d'armée que le nom. Cette réorganisation est visible jusque dans les rues de la capitale, où l'on croise des militaires vêtus d'uniformes neufs et bien coupés, circulant à bord de véhicules tout terrain fournis par le Portugal. Les policiers ont été repris en main : désormais sobres, ils n'exigent plus systématiquement l'argent qu'ils extorquaient aux automobilistes contrôlés la nuit.

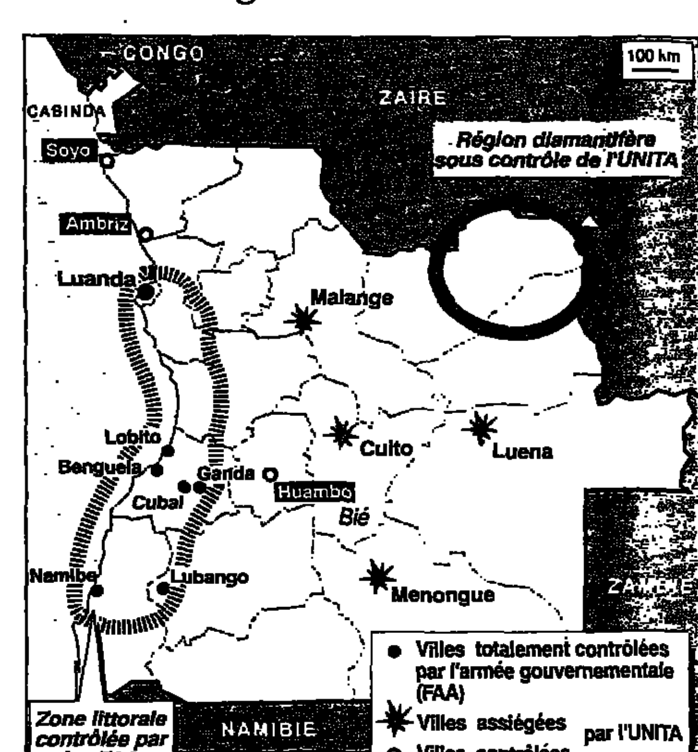
La police militaire multiplie les interventions, pourchassant les jeunes, qu'une loi récente appelle sous les drapeaux. En juillet dernier, une rafle effectuée dans un quartier de Luanda pour interpeller les insoumis a tourné à l'affrontement armé : dix policiers y auraient trouvé la mort. *«Nous avons besoin de plus de 100 000 soldats*, explique le général «T» (certains experts avancent le chiffre de 240 000), *et la mobilisation est difficile, surtout dans les villes.»*

Quoi qu'il en soit, l'armée angolaise se bat à nouveau, arrivant même à desserrer l'étau de l'adversaire. Cuito, capitale de la province de Bié, au centre du pays, assiégée et violemment bombardée par les forces de Jonas Savimbi depuis le début janvier, n'est toujours pas tombée, alors que le chef d'état-major de l'UNITA, le général Arlindo Pena «Ben-Ben», laissait entendre, en avril dernier, que ce n'était *plus* qu'une question de jours. De même, les villes de Malange, Menongue et Luena, elles aussi assiégées par l'UNITA *depuis de longs mois, ont* réussi à élargir leur périmètre de sécurité, ce qui permet maintenant aux avions ravitailleurs de s'y poser.

Début août, les FAA ont lancé leurs troupes en direction de Huambo, le fief de Jonas Savimbi, qui a subi une centaine de raids aériens en un mois. Avançant à partir de Benguela, elles ont repris à l'UNITA les villes de Cubal et Ganda, réussissant à mettre en ligne des troupes et des unités de commandos convenablement équipées. Tous les milieux informés de la capitale angolaise tiennent pour acquis que les FAA s'apprêtent à lancer, dans les prochaines semaines, une offensive de grande envergure pour *reconquérir Huambo.*

Le général «T» ne confirme ni ne dément : *«Notre but est d'établir des périmètres de sécurité autour des grandes villes, puis de rétablir les communications entre les régions,* dit-il en désignant sur la carte les points où ses forces avancent. *Si tout se passe comme prévu, nous aurons repris toutes les capitales de province d'ici un an. D'une façon générale, Savimbi ne peut pas tenir. Mais il peut faire durer. Tout dépendra de nos moyens.»*

Pour le gouvernement de Luanda, là réside sans doute la principale difficulté. Comme le dit un haut fonctionnaire : *«Nous n'avons pas de problèmes de fournisseurs; nous n'avons que des problèmes de paiement.»* Fortement endettée, ne vivant que de sa production pétrolière – les régions diamantifères de l'est sont sous contrôle de l'UNITA, – que l'on dit hypothéquée pour deux ou trois ans, l'Angola a du mal à régler l'effort de guerre qu'elle s'impose. Il faut payer cash des Etats qui, un à un, lèvent les restrictions qu'ils avaient mises à leurs livraisons militaires, sans pour autant consentir les crédits qui permettraient de respirer. *«L'armée frappe à la porte de tous les pays,* confie l'attaché militaire d'une ambassade occidentale. *Elle demande des armes, des matériels, de la formation et même des uniformes.»* Parfois avec succès.



Selon la communauté diplomatique, plusieurs centaines de commandos seraient à l'entraînement au Brésil. L'Ukraine et Israël auraient livré des armes. Des fusils Galil et des pistolets Jericho ont été récupérés sur les champs de bataille par l'UNITA. Tel voyageur jure avoir vu à l'aéroport de Benguela, d'où s'envolent les avions qui bombardent Huambo, des techniciens radars coréens. Selon Jonas Savimbi, Jérusalem entraînerait des pilotes et fournirait une aide logistique à l'aviation angolaise. Enfin, et malgré les démentis insistants de Luanda, il paraît assuré que des mercenaires sud-africains, anciens des troupes spéciales et des services de renseignement, entraînent leurs anciens ennemis, sous la couverture d' «agents de sécurité» chargés de la protection des installations pétrolières.

«La qualité des combattants»

Autant de menaces qui, à Huambo, ne paraissent pas émouvoir le général Antonio Urbano «Chassanha», du bureau des opérations de l'UNITA. Planté devant une carte, cet officier blanc, ancien de l'armée portugaise, qui a choisi le camp de Jonas Savimbi lors de l'indépendance angolaise en 1975, affirme que l'UNITA maîtrise parfaitement la situation. La résistance des FAA encerclées n'est, selon lui, que circonstancielle, et la comparaison des pertes subies par l'un et l'autre camp parle d'elle-même : depuis le 9 janvier, l'UNITA n'aurait eu à déplorer «que» 362 morts, contre 7652 dans les rangs ennemis, bilan partiel auquel il conviendra d'ajouter les milliers de morts de la bataille de Cuito, toujours en cours.

La quantité d'armes récupérées à l'adversaire serait impressionnante : près de 11 000 fusils d'assaut AK-47, quelque 12 000 obus, des véhicules blindés, des canons, toutes choses qui mettraient l'UNITA à l'abri du besoin pour longtemps. C'est à peine si le général «Chassanha» admet que ses troupes connaissent des difficultés de ravitaillement en carburant. Mais, ajoute-t-il, *«dans une guerre, ce n'est pas le matériel qui est décisif, mais la qualité des combattants»*. Ces derniers, en tout cas, ne semblent manquer de rien. Dans les rues de Huambo, comme sur les routes de la province, ils apparaissent convenablement équipés, vêtus et chaussés, ce qui n'était pas toujours le cas il y a quelques mois.

Jonas Savimbi semble tout aussi confiant. Vêtu d'un treillis dépourvu d'insignes, il reçoit ses visiteurs dans le salon d'une maison anonyme, entouré d'une poignée de collaborateurs qui ne pipent mot. La nuit est déjà avancée, mais dans le couloir se croisent des généraux en armes qui viennent au rapport ou s'en retournent au front, saluant brièvement des camarades qu'ils n'ont pas vus depuis plusieurs mois. *«Nous ne faisons que nous défendre*, affirme le chef de l'UNITA, *mais notre volonté est illimitée. Nous continuerons tant que nous n'aurons pas la garantie que notre survie n'est plus menacée.»*

«La guerre sera longue et cruelle, et il y aura beaucoup de morts», lui avait, par avance, répondu le général Joao de Matos, chef d'état-major des FAA. A l'évidence, jamais les chances de paix n'ont été aussi minces, même si, dans les coulisses, les diplomates s'affairent à susciter une solution politique.

GEORGES MARION

L'embargo de l'ONU contre l'UNITA entre en vigueur

L'embargo pétrolier et militaire, décrété le 15 septembre par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, le mouvement rebelle considéré comme responsable de la poursuite de la guerre civile, est entré en *vigueur samedi 25 septembre* à minuit.

En l'absence d'une notification du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité sur le respect d'un cessez-le-feu effectif sur le terrain et d'une application des accords de paix de mai 1991, la résolution 864 du Conseil prévoyait l'application automatique de ces sanctions.

C'est la première fois dans l'histoire de l'ONU que des sanctions contraignantes sont appliquées à un mouvement, partie dans un conflit, et non pas à un Etat membre de l'organisation. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : incendies criminels dans des installations industrielles.** – Selon les services de sécurité algériens, des installations industrielles ont été détruites par des incendies criminels dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 septembre. Il s'agit d'une usine de production d'appareils électroniques près de Sidi-Bel-Abbès, dans le Sud-Ouest, et de certains bâtiments de l'entreprise des infrastructures ferroviaires de Boufarik, près d'Alger. Depuis le début de l'été, les incendies criminels, attribués aux groupes armés islamistes, se sont multipliés en Algérie. – *(AFP.)*

□ ***Un étudiant congolais défenestré* dans l'Est algérien.** – Un étudiant congolais, dont l'identité n'a pas été révélée, a été défenestré samedi 25 septembre à Annaba, dans l'Est algérien, a indiqué le quotidien *le Matin*. Selon le journal, le ressortissant congolais était connu des services de sécurité pour ses *«démêlés avec ses compatriotes et avec les Algériens»*, en raison de ses fréquentations féminines. – *(AFP.)*

□ **RWANDA : M. Boutros-Ghali propose la création d'une importante mission de l'ONU.** – Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé la création d'une Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), dont les effectifs pourraient aller jusqu'à 2 500 militaires, chargés d'assurer la sécurité dans le pays, la mise en place et le fonctionnement du gouvernement de transition. Dans un rapport transmis, samedi 25 septembre, au Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali a présenté un calendrier de déploiement et de désengagement des militaires de l'ONU en quatre phases, jusqu'aux élections prévues en 1995 par l'accord de paix d'Arusha signé le 4 août par le gouvernement de Kigali et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). – *(AFP.)*

□ **SWAZILAND : premières élections libres depuis vingt ans.** – Aux cris de *«la démocratie est enfin arrivée au Swaziland»*, les électeurs de ce petit royaume coincé entre le Mozambique et l'Afrique du Sud se sont rendus nombreux, samedi 26 septembre, dans les bureaux de vote pour les premières élections démocratiques organisées depuis vingt ans. *Les 283 693 électeurs* inscrits avaient à choisir parmi 2 094 candidats leurs 55 députés. Le deuxième tour de scrutin, qui opposera les trois premiers candidats arrivés en tête dans chaque district, aura lieu le 11 octobre. – *(Reuter.)*

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde
INITIATIVES

AFRIQUE DU SUD : répondant à l'appel de Nelson Mandela

Les Etats-Unis et le Commonwealth lèvent leurs sanctions économiques

L'appel lancé, vendredi 24 septembre, par le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, pour la levée de toutes les sanctions économiques frappant encore l'Afrique du Sud a été entendu. Le président Bill Clinton et le secrétaire général du Commonwealth (qui comprend 50 pays) ont décidé de lever les dernières sanctions économiques et commerciales *encore en vigueur contre* Pretoria.

Le chef de l'exécutif américain, qui a appelé ses compatriotes à investir en Afrique du Sud, a également indiqué que les Etats-Unis *«allaient prendre les mesures nécessaires»* pour permettre des prêts du Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud. La Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Inde ont suivi les Etats-Unis et le Commonwealth, tandis que le FMI, par la voix de son directeur général, Michel Camdessus, s'est engagé à contribuer à la transition démocratique dans ce pays.

M. Camdessus, qui venait de rencontrer le chef de l'ANC, a évoqué une prochaine aide financière du FMI – de 800 à 850 millions de *dollars – destinée à atténuer* les effets de la sécheresse et de la faiblesse des prix à l'exportation. Le directeur général du FMI, qui doit également rencontrer le président Frederik De Klerk à Washington dans quelques jours, a souligné qu'*«il revient maintenant aux Sud-Africains de décider de la date et de l'importance de l'engagement du FMI»*.

De son côté, la Communauté européenne s'est félicitée des *«événements»* récents en Afrique du Sud, qui ont permis à M. Mandela *«de demander à New-York la levée de toutes les sanctions économiques encore en vigueur contre son pays»*, en rappelant qu'elle avait, quant à elle, déjà levé ses sanctions contre l'Afrique du Sud.

Le président du Congrès national africain (ANC) avait lancé son appel du siège des Nations unies à New-York (*le Monde* daté 26-27 septembre), lors d'une réunion du comité spécial contre l'apartheid, en insistant cependant sur le maintien de l'embargo sur les armes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement.

M. Mandela avait également invité les entreprises étrangères à investir *dans son pays, 24 heures après la* décision du Parlement sud-africain de donner à la majorité noire un droit de regard sur l'action du gouvernement *jusqu'aux premières* élections multiraciales du 27 avril 1994. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **Pretoria et Maputo renforcent leurs relations diplomatiques.** – L'Afrique du Sud et le Mozambique sont convenus de renforcer leurs relations diplomatiques et de passer du stade des représentations commerciales à celui des ambassades, a déclaré, dimanche 26 septembre, un porte-parole du ministère sud-africain des affaires étrangères. Cet accord a été conclu, samedi à Washington, par le ministre sud-africain des affaires étrangères, Pik Botha, et son homologue mozambicain, Pascoal Mocumbi. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Les Journées d'études des parlementaires

M. Chirac assure que M. Balladur et lui-même « servent la même cause »

Les députés et les sénateurs du RPR, réunis à La Rochelle (Charente-Maritime), samedi 25 et dimanche 26 septembre, pour leurs journées d'études préalables à la session parlementaire d'automne, ont entendu, dimanche, le président de leur mouvement, Jacques Chirac, et le premier ministre, Edouard Balladur, les assurer de la qualité de leurs relations, en dépit de la rivalité que la popularité du chef du gouvernement pourrait faire naître entre lui-même et M. Chirac dans la perspective de l'élection présidentielle. *« Nous servons la même cause »*, a souligné le maire de Paris, après que Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale, eut affirmé, samedi, que *« jamais »* le RPR n'avait eu *« autant d'atouts »* pour porter son *« leader »* à l'Elysée.

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Après Josselin de Rohan, président du groupe RPR du Sénat, qui, samedi 25 septembre, a assuré Jacques Chirac de l'appui des parlementaires néogaullistes, réunis à La Rochelle, *« pour les combats présents et plus encore pour ceux du futur »*, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, les a appelés à donner *« un soutien sans faille au gouvernement d'une part, à Jacques Chirac d'autre part »*. M. Pons a précisé que le soutien apporté à Edouard Balladur est *« loyal »*, rappelant qu'il *« ne saurait se confondre avec une inconditionnalité aveugle et stérile »* car il est lié, jusqu'au terme de la législature, au *« respect scrupuleux des engagements pris devant le peuple »*.

Affirmant que les députés RPR ne sont *« pas déçus »* par l'action du gouvernement, M. Pons a souligné que celle-ci est *« l'expression d'une politique qui s'inscrit dans la durée »*. Il a évoqué la prochaine élection présidentielle, en déclarant : *« Tout pourrait être irrémédiablement compromis si nous ne sortions pas vainqueurs de celle à laquelle nous pensons tous et autour de laquelle s'organise toute la vie politique de notre pays. (...) L'échec du gouvernement serait aussi le nôtre et il entraînerait, à coup sûr, notre défaite en 1995. »*

« Jamais, depuis vingt ans, a affirmé M. Pons, *nous n'avons eu entre nos mains autant d'atouts pour assurer la victoire de Jacques Chirac, notre président, notre leader, à l'élection présidentielle. Jamais cette victoire ne nous a paru aussi proche, aussi accessible. Toutes les conditions en sont réunies. La France en a besoin. » « Que l'un des nôtres soit à la tête du gouvernement et bénéficie du crédit que l'on sait*, a-t-il ajouté, *est un élément essentiel de notre dispositif et non pas, comme certains l'insinuent ou le souhaitent, une source de conflit. »*

La seconde journée, dimanche, a été l'occasion pour Edouard Balladur et Jacques Chirac de s'exprimer devant les parlementaires RPR qui, de l'aveu même du maire de Paris, sont préoccupés par leurs relations. *« Je vais vous dire la vérité : ceux qui s'inquiètent à l'idée que la discorde pourrait s'introduire entre Edouard Balladur et moi peuvent être rassurés; ceux qui s'en réjouissent ou qui s'en réjouiraient seront déçus. Lui et moi, nous servons la même cause. Sachez-le, nos rapports ne s'inscriront jamais dans un contexte de concurrence »*, a affirmé le président du RPR, en provoquant une salve d'applaudissements. *« Notre mouvement doit soutenir, sans réserve et sans état d'âme, l'action du gouvernement et du premier ministre que nous avons voulus et qui, depuis six mois, ont fait largement la preuve de leur compétence »*, avait-il lancé auparavant.

Union avec l'UDF pour les européennes

S'agissant du prochain scrutin européen, M. Chirac a déclaré : *« Rien ne justifierait que la majorité aille en désordre à cette élection. Au sein du gouvernement, sous l'impulsion d'Edouard Balladur, les ministres, qu'ils soient RPR ou UDF, conduisent efficacement et solidairement la politique européenne. (...) Au-delà de la passion ou de la polémique, la raison nous commande de rester unis, ce qui implique que la majorité tout entière soutienne une liste unique à l'élection européenne. Personne ne me fera croire qu'il ne nous est pas possible de dire ensemble ce que nous voulons faire de l'Europe et ce que nous attendons d'elle dans les prochaines années. »*

L'ancien chef du gouvernement de la première cohabitation entre 1986 et 1988 a expliqué que *« c'est au terme d'une longue réflexion* [qu'il avait] *choisi, bien avant les législatives, d'occuper la place qui est aujourd'hui la* [sienne] *au sein de la majorité »*. Egratignant le GATT, dont il pense qu'il n'est pas adapté aux *« réalités commerciales de notre temps »*, et proclamant la disparition du *« prêt-à-penser idéologique ou technocratique »*, M. Chirac a fait appel, pour l'avenir, à l'imagination, à l'audace et au courage, pour *« donner un nouvel essor à la France »*. *« Voilà pourquoi je voulais être libre*, a-t-il précisé. *Libre non pas vis-à-vis d'une majorité dont je suis totalement solidaire, non pas vis-à-vis d'un gouvernement que je soutiens avec enthousiasme, mais libre vis-à-vis de moi-même. Libre de penser, d'imaginer et de proposer. »*

Pour illustrer son propos, le président du RPR a cité l'emploi, en indiquant qu'il votera le projet de loi quinquennale présenté par Michel Giraud *« avec la plus parfaite bonne conscience »*, en proposant une réflexion sur *« les emplois de convivialité dont notre société à besoin »*, en préconisant la reconnaissance sociale et financière du travail de la mère au foyer et en s'inquiétant de l'exclusion, qui *« représentera demain le drame majeur de nos sociétés »*. Après un développement consacré à la *« mystique »* que représente l'aménagement du territoire, M. Chirac a félicité le premier ministre pour sa *« fermeté »* dans les discussions européennes sur le volet agricole du GATT.

En écho, M. Balladur a expliqué pourquoi il avait, lui, accepté le poste de premier ministre. *« Je n'ai pas hésité à l'accepter tant j'étais convaincu qu'étant donné la gravité de la situation je ne pouvais me dérober*, a-t-il dit. *Je savais que je pouvais compter sur vous tous et sur Jacques Chirac, le président de notre mouvement. Chacun, ici, connaît les liens qui sont les nôtres depuis si longtemps. Il est précieux qu'à la tête de notre mouvement il fasse en sorte que l'entreprise de redressement dans laquelle nous sommes engagés puisse réussir. Il le fait, et je l'en remercie. »* Après presque six mois de gouvernement, M. Balladur a reconnu qu'il avait enregistré des *« réussites »* et des *« déceptions »*. A ceux qui le voient occuper une fonction intérimaire jusqu'à l'élection présidentielle, le chef du gouvernement a répondu : *« Notre objectif est clair : il s'agit de réformer notre pays et de travailler pour la longue durée. (...) Notre objectif n'est pas le court terme, la transition, la parenthèse, mais, au contraire, le début d'une nouvelle période de notre histoire. »*

Un changement « progressif »

Se demandant si la revendication d'une période d'action quinquennale est une *« présomption »* ou une *« impudence »* de sa part, M. Balladur a répondu en obervant que *« nos concitoyens sont beaucoup plus lucides et vigilants qu'on ne le croit souvent »* et en assurant qu'il n'a *« pas l'intention »* de changer *« ce langage de vérité »*. Devançant les interrogations qui se rapportent à *« une trop grande prudence »* ou à *« une insuffisante hardiesse »* de son gouvernement, le premier ministre s'est prononcé en faveur du changement, *« mais de façon progressive »*. *« L'on me trouvera toujours d'accord pour rénover, pour assouplir, pour déréglementer, pour libérer chaque fois que cela sera nécessaire*, a-t-il précisé. *L'on ne me trouvera jamais d'accord pour affaiblir les plus faibles, pour inquiéter les plus anxieux, pour laisser définitivement de côté ceux qui sont déjà en marge. »*

Abordant la négociation du GATT, M. Balladur a déclaré : *« Notre conception de l'Europe n'est pas celle d'un marché ouvert à tous les vents. L'Europe que nous voulons, c'est celle que voulait le général de Gaulle, une organisation bien structurée, où le pouvoir politique décide en dernier ressort, où la coopération fonctionne bien, où des politiques communes permettent le développement commun. »* Le premier ministre a souligné qu'il n'est pas un partisan de la crise, soit européenne, soit commerciale, mais il a affirmé ne pas être disposé à accepter des concessions que d'autres refusent, ni enclin à supporter un accord déséquilibré, dans lequel l'Europe aurait moins que les autres les moyens de se défendre.

Estimant que l'union de la majorité est *« un devoir et une nécessité »*, M. Balladur s'est prononcé comme M. Chirac, en faveur de la présentation d'une liste commune aux élections européennes, autour d'un projet commun. *« Je souhaite que le RPR et l'UDF se rencontrent très rapidement afin d'élaborer ce projet »*, a-t-il dit. S'il a prêché pour l'union avec les partenaires UDF du RPR, il a prôné l'union à l'intérieur même du mouvement néogaulliste, en se méfiant d'un risque d'exagération de la diversité. *« Soyons divers, mais soyons unis et sachons faire que cette union entre nous soit réelle, qu'elle soit solide, qu'elle soit loyale, qu'elle soit sincère »*, a soutenu M. Balladur, qui, en conclusion de son intervention souvent interrompue par les applaudissements, a dit à ses interlocuteurs : *« Mes chers compagnons, j'ai besoin de votre aide. Sans elle, je ne pourrais rien. »*

O. B.

La fracture sociale

Suite de la première page

Jacques Chirac, lui, voit venir dans *« l'exclusion »* le *« drame majeur de nos sociétés »*. Les socialistes fondent leur action, contre le gouvernement, sur le refus de la société *« duale »* et de la *« fracture sociale »*. En clair, faut-il admettre que le seul discours à tenir à tous ceux que l'économie exclut du travail soit celui de la prise en charge sociale, sans véritable avenir ? Cette interrogation n'est pas nouvelle, mais le niveau atteint par le chômage, particulièrement chez les jeunes, la fréquence des licenciements frappant des salariés qualifiés dans la force de l'âge, font qu'à son tour Edouard Balladur, après la lame de fond qui a porté l'alternance en mars dernier, est attendu sur ce terrain.

Premier ministre des comptes, M. Balladur peut faire valoir que ceux qu'il présente, au prix d'un recours important à l'emprunt et d'une utilisation peu orthodoxe des recettes de privatisation – ministre de l'économie, en 1987, il raillait son homologue britannique lorsque ce dernier affectait à des dépenses autres que d'investissement le bénéfice de la vente des entreprises nationales – sont en ordre. Ce volet de son action ne saurait suffire, cependant, à justifier, à l'avenir, la confiance généreusement accordée jusqu'à maintenant. L'équilibre de la comptabilité ne garantit pas la cohésion sociale. C'est sur ce chapitre que peuvent apparaître les premiers doutes, attisés par ceux qui ne veulent pas que du bien au chef du gouvernement.

Le projet de loi quinquennale sur l'emploi, que les députés commencent à examiner mardi, a déjà inspiré à la majorité des *« états d'âme »*, comme l'a admis le président de leur commission des affaires sociales, Michel Péricard, qui appartient au RPR. Il a ajouté que cette déception avait été *« un peu apaisée »* à l'étude détaillée du texte. Elle risque de renaître si les amendements approuvés par la commission se heurtent à l'hostilité du gouvernement et, surtout, si celui-ci recourt à l'arme de l'engagement de responsabilité – l'article 49, alinéa 3 de la Constitution – pour obliger sa majorité à adopter le projet dans l'état où il le souhaite. Charles Millon, président du groupe UDF, confirme, lundi, dans *les Echos*, les sentiments pour le moins mitigés que lui inspire le projet de Michel Giraud, qui, selon lui, *« manque d'analyse prospective »*.

Le refus du fatalisme

Le gouvernement a affaire, en la matière, à deux ordres de critiques. Les unes, qui s'expriment dans sa majorité, mettent en cause les acquis sociaux en se concentrant sur la question du coût du travail, qui ne serait pas assez diminué, ou en reprochant au projet Giraud de ne pas s'attaquer aux contraintes du droit du travail en élevant les « seuils » à partir desquels, par exemple, un comité d'entreprise doit être constitué. Les autres, qu'on entend aussi dans la majorité, du côté de Philippe Séguin, et dans l'opposition socialiste et communiste, lui reprochent de ne pas envisager la réduction et le partage du temps de travail.

D'inspiration différente, voire opposée, ces critiques procèdent d'une même conviction : la société attend aujourd'hui de ceux qui la dirigent qu'ils ne s'en tiennent pas au constat désabusé que le président de la République ne rougissait pas de faire le 14 juillet dernier lorsqu'il déclarait à la télévision : *« Pour ce qui est de la lutte contre le chômage, on a tout essayé. »* Il s'agissait pour lui, bien sûr, d'expliquer qu'en approuvant les intentions de M. Balladur il ne donnait pas tort aux gouvernements précédents ni à lui-même, et que le premier ministre devrait puiser aux mêmes sources que ses devanciers. La suite a vérifié cette prévision.

Il reste que le fatalisme de François Mitterrand avait quelque chose de choquant. Les socialistes ne paraissent pas enclins à le partager. Lionel Jospin affirmait clairement, la semaine dernière, que le programme de la gauche, aujourd'hui, ne peut pas être de refaire la politique qu'elle avait faite quand elle était au pouvoir. Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard, sinon numéro deux du PS, a expliqué, dimanche, qu'être socialiste, aujourd'hui, ne peut avoir d'autre sens que de refuser cette fatalité-là.

En imposant aux entreprises nationales de respecter avant la lettre les dispositions soumises aux députés et de ne procéder à aucun licenciement collectif sans plan social, le premier ministre a montré qu'il n'entend pas laisser filer le chômage et qu'il prend en compte la demande sociale. Ce volontarisme a surpris tous ceux qui voyaient en lui un libéral attaché aux seuls équilibres financiers et logiquement porté à respecter l'autonomie de gestion du secteur public, dont les gouvernements socialistes avaient fait une sorte de gage de modernisme. Il pouvait étonner de la part d'un premier ministre engagé dans un large programme de privatisations, mais il y avait une certaine cohérence à exiger des patrons du secteur public qu'ils anticipent sur la législation voulue par le gouvernement – qui les nomme – et qu'ils appliquent dès maintenant des règles destinées à s'imposer à tous lorsqu'elles auront été adoptées par le Parlement.

Le droit au travail

Le risque est néanmoins, pour M. Balladur, d'apparaître comme un premier ministre rassurant pour ceux qui ont un emploi – la comptabilité est bien tenue, l'impôt direct diminue, – mais qui ne pourrait rien faire, ou bien peu, pour les autres. La question du chômage ne pourrait être abordée sérieusement que par des réformes profondes, des bouleversements que seule l'autorité que donne une élection présidentielle permettrait d'envisager : c'est la thèse de la « transition », que le premier ministre s'applique à récuser. Car s'il est vrai que la crainte du chômage pour soi-même ou pour ses enfants est ce qui occupe en priorité les Français, elle se prête à toutes sortes d'exploitations contre le gouvernement en place, y compris de la part de ses propres amis.

Lorsqu'il présente l'exclusion comme son principal sujet de réflexion pour l'avenir, Jacques Chirac cherche légitimement à prendre du champ par rapport à une gestion quotidienne dont la responsabilité ne lui incombe pas, mais il donne aussi à entendre que celui qui en a la charge ne pourrait guère mieux faire que d'utiliser les recettes habituelles, en attendant qu'un débat approfondi permette d'en proposer de nouvelles aux Français et d'obtenir qu'ils y adhèrent. Tout en donnant son plein accord au projet Giraud, *« compte tenu de la situation actuelle et des moyens disponibles »*, le président du RPR suggère qu'il n'aurait de quinquennal que le nom et que tout ou presque sera à reprendre dans deux ans. Ce n'est peut-être pas ce que M. Balladur appelle une union *« réelle, solide, loyale et sincère »*.

La critique du PS est plus commode à affronter, dans l'immédiat, pour le premier ministre. Lorsque Jean-Paul Huchon parle de la *« fracture sociale »* qui s'annonce et Lionel Jospin d'un *« autre modèle »* économique, il est facile de leur répondre que la gauche n'a pas su éviter l'une, ni mettre en œuvre l'autre. A plus long terme, le problème est posé pour la majorité comme pour l'opposition : à quoi sert une action publique qui s'avouerait incapable d'assurer à chacun la possibilité de trouver sa place dans la société ? Y a-t-il encore une « cité » quand ceux qui en sont exclus sont si nombreux et quand un jeune sur quatre ne peut y entrer ? L'Etat peut-il demeurer légitime aux yeux du plus grand nombre s'il ne prend pas en charge le droit au travail comme il l'a fait, dans le passé, du droit à l'éducation, à la santé ou... au repos ?

PATRICK JARREAU

Droit d'asile : agir « très rapidement »

Lors de son intervention devant les parlementaires du RPR à La Rochelle, dimanche 26 septembre, Edouard Balladur a exprimé le souhait que, *« très rapidement, le Parlement puisse être saisi d'un projet de loi portant réforme de la Constitution »* sur l'exercice du droit d'asile. Après avoir affirmé que le texte sur l'immigration présenté par Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, était *« une bonne loi »*, le premier ministre a rappelé que, selon le Conseil d'Etat (*le Monde* du 25 septembre), compte tenu de la décision du Conseil constitutionnel du 13 août dernier, *« certaines de ses dispositions ne peuvent entrer en vigueur qu'au prix d'une modification, de portée d'ailleurs bien limitée, de notre Constitution »*.

M. Balladur a souligné qu'*« il ne s'agit pas de modifier le préambule de la Constitution »*, ni de *« porter atteinte, si peu que ce soit, au droit d'asile »*. *« Prenons-y garde !* a poursuivi M. Balladur. *Si nous ne mettions pas en œuvre, pour lutter contre l'immigration clandestine, les mesures indispensables, il se passerait chez nous ce qui se passe chez d'autres : les réactions de l'opinion risqueraient de mettre à mal certains des principes auxquels nous sommes profondément attachés. »*

Compromis inégal

par Olivier Biffaud

IL fallait mettre un terme public à la dérive. Montrer à l'opinion que l'émulation, ce n'est pas forcément la guerre. Assurer aux parlementaires, aux députés surtout, qu'ils n'auraient pas, six mois à peine après les élections législatives, à entrer dans une nouvelle compétition afin de se ranger derrière l'un des deux protagonistes. La consigne était claire : dédramatiser, rassurer et baliser. En un mot, assumer. Le message délivré par les dirigeants néogaullistes devait se lire simplement : il y a un problème, mais on vit avec lui sans en faire un monde ; il est malséant d'en faire le centre des activités du RPR car il n'intéresse pas les Français, confrontés à des difficultés d'une autre ampleur ; le temps se chargera bien de résoudre la question de la concurrence entre Edouard Balladur et Jacques Chirac.

Pour tenter de parvenir au résultat escompté, les efforts n'ont pas été ménagés. Le premier ministre et le président du RPR se sont promenés côte à côte, en se donnant un air naturel, le long des quais du port de La Rochelle. L'image forcée était pour l'opinion publique. Pour les parlementaires, chacun des deux hommes a réservé un discours écrit de sa propre main, qui pouvait donc permettre d'évaluer les talents du moment et les lignes de conduite pour l'avenir. Là encore, une volonté était affichée : faire la paix, établir une trêve, reprendre son souffle.

Le résultat le plus tangible de ces journées parlementaires est que MM. Balladur et Chirac ont implicitement signé un compromis. Tout porte à croire, cependant, que ce compromis est inégal. Si les deux acteurs ont été brillants, l'un l'a été plus que l'autre. Si les deux acteurs ont convaincu leurs auditeurs, l'un a été plus convaincant que l'autre. Si les deux acteurs se sont donné une dimension de patron, les parlementaires ont parfaitement compris qu'il n'y avait de place que pour un seul. A bien y regarder, le compromis s'organise par la force des choses, dans sa quasi-totalité, autour du premier ministre. M. Chirac a beau dire qu'il a choisi la liberté en évitant de signer, une troisième fois un bail de deux ans à l'hôtel Matignon, pour ne pas être soumis à la pression quotidienne de la gestion, il n'en est pas moins contraint d'apporter, publiquement, un soutien qu'il dit *« sans faille »* à celui qui assure, devant la gravité de la situation, qu'il ne pouvait se *« dérober »*.

A ceux qui voudraient, comme le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, le cantonner dans le rôle de chef d'un *« gouvernement de transition »*, M. Balladur répond que son ambition est de *« travailler pour la longue durée »*. Cette aimable mise au point ne vaudrait-elle pas également pour le maire de Paris, qui se rêve donnant *« un nouvel essor à la France »* grâce à l'imagination, l'audace et le courage ? Trois qualités que le premier ministre revendique pour son gouvernement qui, selon lui, a apporté le changement tranquille qu'attendent les Français. *« Vous pouvez en juger depuis six mois, vous en jugerez encore davantage dans six mois »*, glisse M. Balladur en se soucient comme d'une guigne des considérations sur la liberté d'esprit et d'action.

On peut bien prendre le problème dans tous les sens. Le pouvoir est à Matignon et pas à l'Hôtel de Ville. Les équipes sont ici, elles ne sont pas là. Le système d'encerclement contre la solitude du coureur de fond. Le compromis ne sera pas éternel car la réalité rattrape toujours la fiction. Et pour le RPR, la réalité la plus proche portera bientôt les initiales du GATT. Avec la campagne qu'il a menée lors des législatives, M. Chirac a placé la barre très haut. Se contentera-t-il d'un second compromis dont les agriculteurs ne manqueront pas de rappeler, aux regards des espérances chiraquiennes soulevées, qu'il est inégal ? C'est à ce moment que le soutien *« sans faille »* pourrait bien en laisser apparaître une, ouvrant ainsi une fenêtre, peut-être l'ultime, au président du RPR.

□ **La cote de popularité du premier ministre est en baisse selon l'IFOP.** – Le « baromètre » mensuel de l'IFOP, publié dans *le Journal du dimanche* du 26 septembre, fait apparaître une baisse de 4 points de la cote de popularité du premier ministre. Selon une enquête réalisée du 16 au 24 septembre auprès de 1 846 personnes, 57 % d'entre elles se déclarent satisfaites l'action du premier ministre, contre 61 % le mois précédent. François Mitterrand est lui aussi en baisse, avec 42 % de satisfaits contre 44 % le mois précédent. Une enquête de Gallup publiée dans *l'Express* (daté 24 septembre) avait déjà montré une baisse de la cote de popularité du premier ministre, dont les bonnes opinions passent de 64 % à 57 %.

POLITIQUE

Les journées parlementaires du RPR à La Rochelle

Amitié et impatience

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

Des images contre des rumeurs. Deux hommes qui flânent le long d'un quai en échangeant des sourires entendus sont forcément des amis. Deux voisins de tribune qui multiplient les apartés et les confidences et qui se congratulent avec chaleur sont sans aucun doute de vieux complices. Dimanche 26 septembre à La Rochelle, Jacques Chirac et Edouard Balladur ont semé des images : l'amitié, en direct et en couleurs, devant l'objectif des photographes et des caméras. A quelques jours de l'ouverture de la session parlementaire, il devenait urgent de ne plus nier un sujet d'inquiétude qui empoisonne, déjà, les rapports entre le gouvernement et sa majorité parlementaire.

Mais il aurait fallu plus que ces images pour dissiper le malaise des compagnons gaullistes. *« La question de l'état des relations entre Jacques Chirac et Edouard Balladur paralyse complètement le groupe »*, affirme Elisabeth Hubert, député de Loire-Atlantique. *« Toutes nos critiques sont interprétées en fonction de cela, et l'effet est complètement anesthésiant, à un moment où, au contraire, nous devrions faire preuve d'ambition dans nos propositions »*, ajoute-t-elle.

« Les députés, confirme Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), *se sentent complètement écartelés. Surtout ceux qui viennent d'être élus. Ils savent qu'ils doivent leur élection à Jacques Chirac, mais ils ont conscience que leur réélection dépendra pour beaucoup du premier ministre. Et ils ont peur de devoir choisir. »* *« Une véritable chape de plomb est tombée sur le groupe »*, observe un autre parlementaire, proche de Jacques Chirac, qui s'inquiète de l'entreprise de *« séduction »* engagée par Edouard Balladur auprès des nouveaux députés. *« Les hommes de Balladur assurent un excellent service après-vente de l'élection*, raconte-t-il. *Ils multiplient les petits déjeuners à Matignon, ils s'inquiètent de nos difficultés dans notre circonscription, et le pouvoir leur donne tous les moyens pour débloquer un crédit ou accélérer une décision. »*

« Il n'y a pas de recette miracle »

A ce risque de fêlure dans l'unité du groupe s'ajoute l'impatience manifestée par les députés face à l'action gouvernementale. D'autant qu'un bon nombre d'entre eux, issus directement du monde de l'entreprise, ont du mal à admettre la lenteur des procédures législatives. Le ministre du travail, Michel Giraud, venu présenter à La Rochelle le projet de loi quinquennale sur l'emploi, a ainsi dû affronter les critiques sévères de plusieurs députés, dont Yvon Jacob, élu dans la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine en mars 1993, et qui est toujours, jusqu'à la fin de l'année, président du directoire du groupe industriel Legris.

« Je vous le dis clairement, il n'y a pas de recette miracle, a rétorqué M. Giraud, *et le gouvernement n'est pas magicien. »* *« Certains de nos collègues,* relève Mme Hubert, *réagissent davantage en chef d'entreprise qu'en parlementaire, avec une vision beaucoup plus micro-économique que macro-économique. Ils ne comprennent pas que les choses ne bougent pas plus vite. »*

Les journées de La Rochelle ont aussi montré combien l'Europe reste le talon d'Achille des parlementaires gaullistes. Les propos du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, reprochant à certains de ses compagnons *« d'émailler tous leurs discours du verbe protéger »*, alors qu'il faudrait *« éviter à tout prix de nous coller, à travers le monde, une image de protectionnisme, qui crée un climat de méfiance et parfois d'hostilité extrêmement préjudiciable à la France »*, ont été très fraîchement accueillis par les députés et les sénateurs.

Philippe Séguin en grand muet

Franck Borotra, député des Yvelines et proche de Philippe Séguin, a obtenu beaucoup plus de succès auprès de ses collègues en reprenant quelques-uns des thèmes développés dans la campagne pour le « non » à la ratification du traité de Maastricht, sous le regard ostensiblement ravi du président de l'Assemblée nationale.

Tenu à une certaine réserve par sa fonction, Philippe Séguin a été le grand muet de ces deux journées parlementaires. Le principal opposant à M. Balladur au sein du RPR est soupçonné, par les proches du chef du gouvernement, de mettre discrètement à profit les avantages de l'hôtel de-Lassay pour entretenir son propre réseau de députés gaullistes. Alors qu'il a prévu de présider lui-même les séances d'examen du projet de loi sur l'emploi à l'Assemblée nationale, M. Séguin s'est interdit d'exprimer ses sentiments sur ce texte.

Les réformes qu'il a introduites dans le travail parlementaire, en obligeant, notamment, les députés à être plus nombreux en séance, s'ajoutant à la force du groupe RPR – le plus important au Palais-Bourbon comme au Sénat – et à l'impatience de ses membres, pourraient faire du projet Giraud le premier texte sur lequel les parlementaires néogaullistes, en dépit des mises en garde de M. Balladur, ne se contenteront pas de mettre leur visa. De la façon dont le gouvernement saura maîtriser les impulsions des députés sur ce projet-test dépendra sans doute sa tranquillité dans la discussion budgétaire qui lui fera suite.

PASCALE ROBERT-DIARD

Prêt à participer à un gouvernement « libéral et social »

Brice Lalonde dénonce les « cancers gauchistes » de Génération Ecologie

Brice Lalonde, président de Génération Ecologie (GE), a déclaré, dimanche 26 septembre, sur Radio-J, qu'il a *« beaucoup d'estime pour M. Balladur »*. M. Lalonde, qui avait affirmé, le 22 août dernier, que le gouvernement était *« vieux jeu »* et *« indécis »*, a indiqué : *« Je pourrais même dire que M. Balladur fait une politique beaucoup plus à gauche que M. Bérégovoy. M. Bérégovoy est l'homme qui a libéré la Bourse. M. Balladur est sans doute l'homme qui va obliger les entreprises nationalisées à partager. »* L'ancien ministre de l'environnement des gouvernements Rocard et Cresson pourrait participer sans *« aucun problème »* à *« un gouvernement libéral et social »*.

Le président de GE, auquel le premier ministre a confié, le 15 juillet, une mission sur le commerce international, estime, à propos des exclusions décidées à l'encontre de militants qui dénoncent sa gestion autocratique, qu'*« il y a, simplement, un certain nombre de personnes représentant une tradition gauchiste, qui voudraient marquer l'écologie à gauche ou à l'extrême gauche »*. *« Les cancers gauchistes, ce sont des réalités, et c'est évident qu'il faut éviter cela »*, a-t-il dit, en précisant qu'*« entre autres »* Harlem Désir, membre de GE et solidaire des exclus, appartient à cette catégorie.

Le conseil national de GE, réuni à huis clos dimanche à Avignon, ne s'est pas prononcé sur les exclusions. En revanche, il a voté le principe d'une liste pour les élections européennes, animée par M. Lalonde. L'adoption de ce principe, par 50 voix pour, 9 voix contre et 5 abstentions, pourrait consacrer la fin de l'alliance avec les Verts, ce que ne souhaite pas la minorité du mouvement écologiste.

A la fête annuelle du Front national

M. Le Pen prend date pour l'avenir

Le Front national a organisé, samedi 25 et dimanche 26 septembre, au bois de Vincennes, près de Paris, sa fête annuelle, dite des « bleu-blanc-rouge ». En conclusion de cette manifestation, qui a rassemblé plusieurs milliers de militants (quatre-vingt mille selon les organisateurs), Jean-Marie Le Pen s'en est pris vivement à la politique menée par Edouard Balladur. *« En matière de crise, le pire est devant nous »*, a déclaré le président du Front national.

La thématique du discours du Front national n'a pas beaucoup gagné en nouveauté avec la victoire de la droite aux élections législatives de mars. Devant les sympathisants rassemblés sur la pelouse de Reuilly, Jean-Marie Le Pen a ainsi recouru à deux arguments familiers du parti d'extrême droite, le complot et le chaos, pour expliquer le présent et prédire l'avenir.

Le président du Front national s'est tout d'abord évertué à montrer que l'idée, pourtant attestée par les récents résultats électoraux, d'une stagnation, voire d'un déclin de sa formation (*le Monde* daté 25-26 septembre), n'est que pure fabulation journalistique. Le Front national, a-t-il expliqué, est la victime d'un *« système qui n'a de démocratique que le nom »*. *« Pour qu'un système le soit, il faut que les forces politiques puissent informer de manière égale. La concurrence doit être loyale »*, a-t-il expliqué. Or, l'extrême droite, selon M. Le Pen, est la cible d'une *« campagne de boycott médiatique »*, menée par la *« coalition la plus sournoise, celle du silence »*. Le président du FN a cependant passé sous silence l'agression dont a été victime samedi soir, dans l'enceinte de la fête du FN, un journaliste du *Parisien* qui a déposé plainte.

« Nous attendions des temps nouveaux, a-t-il continué. *Par rapport aux socialistes, la situation s'est aggravée. Nous continuons à être traités comme des citoyens de demi-part, voire de dixième part. »* Le complot ourdi contre la formation d'extrême droite aurait également des prolongements du côté du pouvoir, si on en croit le président du Front national, qui se dit bien informé. *« Il semblerait que, pour certains, le moment soit venu de remonter quelques coups saignants contre le Front national. Le gouvernement aurait obtenu de la principauté de Monaco la communication du secret bancaire »*, a ainsi affirmé M. Le Pen, qui a aussitôt ajouté, comme pour rassurer son public, qu'il n'y possède aucun compte.

Car les relations entre le gouvernement et le parti d'extrême droite sont des plus mauvaises. Comme il avait commencé de le faire à La Trinité-sur-Mer (Morbihan) le 21 août dernier, M. Le Pen a vivement attaqué le premier ministre. *« La politique de Balladur est la même que celle de Bérégovoy*, a-t-il jugé. *Elle conduit, fatalement, à une amplification des déficits publics. L'immigration, ce phénomène qui prend des allures de catastrophe nationale, ne sera pas endiguée, et Maastricht, ce cadavre qui empeste, nous coûte une fortune. »*

« La politique de Chirac et de Balladur est de ne pas en faire, a déclaré le président du Front national. *C'est de ne pas faire de peine aux socialistes, ni aux forces secrètes qui gouvernent plus ou moins notre pays. »* *« Cette politique ramène M. François Mitterrand du fond de la tombe dans laquelle l'avaient plongé les élections de mars »*, a enchaîné M. Le Pen, qui a moqué *« le couple fabuleux de l'aveugle et du paralytique »* constitué, selon lui, par le premier ministre et le président de la République.

M. Le Pen voit *« beaucoup plus que de l'incompétence »* dans l'ouvrage de M. Balladur : une *« sorte de complot »* pour modifier en profondeur la société française. *« A cette cadence*, estime-t-il, *cette évolution ne peut que déboucher sur une catastrophe. »* L'avenir du Front national est donc, selon son président, d'autant plus assuré qu'*« en matière de crise, le pire est devant nous »*. Le gouvernement n'obtenant *« aucun résultat »*, la *« déception »* de *« ceux qui avaient voté Balladur ne pourra que s'accentuer »*. Le chef du parti d'extrême droite espère toujours engranger ce capital potentiel lors des prochaines élections, qui seront pour lui *« un tremplin »* en vue de la présidentielle.

GILLES PARIS

Neuf élections cantonales partielles

Le PS perd un siège dans le Pas-de-Calais

BOUCHES-DU-RHONE : canton de Marseille-2 (1er tour).

I., 22 435 ; V., 3 849 ; A., 82,84 % ; E., 3 795.

Renaud Muselier, RPR, 2 043 (53,83 %) ; Jean-Philippe Motte, FN, 952 (25,08 %) ; Georges Gross, PS, 321 (8,45 %) ; Roland Carrière, PC, 290 (7,64 %) ; Catherine Lange, GE, 103 (2,71 %), Michel Ben Haïm, div. d., 40 (1,05 %) ; *Catherine Jacoby, div. d.*, 28 (0,73 %) ; Régis Botella, div. d., 18 (0,47 %). *BALLOTTAGE.*

[La très forte abstention contraint Renaud Muselier (RPR), qui a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés, mais moins de 25 % des inscrits, à un second tour. C'est le troisième scrutin en deux ans. En 1991, le titulaire du siège, Jean Roussel (Front national), s'était démis, six mois avant l'échéance normale, de son mandat de conseiller général. A l'élection partielle qui avait suivi, M. Roussel n'avait battu M. Muselier que de 29 voix, et, lors du renouvellement général de mars 1992, ce dernier prenait sa revanche avec une avance de 3 300 voix sur le représentant de l'extrême droite. C'est cette élection qui a été annulée par le Conseil d'Etat. Depuis lors, M. Roussel a laissé la place à Jean-Philippe Motte.

Dans ce canton du centre-ville, à la population vieillissante, situé au sud du Vieux Port, on vote traditionnellement à droite. La dernière élection d'un candidat de gauche remonte à 1979. L'extrême droite n'avait conquis le canton qu'à la faveur d'une querelle interne à la fédération RPR, dont M. Muselier est devenu depuis le patron.

22 mars 1992 : I., 22 608 ; V., 13 621 ; A., 39,75 % ; E., 13 285 ; Renaud Muselier, 4 979 (37,47 %) ; Jean Roussel, c. s., FN, 4 023 (30,28 %) ; Pauline Banzo, PS, 1 947 (14,65 %) ; Jany Melloul, Verts, 1 264 (9,51 %) ; Danielle Bleitrach, PC, 1 072 (8,06 %).]

CANTAL : canton d'Aurillac-1 (1er tour).

I., 6 379 ; V., 3 732 ; A., 41,49 % ; E., 3 560.

René Souchon, PS, m. d'Aurillac, a. min., 1 846 (51,85 %), *RÉÉLU.*

Annie Brunet-Fuster, RPR, 1 347 (37,83 %) ; Yves Raoul, div. d., 149 (4,18 %) ; Maria Recobre, PC, 127 (3,56 %) ; François Bré, écol., 91 (2,55 %).

[Réélu, à la surprise générale, dès le premier tour, René Souchon (PS), ancien ministre délégué à l'agriculture et à la forêt, conseiller général depuis 1976, bat la secrétaire départementale du RPR, Annie Brunet-Fuster, soutenue par l'UDF. Le faible écart qui les séparait en mars 1992 avait conduit cette dernière à déposer un recours et entraîné l'annulation du scrutin par le Conseil d'Etat. La consultation, qui a connu une bonne participation pour une partielle, s'est traduite par l'effondrement des trois autres candidats, déjà présents en mars 1992.

22 mars 1992 : I., 6 282 ; V., 4 509 ; A., 28,22 % ; E., 4 289 ; René Souchon, 1 578 (36,79 %) ; Annie Brunet-Fuster, 1 482 (34,553) ; Jacques Cros, div., 431 (10,04 %) ; François Bré, 240 (5,59 %) ; Maria Recobre, 204 (4,75 %) ; Marie-Louise Meyniel, FN, 183 (4,26 %) ; Yves Raoul, 171 (3,98 %).

29 mars 1992 : I., 6 282 ; V., 4 518 ; A., 28,08 % ; E., 4 268 ; René Souchon, 2 137 (50,07 %) ; Annie Brunet-Fuster, 2 131 (49,92 %).]

JURA : canton des Bouchoux (1er tour).

I., 1 862 ; V., 1 346 ; A., 27,71 % ; E., 1 305.

Marcel Odobel, RPR, m. de Viry, 724 (55,47 %), *RÉÉLU.*

Jean-Pierre Ackermann, div. g., 555 (42,52 %) ; Jean Masson, PC, 26 (1,99 %).

[Un seul tour aura suffi au conseiller général sortant, Marcel Odobel (RPR), pour récupérer son siège, conquis en 1973 et perdu à la suite de l'annulation de son élection en mars 1992 par le Conseil d'Etat. Marcel Odobel, soutenu par le président du conseil général, André Jourdain, sénateur (RPR), retrouvait un de ses adversaires de 1992, Jean-Pierre Ackermann, qu'il n'avait battu que de trois voix au second tour. La commune de Viry – la plus importante du canton – dont M. Odobel est maire, lui a permis de l'emporter aisément : avant les résultats de cette localité, il ne comptait que trois voix d'avance sur son adversaire.

22 mars 1992 : I., 1 817 ; V., 1 410 ; A., 22,39 % ; E., 1 349 ; Marcel Odobel, c. s., 615 (45,58 %) ; Jean-Pierre Ackermann, 578 (42,84 %) ; Corinne Banos, Verts, 63 (4,67 %) ; André Penez, FN, 57 (4,22 %) ; Jean Masson, 36 (2,66 %).

29 mars 1992 : I., 1 817 ; V., 1 427 ; A., 21,46 % ; E., 1 397 ; Marcel Odobel, 700 (50,10 %) ; Jean-Pierre Ackermann, 697 (49,89 %).]

HÉRAULT : canton de Mauguio (2e tour).

I., 18 716 ; V., 8 837 ; A., 52,78 % ; E., 8 313.

Pierre Michelet, RPR, 4 408 (53,02 %), *RÉÉLU.*

Michel Bacala, PS, m. de Mauguio, 3 905 (46,97 %).

[Le candidat RPR Pierre Michelet se succède à lui-même, avec 503 voix d'avance sur son adversaire socialiste, Michel Bacala. En mars 1992, Pierre Michelet l'avait emporté de deux voix seulement sur M. Bacala, alors conseiller sortant. Celui-ci avait déposé un recours pour irrégularités dans le scrutin et le Conseil d'Etat avait invalidé l'élection. La mobilisation a été supérieure de 10 points à celle du premier tour. Les électeurs ont vraisemblablement sanctionné le maire de Mauguio pour certains projets municipaux très contestés.

19 septembre 1993 : I., 18 716 ; V., 7 110 ; A., 62,01 % ; E., 6 864 ; Pierre Michelet, 2 698 (39,30 %) ; Michel Bacala, 2 490 (36,27 %) ; Henri Fontez, FN, 749 (10,91 %) ; Claude Calbet, PC, 406 (5,91 %) ; Eliane Blanquier, Verts, 297 (4,32 %) ; Yves Perdriel, MRG, 224 (3,26 %).

29 mars 1992 : I., 17 572 ; V., 11 490 ; A., 34,61 % ; E., 10 907 ; Pierre Michelet, 4 549 (41,70 %) ; Michel Bacala, c. s., 4 547 (41,68 %) ; Jean-Claude Martinez, FN, 1 811 (16,60 %)].

HÉRAULT : canton de Montpellier-2 (2e tour).

I., 12 248 ; V., 4 109 ; A., 66,45 % ; E., 3 858.

Pierre Maurel, PS, m. de Clapiers, 2 171 (56,27 %), *ÉLU.*

Gérard Smolinski, RPR, m. de Montferrier, 1 687 (43,72 %).

[Avec la victoire de Pierre Maurel, le Parti socialiste conserve ce siège, laissé vacant par le décès en juin dernier d'Ernest Granier (PS), dans un canton à forte dominante urbaine qui comprend le nord de la ville de Montpellier et des communes limitrophes. Malgré un taux d'abstention élevé, bien que légèrement inférieur à celui du premier tour, les reports de voix se sont effectués correctement à gauche comme à droite.

19 septembre 1993 : I., 12 248 ; V., 3 545 ; A., 71,04 % ; E., 3 391 ; Pierre Maurel, 1 167 (34,41 %) ; Gérard Smolinski, 1 025 (30,22 %) ; Patrick Geneste, MRG, 446 (13,15 %) ; Alain Jamet, FN, 299 (8,81 %) ; Michel Passet, PC, 209 (6,16 %) ; Jacques Garriga, GE, 143 (4,21 %) ; Gérard Straumann, Verts, 102 (3 %).

2 octobre 1988 : I., 11 356 ; V., 5 062 ; A., 55,42 % ; E., 4 817 ; Ernest Granier, PS, 2 594 (53,85 %) ; Bernard Serrou, c. s., RPR diss., 2 223 (46,14 %).]

PAS-DE-CALAIS : canton d'Aubigny-en-Artois (2e tour).

I., 8 396 ; V., 6 177 ; A., 26,42 % ; E., 5 914.

Georges Caron, UDF-PR, 3 078 (52,04 %), *ÉLU.*

Jean-Michel Desailly, PS, 2 836 (47,95 %).

[Le PS perd ce canton très rural de la région d'Arras : Georges Caron (UDF-PR) remplace le socialiste Julien Hermant, conseiller général depuis 1970, réélu au premier tour en 1988 et décédé en juin dernier. Georges Caron, proche du député de la troisième circonscription du Pas-de-Calais, Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, bat de 242 voix le candidat socialiste Jean-Michel Desailly, qui a pourtant bénéficié d'un bon report des voix communistes et des Verts. La perte de ce siège au profit de la droite ne change pas la majorité au conseil général (32 PS, plus 13 PC, soit 45 sièges à gauche, contre 31 à la droite).

19 septembre 1993 : I., 8 398 ; V., 6 042 ; A., 28,05 % ; E., 5 869 : Georges Caron, UDF-PR, 1 970 (33,56 %) ; Jean-Michel Desailly, PS, 1 919 (32,69 %) ; Philippe Thellier, div. d., 1 150 (19,59 %) ; Jean-Jacques Guillemant, PC, 481 (8,19 %) ; Francis Macron, FN, 175 (2,98 %) ; Michel Feutry, Verts, 174 (2,96 %).

25 septembre 1988 : I., 8 050 ; V., 6 029 ; A., 25,10 % ; E., 5 887 ; Julien Hermant, c. s., 2 992 (50,82 %) ; Georges Caron, 2 365 (40,17 %) ; Lucien Vanroelen, PC, 225 (3,82 %) ; Jean Dagouneau, div. d., 158 (2,68 %) ; Antoine Petit, FN, 147 (2,49 %).]

BAS-RHIN : canton de Schiltigheim (2e tour).

I., 17 464 ; V., 4 457 ; A., 74,47 % ; E., 4 156.

Christian Fiegel, maj. p., adj. m. de Schiltigheim, 2 093 (50,36 %), *ÉLU.*

Raphaël Nisand, PS diss., adj. m. de Schiltigheim, 2 063 (49,63 %).

[*Christian Fiegel remplace* Alfred Muller (maj. p.), maire de Schiltigheim, élu député en mars dernier, touché par la loi limitant le cumul des mandats, et qui s'était démis de celui de conseiller général qu'il détenait depuis 1979. Membre, comme M. Muller, du parti politique régional Mouvement démocratie alsacienne, M. Fiegel distance de 30 voix un autre adjoint de M. Muller, Raphaël Nisand, privé du soutien clair de son parti. Trois cent un électeurs (6,75 % des votants) ont refusé de trancher dans cet affrontement à gauche et voté blanc ou nul.

19 septembre 1993 : I., 17 464 ; V., 4 149 ; A., 76,24 % ; E., 4 052 ; Raphaël Nisand, 1 308 (32,28 %) ; Christian Fiegel, 1 119 (27,61 %) ; Marc Labaume, RPR, 571 (14,09 %) ; Stéphane Bourhis, FN, 380 (9,37 %) ; Jean-Marie Mengin, Verts, 230 (5,67 %) ; Bernard Wodli, ext. d., 163 (4,02 %) ; Roland Hertzog, FN diss., 150 (3,70 %) ; Jean-Marie Dupuy, PC, 131 (3,23 %).

22 mars 1992 : I., 17 320 ; V., 9 894 ; A., 42,87 % ; E., 9 590 ; Alfred Muller, c. s., 5 012 (52,26 %) ; Roland Hertzog, FN, 1 585 (16,52 %) ; Marc Labaume, 1 230 (12,82 %) ; Jean-Marie Mengin, Verts, 1 113 (11,60 %) ; Charles Wolff, ext. d., 453 (4,72 %) ; Marcel Wolff, PC, 197 (2,05 %).]

BAS-RHIN : canton de Strasbourg-6 (2e tour).

I., 16 307 ; V., 4 570 ; A., 71,97 % ; E., 4 401.

Christian Fuchs, RPR, 2 520 (57,25 %), *ÉLU.*

Serge Œhler, PS, 1 881 (42,74 %).

[Cette partielle provoquée par le décès, en juillet dernier, d'Ernest Rickert (RPR), réélu conseiller général en mars 1992, s'est soldée par la victoire de Christian Fuchs, qui a amélioré de 745 suffrages le total des voix RPR et UDF du premier tour. Avec un mieux de 890 voix, soit plus qu'un doublement par rapport au premier tour, le représentant du PS, qui devançait d'une unique voix son concurrent RPR, semble avoir profité d'une participation un peu moins médiocre que dimanche dernier. Le très fort taux d'abstention de ce jour-là et le recul du Front national ont empêché la répétition de la triangulaire RPR-PS-Front national de mars 1992.

19 septembre 1993 : I., 16 306 ; V : 3 968 ; A., 75,66 % ; E : 3 886.

Serge Œhler, 991 (25,50 %) ; Christian Fuchs, 990 (25,47 %) ; Yvonne Knorr, UDF-CDS, 785 (20,20 %) ; Walter Krieger, FN, 673 (17,3 %) ; Hughes Geiger, GE, 190 (4,88 %) ; Jean-Yves Sohm, ext. d., 146 (3,75 %) ; Alice Schott-Bréard, PC, 111 (2,85 %).

29 mars 1992 : I., 16 242 ; V., 8 700 ; A., 46,43 % ; E., 8 404 ; Ernest Rickert, c. s., 3 649 (43,41 %) ; Serge Oehler, 2 554 (30,39 %) ; Walter Krieger, 2 201 (26,18 %).]

SOMME : canton d'Ailly-sur-Noye (2e tour).

I., 4 960 ; V., 3 174 ; A., 36 %, E., 2 932.

Olivier Classen, UDF, 1 718 voix (58,59 %), *ÉLU.*

Freddy Verèque, PS, 1 214 voix (41,40 %).

[Le scrutin était organisé à la suite du décès, à l'âge de 51 ans, de Pierre Classen (UDF-PSD), réélu dès le premier tour en 1988 avec trois quarts des suffrages exprimés. C'est son fils, Olivier Classen, UDF, âgé de 26 ans, arrivé en tête à l'issue du premier tour, qui lui succèdera. Le nouveau conseiller général est, après William, son grand-père, et Pierre, son père, la troisième génération de Classen à être élue à l'assemblée départementale de la Somme. Le candidat socialiste, Freddy Vérèque, a considérablement amélioré son score du premier tour (de 18 points), recueillant de toute évidence une bonne partie des voix qui s'étaient portées, dimanche dernier, sur Philippe Dusart (div. d.). Celui-ci ne se maintenait pas, bien qu'il ait pu légalement le faire : il avait précisé qu'il se retirait purement et simplement de la compétition, mais qu'il ne se désistait pour personne.

19 septembre 1993 : I., 4 960 ; V., 3 345 ; A., 32,56 % ; E., 3 277

Olivier Classen, UDF, 1 219 (37,20 %) ; Philippe Dusart, div. d., 833 (25,42 %) ; Freddy Vérecque, PS, 766 (23,37 %) ; Jean-Louis Justin, div. d., 294 (8,97 %) ; Christophe Saguez, PC, 91 (2,78 %) ; Roger Magot, FN, 74 (2,25 %).

25 septembre 1988 : I., 4 857 ; V., 3 284 ; A., 32,38 % ; E., 3 212 ; Pierre Classen, c. s., 2 350 (73,16 %) ; Christophe Bezot, maj. p., 543 (16,90 %) ; Albert Carré, PC, 183 (5,69 %) ; Vincent Bouchard, FN, 136 (4,23 %).]

Une municipale partielle

ARDÈCHE : Vals-les-Bains (2e tour)

I., 2 987 ; V., 2 482 ; A., 16,90 % ; E., 2 411.

Liste de Jean-Claude Flory (div. d.), « Ensemble Réussir Vals », 1 294 (53,67 %), *21 ELUS* ; liste d'union de la gauche, « Vals d'Abord », conduite par Jean-Marie Alaize (PS), m. s., 1 117 (46,32 %), *6 ELUS.*

[La liste de Jean-Claude Flory, soutenue par M. Jean-Paul Ribeyre (UDF-PR), ancien maire de Vals-les-Bains, obtient la majorité du conseil municipal avec vingt et un sièges sur vingt-sept. La liste de Jean-Marie Alaize, maire sortant, ancien député (PS) de la circonscription de Largentière, qui avait été élu en 1989 à la faveur d'une « triangulaire », réalise un score quasiment équivalent (46,32 % au lieu de 46,05 %) dans un duel gauche-droite. Anne-Marie Bonhomme Di Mayo (div. d.) a retiré sa liste, après le premier tour, en faveur de la liste Flory, qui talonnait la liste Alaize. La participation a été très élevée pour ce scrutin provoqué par la dissolution du conseil municipal, le 26 juillet dernier, sur décision du ministère de l'intérieur, à la demande de M. Alaize, dont le conseil municipal, à la suite de dissensions internes, était devenu ingouvernable.

Jean-Claude Flory, âgé de vingt-huit ans, est conseiller en développement économique et en gestion locale de la région Rhône-Alpes à Lyon. C'était la première fois qu'il faisait acte de candidature à une élection.

19 septembre 1993 : I., 2 986 ; V., 2 306 ; A., 22,77 % ; E., 2 240 ; liste de Jean-Marie Alaize, 900 (40,17 %) ; liste de Jean-Claude Flory, 882 (39,37 %) ; liste de droite (UDF-RPR), conduite par Anne-Marie Bonhomme Di Mayo (div. d.), 458 (20,44 %).

Le 19 mars 1989, au second tour des élections municipales, les résultats avaient été les suivants : I., 3 038 ; V., 2 669 ; A., 12,14 % ; E., 2 636 ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Alaize, 1 214 (46,05 %), 20 élus (4 PC, 11 PS, 5 maj. p.) ; liste de droite, conduite par M. Ribeyre (UDF), 920 (34,90 %), 5 élus (1 UDF, 4 div. d.) ; liste de droite, conduite par Mme Bonhomme Di Mayo (div. d.), 502 (19,04 %), 2 élus.]

POLITIQUE

L'inauguration du mémorial des Lucs

Soljenitsyne a rendu hommage à l'insurrection vendéenne de 1793

LA ROCHE-SUR-YON

de notre envoyée spéciale

Week-end vendéen sous les ovations pour Alexandre Soljenitsyne qui, devant une assistance évaluée à quelque 30 000 personnes, présidait, samedi soir 25 septembre, l'inauguration du mémorial des Lucs-sur-Boulogne (*le Monde* du 25 et des 26-27 septembre) à l'invitation du président du conseil général de Vendée, Philippe de Villiers, son guide et son hôte pendant tout le séjour. La première étape du voyage vendéen avait été consacrée, le vendredi soir, à l'impressionnante «cinéscénie» du Puy-du-Fou, conçue et mise en scène par Philippe de Villiers et qui, depuis 1978, a dépassé sept cent mille spectateurs.

Dimanche, était-ce un désir de retour à la littérature, Soljenitsyne s'est rendu à Saint-Gilles-Croix-de-Vie pour y découvrir, près des dunes, une stèle à Marina Tsvetaieva, un des plus grands poètes russes du vingtième siècle, qui, exilée depuis 1922, avait séjourné en Vendée en 1926 après son arrivée en France. *«Je suis heureuse d'être en Vendée, qui a donné jadis un si magnifique élan de liberté»*, écrit-elle le 9 mai 1926.

Convié à célébrer le bicentenaire de la Terreur et des guerres de Vendée, l'auteur de *l'Archipel du goulag* avait dit à Bernard Pivot, dès son arrivée, à la stupéfaction



choquée d'une France élevée dans la tradition républicaine, qu'il n'avait *«pas hésité un instant»*. Cet attachement russe à une terre opposée à la Révolution et anéantie par la Terreur était resté, en effet, jusque-là, ignoré de la France. Savait-on que le mot «Vendée» était une référence russe? Tant pour les bolcheviks – Lénine le premier qui, en proclamant *«Il nous faut des Vendées»*, la prenait comme exemple d'une répression réussie, – que pour les antibolcheviks, comme Tsvetaieva, qui ont vu et continuent de voir dans la Révolution française *«la mère de la Révolution russe»*.

Soljenitsyne ne craint pas d'être clair et de répéter que, selon lui, *«toute révolution est une régression»*. Venu comme témoin à charge de l'horreur qu'engendrent toutes les révolutions, il s'est montré impressionné, le premier soir, par le spectacle du Puy du Fou. Même s'il n'est pas certain que l'homme qui a affirmé aux Lucs, le samedi soir, que *«la liberté détruit l'égalité sociale»* ait été sensible à l'attention du metteur en scène superposant au mot «liberté», qui marque la fin du spectacle, le mot *svoboda*...

M. de Villiers : le pardon n'est pas l'oubli

Le lendemain, l'inauguration du mémorial des Lucs, admirablement réglée devant une foule enthousiaste pour un homme qui a fait l'histoire, *«l'homme qui a délivré son peuple et qui a délivré son siècle»*, qui réunissait des discours et un beau concert avec l'orchestre de la Capella de Saint-Pétersbourg, la cantatrice Katia Ricciarelli et des centaines de choristes des chorales de Vendée, faisait penser, paradoxalement, à la fois à une messe et à un grand meeting, tels que savaient les organiser jadis les Soviétiques. Il était piquant d'entendre, avant la lecture par Jean Piat du récit historique d'Alain Decaux sur les «colonnes infernales» du général Turreau, l'ex-ministre du gouvernement Rocard proclamer crânement, malgré quelques huées, qu'il était *«profondément attaché aux valeurs de la Révolution française»* dont il fallait *«reconnaître publiquement»* les erreurs.

Reste l'utilisation politique d'un tel événement. Les élus de gauche du sud du département, même ceux dont les ancêtres avaient combattu en 1793, avaient fait savoir qu'ils seraient absents de ces manifestations. Il est certain que, dans le bocage, cette visite historique aura des répercussions et que cet hommage à la persécution ne peut pas ne pas donner lieu à une «récupération» politique. Non pas, bien sûr, de la part de Soljenitsyne qui s'est montré tel qu'en lui-même, un roc, au superbe pouvoir de persuasion et préoccupé seulement de son pays où il reviendra au printemps. Irrécupérable... Mais de la part de Philippe de Villiers, président du conseil général, député (app. UDF) du département, qui, au moment du Bicentenaire, s'était distingué en refusant de fêter la Révolution et en invitant au Puy-du-Fou le cardinal Glemp de Pologne.

Il se défendit nettement de vouloir faire de l'antirépublicanisme : *«La venue de Soljenitsyne en Vendée n'est pas un événement politique, mais un événement d'ordre spirituel. Les Vendéens se sentent profondément français. Que les choses soient bien claires*, affirma-t-il dans sa conférence de presse. *Mais le pardon n'est pas l'oubli. L'oubli est une impasse où se nourrit secrètement la rancœur.»*

NICOLE ZAND

«Toute révolution déchaîne les instincts de la plus élémentaire barbarie»

Voici le texte du discours prononcé aux Lucs, samedi 25 septembre, par Alexandre Soljenitsyne :

«Il y a deux tiers de siècle, l'enfant que j'étais lisait déjà avec admiration dans les livres les récits évoquant le soulèvement de la Vendée, si courageux et si désespéré, mais jamais je n'aurais pu imaginer, fût-ce en rêve, que sur mes vieux jours j'aurais l'honneur de participer à l'inauguration du monument en l'honneur des héros et des victimes de ce soulèvement.

» Vingt décennies se sont écoulées depuis, des décennies diverses selon les divers pays, et non seulement en France, mais aussi ailleurs le soulèvement vendéen et sa répression sanglante ont reçu des éclairages constamment renouvelés. Car les événements historiques ne sont jamais compris pleinement dans l'incandescence des passions qui les accompagnent, mais à une bonne distance, une fois refroidis par le temps. Longtemps on a refusé d'entendre et d'accepter ce qui avait été crié par la bouche de ceux qui périssaient, que l'on brûlait vifs : les paysans d'une contrée laborieuse, pour lesquels la Révolution semblait avoir été faite, mais que cette même Révolution opprima et humilia jusqu'à la dernière extrémité, eh bien oui, ces paysans se révoltèrent contre elle!

» Que toute révolution déchaîne chez les hommes les instincts de la plus élémentaire barbarie, les forces opaques de l'envie, de la rapacité et de la haine, cela, les contemporains l'avaient bien perçu. Ils payèrent un trop lourd tribut à la psychose générale, lorsque le fait de se comporter en homme politiquement modéré, ou même seulement de le paraître, passait déjà pour un crime.

» C'est le vingtième siècle qui a considérablement terni aux yeux de l'humanité l'auréole romantique qui entourait la révolution au dix-huitième siècle. De demi-siècles en demi-siècles les hommes ont fini par se convaincre, à partir de leurs propres malheurs, de ce que les révolutions détruisent le caractère organique de la société; qu'elles ruinent le cours naturel de la vie; qu'elles annihilent les meilleurs éléments de la population en donnant libre champ aux pires; qu'aucune révolution ne peut enrichir un pays, tout juste quelques débrouillards sans scrupules; que dans son propre pays, généralement, elle est cause de morts innombrables, d'une paupérisation étendue, et, dans les cas les plus graves, d'une dégradation durable de la population.

Un slogan intrinsèquement contradictoire

» Le mot «révolution» lui-même (du latin *revolvo)* signifie «rouler en arrière», «revenir», «éprouver à nouveau», «rallumer», dans le meilleur des cas mettre sens dessus dessous, une kyrielle de significations peu enviables. De nos jours, si de par le monde on accole à quelque révolution l'épithète de «grande», on ne le fait plus qu'avec circonspection, et bien souvent avec beaucoup d'amertume. Désormais, nous comprenons toujours mieux que l'effet social que nous désirons si ardemment peut être obtenu par le biais d'un développement évolutif normal, avec infiniment moins de pertes, sans sauvagerie généralisée. Il faut savoir améliorer avec patience ce que nous offre chaque aujourd'hui. Et il serait bien vain d'espérer que la révolution puisse régénérer la nature humaine. Or, c'est ce que votre Révolution, et tout particulièrement la nôtre, la révolution russe, avaient tellement espéré.

» La Révolution française s'est déroulée au nom d'un slogan intrinsèquement contradictoire, et irréalisable : «Liberté, égalité, fr ternité». Mais dans la vie social liberté et égalité tendent à s'exclu mutuellement, sont antagoniques car la liberté détruit l'égali sociale, c'est même là un des rôl de la liberté, tandis que l'égali restreint la liberté, car autreme on ne saurait y atteindre. Quant la fraternité, elle n'est pas de le famille, ce n'est qu'un aventure ajout au slogan : ce ne sont pas d dispositions sociales qui font vraie fraternité, elle est d'ordre sp rituel. Au surplus, ce slogan te naire, on ajoutait sur le ton de menace «ou la mort», ce qui détruisait toute la signification.

» Jamais, à aucun pays, je pourrais souhaiter de «granc révolution». Si la Révolution dix-huitième siècle n'a pas entraî la ruine de la France, c'est uniqu ment parce qu'a eu lieu Therm dor. La révolution russe n'a pa connu de Thermidor qui ait s l'arrêter, et, sans dévier, elle entraîné notre peuple jusqu'a bout, jusqu'au gouffre, jusqu l'abîme de la perdition. Je regret qu'il n'y ait pas ici d'orateurs q puissent ajouter ce que l'expérienc leur a appris au fin fond de Chine, du Cambodge, du Vietnan nous dire quel prix ils ont pay eux, pour la révolution.

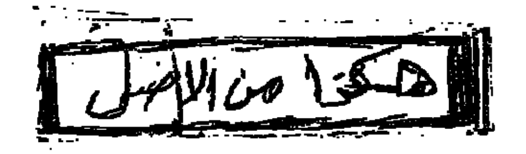
Les grands soulèvements paysans

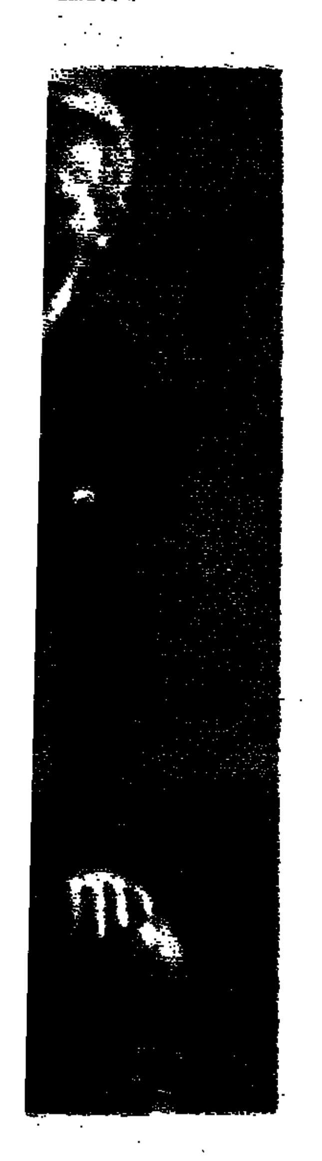
» L'expérience de la Révolutic française aurait dû suffire pour qu nos organisateurs rationalistes d «bonheur du peuple» en tirent de leçons. Mais non! En Russie, to s'est déroulé de façon pire encor et à une échelle incomparable. D nombreux procédés cruels de Révolution française ont été docil ment réappliqués sur le corps de Russie par les communistes lén niens et par les spécialistes interna tionalistes, seuls leur degré d'orga nisation et leur caractère systématique ont largement dépassé ceux des Jacobins.

» Nous n'avons pas eu de Thermidor, mais – et nous pouvons en être fiers en notre âme et conscience –, nous avons eu notre Vendée, et même plus d'une. Ce sont les grands soulèvements paysans, celui de Tambov en 1920-21, de la Sibérie occidentale en 1921. Un épisode bien connu : des foules de paysans en chaussures de tille (1), armés de bâtons et de fourches ont marché sur Tambov, au son des cloches des églises avoisinantes, pour être fauchées par les mitrailleuses. Le soulèvement de Tambov s'est maintenu pendant onze mois, bien que les communistes, en le réprimant, aient employé des chars d'assaut, des trains blindés, des avions, bien qu'ils aient pris en otages les familles des révoltés et qu'ils fussent à deux doigts d'employer des gaz toxiques. Nous avons connu aussi une résistance farouche au bolchevisme chez les Cosaques de l'Oural, du Don, du Kouban, de Tersk, étouffée dans des torrents de sang, un véritable génocide.

» En inaugurant aujourd'hui le Mémorial de votre héroïque Vendée, ma vue se dédouble : je vois en pensée les monuments qui vont être érigés un jour en Russie, témoins de notre résistance russe au déferlement de la horde communiste. Nous avons traversé ensemble avec vous le vingtième siècle, de part en part un siècle de terreur, effroyable couronnement de ce Progrès auquel on avait tant rêvé au dix-huitième siècle. Aujourd'hui, je le pense, les Français seront de plus en plus nombreux à mieux comprendre, à mieux estimer, à garder avec fierté dans leur mémoire la résistance et le sacrifice de la Vendée.»

(1) Chaussures populaires en écorce de bouleau.





ESPACE

Alors que l'Europe spatiale se penche sur son avenir

Ariane lance avec succès le satellite d'observation de la Terre Spot-3

Pour son cinquante-neuvième vol, la fusée européenne Ariane a lancé avec succès, dimanche 26 septembre, à 2 h 45 (heure de Paris), le troisième exemplaire du satellite français d'observation de la Terre Spot-3, ainsi que six micro-satellites (1). La mise à feu, effectuée avec vingt-quatre heures de retard sur l'horaire prévu en raison de mauvaises conditions météorologiques rencontrées dans la nuit du 24 au 25 septembre, s'est faite de manière acrobatique. Les responsables de cette mission ne disposaient en effet que de dix-huit minutes pour tirer leur engin. et ils n'ont pu le faire, à cause de quelques incidents mineurs enregistrés pendant le compte à rebours, qu'à la toute dernière extrémité.

KOUROU

de notre envoyé spécial

Avec ce nouveau tir effectué de la base guyanaise de Kourou, la société Arianespace, chargée de la commercialisation du lanceur européen, enregistre sa vingt-troisième mission réussie consécutive. Et ce pour le plus grand plaisir de son PDG, Charles Bigot, déçu de n'avoir pu tirer Ariane que trois fois depuis le début de l'année, car les clients de la fusée, du fait de difficultés rencontrées sur leurs satellites, n'ont souvent pas été prêts à temps.

« Depuis six ans, dit-il, *nous avons vécu sur un rythme de lancement inégalé d'un tir d'Ariane par mois. Aujourd'hui, même si nous affichons un carnet de commandes de quarante satellites à lancer pour une valeur de 17,9 milliards de francs, force est de reconnaître qu'il va nous falloir rattraper le temps perdu. »* Arianespace a donc l'intention d'effectuer trois tirs d'ici à la fin de l'année : le 21 octobre, un satellite Intelsat-7 ; à la mi-novembre, Solidaridad-1 (Mexique) et Météosat-6 (Europe) et, en décembre, DirecTV-1 A (Etats-Unis) et Thaïcom-1 (Thaïlande). *« Pour 1994 et très vraisemblement pour 1995 aussi,* a précisé Charles Bigot, *nous avons l'ambition de mettre quinze satellites en orbite. »*

Ce nouveau tir d'Ariane est donc de nature à réjouir les Européens et à leur rappeler, en cette période d'incertitude sur l'avenir des activités spatiales, que ces succès *sont le fruit de choix volontaires faits dans la douleur* voilà bien des années. En 1973 d'abord, lorsque, sous la pression des Français, *fut lancé le programme* européen Ariane, dont les options techniques *se sont révélées par la* suite commercialement bonnes. En septembre 1977 ensuite, lorsque la France proposa à l'Europe de se lancer dans un *programme* d'observation de la Terre. Seules la Belgique et la Suède accompagnèrent alors les Français dans cette aventure risquée, qui donne lieu aujourd'hui à un véritable marché de l'image de la planète par satellite.

Là encore, les choix des Européens furent inspirés, alors que le domaine était entièrement dominé par les Américains. Et aujourd'hui, *la concurrence* dans ce domaine d'activité s'annonce farouche. *Mais les succès* ne doivent pas griser, et les Européens *impliqués dans le* programme civil Spot et militaire Helios entendent *poursuivre leurs efforts.* Bien qu'Helios doive être lancé à la fin de l'année prochaine et Spot-4 dans un an et demi si nécessaire, le ministre de la défense, François Léotard, et le ministre de l'industrie, des postes et *télécommunications* et du commerce extérieur, Gérard Longuet, ont tenu à réaffirmer leur attachement à ces programmes et à *« l'importance de la convergence d'action sur ce point entre le civil et le militaire ».*

« Nous y tenons, ont-ils dit à l'occasion de la mise en orbite réussie de Spot-3, *et nous nous attacherons à l'affermir début 1994 avec les programmes Spot-5 et Helios-2, destinés, à la fin du siècle, à confirmer la place éminente de notre pays dans l'observation spatiale. »* Nul doute que cette déclaration n'ait rassuré les industriels français de l'espace, aux prises pour les prochaines années avec des plans de charge en régression. *Nul doute aussi qu'elle les* ait confortés dans leur opinion *que le gouvernement français* est raisonnablement prêt à s'investir *dans l'« espace utile » : les satellites d'observation de la Terre,* les satellites de télécommunications et le lanceur lourd Ariane-5.

Une solidarité fragile

Pour le reste, cependant, les conclusions des conférences spa*tiales* européennes de Munich en 1992 et de Grenade en 1993 ne *leur laissent guère d'illusions* sur les programmes de vols habités, *dont la navette Hermès et le* module habitable Colombus (APM) *devaient être les plus* prestigieux fleurons. Le premier est abandonné. Quant au second, qui devait se greffer sur la station américaine Freedom, il est fortement critiqué du fait des hésitations des Américains sur leur programme – rebaptisé Alpha – et des négociations très particulières qu'ils ont engagées sur ce point avec les Russes et dont l'Europe, le Canada et le Japon ont été superbement écartés.

Le programme « Homme dans l'espace » des Européens, qui n'était déjà pas brillant, prend soudain des allures de chef-d'œuvre en péril, et montre la fragilité actuelle de la solidarité européenne. L'Agence spatiale européenne (ESA) tente bien de la cimenter à nouveau. Mais il lui faut faire vite, proposer des programmes solides, acceptables, et s'employer à restaurer un axe Paris-Bonn fort, sans lequel l'espace européen aura bien du mal à vivre.

Pour René Pellat, président du Centre national d'études spatiales (CNES), les risques sont clairs. *« Le succès de la mise en orbite de Spot-3 par Ariane,* constate-t-il, *est une démonstration de la capacité de l'Europe à faire de grandes choses. L'espace doit être une tâche journalière, et il reste ouvert à de superbes aventures. »* Lesquelles ? Au directeur général de l'ESA, Jean-Marie Luton, de le dire et de présenter très prochainement aux Etats membres de l'Agence des propositions raisonnables qu'ils ne puissent refuser.

Car il ne faut pas s'y tromper, l'Europe doit être forte si elle veut être un partenaire à part entière des Etats-Unis dans les vols habités. Faute de quoi elle ne sera au mieux, et le passé l'a tristement montré, qu'un fournisseur de composants derrière une Russie, certes vacillante, mais diablement séduisante pour le gouvernement américain.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Outre le satellite Spot-3, dont la *masse s'élève à 1 907 kilos, Ariane a* lancé une grappe de six micro-satellites, d'une masse totale d'environ 210 kilos : le satellite de géodésie spatiale du CNES Stella, Healthsat (informations médicales à des fins humanitaires) et Eyesat (localisation et surveillance d'équipements industriels) pour les Etats-Unis, Posat pour le Portugal, Itamsat (radio-amateurs) pour l'Italie et Kitsat pour la Corée. Spot-3, qui perçoit des détails au sol dont la taille est comprise entre 10 et *20 mètres, a été conçu par le CNES et* construit par Matra Marconi Space pour 1,5 milliard de francs, lancement (750 millions de francs) compris.

Le budget de l'environnement augmentera de 9,1 %

Avec une augmentation globale de 9,1 %, le ministère de l'environnement tire son épingle d'un jeu serré. Il a réussi à ne pas diminuer ses effectifs (2 320 postes budgétaires) et même à les augmenter de... dix postes, qui vont être affectés au renforcement des directions *régionales* de l'environnement (DIREN), créées en novembre 1991. Il obtient aussi une forte augmentation des crédits *de paiement* (+ 19,2 %), qui devraient permettre de financer *une accumulation d'autorisations* de programmes (250 millions de francs) *restées en plan faute* d'argent.

En fait, l'augmentation du budget global (1,688 *milliard* de francs) est dans le droit fil des augmentations précédentes, amorcées par le bond de 1991, au temps de Brice Lalonde. Voilà quatre ans que le budget de l'environnement n'est plus maltraité comme il l'avait été dans la décennie précédente.

En décidant de rassembler dès décembre son ministère *dans le* même arrondissement de Paris (pour l'essentiel dans un immeuble de l'avenue de Ségur appartenant au ministère de l'industrie), Michel Barnier réalise en outre une économie de *41,3 millions* de francs, actuellement dépensés en loyers pour le cabinet (seizième arrondissement) et les services (Neuilly-sur-Seine).

Gestion d'espaces dégradés

Quelque 11,2 MF *vont aussi* être économisés sur le poste des commissaires-enquêteurs, dont la rémunération sera désormais partagée entre l'Etat *et le maître d'ouvrage,* selon une extension du principe pollueur-payeur.

Le *mieux loti* dans le prochain budget est le Conservatoire du littoral, *dont les crédits* d'intervention passent de 108 MF à 134 MF, soit une augmentation de 25 %. L'acquisition de nouveaux terrains, et surtout la gestion d'espaces souvent très dégradés, exigeaient un sursaut. Outre une *légère augmentation* d'effectifs, les DIREN vont bénéficier d'une enveloppe de *55 MF,* essentiellement consacrée au regroupement de services épars. La prévention des risques majeurs se verra aussi attribuer une enveloppe de 50 MF par le canal du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV), dont les moyens ne seront plus saupoudrés entre mille opéra*tions d'intérêt* inégal.

Enfin, de nouvelles lignes de crédit permettront de financer le service national de l'environnement (250 volontaires en 1994, émargeant au budget de la défense pour environ 7 MF) et l'opération *« 1 000 défis pour ma planète »,* destinée à mobiliser les jeunes et à *les former à ce* que le ministre appelle l'*« éco-citoyenneté »* (entre *4 MF et 5 MF).*

Parmi les victimes du budget 1994, on note les grands barrages, qui passent de 75 MF à 55 MF ; le bruit, dont l'enveloppe strictement « environnement » est ramenée de 45 MF à 5 MF (mais compensée par des transferts) ; et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), dont l'enveloppe globale passe de plus d'un *milliard à 922 MF. Si la contribution* du ministère de l'environnement augmente *(de 20 MF à 25 MF),* celles des ministères de la recherche et de l'industrie (cotutelle) baissent de concert, et c'est la maîtrise de l'énergie qui fait les frais des restrictions. Le pays sera appelé à en débattre au printemps prochain lors du grand « débat national sur l'énergie », voulu par *Michel Barnier.*

ROGER CANS

FAITS DIVERS

Des cocktails Molotov contre le commissariat de Trappes (Yvelines)

Une cinquantaine de jeunes ont lancé des cocktails Molotov et des parpaings de ciment contre la façade du commissariat de Trappes (Yvelines), dimanche 26 septembre vers 20 h 30. De nombreuses vitres du bâtiment, situé en plein cœur de la cité des Merisiers, ont été brisées.

Aucune interpellation n'a eu lieu, mais la fouille des caves a permis de retrouver une caisse pleine de cocktails Molotov prêts à l'emploi. Une dizaine de jeunes avaient déjà lancé, jeudi 23 septembre, des engins incendiaires sur la façade de ce commissariat, provoquant des dégâts mineurs.

Ces attaques pourraient avoir pour origine des rumeurs circulant après un accident de voiture qui a coûté la vie à trois jeunes de ce quartier, dans la nuit du *mercredi 22 au jeudi 23* septembre, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). *Selon ces rumeurs,* formellement démenties vendredi *24 par la direction départementale* de la sécurité publique des Yvelines, cet *accident* s'était produit lors d'une course-poursuite *entre la voiture occupée* par les jeunes victimes et un *véhicule de police.*

SOCIÉTÉ

INTEMPÉRIES

Des pluies diluviennes provoquent la mort de huit personnes en France, en Suisse et en Italie

Les pluies diluviennes qui sont tombées pendant trois jours sur le sud de l'arc alpin ont fait au moins huit morts et ont complètement désorganisé la circulation automobile et ferroviaire. En Savoie, où l'on n'avait pas connu de crues semblables depuis 1957, un touriste suisse de soixante-cinq ans, emporté par une coulée de boue sur la route du Mont-Cenis, a été retrouvé mort samedi 25 septembre à Lans-le-Villard. Les liaisons avec la Suisse et l'Italie ont, pour la plupart, été rouvertes à la circulation samedi ou dimanche, sauf pour la voie ferrée Paris-Milan, coupée en plusieurs endroits de la Maurienne et du Val d'Aoste. *En Suisse, la ville de Brigue*, dans le canton du Valais, a subi les plus gros dégâts, avec une coulée de boue qui a submergé tout le centre de la cité. Deux cadavres ont été retrouvés par les pompiers, et l'on était toujours sans nouvelles, lundi, de personnes signalées disparues. La région de Brigue a été déclarée zone sinistrée.

C'est en Italie que le déluge a été le plus meurtrier. Deux frères ont été noyés dans leur voiture près de Turin ainsi qu'une jeune femme à Gênes. Et deux personnes ont été retrouvées noyées dans le Val d'Aoste. Partout dans le Piémont, en Lombardie et en Ligurie, les rivières ont débordé, emportant routes, ponts et voie ferrées. Le préfet de Turin a estimé dimanche qu'il en coûterait au moins 20 milliards de lires (70 millions de francs) pour remettre en état le seul réseau routier.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, le Missouri est de nouveau sorti de son lit et l'état d'urgence a été décrété dans plusieurs secteurs du Kansas, de l'Oklahoma et du Missouri, où trois personnes ont trouvé la mort depuis le 22 septembre.

□ **Deux détenus s'évadent à l'aide de draps noués.** – Deux détenus de la maison d'arrêt de Béziers (Hérault) ont réussi, samedi 25 septembre, une «belle» à l'ancienne. Après avoir coupé les barreaux d'une fenêtre avec une scie de fortune, ils ont réussi à franchir le mur d'enceinte de vingt mètres de haut avec une corde de draps noués. Les deux hommes, l'un emprisonné pour attaques à main armée et l'autre pour participation présumée à un meurtre, n'étaient pas encore passés en jugement. Il semble qu'un complice les attendait en bas du mur d'enceinte. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire de Montpellier (Hérault).

MÉDECINE

A l'occasion de ses assises nationales

AIDES crée des observatoires de pratiques médicales et sociales à l'égard des victimes du sida

Les 6e Assises nationales d'AIDES, qui ont eu lieu du 24 au 26 septembre, à Lyon, sur le thème «Savoir, pouvoir, vouloir», ont, de nouveau, mis en évidence les obstacles médicaux et sociaux rencontrés par les malades du sida. Les dirigeants de la principale association de soutien et d'accompagnement aux personnes contaminées par le virus ont appelé les 2 600 volontaires à créer des observatoires de pratiques médicales et sociales afin d'obtenir des pouvoirs publics la disparition des attitudes discriminatoires et de faire reconnaître, dans un projet de loi, «le droit des personnes malades et hospitalisées».

LYON

de notre bureau régional

«Donner du temps au temps, pour lutter avec le temps contre le temps.» Cette parole d'Arnaud Marty-Lavauzelle, président de la Fédération nationale d'AIDES, pouvait être reçue comme une invite aux quelque 560 délégués à rester vigilants et mobilisés. C'était aussi une façon d'avouer que, faute de solution miracle, il fallait continuer d'entretenir une *«lueur d'espoir»*, même si, comme l'ont montré de nombreux témoignages, beaucoup, parmi les personnes atteintes, ont baissé les bras, se sentant exclues d'un système médical et social peu adapté à leur souffrance et à leur demande de prise en charge.

Douze ans après l'apparition de l'épidémie, bientôt dix ans après sa création, en 1984, AIDES, inscrit son action dans la durée, le temps qu'il faudra pour qu'*«une véritable politique de santé publique de réduction des risques, par l'éducation, l'information, la prévention, ait quelque chance de freiner, même modestement, la progression des contaminations»*. Toute la stratégie du mouvement est désormais bâtie sur cette affirmation : *«Le sida est une maladie qui menace la vie, mais n'est pas un diagnostic de mort annoncée certaine.»*

Ce constat n'apparaît guère dans la logique prédictive médicale ou les statistiques officielles, dont certaines, échafaudées sur des projections alarmistes, ne feraient qu'entretenir un sentiment de fatalité. Tout en se gardant d'une généralisation hâtive, les volontaires d'AIDES l'ont décelé dans leurs expériences de suivi de malades, décidés à ne pas renoncer lorsqu'ils *sont entourés d'un soutien efficace*. A condition, toutefois, que cessent les discriminations multiples et que *«l'exclusion ne soit plus un facteur de risque aggravant»*.

Arnaud Marty-Lavauzelle a dû dénoncer, avec véhémence, le manque de confiance dans les processus thérapeutiques, qui se traduit par l'absence ou le refus de soins, la prolifération des médecines parallèles, comme la simple assistance psychologique en guise de traitement préalable. Selon lui, pourtant, les recherches en cours semblent apporter quelque espoir, grâce notamment à la combinaison de plusieurs traitements.

L'attitude discriminatoire des compagnies d'assurances

AIDES souhaite s'imposer comme *«médiateur et intermédiaire d'un système de santé dont le malade serait le principal acteur»*. Les responsables de l'association ont élaboré une proposition de loi sur le *«droit du malade et des personnes hospitalisées»*, et qui s'attacherait à *«restaurer un rapport de confiance avec les professionnels»*.

La mobilisation doit aussi s'exercer dans le secteur social. Appelés en renfort et souvent en urgence, les comités locaux citent une foule d'exemples de difficultés rencontrées *dans le domaine du logement*, de la perte d'emploi et de ressources, de l'aide familiale, où la faiblesse des moyens de l'Etat n'a d'égales que la méfiance et la réserve des collectivités locales. Les attitudes de rejet se manifestent, d'après les dirigeants d'AIDES, dès le dépistage volontaire. Ainsi, à propos de l'accès des séropositifs à l'assurance, que la loi «anti-discrimination» du 10 juillet 1990 a exclu de son champ, Pierre Lascoumes, responsable de la commission *juridique*, note-t-il, dans un rapport inédit, que, *«pour toute une série d'activités sociales, les individus ont un intérêt direct, voire égoïste, à rester dans l'ignorance de leur état»*. Il visait là le blocage de la convention entre les compagnies et les pouvoirs publics sur le droit des séropositifs, lorsqu'ils veulent bénéficier d'une assurance ou contracter un emprunt auprès des banques. Outre de multiples tracasseries, le postulant se voit infligee une surprime de 5 à 7 % sur un montant de prêt plafonné (1).

MICHEL DELBERGHE

(1) «Assurance des séropositifs : hypocrisie ou incurie», rapport de la commission juridique d'AIDES (septembre 1993), 247, rue de Belleville 75019 Paris.

Selon une étude de l'UNICEF

La situation des enfants s'est dégradée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni depuis vingt ans

Parce qu'il estime que le progrès ne se résume pas à l'augmentation du PNB des nations, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a décidé de publier régulièrement une plaquette qui classe celles-ci selon les progrès qu'elles ont accomplis dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de la planification familiale et de la promotion des femmes.

Dans l'édition 1993, qui vient de sortir, on découvre que la situation des enfants aux Etats-Unis et au Royaume-Uni est plus mauvaise aujourd'hui qu'en 1970. Reprenant des études américaines et des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF note que le pourcentage des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté a doublé entre 1976 et 1986 au Royaume-Uni et s'est accru de 40 % aux Etats-Unis. C'est également aux Etats-Unis que l'on relève le plus fort taux d'homicides commis sur des jeunes (15-24 ans) : *«Sur dix meurtres de jeunes dans les pays industrialisés, neuf ont lieu dans ce pays.»*

Toujours dans les pays industrialisés, l'UNICEF constate, ces vingt dernières années, une augmentation du taux de suicide des jeunes de 15 à 24 ans. Exceptions : en Suède et au Japon (qui détenaient un triste record en la matière) où l'on enregistre, comme dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, un net recul. En ce qui concerne la France, l'organisation internationale estime que *«les progrès enregistrés en matière de protection infantile sont bons sauf pour la vaccination contre la rougeole»*. Avec 69 % d'enfants vaccinés contre cette maladie, la France figure en deçà du taux moyen des pays industrialisés qui est de 77 %. De même, elle pourrait mieux faire dans la protection des femmes pendant et après l'accouchement. Elle se situe actuellement au dix-septième rang, derrière des pays comme Hongkong et le Koweït.

C'est dans ce domaine de la mortalité maternelle que l'UNICEF remarque les plus grandes disparités entre nations. Plusieurs pays d'Afrique enregistrent des taux de mortalité maternelle proches de 1 000 pour 100 000 naissances vivantes, soit 1 %, alors qu'en Irlande ce même taux est de 2 pour 100 000. Au sein des nations en voie de développement, ce ne sont pas toujours les pays les moins défavorisés qui fournissent les plus grands efforts en faveur des enfants. Ainsi, quatre des pays les plus pauvres – Vietnam, Chine, Sri-Lanka et Honduras – ont actuellement un taux de mortalité d'enfants de moins de cinq ans compris entre 20 et 60 pour 1 000, alors que ceux de l'Afrique du Sud, du Brésil et de la Turquie, pays nettement plus riches, sont de 72, 67 et 91 pour 1 000.

Ch. Ch.

► ***Les progrès des nations*, UNICEF, 3, rue Duguay-Trouin, 75282 Paris Cedex 06.**

ÉDUCATION

Les écoles à deux vitesses de la Ville de Paris

Ecole publique ou enseignement privé ? Aux Parisiens qui hésiteraient encore entre les deux systèmes d'enseignement le *Guide de la rentrée*, édité par la Mairie de Paris et distribué gratuitement *dans les mairies* d'arrondissement, propose un éclairant bilan comparatif. Préfacé par Jacques Chirac, le maire de Paris, et rédigé avec l'appui des revues *l'Étudiant* et *Profession parents*, le petit fascicule dresse en deux pages concises la liste des *«avantages»* et des *«limites»* des deux systèmes d'enseignement, et assure sans équivoque la promotion des établissements privés que la Ville de Paris avoue financer *«bien au-delà de ses obligations légales»*. Cela explique, est-il précisé, *«qu'à Paris, la part du privé soit nettement supérieure à la moyenne nationale»*.

A lire cette brochure, on peut se rassurer en apprenant que l'enseignement public détient *«des résultats aux examens plus qu'honorables»* et quelques établissements *«d'excellence»*, mais *«les revers de la médaille»*, apprend-on, *«sont indéniables»* : *«lourdeur des effectifs, anonymat des élèves, manque de suivi dans la scolarité, choix de l'établissement limité par la sectorisation géographique»*. Aussi les parents d'élèves parisiens sont-ils informés, à l'inverse, que *«l'enseignement privé sous contrat bénéficie d'une très bonne image de marque, étayée de sérieux et de réussite»* et subsidiairement que, *«contrairement à l'idée répandue, la participation financière demandée aux parents ne tourne actuellement qu'autour de 2 000 à 3 000 francs par an»*.

On comprend mieux, devant tant de sollicitude à l'égard de l'enseignement public, que des fonctionnaires – tel ce directeur d'une école maternelle de la capitale, qui souhaite garder l'anonymat, – se soient déclarés *«scandalisés»* par des *«propos insultants et méprisants»* : *«insultants pour l'ensemble des fonctionnaires qui, dit-on, maintiennent leurs élèves dans «l'anonymat» au sein de classes surchargées et sont incapables d'un «suivi dans la scolarité des enfants», et «méprisants» pour les parents que l'on pourrait, d'après l'article, classer en deux grandes catégories : les pauvres, tenus pour raisons économiques de se satisfaire de la médiocrité du service public dont un des rares avantages est la gratuité, et les imbéciles, qui continuent contre vents et marées à inscrire leur progéniture dans le «public» malgré le tableau qu'on leur en fait»*. Qui a parlé d'école à deux vitesses ?

JEAN-MICHEL DUMAY

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 du Portugal

Génération Prost

L'Allemand Michael Schumacher (Benetton Ford) s'est imposé, dimanche 26 septembre à Estoril, dans le Grand Prix de formule 1 du Portugal. Alain Prost, deuxième à moins d'une seconde, s'est assuré un quatrième titre mondial (1985, 1986, 1989 et 1993) avant de se retirer de la formule 1 à la fin de la saison. Après avoir calé sur la grille de départ du tour de formation et s'être élancé de la dernière ligne, son équipier Damon Hill, qui était encore en course pour le titre, a terminé troisième à 8 secondes.

ESTORIL

de notre envoyé spécial

Alain Prost n'est sans doute pas près d'oublier Estoril. Depuis dix ans qu'il accueille les formules 1, ce circuit a souvent jalonné les dates importantes de sa carrière. Située à trente-cinq kilomètres de Lisbonne, au pied du massif montagneux de Sintra, cette piste avec de grandes courbes rapides, où les pilotes doivent lutter contre des forces centrifuges de 4 g (quatre fois le poids de leur corps), et des doubles virages agrémentés de pentes variées, nécessite une belle résistance physique et une grande finesse de réglage des châssis. Ces exigences avaient déjà permis au pilote français de s'imposer pour le baptême de la piste en 1984.

Trois ans plus tard, au terme d'une remontée fantastique poussant Gerhard Berger à la faute, c'est sur ce circuit qu'il avait battu le record de victoires en grands prix (vingt-sept) que détenait Jackie Stewart. En 1988, il l'avait à nouveau emporté, après une manœuvre d'intimidation de son équipier Ayrton Senna qui avait tenté de le tasser à quelque 300 km/h contre le mur longeant les stands. En 1989, sa deuxième place derrière Gerhard Berger lui avait pratiquement assuré son troisième titre mondial aux dépens d'Ayrton Senna, sorti de la piste par Nigel Mansell. Son seul mauvais souvenir d'Estoril est celui de 1990, où il a perdu ses dernières chances de conquérir un quatrième titre lorsque, au départ, Nigel Mansell l'a tassé contre le mur alors que les deux équipiers partageaient la première ligne.

L'an dernier, c'est à Estoril qu'Alain Prost avait révélé son retour à la compétition après son année sabbatique, puis qu'il a effectué ses premiers essais au volant de la Williams Renault. Vendredi 24 septembre, c'est encore là qu'il a annoncé son abandon de la formule 1 à la fin de la saison (*le Monde* daté 26-27 septembre). Deux jours avant de s'assurer son quatrième titre mondial. Cette année encore, la chance semblait de son côté lorsque Damon Hill, son équipier mais aussi son adversaire le mieux placé dans la course au titre, a calé au départ du tour de formation.

Seul en première ligne pour le vrai départ, Alain Prost semblait promis à un cavalier seul si Mikka Hakkinen (McLaren Ford) et, semble-t-il, Jean Alesi (Ferrari), n'avaient pas légèrement anticipé le passage du feu au vert. Obligé de lever le pied de l'accélérateur pour éviter le Finlandais qui le tassait à la corde, le triple champion du monde se retrouvait quatrième au premier virage. *« Je pense que si j'étais parti comme Hakkinen, j'aurais eu une pénalité, mais les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde »*, estimait le pilote français, qui a opté pour une course d'attente derrière le trio emmené par la Ferrari, jusqu'aux changements de pneus.

Fangio mythe vivant

Dernier à effectuer son changement, Alain Prost ressortait des stands juste derrière Michael Schumacher, le grand bénéficiaire de cette opération. Ralenti par l'Allemand, Alain Prost aurait pu tenter de l'attaquer pour viser une cinquante-deuxième victoire en Grand Prix, mais il avait laissé son panache au vestiaire en préférant miser sur une éventuelle faute du leader. *« Il est désormais très difficile de dépasser en formule 1*, expliquera-t-il après l'arrivée. *Michael faisait un peu des vagues devant moi. J'ai plus pensé à assurer le titre qu'à gagner la course. »*

Plus de trente-cinq ans ont donc été nécessaires pour qu'un pilote approche les cinq titres de Juan-Manuel Fangio (1951 et de 1954 à 1957), mais stoppe sa carrière sans tenter de l'égaler. Comme tous les records, celui de l'Argentin est susceptible d'être battu un jour. Peut-être par Ayrton Senna, déjà trois fois champion du monde (1988, 1990 et 1991) et qui devrait succéder à Alain Prost au volant de la Williams Renault. Personne ne peut toutefois espérer devenir un mythe vivant comme le pilote sud-américain. A quatre-vingt-deux ans, ce dernier a encore pu récemment mesurer sa popularité au Salon de l'automobile de Francfort, où il était invité par Mercedes, puis au Grand Prix de véhicules historiques de la Costa Smeralda, en Sicile, où Alfa Romeo avait ressorti pour lui l'Alfette 158 de 334 chevaux qui lui avait permis de remporter son premier titre.

Avec cinq titres en huit saisons de formule 1 et vingt-quatre victoires en cinquante et un grands prix, Juan-Manuel Fangio a, certes, largement dominé la première génération des pilotes de formule 1 dans laquelle il avait débuté à l'âge où Alain Prost prend sa retraite. Au-delà des performances, son mythe doit aussi beaucoup au fait d'avoir survécu à cette génération qui a payé le plus lourd tribut au sport automobile. Lui-même avait par trois fois au moins échappé à la mort. Au Pérou, en 1948, où le mécanicien assis à ses côtés lors d'une course sur route avait péri dans l'accident. A Monza, en 1952, où il s'était brisé plusieurs vertèbres après une série de tonneaux. Au Mans, en 1955, où contrairement à son équipier chez Mercedes Pierre Levegh, qui allait périr dans la plus grande tragédie du sport automobile (quatre-vingt-trois morts), il avait réussi à se faufiler in extremis entre l'Austin-Healey de Lance Macklin et la Jaguar de Mike Hawthorn qui sortait des stands.

Plus qu'un jugement de valeur sur les pilotes, la comparaison entre les deux champions les plus titrés de la formule 1 permet de mesurer l'extraordinaire évolution de cette discipline. Avant que le casque – pas encore intégral – ne soit rendu obligatoire en 1952, la tenue fétiche de Juan-Manuel Fangio se composait d'une chemisette jaune et d'un serre-tête bleu. Mécanicien de formation, il n'hésitait pas à mettre les mains dans le cambouis pour remédier à un problème de moteur, tandis que des batteries d'ordinateurs veillent désormais sur des formule 1 truffées d'électronique.

Si les deux hommes étaient, physiquement, très différents (*1,73 mètre et 85 kilos* pour Fangio dans les années 50 ; 1,60 mètre et 63 kilos pour Prost), les deux pilotes ne manquent pas de points communs. La pureté de leurs trajectoires leur permettait d'être très rapides sans jamais donner l'impression d'attaquer. Tous deux ont su ménager leurs mécaniques pour être plus souvent que d'autres à l'arrivée. *« Il avait une vision de la course absolument supérieure et un équilibre, une intelligence de la compétition, une sûreté dans la conduite qui étaient vraiment singuliers. »* Ce jugement d'Enzo Ferrari sur Juan-Manuel Fangio pourrait s'appliquer à Alain Prost. Tout comme cette opinion, moins favorable, du « Commendatore » : *« Fangio a été un très grand pilote atteint d'une bizarre manie de la persécution. »* Les suspicions de l'Argentin qui accusait Enzo Ferrari de vouloir favoriser un Italien, Luigi Musso, ne sont pas sans rappeler celles d'Alain Prost, qui soupçonnait Honda de privilégier Ayrton Senna au temps de leur cohabitation chez McLaren.

Par leur constance dans le succès et leur présence régulière sur les podiums (36 fois en 51 courses pour Fangio ; 113 fois en 197 courses pour Prost), l'Argentin et le Français ont dominé les pilotes de leur génération. Si, au nombre de titres, Juan-Manuel Fangio conserve un avantage, il le doit aux règlements de la formule 1 qui autorisaient les changements en course. Ainsi, au cours de la saison 1956, l'Argentin a pu, après abandon, récupérer la Ferrari de Luigi Musso pour gagner le Grand Prix d'Argentine, puis celle de Peter Collins pour terminer deuxième à Monaco. Cette année-là, il doit, en effet, sa quatrième couronne mondiale à l'extraordinaire sportivité de son coéquipier britannique, qui accepta à nouveau de lui céder son volant dans le dernier grand prix de la saison, à Monza, alors qu'il était lui-même en course pour le titre !

GÉRARD ALBOUY

VOILE : le départ du tour du monde en équipage

La Whitbread sans favoris

Quatorze voiliers, dont cinq Maxis, ont pris le départ, samedi 25 septembre à Southampton, de la 6e Whitbread. *La course autour du monde en équipage*, qui comporte six étapes, est longue de 60 000 km et devrait s'achever en avril 1994. Deux catégories de monocoques, les Maxis et les W 60 (Whitbread 60, plus petits), sont engagées dans deux classements séparés. La suprématie des premiers, éclatante lors de la précédente édition (1989-1990), pourrait être mise en péril cette année.

SOUTHAMPTON

de notre envoyé spécial

Une meute de voiliers élancés se croisent dans une chorégraphie compliquée. Leurs nez viennent taquiner la ligne de départ. Autour d'eux, le Solent, le bras de mer qui s'insinue entre Southampton et l'île de Wight, n'est plus qu'un étroit corridor bordé de centaines de bateaux spectateurs.

Soudain le ballet s'ordonne. Les étraves pointent dans la même direction. Les voiles se gonflent, les spinnakers s'épanouissent. Au coup du canon, les 14 concurrents de la 6e Course autour du monde s'extirpent du Solent, s'élancent pour une boucle de près de 10 000 lieues sur les mers.

Tout marin rêve de participer à cette course qui, créée il y a vingt ans, a déjà sa légende, ses héros – Cornelis van Rietschoten, Lionel Péan, Peter Blake, – ses exploits et ses tragédies.

Pendant les neuf mois de leur exil volontaire les équipiers devront éviter de nombreux pièges : la fureur des 40e rugissants, les growlers, ces petits icebergs indétectables qui truffent les eaux glacées du 50e parallèle, la tranquillité lancinante du Pot au noir. Mais ils auront la fierté de virer le plus prestigieux des caps, le Horn, qui s'offrira à eux, après une immense chevauchée sur l'océan le plus désert du globe.

Sur l'eau, la bataille vient de commencer, mais, à terre, elle avait débuté au lendemain de l'arrivée de la course précédente : dans les salons confinés des yacht-clubs, au sein des conseils d'administration des sponsors, dans les cabinets des architectes. Chacun a travaillé à la victoire, à coups de lobbying, d'innovations techniques et de millions de dollars. A l'heure du départ, une question taraude concurrents et sponsors : y aurait-il une course ou bien deux ?

Car deux types de bateaux sont engagés dans cette sixième Whitbread : les Maxis et les W 60. Ils courent dans deux classements différents en temps réel, mais le public, imperméable à ces subtilités, ne retiendra que le premier arrivé. Les Maxis, géants des mers, longs de plus de 25 mètres, dotés de mâts de 30 mètres de haut, tractés par des voilures qui approchent les 1 000 m², sont manœuvrés par 14 à 18 membres d'équipage.

70 millions pour un Maxi

Ces mastodontes, soumis à une jauge très contraignante, sont l'incarnation de l'orthodoxie nautique britannique. Au contraire, les W 60 (pour Whitbread 60), 20 mètres de long environ) forment une nouvelle génération de bateaux créés pour l'occasion. Plus petits, plus légers, ils sont aussi plus sophistiqués (un système de balast corrige en permanence leur assiette). Douze équipiers suffisent à la manœuvre. Ces deux monocoques sont incomparables sur un autre point, qui est aussi le nerf des joutes nautiques : l'argent. Le prix des Maxis est deux fois plus élevé que celui des W 60.

A l'origine, les organisateurs ont décidé de créer le W 60 pour attirer les concurrents les moins argentés. Leurs efforts n'auront pas été récompensés : sur les vingt-cinq candidats espérés en décembre, seuls quatorze ont franchi la ligne de départ, samedi. Les sponsors capables de rassembler 70 millions de francs pour affréter un Maxi ne sont plus très nombreux et veulent être assurés d'un « retour sur investissements ».

Sur le papier, ils ne devraient pas être inquiétés par les W 60. Mais, une fois sur l'eau, ceux-ci ne se contentent pas de jouer les seconds rôles. Le 8 août, lors de la Fasnet, une des épreuves qualificatives de la Whitbread, trois d'entre eux ont eu le front de battre les Maxis. Des mesures ont été prises pour brider les impertinents. Le règlement prévoit ainsi que, dans les mers du Sud, ils ne seront pas autorisés à déployer un spinnaker en tête de mât.

Malgré cela, des skippers chevronnés ont hésité. Grant Dalton (*New-Zealand Endeavour*) aurait dépensé 40 000 dollars dans une étude comparative avant d'opter pour le Maxi. D'autres, tout aussi expérimentés, ont préféré construire deux 60 pieds et choisi le meilleur.

Ce choix, indépendant des contraintes financières, a attisé la crainte des équipages de Maxis et surtout de leurs sponsors. Et si les W 60 poussaient l'impudence jusqu'à l'emporter ? *« Je ne pense pas*, répond Pierre Mas, l'équipier français d'*Intrum-Justicia*, un W 60, qui porte à son bord neuf nationalités et bat pavillon européen : *« L'échec des Maxis dans la Fastnet était dû à un concours de circonstances. »*

Bruce Farr n'est pas aussi catégorique. L'architecte néo-zélandais, qui a dessiné les deux tiers de la flotte engagée dans la Whitbread, ne parle que par équations : *« Nos travaux montrent que les W 60 ont près de 50 % de chances d'arriver premiers. »* Selon lui, les jours des Maxis sont comptés. Il ambitionne d'en revenir à deux classes plus distinctes : les W 60 subsisteraient, au besoin ouverts à des amateurs ; et, pour les sponsors qui veulent une meilleure *« couverture médiatique »*, il est prêt à concevoir une nouvelle classe, les W 80, plus grands, plus spectaculaires, et, bien sûr, plus chers.

Daniel Mallé est lui aussi gagné par cette folie des grandeurs. En 1989, le skipper de *La Poste* avait dirigé un équipage composé uniquement de postiers. Sur le bateau le plus modeste de la flotte. Sa ténacité lui avait valu le surnom de « Petit Poucet ». Cette année, il joue dans la cour des grands. La Poste a investi 75 millions de francs sur quatre ans (45 pour la course, 18 pour la location de bateau, le reste pour la communication) pour mettre au point son Maxi, qui fut le premier à franchir la ligne, samedi.

Daniel Mallé plaide pour des bateaux encore plus longtemps libres de toute contrainte technique. Son mot d'ordre : plus c'est grand, plus ça fait rêver. Encore faut-il s'assurer que les W 60 ne renouvelleront pas leur coup de Trafalgar de la Fastnet. La première des six batailles s'achèvera à Punta del Este (Uruguay), à 10 000 km de Southampton, par-delà les eaux sombres de l'Atlantique.

HERVÉ MORIN

□ ***Trois voiliers victimes d'incidents.*** – Trois concurrents de la Whitbread ont été victimes d'incidents, dimanche 26 septembre. Le *Fortuna* de Laurie Smith a perdu son mât arrière, mais continue sa route. Le W 60 *Brooksfield* a perdu son safran (partie immergée du gouvernail) et se dirige vers Brest, tandis que *US Women Challenge* qui a déchiré sa grand voile, navigue avec une voile tempête.

FOOTBALL : le championnat de deuxième division

L'encombrante célébrité de Jacques Glassmann

Seul footballeur impliqué dans l'affaire Valenciennes-OM à ne pas avoir été suspendu, le défenseur valenciennois Jacques Glassmann a repris le championnat de France de deuxième division avec son club. Son rôle dans l'affaire lui vaut les attaques des supporters des équipes adverses.

C'est un de ces professionnels, ni stars ni tocards, qui font l'ordinaire des équipes de football. Un figurant des terrains qui aurait dû le rester s'il n'avait un jour traîné de force les spectateurs en coulisses pour dévoiler l'envers d'un décor que personne ne souhaitait voir. Dans l'histoire de Jacques Glassmann, quelques paroles auront pesé plus lourd que douze ans de carrière anonyme. Quelques mots, prononcés le 20 mai à propos d'un coup de fil corrupteur, auront fait de lui l'un des joueurs les plus connus de France. *« C'est une mauvaise notoriété*, dit-il, *qui ne doit rien au football. Avant l'affaire, je menais une vie paisible. Maintenant les gens me regardent comme celui qui a parlé le premier d'une chose dont il ne fallait rien dire. »*

Sur les terrains, Jacques Glassmann s'est peu à peu habitué à être montré du doigt, à sentir les regards se poser sur sa longue silhouette. Au stade Nungesser de Valenciennes, cette notoriété forcée a du bon. La sympathie des gens du Nord pour l'Alsacien s'est transformée en soutien enthousiaste. Il est acclamé chaque fois qu'il touche le ballon. Les rares buts du défenseur – il en a inscrit un, samedi soir 25 septembre, contre Nîmes – sont célébrés comme des nouvelles preuves de sa bonne foi.

« Je ne suis pas un justicier »

Ailleurs, la bêtise le guette. Sur les terrains où Valenciennes a évolué cette saison, Jacques Glassmann est conspué dès l'échauffement, comme s'il fallait étouffer dans une *bronca* la gêne née de ses paroles. A Sedan, les injures dégoulinaient des tribunes. A Valence, une banderole bien visible l'interpellait : *« Glassmann la honte. »* A Beauvais encore, mercredi dernier, les sifflets se déclenchaient comme des sirènes d'alarme, dès qu'il s'approchait du ballon.

« Quand j'entends cette partie du public qui me siffle, explique Jacques Glassmann, *je me demande si je ne suis pas à côté de la plaque, si dénoncer une magouille n'est pas devenu plus grave que de la faire. Les gens me considèrent comme un traître sans penser à demander des comptes à ceux qui les trahissent. On me traite d'empêcheur de tourner en rond, mais est-ce que ça tournait vraiment rond avant que je parle ? »* Lorsque l'OM a été exclu de la Coupe d'Europe, on lui a demandé s'il se sentait responsable de la sanction. *« Comme si j'étais la cause de tout. Mais l'homme qui a créé des ennuis à l'OM, c'est celui qui a proposé l'argent, et qui a aggravé le cas de son club en refusant de prendre ses responsabilités. »*

Et s'il fallait le refaire, en sachant que quelques phrases vont ébranler jusqu'aux plus hautes instances du football mondial ? *« Je recommencerais*, dit-il. *Je ne peux pas regretter d'avoir parlé en voyant tout ce qui s'est passé depuis. Pour moi, l'acceptation de la tentative de corruption commençait au silence. Et c'était contraire à ma ligne de conduite. »* Cette morale avait amené l'Alsacien en conseil de discipline, dans son centre de formation de Strasbourg, pour avoir tenu tête à un dirigeant qui insultait les joueurs. Aujourd'hui, elle l'empêche de revendiquer cette image simplette de « M. Propre » dans laquelle on a cherché à l'enfermer. *« Je ne suis pas un justicier, je ne demande pas que l'on me soutienne. Je voudrais juste que ceux qui me sifflent mettent leur fanatisme de club de côté et fassent appel à leur intelligence pour se demander quelle aurait été leur réaction s'ils avaient été confrontés aux mêmes faits que moi. »*

Dans son club, Jacques Glassmann n'a guère trouvé d'échos à ces interrogations. Ses coéquipiers semblent le supporter comme un mal nécessaire, un boulet qui pèserait sur le rendement d'une équipe mal classée. Lui a mal vécu d'avoir été mis à l'écart pour le premier match de la saison. Parce que sa présence dans le stade de Nice, sur une terre du sud qui est censée lui être hostile, aurait représenté un danger pour sa sécurité. Mais le défenseur ne veut pas vivre comme un de ces repentis qui ont brisé la loi du silence. Début septembre, dès que la nouvelle de l'éviction de l'OM de la Coupe d'Europe a été connue, deux policiers ont frappé à sa porte. Ils sont restés une journée devant la maison du joueur. *« Ensuite, ils m'ont demandé si je souhaitais une protection permanente. Je leur ai dit non, je ne veux pas vivre comme si je me sentais menacé nuit et jour. »*

Le footballeur ne cherche pas à se faire plaindre de cette célébrité forcée et des quolibets qu'elle lui attire. Il sait que d'autres laisseront leur carrière dans l'affaire. A trente et un ans Jacques Glassmann voudrait, lui, pouvoir continuer à jouer, *« parce que cela ferait trop plaisir à ceux qui m'insultent que j'arrête tout de suite »*. Mais il est dans sa dernière année de contrat avec Valenciennes. *« Je suis réaliste*, dit-il, *il faut se mettre à la place des clubs qui auraient envie de recruter Jacques Glassmann : il n'y en aurait pas beaucoup qui prendraient le risque de faire jouer quelqu'un qui se fait siffler toutes les cinq minutes. »*

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DU PORTUGAL

1. M. Schumacher (All, Benetton-Ford), les 308,850 km en 1 h 32 min 46 s (moyenne : 199,748 km/h ; 2. A. Prost (Fra, Williams-Renault), à 0 s 982 ; 3. D. Hill (GB, Williams-Renault), à 8 s.

Championnat du monde des pilotes (après quatorze courses) : 1. A. Prost, 87 points (champion du monde) ; 2. D. Hill, 62 ; 3. A. Senna, 53.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 149 points (champion du monde) ; 2. Benetton-Ford, 72 ; 3. McLaren-Ford, 60.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième division
(Treizième journée)

*Le Mans b. Nancy	2-1
Laval b. *Rouen	2-1
*Valenciennes et Nîmes	2-2
*Rennes b. Charleville	2-1
*Niort b. Saint-Brieuc	2-1
Dunkerque b. *Valence	1-0
*Mulhouse et Bastia	1-1
Red Star b. *Alès	1-0
*Istres b. Bourges	2-1
Gueugnon b. *Nice	1-0
*Sedan et Beauvais	1-1

Classement : 1. Bastia, 19 pts ; 2. Nancy, 17 ; 3. Niort et Rennes, 16.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(messieurs)
Pro A (quatrième journée)

*Sceaux b. Gravelines	88- 73
Racing-PSG b. *Limoges	71- 61
*Villeurbanne b. Dijon	91- 81
*Levallois b. Lyon	96- 89
*Montpellier b. Châlons	91- 72
Pau-Orthez b. *Le Mans	84- 81
Cholet b. *Antibes	68- 65

Classement : 1. Cholet et Montpellier, 8 pts ; 3. Pau-Orthez, Antibes et Racing-PSG, 7.

TENNIS

COUPE DAVIS

La finale de la Coupe Davis opposera, du 3 au 5 décembre en Allemagne, l'Allemagne à l'Australie. Les deux équipes ont gagné leur demi-finale sur le même score, 5-0, dimanche 26 septembre. Les Allemands – Michael Stich, Marc Goellner, et le double Stich-Kuhnen – sont allés battre les Suédois *chez eux, malgré la présence de Stefan* Edberg. Les Australiens, Jason Stoltenberg, Wally Masur et la paire Woodforde-Woodbridge, se sont imposés en Inde face aux tombeurs des Français.

GOLF

RYDER CUP

Les Etats-Unis ont conservé la Ryder Cup de golf en battant l'Europe, dimanche 26 septembre, sur le parcours anglais du Belfry, près de Birmingham, par 15 points à 13, lors de la 30e édition de cette compétition biennale. En tête après les deux premiers jours, *l'Europe s'est inclinée devant* les Américains vainqueurs, dimanche, de six des onze simples au programme.

CESTA PUNTA

Championnat du monde professionnel

Les Basques français Daniel Michelena et André Pedrouzo ont remporté, samedi 25 septembre à Biarritz, le troisième championnat du monde professionnel de cesta punta (35-31) devant les Espagnols Chiquito de Bolivar et Felix. En l'emportant 35 à 31, les deux Français, professionnels à Miami et Mexico, ont créé la surprise en bousculant l'hégémonie des Espagnols de la région de Biscaye, inventeurs de ce sport.

(Publicité)

On ne peut quand même pas passer tout l'été à ne faire que des choses sensées.

folio Gallimard

PROGRAMME Europe 2

Bons baisers du Volvo de couleur.

En Août, Septembre, etc... oubliez tout. Ou presque.

AH! LES JOLIS COLORIS DE VACANCES.

Un grand jeu pour l'été

TESTEZ VOTRE SWING

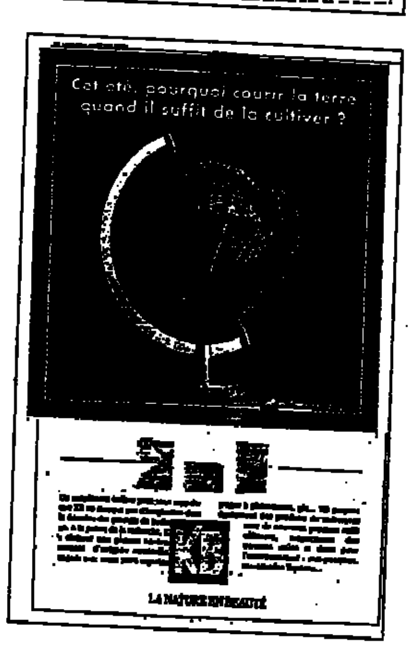
PHILIPPE ALLAIN

IC

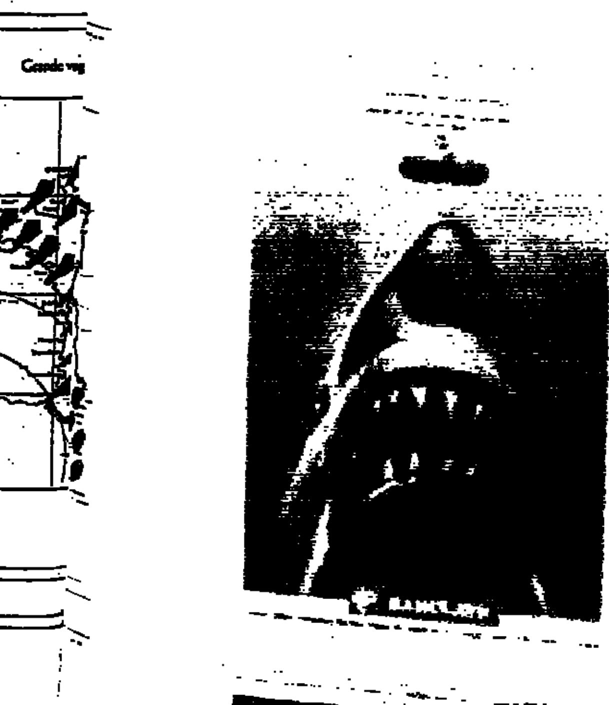
La créativité, c'est comme le bronzage. Plus il y en a l'été, il en reste l'hiver.

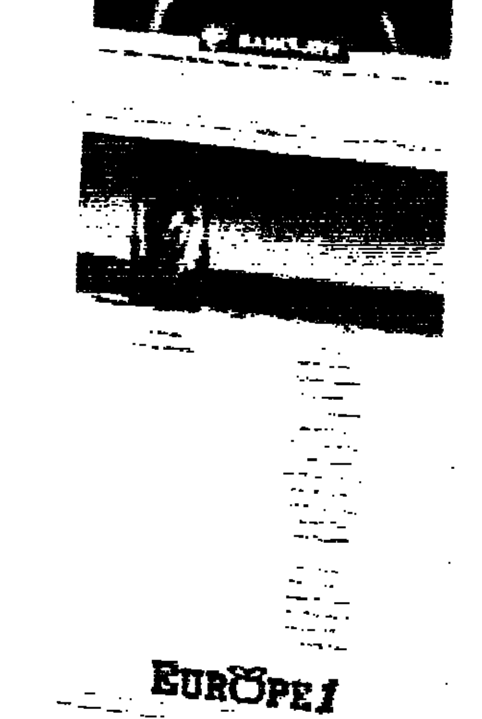


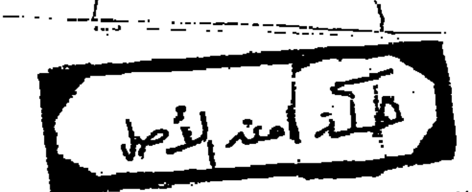


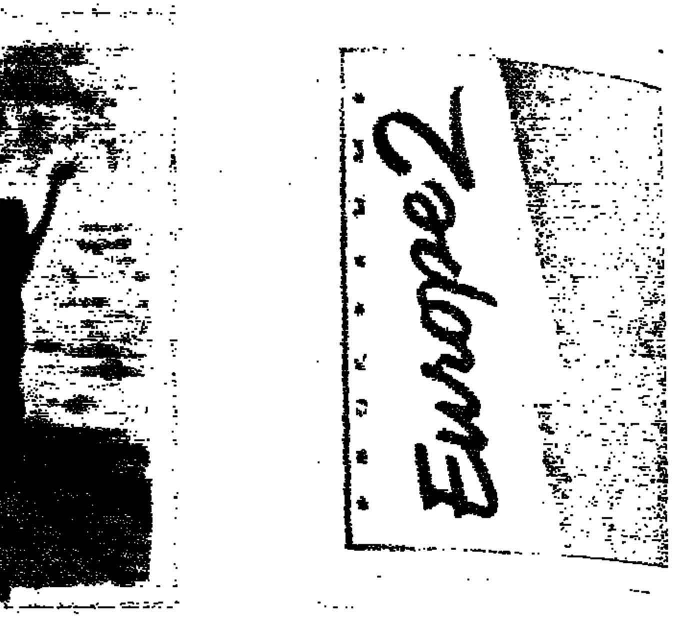




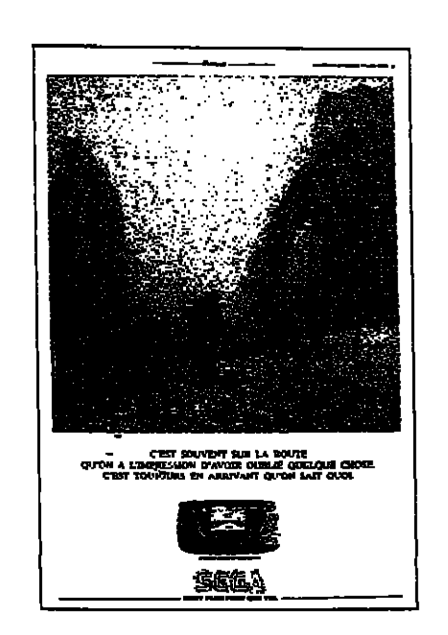


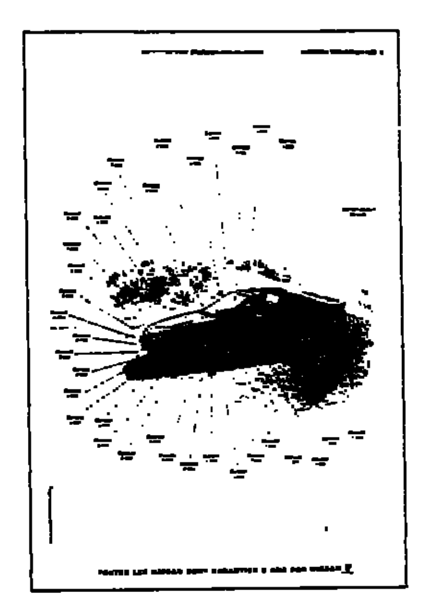




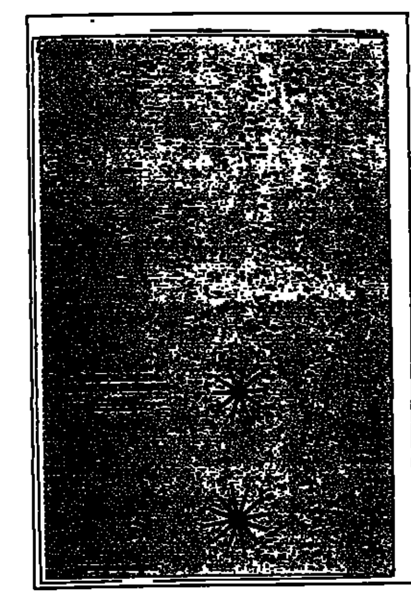




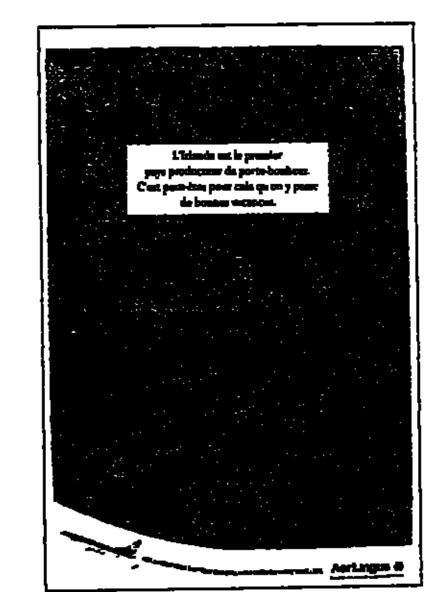


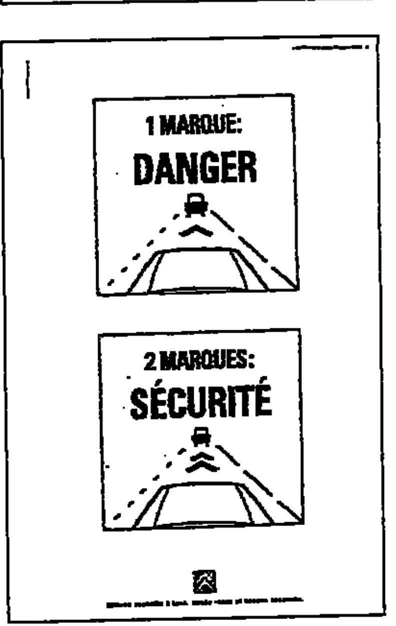


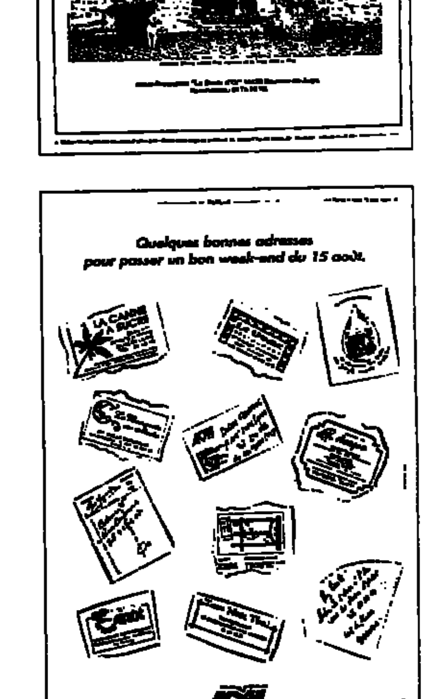






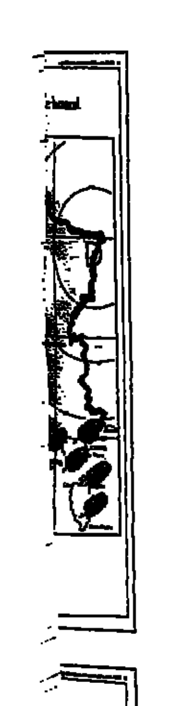


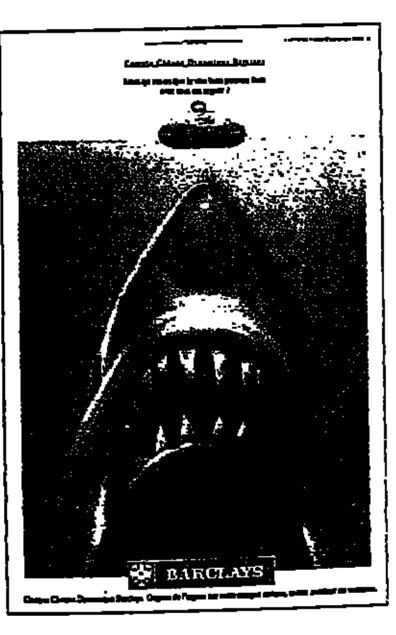




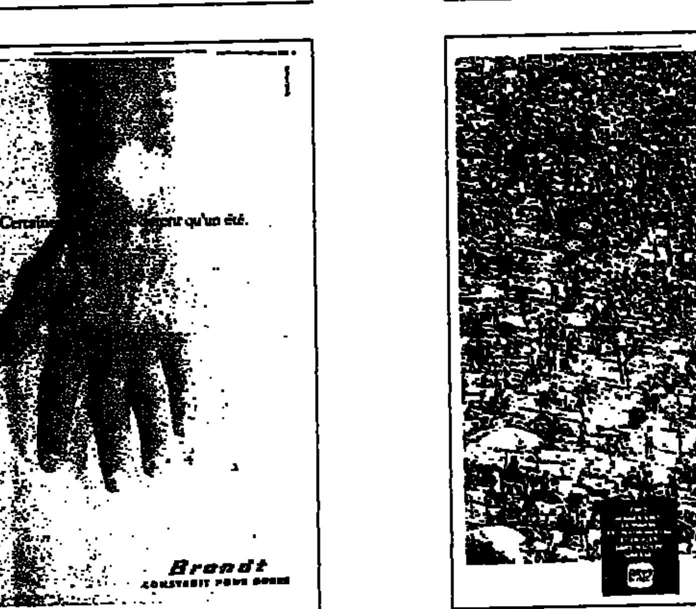
La créativité, comme le bronzage.
Plus il y en a l'été, plus il en reste l'hiver.

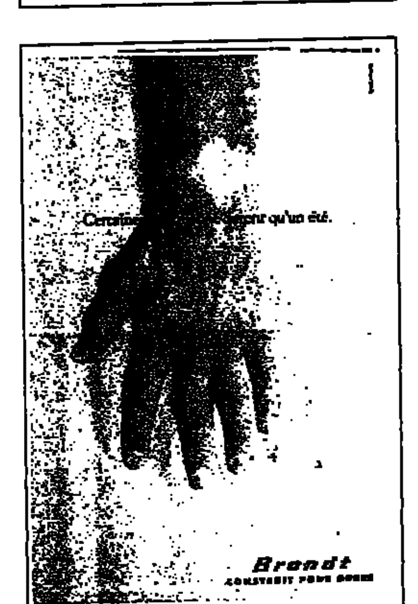


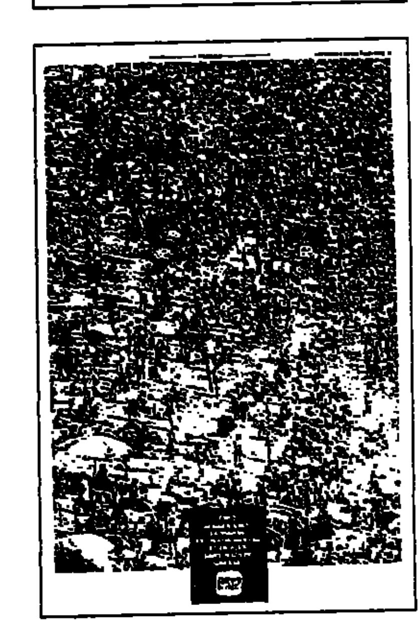




EN ETE, L'EAU EST ENCORE PLUS RARE. NE LA GASPILLEZ PAS.

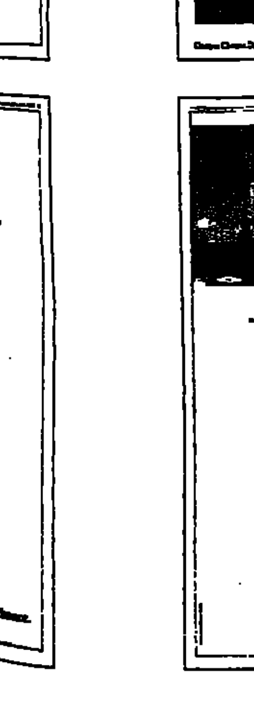


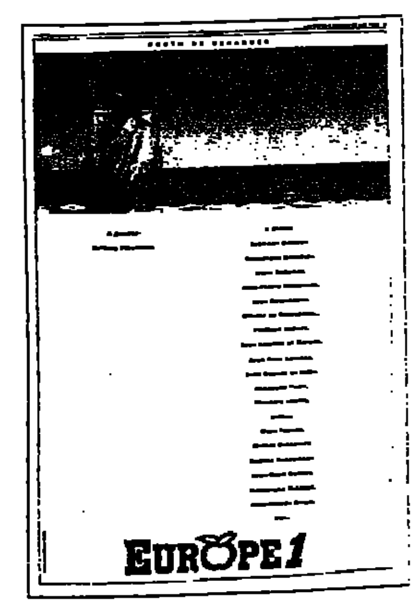














AACC

L'AACC remercie Le Monde d'avoir permis, cet été, à 38 agences de pouvoir témoigner de leur passion des marques.

ASSOCIATION DES AGENCES-CONSEILS EN COMMUNICATION
40, boulevard Malesherbes 75008 Paris. Tél : (1) 47 42 13 42

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

L'hymne au désespoir de Richard Avedon

Un livre, en forme de fresque tragique, embrasse soixante ans d'images du célèbre portraitiste américain

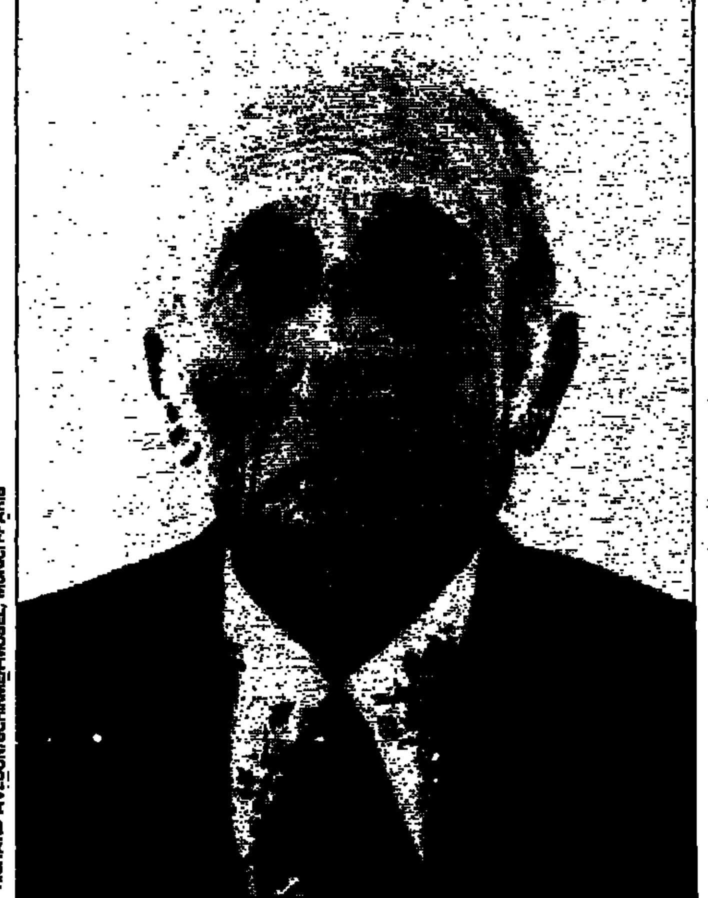
UNE AUTOBIOGRAPHIE
de Richard Avedon.
Édition en anglais,
texte français inséré,
Schirmer/Mosel, 432 p.,
285 photos, 798 F.

Cette autobiographie-fleuve de Richard Avedon est un des plus grands livres de photographie jamais publiés. Une fresque tragique, une véritable histoire, qui embrasse près de soixante ans d'images. Avedon bouscule tout, souvenir tendre et désespoir, angoisse et rire, mode et portrait, les catacombes et son père. On tourne les pages en se demandant quel choc Avedon nous réserve à la suivante. Arrivé au bout, meurtri ou détruit, on trouve une photo de mutants *(Porte de Brandebourg, réveillon de fin d'année 1989-1990)*, une image de l'au-delà. La mort? Pas encore, mais elle arrive.

Quand trop de photographes réduisent le livre à une succession d'images imprimées, Richard Avedon redonne au genre sa fonction propre, bien distincte de l'exposition ou du journal. Quand trop de photographes publient leur cinquième livre à trente-cinq ans, Avedon transforme chacun des siens en événement : *Observations* (1959) avec Truman Capote; *Nothing Personal* (1964) avec James Baldwin; *Portraits* (1976) avec un essai lumineux d'Harold Rosenberg; *Photographs 47-77*, l'essentiel de ses photos de mode; *Portraits de l'Ouest américain* (1985). Quand les trois quarts des livres de photos de l'année se retrouvent, quelques mois plus tard, chez le soldeur, ceux d'Avedon sont introuvables ou se négocient chez les collectionneurs au prix fort.

Difficile, d'abord, d'évacuer l'objet. Rectangulaire, rigide, épais, lourd. Une couverture de toile beige aux lettres rouge sombre (un design déjà utilisé pour *Portraits*). Un texte dense et précis réduit à une double-page blanchâtre (ce même blanc que l'on retrouve au «fond» de ses portraits). Un découpage en trois parties limpides. Les photographies qui se succèdent pleine page, sans marge, et s'entrechoquent. Un rythme poignant, parfaitement orchestré par Mary Shanahan (ancienne directrice artistique de *Vogue*).

Un index où toutes les photos sont reproduites en petit format avec des légendes cliniques. Une photogravure irréprochable, un brochage qui ne maltraite pas les images. Et sur la dernière page, cet autoportrait récent, frontal et fragile (il accompagnait l'entretien que le photographe nous avait accordé en juillet dernier (1) : Richard Avedon a soixante dix-ans et il est bien vivant. Malgré ces quatre cent trente-deux pages de douleur.



RICHARD AVEDON/SCHIRMER-MOSEL, MUNICH-PARIS

Portrait de Jacob Israel Avedon, père de Richard Avedon Sarasota (Floride), 25 août 1973.

Richard Avedon prend le lecteur à contre-pied. Une couverture sans image, une autobiographie qui se regarde plus qu'elle ne se lit, une chronologie bousculée, des photos de mode qui n'en sont plus.

«L'histoire de trois illusions»

Les mots? Richard Avedon a déjà montré qu'il savait les manier – son long texte *Borrowed Dogs* (Chiens d'emprunt), publié dans la revue *Grand Street Magazine*, est un bijou : il y montre comment la réalité devient fiction. Mais à quoi bon les mots quand chaque image révèle un peu plus l'homme et le photographe?

La chronologie? Avedon la refuse net : *«Je n'ai pas vécu de façon chronologique. Personne du reste»*. Et un pavé dans le jardin d'Irving Penn, autre dinosaure de la photo américaine qui, il y a un an, passait en revue sa vie, année après année, dans *En passant* – un livre fastidieux et raté. Penn et Avedon se respectent mais n'ont jamais fait bon ménage, depuis que le premier a fait les beaux jours de *Vogue* et le second ceux du *Harper's Bazaar*.

La mode? Celui qui a révolutionné la photo de mode dans les années 50 a toujours considéré le genre comme *«un prétexte»*. Prétexte à montrer le lien entre folie et beauté, entre bonheur et désespoir. Un exemple : *Dovima et les Eléphants*, sans doute l'image la plus célèbre de Richard Avedon, ne figure pas dans ce livre. Tout simplement parce qu'elle ne «cadrait» pas avec son histoire.

Dovima, mannequin célèbre des années 50, apparaît ailleurs, ouvrant sa robe de la même façon qu'Andy Warhol, sur la page opposée, découvre son torse lacéré de cicatrices. Quelle douleur la femme cache-t-elle derrière la carapace du vêtement et du maquillage?

Reste l'histoire développée par Richard Avedon, son histoire. Elle est rythmée par les portraits de ses proches, parfois doux comme du Lartigue (photographe qu'Avedon a fait découvrir aux Etats-Unis), parfois meurtris comme du Diane Arbus : Anna, sa mère, en 1932, tenant les rames dans une barque, souvenir des années heureuses; John, son fils, au regard étrange; William, son petit-fils, tenant une arête de poisson; Evelyn, sa femme, d'abord insouciante puis absente; Louise, sa sœur, belle comme un mannequin, morte dans un asile d'aliénés à trente ans; Jacob Israel, son père, dont il a saisi le visage rongé par le cancer. Et Richard, bien sûr, depuis le surprenant visage fuyant au Photomaton en 1965, jusqu'au formidable autoportrait de 1980.

Dans son texte, Richard Avedon explique que le livre retrace *«l'histoire de trois illusions cruciales qui ont déterminé le cours de* [sa] *vie : La première partie est consacrée à l'illusion du rire et à la subtile différence, que l'on découvre jeune homme, entre l'hilarité et l'affolement. La seconde partie est consacrée à l'illusion du pouvoir, la troisième à la perte de toutes les illusions»*. Richard Avedon a fait l'apprentissage de la joie et de la douleur en ne cessant de se confronter à l'autre. Sa photographie ne tient que par ce que l'autre lui donne, son corps, son regard, ses émotions. Voilà pourquoi il s'est toujours soucié de *«la surface»* des visages et non de la façon dont le sujet était composé dans le cadre.

Ainsi, l'interminable galerie de portraits suit le chemin d'une lente descente aux enfers. Marilyn Monroe en deux visages : celui du rire forcé, puis du regard perdu. Groucho Marx résigné, Anna Magnani douloureuse, Giacometti comme un pantin figé, Henry Miller absent, Truman Capote pathétique, Carson McCullers désespérée, Genet fatigué, Bacon ailleurs. Et puis qui? Quelques comtesses gainées dans leurs robes de paillettes, quelques hommes politiques pitoyables (Gerald Ford, Eugene McCarthy, Henry Kissinger, Dwight Eisenhower) et ces dizaines d'anonymes au masque tragique, émouvant, cynique. A-t-on déjà vu-lu un livre aussi désespéré? Richard Avedon tient la réponse. L'été dernier, il nous disait en riant : *«Le seul moyen de ne pas se tromper, c'est de miser sur l'apocalypse.»*

MICHEL GUERRIN

(1) «Le Monde-Arts et Spectacles» du 1er juillet.

MUSIQUE

LE CHEVALIER A LA ROSE *au Châtelet*

Maréchale, la voilà

Felicity Lott, grande dame toute simple dans le plus «viennois» des opéras

Vienne. La mention d'origine est traditionnellement accolée au *Chevalier à la rose*. Raccourci commode pour désigner, dans la musique de Richard Strauss comme dans le livret de Hugo von Hofmannsthal, un tissu de décadence, de raffinement, de mélancolie, de désinvolture, de perversité, de sérieux, de plaisanterie, de convenance, d'amoralité. Cherche-t-on à en démêler les fils? Tout l'ouvrage se défait. On s'avise que la vulgarité guette les sous-entendus les plus sophistiqués, que seuls les appétits sont assouvis, que la passion est un sentiment périmé, que le romanesque a des allures de citations, que la noblesse a définitivement pactisé avec la bourgeoisie. Que cette *«comédie pour musique»* n'est vraiment sublime que lorsqu'elle en vient à ces banalités : il faut être jeune pour croire au Père Noël et à l'amour éternel.

Mais comme cela est dit! Par de fugaces effets de ralenti, de brusques changements de climat et de tonalité, des mots de rien, de petites phrases glissées dans une conversation en musique extrêmement rapide, extrêmement animée, voire touffue et désordonnée lorsque tous les corps de métier débarquent dans la chambre à coucher de la Maréchale au premier acte, ou quand le baron Ochs est poursuivi, au dernier, par des apparitions, des conjurés masqués, une fausse épouse et une fausse progéniture éplorée.

Mais il y aura eu ces mots brefs, ces mots glissés, que la Maréchale, quand elle est à la hauteur de son rôle, sait ne pas rendre imperceptibles. *«Einmal»* : une fois, se rappelle-t-elle après l'extase, prenant le petit déjeuner avec Octavian, une fois déjà, son mari a failli la surprendre dans les bras d'un amant. *«Déjà?»*, s'effare Octavian. Ainsi Hofmannsthal dit-il d'un mot l'âge de la Maréchale, et donne-t-il tout un passé au personnage. Mieux encore à la fin. L'imbroglio s'est dénoué, la femme vieillissante s'est effacée devant sa juvénile rivale, on retourne aux clichés de la conversation mondaine : *«Ces jeunes sont incorrigibles*, dit le père de la fiancée. – *Oui, oui»*, répond la Maréchale. On donnerait tous les airs de la trahison pour ces deux «oui».

Alors quand on prend, comme actuellement au Châtelet, le risque de monter *le Chevalier* – le plus subtil, le plus «viennois» des opéras, – il faut savoir choisir sa Maréchale. Il y a les stars, les divas, les incontestables, celles qui ont d'emblée l'auréole, l'expérience, la réputation, le nom : Schwarzkopf, Ludwig, Crespin ont, par exemple, marqué le rôle. Felicity Lott n'a pas encore atteint ces sommets. Elle a moins de grâce, peut-être, moins de rondeurs vocales que Kiri Te Kanawa (vue dans une récente captation télévisée). Mais cette Londonienne a la classe, le port, le chien, le cran d'une Edwige Feuillère autrefois. Habillée sans falbalas par Bettina Juliane Walter, elle n'est ni trop languide ni trop poudrée. Sa tristesse sous-jacente se passe de mimiques éplorées. De bout en bout, on jurerait qu'elle est ce qu'elle chante, sans avoir à le jouer.

Un rôle périlleux

Armin Jordan n'est pas le chef straussien que mériterait une si grande dame. Il dirige au premier degré, dégrise d'emblée avec une ouverture pétaradante et désordonnée. L'Orchestre Philharmonia paraissait, au soir de la première du 24 septembre, un peu raide, un peu pincé, mais les musiciens anglais se détendront sans doute au fil des représentations. Pour le reste, la production est pleine de vie et de simplicité. Centrée sur l'essentiel (l'expression des sentiments), dans un décor qui évite le rococo et les viennoiseries habituelles (signé Mathias Fischer-Dieskau), la mise en scène d'Adolf Dresen parvient à rendre drôle et enlevé un troisième acte généralement languissant. Comme dans la *Lulu* de Berg, qu'il avait dirigée sous le même toit, l'artiste allemand s'amuse des conventions du théâtre bourgeois pour diriger le plateau d'une main ferme. Ce qui nous vaut un baron Ochs (excellent Kurt Rydl) sobre dans ses excès.

Un mot enfin pour Octavian. Le théâtre espérait Ann Murray, qui se désista l'an dernier. Il fallut dénicher une jeune chanteuse pour le plus périlleux des rôles de mezzo : travesti vraisemblable lors même qu'il se «déguise» en femme, Chérubin mûri, déjà proche de Don Juan, fragile amant au premier acte, prince d'opérette au second, Tamino ayant trouvé sa Pamina au dénouement. Randi Stene est tout cela à l'état naissant. Elle chantait son premier Octavian à Copenhague l'an dernier. Elle n'a pas fini de le chanter.

ANNE REY

► Théâtre du Châtelet, place du Châtelet, Paris (1er). Tél. : 40-28-28-40. Métro Châtelet. Prochaines représentations : les 27, 29 septembre et 5 octobre à 19 h 30, le 3 octobre à 17 heures. De 70 à 495 F.

Le projet de budget ménage le théâtre et la musique

Jacques Toubon estime que les crédits en faveur de son ministère sont préservés. Les socialistes dénoncent le plus mauvais budget depuis 1981

Le projet de budget présenté par Jacques Toubon pour 1994 s'élève à 13,45 milliards de francs, soit 0,95 % du budget national. Est-il en augmentation par rapport à l'année précédente? A l'automne 1992, la loi de finances entérinait un budget de la culture représentant 1 % de celui de l'Etat. La vieille revendication exprimée dès le début des années 70 par Jean Vilar était enfin atteinte. Quelques mois plus tard, il était amputé, par le gouvernement Bérégovoy, de 225 millions de francs.

Le budget ne représentait donc plus que 0,98 % de celui de l'Etat. En outre, 665 millions de francs étaient «gelés». Mesure toute provisoire, précisait Jack Lang à l'époque. Son successeur rue de Valois, Jacques Toubon, transforma ce gel en annulation – *«C'était inéluctable»*, affirma ce dernier – lors du collectif budgétaire qui suivit l'arrivée à Matignon d'Edouard Balladur. Le budget effectif de la culture, pour 1993, était donc de 0,93 %, si l'on tient compte de la loi de finances rectifiée. Selon ces critères, contestés par l'opposition, il augmente effectivement de 4,3 %.

Tour de passe-passe ou exploit en ces temps de rigueur? Cela dépend des lunettes que l'on chausse. C'est *«le plus mauvais budget de la culture depuis 1981»*, affirment les députés socialistes, dans un communiqué diffusé le 23 septembre. Ceux-ci qualifient d'*«habillage comptable»* l'accroissement annoncé de 4,3 %, dans la mesure où il est évalué *«par rapport à la loi de finances rectifiée»*. Pour Jacques Toubon, *«le budget mis à la disposition de la vie culturelle et artistique de notre pays est préservé, malgré un contexte exceptionnellement difficile»*.

Budget qui devrait se déployer davantage en direction de la province (selon la vulgate du RPR), mais qui favorise toujours Paris et sa région. La formation et la sensibilisation (autres idées-forces de Jacques Toubon) devraient voir leurs moyens renforcés, avec un peu plus d'un milliard de francs, dont la répartition n'est pas facile à suivre.

Une loi-programme pour le Patrimoine

La troisième priorité de la Rue de Valois est, on le sait, l'action internationale et la francophonie. La situation est complexe, car si Jacques Toubon récupère *de jure* ces deux antennes supplémentaires, leurs budgets restent pour l'essentiel entre les mains du ministère des affaires étrangères. Or, sans finances...

D'une façon générale, la rigueur touche les moyens de fonctionnement du ministère et les crédits d'équipement. Les deux secteurs qui s'en sortent avec le plus de bonheur sont le théâtre et la musique, qui, en gros, maintiennent leurs budgets.

Le premier perd quelques fractions de point (– 0,4 %, portant essentiellement sur des crédits d'équipement en province) et la seconde en gagne quelques uns – + 0,2 % – dû à l'injection de crédits pour la Cité de la musique, qui devrait ouvrir ses portes en janvier 1995. En revanche, l'Opéra de Paris subit une petite ponction, et le lyrique ne retrouve pas le niveau de la loi de finance de 1993.

Situation plus confuse pour le cinéma. Le ministère annonce que les crédits d'intervention atteindront 2,1 milliards de francs – en augmentation par rapport à l'année précédente, mais on remarque que la subvention de l'Etat au Centre national de la cinématographie baisse de 39,6 %.

La différence devra être comblée par des recettes issues de la profession. Pour le livre, la baisse des subventions en direction des éditeurs, des revues et de l'exportation se conjugue avec un déblocage de 106 millions de francs *«pour favoriser le développement de la lecture chez les jeunes»*.

Le patrimoine bénéficie d'une loi-programme sur cinq ans avec une (modeste) augmentation minimum garantie de 2 % et, pour cette année, 1,5 milliard de francs. Jack Lang, qui avait lui aussi proposé le vote d'un tel texte, était plus gourmand. Comme Jacques Toubon d'ailleurs, qui espérait bien obtenir au moins 2,5 %. Le ministre du budget en a décidé autrement.

Il faut également noter que les 60 millions de francs destinés à la rénovation du jardin des Tuileries tiennent désormais dans l'enveloppe du patrimoine. Le poids des grands travaux diminue considérablement (ils ne représentent plus que 10 % du budget du ministère contre 16 % en 1993), du fait de leur progressif achèvement.

Les perdants : Archives et musées

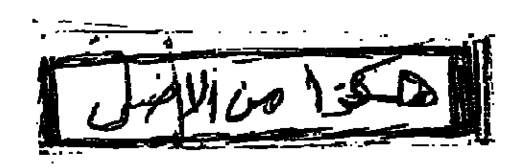
Les grands perdant sont les Archives, qui voient leurs crédits amputés de près de 20 %. Et surtout les musées. Leurs crédits d'acquisitions, qui avaient fait les frais du dernier collectif budgétaire avec une réduction de plus de la moitié, restent au même étiage. Les dépenses d'équipement et les crédits destinés aux travaux des musées nationaux (hors Louvre) sont logés à la même enseigne (– 24 %): Le fonds d'urgence nécessaire aux achats exceptionnels ne retrouve pas son niveau de 1992.

Les établissements de province seront sans doute les premiers à souffrir de ces mesures. Autre coupe claire : celle qui a été effectuée à la délégation aux développements et aux formations, direction qui permettait de débloquer des fonds exceptionnels (pour les festivals, par exemple) affectés à des directions régionales et de doter de petits équipements certaines régions.

Dans le domaine des arts plastiques, le budget des grandes écoles est pour l'essentiel maintenu. Celui des centres d'art contemporain subit, en revanche, une érosion par rapport à la loi de finances de 1993. Et les sommes consacrées aux ateliers et aux écoles d'art de province restent en deçà du collectif du printemps dernier.

Quant aux services administratifs du ministère et aux personnels qui en dépendent (plus de vingt mille personnes), ils devront, eux aussi, se serrer la ceinture.

EMMANUEL DE ROUX



CULTURE

THÉÂTRE

LA VOLUPTÉ DE L'HONNEUR *au Théâtre Hébertot à Paris*

Les risques de l'honnêteté

Pirandello pose la question : « Pouvons-nous agir sans nous prendre au jeu ? »

Pirandello pose un principe simple, qui n'est pas neuf : nous ne savons pas qui nous sommes. Il précise : aucun être ne soupçonne tous les inconnus qui sont lui, et qui peuvent prendre le dessus, un jour ou l'autre, et qui l'ont pris déjà, sans qu'il y songe, puisque à cet instant précis il n'est que l'un d'eux.

Plus ou moins filou jusqu'assez tard dans sa vie, le citoyen Bardolino, bien prénommé Angelo, se voit proposer une chance de refaire surface : épouser une jeune femme enceinte, Agata. « Excellente *famille* », comme l'on dit : le séducteur, Fabio Colli, un marquis, ne songe pas à épouser. Il est très, très lié à la mère d'Agata, et il vit entre les deux femmes, qu'il ne va pas quitter lorsque Bardolino, *le mari* d'occasion, sera installé dans ce foyer particulier.

La traduction exacte de la pièce de Pirandello serait : *le Plaisir de l'honnêteté*. En effet, l'escroc Bardolino accepte d'épouser Agata, malgré cette situation malpropre de partage, parce qu'il a envie d'opposer, aux calculs sordides de cette famille, une honnêteté implacable. Et de jouir de cette honnêteté. Il ne s'en cache pas : il explique carrément la chose au marquis, au cours de leur première entrevue, qui est d'ailleurs la scène la plus forte de la pièce. Il laisse planer, implicitement, cette vérité : *« Vous, monsieur le marquis, vous êtes une fripouille écœurante. »* Et il met les points sur les « i » : *« Moi, en revanche, je vais être l'honnêteté absolue. Dans toute ma conduite chez vous, l'honnêteté absolue. De cela, mesurez-vous les conséquences ? »* Le piège est dès lors en marche. Car le « plaisir de l'honnêteté » est un rêve. A force d'honnêteté, Bardolino va se rendre invivable à autrui, mais aussi, bientôt, à lui-même.

Devenue, en français, *la Volupté de l'honneur*, cette pièce a une histoire. Pirandello avait d'abord raconté le même scénario dans une nouvelle, *l'Apprentissage* (celui de l'honnêteté), écrite en 1905 : un formidable numéro de burlesque. Tous les caractères sont des guignols, toutes les situations des pitreries, et l'écriture même de Pirandello est d'une bouffonnerie constante. Accès grotesque d'autodéfense ? Pirandello va très mal, en 1905. Tout récent est le plongeon de sa femme dans la maladie mentale, qui jamais ne guérira. Tout récent est l'effondrement de l'entreprise minière de la famille, en Sicile, qui le réduit à une vie plus que difficile. Et cet accident ne réveille-t-il pas des cauchemars d'enfance ? *Pirandello était né dans* une Sicile qui venait d'être rattachée au royaume d'Italie. Conscription obligatoire (qui dépeuplait les fermes), mise en place d'un octroi qui paralysait les échanges, à quoi s'ajoutaient des taxes très lourdes jusque sur la farine. Les Siciliens résistent. Bilan : des centaines de tués, de fusillés, d'emprisonnés.

Contre-coups violents

Pirandello ne fait pas apparaître directement l'Histoire, si décisive et personnellement vécue qu'elle soit, dans ses écrits. Mais les contrecoups *sont violents. La* sauvagerie et la dislocation des faits réels auxquels il se heurte gagnent son imagination créatrice. Mais elles sont métamorphosées. Si les événements de la guerre sont absents de ses nouvelles et de ses pièces, c'est en 1916-1917 que son théâtre, par une mutation brusque, devint « pirandellien ». *La Volupté de l'honneur date de* 1917. La pièce est d'un ton qui est comme le contre-pied du fou rire burlesque de la nouvelle de 1905. Elle est d'une dureté sinistre. Seul demeure le point central : la décision de pratiquer l'honnêteté absolue, et d'en jouir, qui provoque le désarroi jusque chez le champion de l'honnêteté. Et affronter l'honnêteté conduit à un tel désastre que les membres de la famille en viennent à ne plus pouvoir respirer, ouvrir la bouche. Pirandello a fait une scène muette, qu'il veut longue : personne n'a plus la force de se raccrocher à un mot.

L'auteur lui-même, et c'est intentionnel semble-t-il, s'avoue piégé par les « résultats » réels de l'exercice formel de l'honnêteté : l'action s'embrouille à propos d'un détail de billets de banque remis et pas remis dans un coffre, et une fin inattendue fait s'écrouler toute la « construction » de la pièce, comme un souffle de rien fait tomber le château de cartes. La mise en scène de Jean-Luc Boutté est un sommet de rigueur, de clarté, d'« élégance de solution », comme disent les géomètres. Décor et costumes de Louis Bercut, sobres et beaux, qui donnent l'esprit de la création de Pirandello, qui intériorisent la perception, suscitent la méditation, par une sorte de tour de force d'illusion d'optique, car rien n'est apparemment « fabriqué » dans cette architecture, dans ces vêtements.

Retour catapultueux de Gérard Desarthe dans un grand rôle du répertoire, celui de ce Bardolino, l'honnête par excès : la soirée repose tout entière sur l'invention de son jeu, la déstabilisation du portrait, les touches d'introspection comme involontaires, les ruptures de regards et de nerfs, les mille nuances libres d'un art dont les échappées hasardeuses ne cessent en vérité de « serrer le sujet » le plus loyalement possible. Patrice Kerbrat, d'une aisance distante et inquiétante en négociateur d'une « honteuse paternité ». Clotilde Mollet (la jeune épousée), émouvante, très personnelle. Eric Prat, drôle en curé pris entre deux feux : la malhonnêteté de la famille pratiquante, et l'orthodoxie rigoureuse du mécréant. Lucienne Hamon (la mère) est importunée, dans sa grande scène (au tout début de la pièce), par deux boucles d'oreilles importantes qui sautent, volent, virevoltent, tournoient, sur ses tempes, ses joues, ses yeux, comme deux diablotins-marionnettes qui seraient venus là se moquer d'elle, lui casser son jeu – erreur bizarre d'un costumier et d'un metteur en scène *qui se montrent ici d'un* regard sans faiblesse.

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Hébertot, 78 *bis*, bd des Batignolles, Paris (17e). Métro Villiers ou Rome. Du mardi au samedi à 21 heures Matinées samedi à 18 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. 100 à 250 F.

LES DÉSARROIS DE GILDA RUMEUR *au Saint-Georges*

Vaudeville blues

Quand Maria Pacôme doute...

Fantaisiste de charme, vedette et auteur, Maria Pacôme a écrit et interprète les désarrois d'une vedette de boulevard, Gilda, qui s'apprête à jouer une pièce pas bien fameuse, à laquelle le metteur en scène – Michel Bonnet, – qui est sur plusieurs coups à la fois, ne s'intéresse pas outre mesure. Son partenaire – Claude Brécourt, – un *ringard, est l'amant de la directrice* du théâtre – Marie-France Mignal, d'ailleurs codirectrice du Saint-Georges. Son frère – Michel Creton, – ex-taulard, débarque avec un fils – François Pacôme, – vrai loubard qu'il vient de découvrir après vingt-trois ans d'ignorance mutuelle.

Voilà suffisamment d'élément pour concocter un bon vaudeville, mais les ambitions de Maria Pacôme sont autres : elle raconte les chaos d'un spectacle qui boite, se casse la gueule, ne parvient pas à se faire, « une mayonnaise qui n'arrive pas à prendre », comme on dit parfois. D'un acte à l'autre, elle expose quelques situations traditionnelles qu'elle s'empresse de rejeter parce qu'elles ne fonctionnent plus, cherchant en vain des solutions : davantage de folie, de sincérité, d'invention...

Maria Pacôme raconte ses désarrois, et ceux du théâtre de boulevard. « *Est-ce bien le moment ?* », demande-t-elle ? Le moment de porter sur scène des caractères et des intrigues d'un autre temps, d'un temps d'insouciance, alors que les sans domicile fixe courent les rues et que la guerre civile répand ses horreurs en Yougoslavie. Elle se répond à elle-même que la question n'est pas là. Et c'est vrai, mais alors quoi ? Maria Pacôme a envie de changer d'emploi et de genre. Ce serait dommage, les comédiennes brillantes et spirituelles, les fantaisistes de charme ne courent pas les rues ; c'est l'une des causes des difficultés du boulevard.

Ici, Marie-France Mignal a de l'humour, Michel Creton de la vaillance, François Pacôme une sorte d'innocence, mais le spectacle – mis en scène par Jean-Luc Moreau, qui, d'autre part, met en scène *Silence en coulisses*, au Palais-Royal – non seulement traduit les désarrois de Gilda-Maria, mais de plus, il en souffre.

COLETTE GODARD

▶ Théâtre Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 75009 Paris. Métro Saint-Georges. Du mardi au samedi à 20 h 45, *matinées samedi à 18 heures*, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-63-47. De 110 à 235 F.

EN BREF

□ ***L'ex-batteur des Guns N'Roses* obtient 15 millions de francs de ses anciens camarades.** – L'ex-batteur des Guns N'Roses, Steven Adler, évincé du groupe en 1990 parce qu'il ne parvenait pas à renoncer à la drogue, a obtenu vendredi 2,5 millions de dollars (environ 15 millions de francs) de ses anciens camarades qu'il avait attaqués en justice. Un accord, conclu peu avant que sa plainte n'arrive devant un jury d'un tribunal de Los Angeles, stipule que Steven Adler recevra 2,3 millions de dollars du groupe, 150 000 dollars de l'ex-manager Alan Niven et 50 000 dollars du manager Doug Goldstein. L'avocat de l'ex-batteur des Guns N'Roses, un des plus gros succès mondiaux du rock de ces dernières années, a expliqué que son client, qui ne remettait pas en question son renvoi du groupe, contestait le bien-fondé d'un accord datant de 1990, aux termes duquel Adler s'engageait à abandonner toute participation au sein de la formation. D'après Me David Chocos, l'accord avait été lu à son client – sous l'influence de la drogue à ce moment-là – et signé sans la présence d'un avocat pour le représenter. – *(AFP.)*

□ ***Réouverture de la Maison de la* culture d'Amiens le 9 octobre.** – La Maison de la culture d'Amiens inaugurera ses nouveaux locaux le 9 octobre par un concert de Michel Portal accompagné de Didier Lockwood, Andy Emler, Trilok Gurtu, François Moutin et Tony Rabeson. En travaux depuis l'été 1991, la Maison de la culture d'Amiens, dorénavant cernée d'une facade de verre bleu, a été entièrement réaménagée. Aux deux salles de spectacles d'origine, dont les revêtements et les sièges ont été changés, s'ajoutent le cinéma Orson-Welles, et, relié par une passerelle extérieure, le Centre européen des musiques actuelles, qui accueille les bureaux de Label bleu et comprendra un nouveau studio d'enregistrement, totalement opérationnel en février 1994. Inaugurée le 19 mars 1966 par André Malraux, la Maison de la culture d'Amiens est dirigée par Michel Orier, trente-cinq ans, également directeur de la compagnie de disques de jazz Label bleu.

▶ Maison de la culture d'Amiens, place Léon-Gontier, BP 0631, 80006 Amiens Cedex 1. Tél. : 22-97-79-77.

ARTS

MANIFESTE *au Centre Pompidou*

La peinture en retour

Une affiche formidable mais des rapprochements hasardeux

Pendant l'été 1992, le Musée national d'art moderne déployait ses collections d'art contemporain en quatre points du Centre Pompidou. C'était une façon de tester les espaces, de mesurer les besoins de place, de regrouper des acquisitions, d'en évaluer la teneur et l'ampleur, de faire connaître des œuvres récemment entrées au musée, et non exposées faute de place. Ce fut « Manifeste ». Les choix tournaient autour des courants apparus au cours des trente dernières années : le nouveau réalisme, le Pop'Art, l'art conceptuel, l'art minimal, Arte Povera, Supports-Surfaces, figurations narratives, figuration libre...

Dans ce concert franco-international, passaient fatalement à la trappe des artistes qui ne jouent aucune de ces cartes, en particulier ceux qui, émergeant sur la scène artistique dans les années 50, ou avant, ont grandi, abouti une œuvre en marge de la bousculade et de la course à la nouveauté. L'optique de ce premier « Manifeste » restait conforme à l'histoire de l'art moderne communément enseignée, qui ne prend pas en compte les fins de parcours, les cheminements irréguliers, les individualités. « Manifeste. Une histoire parallèle », est là, semble-t-il, pour réparer.

Balthus, de sa hauteur lointaine, ouvre la voie, escorté par une *Femme debout*, de Giacometti. Bacon suit en deux coups de tête et un morceau de corps sur la sellette. Hélion et ses figures pendues au chevalet-guillotine, et Picasso en trois tableaux, trois étapes de la fusion homme-peintre/femme-modèle, sont là. Titre de cette entrée en matière : « Le peintre et son modèle ». On l'a deviné, cette « histoire parallèle » des oubliés de l'année dernière, prend la peinture en considération. Enfin !, diront les professionnels et les méchants.

Jean-Paul Ameline, chargé du bébé, s'est fait un plaisir de réunir les œuvres sous diverses rubriques renvoyant, qui à une attitude culturelle, qui à la figure mise en question, qui à la substance des tableaux, qui au geste de l'artiste. « Asphyxiante culture », un bonjour à M. Dubuffet, regroupe quelques manifestations d'artistes non alignés : Bettencourt et Chaissac, et, plus surprenant, Calder et Lapicque, lesquels, nous dit-on, ne se sentent pas *liés à une histoire de* l'art en progrès. Dans « Figuration-défiguration », le mystère de la création s'épaissit, pris dans une matière chargée. On y voit un paysage de têtes cloisonnées de Saura, un petit signe de main de Matta, un grand nu écorché sous la lampe de Rebeyrolle, un Eugène Leroy de moyenne *dimension, un charnier* de Music, et, dans le magma sombre d'un triptyque et sa prédelle, une apparition : *l'Empreinte*, d'Alfred Manessier. Après un passage de matières plus légères, avec envolées du trait, graphies et griffures de Miro et Alechinsky, le terrain s'alourdit à nouveau, sous le *poids du manteau de serpillières* et de cordes d'Etienne Martin, d'un plan de terres sableuses de Tàpies voisine d'une autre étendue sèche, noire, craquelée, de Burri, superbe.

La cacophonie évitée

Les abstraits lyriques, les paysagistes mentaux, sont là, mais pas tous, heureusement, avec plutôt de bons tableaux : de l'honorable Bazaine à Jean Le Moal qui souffre de la proximité de deux grands Joan Mitchell ; de Tal Coat à Debré, en passant par Lanskoy, Geneviève Asse, Vieira da Silva... Ils ont été *un peu écartés* les uns des autres pour qu'on ne les prenne pas, encore une fois, pour un groupe aux tendances homogènes. Tandis que Soulages et Degottex sont dans la même *salle*. Dans une autre, les cinétiques latins rencontrent les géomètres suisses, juste avant les dérapages calculés de Morellet, les traits médités de Martin Barré, les grandes toiles pliées d'Hantaï, et encore Dubuffet, plus que jamais sur « les lieux de la peinture ».

Il faut assurément *féliciter* le commissaire pour son accrochage maquillé en exposition, qui donne un semblant de cohérence à ce qui n'en a pas vraiment. Il évite ainsi la cacophonie, ne tombe pas dans le piège d'un combat d'arrière-garde en volant systématiquement au secours de l'ex-école de Paris, et permet de prendre l'air à quelques belles peintures : le Zao Wou Ki a grande allure, le Riopelle étonne. *Cela dit, que de manipulations*, que d'arbitraire, *a contrario*, dans ces mises en relations, dans ces rapprochements qui n'ouvrent pas vraiment de perspectives nouvelles, et ne font qu'enfermer des artistes dans une histoire picturale franco-française dont certains devraient être sortis depuis longtemps !

Que de torsions pour faire en sorte que tout se passe comme si l'on pouvait effectivement retracer une histoire parallèle de ces trente dernières années *sans tenir* compte de l'apport des nouvelles générations, et de leur impact sur les anciennes ! Ce qui, on en conviendra, n'est pas plus juste que d'évacuer les anciens de l'histoire en train de se faire. L'artiste chemine en solitaire, sans être pour autant insensible à l'air du temps. Balthus *est la grande exception qui* confirme la règle. Mais que dire de Barré, de Morellet, de Degottex, d'Hantaï, qui auraient dû être inscrits au premier « Manifeste », sinon comme précurseurs, au moins pour leurs recherches, justement parallèles à celles des conceptuels, des minimalistes, de Supports-Surfaces.

Que voulait le musée en programmant cette exposition de rattrapage ? Faire plaisir ? Susciter des dons, des dations ? Ce qu'on ne saurait lui reprocher, mais à condition de ne pas noyer le poisson. De ne pas titrer « Manifeste. Une histoire parallèle » un rassemblement *de tableaux qui* est le produit de ratages, de manques et d'oublis, et dont l'objectif échappe. S'agit-il d'une défense et illustration de la langue picturale française ? On peut le croire. Mais en grattant bien, *on* y percevra, ici et là, plus de perversité.

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ « Manifeste. Une histoire parallèle », Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, grande galerie. Métro Châtelet-Les Halles ou Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 13 décembre.

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE(42-62-71-71). La Grande Ecurie et la chambre du roy : 20 h 30 mar. Lynne Dawson (soprano), James Bowman (haute-contre), John Elwes (ténor), Stephen Varcoe (baryton-basse), Maîtrise Haute-France, Jean-Claude Malgoire (direction). Vivaldi.
AUDITORIUM DU LOUVRE(40-20-52-29). Boris Berezovsky : 12 h 30 jeu. Piano. Brahms, Strauss.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN(46-33-87-03). Blandine Jeannest : 17 h 30 dim. Soprano, piano. Mozart, Schubert, Strauss, Poulenc, Rossini, Donizetti, Puccini.
CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS(40-28-28-40). Orchestre de l'Opéra de Lyon : 20 h lun. José Van Dam (baryton-basse), Kent Nagano (direction). Benjamin, Debussy, Mahler, Stravinsky Orchestre de Paris : 11 h sam. Zoltan Kocsis (piano), Michel Tabachnik (direction). Rachmaninov, Dvorak. Concert réservé aux moins de 25 ans Lynn Harrell, Michel Béroff : 11 h 30 dim. Violoncelle, piano. Debussy, Beethoven, Brahms.
DÉJAZET(48-87-52-55). Béatrice Guillermin : 20 h 30 lun. Harpe. Haendel, Pescetti, Fauré, Godefroid, Bach.
EGLISE DE LA MADELEINE. Ensemble Instrumental Parenthèse : 20 h mar. La Lyriade de Versailles, Chœur Emmanuel Chabrier, *Laurent Brack (direction)*. Requiem de Cherubini.
EGLISE DES BILLETTES. Avon Stuart et sa chorale : 21 h ven., sam. ; 17 h 30 ven. Negro Spirituals.
EGLISE SAINT-AUGUSTIN. Chœur Vent d'Est : 20 h 30 lun. Pierre Cogen (orgue). Claude Boulicot (direction). Marcello.
EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT. Ensemble orchestral de Paris : 20 h 45 jeu. Annick Massis (soprano), Cécile Eloir (alto), Ian Honeyman (ténor), Roger Soyer (basse), Ensemble vocal Audite Nova, Jean-Jacques Kantorow (direction). Mozart.
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. *Les Trompettes de Versailles : 21 h* sam., mar. Mozart, Vivaldi, Marcello.
EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN. Orchestre de chambre Alexandre Stajic : 20 h 45 sam. Alexandre Stajic (violon, direction). Mozart, Bach.
MAISON DE L'EUROPE(42-72-94-06). Turner Quartett : 20 h 30 jeu. Haydn, Beethoven.
MAISON DE RADIO-FRANCE(42-30-15-16). Wilhelm Bruck, Theodor Ross : 19 h ven. Guitare. Lachenmann Orchestre du Südwestfunk de Baden-Baden : 20 h 30 ven. Edouard Brunner (clarinette), Massimiliano Damerini (piano), Zoltan Pesko (direction). Lachenmann Solistes de l'Orchestre national de France : 19 h mar. Doris Lamprecht (mezzo-soprano), Maîtrise de Radio-France, Denis Dupays (direction). Dohnanyi, Greif, Liszt, Brahms.
MUSÉE D'ORSAY(40-49-47-17). Vilmos Szabadi, Marta Gulias : 18 h 45 jeu. Violon, piano. Bartok, Brahms, Saint-Saëns, Ravel.
OPÉRA-BASTILLE(44-73-13-00). Orchestre de l'Opéra de Paris : 20 h jeu. Frédéric Laroque (violon), Pierre Lenert (alto), Myung-Whun Chung (direction). Dutilleux, Mozart, Berlioz Musiciens de l'Orchestre de l'Opéra de Paris : 20 h lun. Michel Martin (direction). Tchaïkovski, Elgar, Dvorak.
SAINTE-CHAPELLE(46-61-55-41). Les Musiciens du roy : 21 h mer. Marais, Bach, Telemann, Mozart Ensemble Ars antiqua de Paris : 19 h 21 h jeu. Musique au temps de Saint-Louis, musique à la cour de Bourgogne Ensemble Ars antiqua de Paris : 19 h 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle Ensemble Ars antiqua de Paris : 19 h 21 h dim. Musique du Moyen Age, musique de l'âge d'or de la musique espagnole Ensemble Ars antiqua de Paris : 19 h 21 h lun. Musique du XIIIe siècle, l'art de Guillaume Dufay Ensemble d'archets européen : jusqu'au 23 octobre 1993. 21 h sam., mar. J.-M. Phillips, S. Tran Ngoc (violon), Carl Brainich (direction). Bizet, Vivaldi, Mozart.
SALLE GAVEAU(49-53-05-07). Nathalie Bera-Tagrine : 20 h 30 ven. Piano. Chopin, Casadesus, Ravel Carlo Bergonzi : 20 h 30 lun. Ténor, Vincenzo Scalera (piano). Verdi, Bellini, Denza, Rossini, Donizzeti, Boito, Tosti.
SALLE PLEYEL(45-63-88-73). Orchestre de Paris : 20 h 30 mer., jeu. Zoltan *Kocsis (piano)*, Michel Tabachnik (direction). Gaussin, Rachmaninov, Dvorak Orchestre symphonique français : 20 h 30 ven. Sungic Yang (violon), Laurent Petitgirard (direction). Debussy, Brahms, Saint-Saëns.
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES(49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30 jeu. Magda Hajossyova (soprano), Ivan Kusnjer (baryton), Aldo Ciccolini (piano), Chœur de Radio-France, Zdenek Kosler (direction). Liszt, Smetana, Dvorak Michel Portal, Tabea Zimmermann, Christian Ivaldi : 11 h dim. Clarinette, alto, piano. Mozart, Britten, Schumann Xu Zhong : 20 h 30 mar. Chow Ching Lie (piano). Mozart, *Chopin, Liszt, Cheng Gang*

Périphérie

BRETEUIL. CHATEAU. Ensemble la Fénice : 16 h dim. Michel Godard (Sacqueboute basse), Jean Tubery (direction). Musique italienne des XVIe et XVIIe siècles.
COULOMMIERS. COMMANDERIE DES TEMPLIERS(64-65-08-61). Brigitte Lesne : 16 h sam.
ISSY-LES-MOULINEAUX. SÉMINAIRE SAINT-SULPICE. Ensemble vocal Akademia : 20 h 30 jeu. Françoise Lasserre (direction). Palestrina, Lassus. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.
LISSES. EGLISE SAINT-GERMAIN DE PARIS(60-86-13-45). Quintette Moraguès : 20 h 30 sam. Mozart. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.
MORMANT. EGLISE(64-42-61-31). Isabelle Poulenard, Patrick Cohen : 21 h sam. Soprano, pianoforte. Mozart, Haydn, CPE Bach, Beethoven, Reichardt. Dans le cadre du Festival Couperin.
PONTOISE. EGLISE NOTRE-DAME. Ensemble Vocal et Instrumental Proseniu m : 20 h 45 sam. Pascal Hellot (direction). Charpentier.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. MAISON CLAUDE-DEBUSSY(35-51-05-12). Sylvie Bourillon, Monique Molinaro : 19 h mer. Piano. Debussy, Ravel Florence Katz, Billy Eidi : 19 h jeu. Soprano, piano. Debussy, Sauget, Milhaud.
THOIRY. CHATEAU(39-73-72-33). Ivanov Alexander Sergeyevich : 18 h dim. Piano. Mozart, Schubert, Liszt, Rachmaninov, Scriabine.
TREMBLAY-EN-FRANCE. GRANGE AUX DIMES(49-63-71-81). Arban Chamber Brass, Louis Sclavis : 20 h 30 ven. Clarinette. Haendel, Vivaldi, Praetorius, Rameau, Mozart. Dans le cadre du Festival d'Ile-de-France.
VANVES. THÉATRE(46-45-46-47). Philippe Jouanneau : 20 h 30 jeu. Guitare. Bach, Mozart, Scarlatti, Villa-Lobos, Albeniz. Concert au profit d'Amnesty International.
VAUDOY-EN-BRIE. EGLISE(64-42-61-31). Jill Feldman, Jonathan Rubin, Christine Pulbeau : 21 h ven. Soprano, luth, viole de gambe, Laurent Stewart (orgue, clavecin). Monteverdi, Caccini, Philippe, Galilei, Strozzi, Merula, Frescobaldi, Carissimi. Dans le cadre du Festival Couperin.

OPÉRAS

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS(40-28-28-40). Le Chevalier à la rose : 19 h 30 mer., mar. ; 17 h dim. Opéra de R. Strauss. Felicity Lott (la maréchale), Randi Stene (Octavian), Kurt Rydl (le baron Ochs), Gottfried Hornik (Faninal), Cyndia Sieden (Sophie), Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur du Théâtre du Châtelet, Philharmonia Orchestra, Armin Jordan (direction), Adolf Dresen (mise en scène).
OPÉRA-BASTILLE(44-73-13-00). Le Vaisseau fantôme : jusqu'au 18 octobre 1993. 19 h 30 mer., ven., mar. ; 14 h 30 dim. Opéra de Wagner. Simon Estes, Victor Braun (le Hollandais), Sabine Hass (Senta), Aage Haugland (Daland), Peter Straka (Erik), Sandra Walker (Mary), Luca Lombardo (le pilote), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction), Werner Herzog (mise en scène)

Périphérie

HERBLAY. CENTRE CULTUREL(39-97-40-30). La Traviata : 20 h 45 ven. Opéra de Verdi. Il Teatro Lirico di Milano Arturo Toscanini, Manuel Ivo Cruz (direction).

> **Nous publions le lundi (daté *mardi*) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).**

JAZZ, POP, ROCK

RAPAHO(43-48-24-84). Treponem Pal : 19 h 30 lun. ; Therapy, Paw : 19 h 30 mar.
AU DUC DES LOMBARDS(42-33-22-88). Yves Brouqui Quartet : 22 h 30 mer. ; Tribute to Mingus : 22 h 30 jeu.
AU GRAND REX(45-08-93-89). Dead Can Dance : 22 h 30 mar.
BAISER SALÉ(42-33-37-71). E. Henry-Gread, P. Chayeb, B. Rangell, T. Arpino : 22 h 30 jeu.
BATACLAN(47-00-30-12). Stanley Clarke : 20 h mar.
LE BILBOQUET(45-48-81-84). Hervé Meschinet Quartet : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ; Turk Mauro Quartet : jusqu'au 24 octobre 1993. 22 h 45 dim. ; Georges Mac Intosh Quartet : 22 h 45 lun., mar.
LE BISTROT D'EUSTACHE(40-26-23-20). Gilles Rea Trio : 22 h 30 ven., sam.
CAFÉ BALTARD(42-33-74-03). Yan & les Abeilles : 23 h ven. ; Shéra Zad : 23 h sam.
CAFÉ DE LA PLAGE(47-00-91-60). Pakala Percussions : 22 h mar.
CAFÉ RIVE-DROITE(42-33-81-62). Solo : jusqu'au 31 octobre 1993. 22 h ven., sam., dim. ; Slide : 22 h 30 lun., mar.
CAVEAU DE LA HUCHETTE(43-26-65-05). Swing Combo Ludovic de Preissac : 21 h 30 mer., jeu. ; Panama Francis and the Savoy Sultans : jusqu'au 14 octobre 1993. 21 h 30 ven., sam., dim., lun., mar.
CITÉ INTERNATIONALE(45-89-38-69). Akosh Szelevenyi Ensemble : 21 h sam.
DUNOIS(45-84-72-00). Gam Gam 20 h sam. Musiques des Comores.
ELYSÉE-MONTMARTRE(42-52-25-15). Morbid Angel : 19 h sam. ; Bad Brains : 19 h ven.
FRONT PAGE(42-36-98-69). Ze Boom : jusqu'au 29 septembre 1993. 22 h 30 mer. ; Brooklyn : 22 h 30 jeu. ; Drive in : 22 h 30 ven. ; Franck Ash Blues Band : 22 h 30 sam. ; House Band Jam Session : jusqu'au 31 octobre 1993. 22 h 30 dim. ; Alain Giroux & Jean-Louis Mahjun : 22 h 30 lun. ; Mauro Serri & Friends : 22 h 30 mar.
HIPPOCAMPUS(45-48-10-03). Trio Jazz Middle : jusqu'au 29 octobre 1993. 21 h ven. ; Trio New Orleans : jusqu'au 30 octobre 1993. 21 h sam.
HOT BRASS(42-00-14-14). Belmondo Big Band : jusqu'au 27 octobre 1993. 21 h mer. ; Rippert Band : 21 h sam. ; Azuquita : jusqu'au 26 octobre 1993. 21 h mar. ; Didier Lockwood Group : 21 h jeu.
JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON(40-68-30-42). Tata Vega and the Hollywood All Star Band : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Boto e Novos Tempos : jusqu'au 31 octobre 1993. 22 h dim. ; Chubby & Duffy Jackson Quintet : jusqu'au 16 octobre 1993. 22 h 30 lun., mar.
LATITUDES SAINT-GERMAIN(42-61-53-53). Paris Big Band : 22 h 30 mer. ; Jay May Senior : 22 h 30 jeu. ; Gilbert Leroux Washboard Group : 22 h 30 ven. ; Maxim Saury Quartet : 22 h 30 sam. ; Zazie Quartet : 22 h 30 mar.
LOCOMOTIVE(42-57-37-37). Dolly & Co : 0 h ven.
LA LOUISIANE(42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; New Jazz Trio : 21 h jeu. ; Eric Luter Trio : 21 h ven., mar. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam. ; Jean-Pierre Pothier : 21 h lun.
MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE(49-54-75-35). Beethova Abas : 20 h 30 mer.
LE MONTANA(45-48-93-08). Chris Henderson Quartet : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Eric Luter Quartet : 22 h 30 ven., sam. ; Chris Henderson Band : 22 h 30 dim. ; René Urtreger Trio : jusqu'au 12 octobre 1993. 22 h 30 lun., mar.
MONTGOLFIER(40-60-30-30). Stéphane Guérault : jusqu'au 2 octobre 1993. 22 h mer., jeu., ven., sam.
NEW MORNING(45-23-51-41). Pajaro Canzani : 20 h 30 ven. Concert bal latino ; Alain Maneranche : 21 h sam. ; Nika Quintet : 21 h lun. ; Webb Wilder : 20 h mar. ; Azikmen : 21 h jeu.
LE NOUVEAU CAFÉ(43-21-65-29). Zaluiz : 21 h 30 mer. ; Faton Cahen : 21 h 30 jeu. ; Michaël O'Neil, Bobby Rangel, George Wolfaardt : 20 h 30 mar. Guitare, saxophone, basse.
PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY(40-02-60-02). Madonna : 20 h mer.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE(43-21-56-70). Talila et Benzimet : 21 h mer. ; Chance Orchestra : 21 h jeu. ; Five O'Clock Jazz Group : 21 h ven. ; BANG : 21 h sam. ; The Dansant Jazz : 21 h dim. ; Jeffrey Smith : 21 h mar.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL(43-26-28-59). Polya Jordan : 21 h 30 mer. ; Claude Luter Quintet : 21 h 30 jeu.
PETIT OPPORTUN(42-36-01-36). Edouard Ferlet, Garry Brunton, Gregor Hilbe : 22 h 45 mer. ; René Urtreger : 22 h 45 jeu., ven., sam. Piano, Yves Torchinsky (contrebasse), Eric Dervieu (batterie) ; Pawôl Konté : jusqu'au 24 novembre 1993. 22 h 45 mar.
LE PIED DE CHAMEAU(42-78-35-00). Eric Barret Quartet : 22 h 30 mer., jeu. ; Curbillon et Delakian Quartet : 22 h 30 ven. ; N'Guyen Le Trio : 22 h 30sam.
REX CLUB(45-08-93-89). Hammer Box : 23 h 30 mer. Soirée Metallic Jungle ; Badwater : 23 h ven. Soirée Planète Rock.
SENTIER DES HALLES(42-36-37-27). Paname Tropical : jusqu'au 30 octobre 1993. 22 h mar.
SLOW CLUB(42-33-84-30). Happy Seals : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Stéphane Guérault Dixieland : 22 h mar.
SUNSET(40-26-46-60). Francis Lockwood Amazones Quintet : 22 h 30 mer., jeu. ; Henri Texier Azur Quartet : 22 h 30 ven., sam.
THÉATRE ARCANE(43-38-19-70). Mariann Matheus : jusqu'au 13 octobre 1993. 20 h 30 ven., sam., lun., mar. ; 17 h dim.
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES(49-52-50-50). Harry Connick Junior : 20 h 30 sam., dim., lun.
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL(48-06-72-34). Annette Lowman : jusqu'au 30 septembre 1993. 19 h 30 mer., jeu.
UTOPIA JAZZ CLUB(43-22-79-66). Alain Giroux et Jean-Louis Mahjun : 22 h mer. ; Desperados : 22 h jeu. ; The Grand Blues Band : 22 h ven. ; Baby Blues : 22 h sam. ; Badgers : 22 h mer.
LA VILLA(43-26-60-00). Marlon Jordan Quartet : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.
ZÉNITH(42-08-60-00). Johnny Clegg : 20 h ven.

Périphérie

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB(60-45-75-16). Meredith d'Ambrosio & Eddie Higgins : 21 h mer., jeu., ven., sam. ; Benjamin Legrand Quartet : 21 h mar.
COLOMBES. LE CADRAN. 20 ans après, Nos amies les blattes : 21 h ven.
ENGHIEN-LES-BAINS. THÉATRE DU CASINO(34-12-94-94). The Glenn Miller Memorial Orchestra : 20 h 30 dim.
MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS(42-87-25-91). Aka Moon : 21 h mer. ; Zebra 3 : 21 h jeu. ; L'Ame des poètes : 21 h ven. ; Juxoli : 21 h sam. ; Dominique Pifarely : 21 h mar.
PANTIN. LA LOLA(43-25-69-58). Akosh Szelevenyi Ensemble, les Hurleurs, *Folk Gang : 18 h ven. Dans le* cadre des Rencontres Sens à voir ; The Ex, Dawson, Prohibition : 18 h sam. Dans le cadre des Rencontres Sens à voir ; Well Spotted, Moonstruck, Forguette Mi Note : 18 h dim. Dans le cadre des Rencontres Sens à voir.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS(30-87-07-07). Johnny Clegg : 20 h 30 jeu. ; Trio Esperança : 20 h 30 sam.
VERSAILLES. TRIANON PALACE(30-84-38-45). Fabrice Eulry, Enzo Mucci : 22 h jeu.

CHANSON

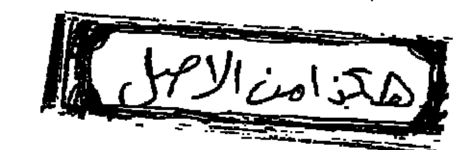
AKTÉON-THÉATRE(43-38-74-62). L'Air de Paris : 19 h mer., jeu., ven., sam. Avec Lou Volt, Marie-Line, Bonbon (mise en scène) ; J.-J. Coutois : 20 h 30 dim. ; Sabine Viret : 20 h 30 lun.
BOUFFES DU NORD(46-07-34-50). Régine : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.
CASINO DE PARIS(49-95-99-99). Yves Duteil : jusqu'au 24 octobre 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., mer. ; 16 h dim.
CAVEAU DES OUBLIETTES(43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.
DÉJAZET(48-87-52-55). Le Quatuor : *jusqu'au 5 octobre 1993. 20 h 30 mer.*, jeu., ven., sam., mar. ; Thimothey Herelle : 20 h dim.
MOGADOR(48-78-04-04). Starmania-Tycoon : 20 h 30 ven., mar. ; 16 h 20 h 30 sam. ; 16 h dim. Spectacle de Michel Berger et Luc Palmondon. Avec Luce Duffaud, Patsy Galant, Judith Berard, Jasmine Roy, Bruno Pelletier, Michel Pascal, Franck Sherbourne, Lewis Furey (mise en scène).
LE NOUVEAU CAFÉ(43-21-65-29). Les Copains d'abord : 20 h 30 ven., sam.
PALAIS DE L'UNESCO. Angel Parra : 20 h 30 jeu.
PALAIS DES CONGRÈS(40-68-00-06). Gilbert Bécaud : jusqu'au 24 octobre 1993. *20 h 30 sam., mer. ; 16 h dim.*
SENTIER DES HALLES(42-36-37-27). Pascale Vyvere : jusqu'au 16 octobre 1993. 20 h 30 mer.
THÉATRE DE LA HUCHETTE(43-26-38-99). Demandez la chanson du film : 21 h 30 mer., jeu., ven., mar. ; 16 h 21 h 30 sam.
THÉATRE DE LA MAINATE(42-08-83-33). Les Gueules d'a. : jusqu'au 4 octobre 1993. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 18 h 30 dim. ; Celia Carra : 19 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim.
THÉATRE DE NESLE(46-34-61-04). Yvan Dautin : 22 h 15 mer., jeu., ven., sam. Chant, Angelo Zurzolo (piano).
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL(48-06-72-34). Deux blondes et un piano : jusqu'au 10 octobre 1993. 19 h 30 sam., mar. ; 15 h dim. Spectacle d'opérettes et de chansons. Avec Andréa Goust et Anne Bernanose, Marc Séclin (mise en scène) ; Sorties d'artistes : 17 h 30 sam.
THÉATRE MAUBEL-GALABRU(42-23-15-85). Vincent Roca & Eddy Schaff : jusqu'au 16 octobre 1993. 19 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.
TOURTOUR(48-87-82-48). Baagoo : jusqu'au 9 octobre 1993. 22 h 30 ven., sam., mar. ; Sophie de vrai : 17 h dim. ; 20 h 30 lun.

Périphérie

ALFORTVILLE. MJC(43-78-92-15). Pierre Lozère : 20 h 30 mar. Dans le cadre du Festival de Marne.
CHARENTON. THÉATRE(43-68-55-81). Michel Fugain : 16 h dim. Dans le cadre du Festival de Marne.
COURBEVOIE. ESPACE CARPEAUX(46-67-70-00). Gilbert Bécaud : 20 h 45 ven.
FONTENAY-SOUS-BOIS. SALLE JACQUES-BREL(48-75-44-88). Jean Guidoni : 20 h 30 ven. Dans le cadre du Festival de Marne.
IVRY-SUR-SEINE. CHAPITEAU(45-15-07-07). Julien Clerc : 17 h dim. Dans le cadre du Festival de Marne.
IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE(46-70-21-55). Kent : 20 h 30 sam. Dans le cadre du Festival de Marne.
MAISONS-ALFORT. ESPACE CULTUREL LE CHARENTONNEAU(43-96-77-57). Mama Béa Tékielski : 20 h 45 sam. Dans le cadre du Festival de Marne.
RUEIL-MALMAISON. THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX(47-32-24-42). Serge Reggiani : 20 h 45 ven.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS(30-87-07-07). Michel Fugain : 20 h 30 mar.
LES ULIS. CENTRE BORIS-VIAN(69-07-65-53). Michel Fugain : 20 h 30 ven.
VILLEJUIF. MPT GÉRARD-PHILIPE(46-86-08-05). Arlette Mirapeu : 20 h 30 mar. Dans le cadre du Festival de Marne.
VILLEJUIF. THÉATRE ROMAIN-ROLLAND(47-26-15-02). Patrick Verbeke : 18 h 30 mar. Dans le cadre du Festival de Marne.
VILLENEUVE-LE ROI. CENTRE COMMUNAL PIERRE-MARTIN. Hugues Aufray : 20 h 30 sam. Dans le cadre du Festival de Marne

BALLETS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU(44-78-13-15). Companhia de dança de Lisboa : 20 h 30 mer., jeu. Cenas de caça, Olga Roriz (chor.).
CENTRE MANDAPA(45-89-01-60). Sharmila Sharma : 20 h 30 ven., sam. Danse de l'Inde, kathak Vidya : 17 h 30 dim. ; 20 h 30 lun. Danse de l'Inde,
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE(40-03-75-75). Ballet atlantique Régine Chopinot : jusqu'au 16 octobre 1993. 21 h mar. Façade, *Régine Chopinot* (chor.).
OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART(42-86-88-83). Tchaïkovski possédé par son double : jusqu'au 9 octobre 1993. 20 h ven., sam., mar. ; 16 h dim. Ballet de Boris Eifman. Musique de Tchaïkovski. Avec Albert Galitchanine, Irina Zirianova, Igor Markov, Valentina Morozova, Serguei Zimine, le Ballet-théâtre de Saint-Pétersbourg.
OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER(47-42-53-71). Etoiles, danseurs et ballet de l'Opéra de Paris : jusqu'au 8 octobre 1993. 19 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Orchestre Colonne, David Coleman, Michel Queval (direction). Concerto en ré, Claude Bessy (chor.) ; Etudes, Harald Lander (chor.) ; In the Middle, Somewhat Elevated, William Forsythe (chor.).
THÉATRE DE LA VILLE(42-74-22-77). Compagnie Jean Gaudin : 20 h 30 mer. Les Paupières rebelles, Jean Gaudin (chor.) Compagnie Jean Gaudin : 20 h 30 ven., sam. Ecarlate, Jean Gaudin (chor.).



ÉCHECS

Neuvième partie du championnat du monde

Kasparov, entreprise de démolition

Garry Kasparov considère que le jeu d'échecs *« est le sport le plus violent qui soit »*, car il faut y *« détruire l'ego de son adversaire »*. On peut se demander si sa nouvelle victoire, samedi 25 septembre, contre son challenger Nigel Short n'a pas été le coup de grâce psychologique. Dans cette neuvième partie du championnat du monde, le tenant du titre, avec les blancs, a repris l'ouverture d4, déjà employée pour la cinquième rencontre et qui lui avait procuré des frayeurs, l'Anglais, impeccablement préparé, jouant à la perfection une défense nimzo-indienne dont il semblait lire les coups dans un livre. Kasparov s'en était tiré avec une nulle laborieuse ; il lui fallait donc, en « tueur » qu'il est, démolir l'harmonie que son adversaire – son ennemi ? – avait su créer dans cette défense, aller l'humilier dans son pré carré. Il lui a suffi d'un simple changement au 11e coup et d'un échange de dames peu après pour obtenir une meilleure position. Short laissait filer les minutes et sacrifiait un pion au 21e coup, fantassin qu'il espérait récupérer ensuite. Espoir vain.

Au 31e coup, le cavalier restant du challenger était « emprisonné » en h1 : il ne restait plus à Kasparov, bien installé au centre de l'échiquier, qu'à l'éliminer dans un échange pour faire parler ses deux pions de plus, perspective qui contraignait Short à abandonner au 52e coup. Le champion du monde mène désormais 7 points à 2 et on se demande si son adversaire, qui s'est toujours refait un moral pour repartir après une défaite, saura, pour la dixième partie qui doit se jouer mardi 28 septembre, retrouver le *fighting spirit* britannique qui le caractérise.

Par ailleurs, dans le championnat du monde concurrent organisé par la Fédération internationale des échecs (FIDE), Karpov et Timman ont annulé au cours de la douzième partie, Karpov gardant deux points d'avance au score (7-5). Florencio Campomanes, le président de la FIDE, a annoncé samedi 25 septembre que la seconde moitié de ce championnat, qui doit débuter le 3 octobre, n'aurait pas lieu comme prévu à Oman, le sultanat n'étant pas en mesure de réunir la bourse de 2 millions de francs suisses prévue. M. Campomanes a indiqué qu'il rendrait public le choix d'une nouvelle ville le 2 octobre.

P. B.

Blancs : KASPAROV
Noirs : SHORT
Neuvième partie
Défense nimzo-indienne

	Blancs	Noirs		Blancs	Noirs
1.	d4	Cf6	27.	Tf1	Cg4
2.	ç4	é6	28.	Rd2(79)	Tab8(109)
3.	Cç3	Fb4	29.	Txf5	Tb2+
4.	Dç2	d5	30.	Rd3	Txg2
5.	çxd5	éxd5	31.	Fé6(101)	Tç7(110)
6.	Fg5	h6	32.	Txa5	Cf2+
7.	Fh4	ç5	33.	Ré2	Th2
8.	dxç5	g5	34.	Rf3(104)	Ch1(114)
9.	Fg3	Cé4	35.	Td7+	Txd7
10.	é3	Da5	36.	Fxd7	Rxh6
11.	Cgé2	Ff5	37.	Txa7(111)	Rg5(114)
12.	Fé5(3)	0-0(49)	38.	Ta5+	Rf6
13.	Cd4(5)	Fg6(60)	39.	Fç6	Tç2
14.	Cb3	Cxç3	40.	Tf5+(117)	Ré7(116)
15.	Fxç3	Fxç2	41.	Fd5	Rd6
16.	Cxa5	Fxç3+	42.	Th5	Td2
17.	bxç3	b6	43.	Txh1	Txd5
18.	Rd2	bxa5	44.	a4	Ta5
19.	Rxç2	Tç8	45.	Ta1	Ré5
20.	h4	Cd7	46.	é4	Ré6
21.	hxg5	Cxç5	47.	Ré3	Rd6
22.	gxh6	Cé4	48.	Rd4	Rd7
23.	ç4(46)	Cxf2(101)	49.	Rç4	Rç6
24.	Th4(68)	f5(103)	50.	Rb4	Té5
25.	Td4	dxç4	51.	Tç1+	Rb6
26.	Fxç4+	Rh7	52.	Tç4	Aband.

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6136

[Grille 1 à 9 / I à XI]

HORIZONTALEMENT

I. Le blé et l'oseille, par exemple. – II. Comme des affaires qu'il faut expédier. – III. Qui aime se mettre en grève. – IV. Saint. Un Grec qui tomba de haut. – V. Est devenue vulgaire. Qui a circulé. Symbole. – VI. Jadis adoré. Ne traverse pas les Pyrénées. – VII. Pronom. Un vague sujet. – VIII. Pompes utilisées à la campagne. – IX. Supprimera le superflu. – X. Est parfois souterraine. Permet de faire des réserves. – XI. On y trouve des dunes. Apparus.

VERTICALEMENT

1. Sortir de sa coquille. Le bruit peut la casser. – 2. Système où la moitié ne sortait pas de la famille. Tête de liste. – 3. N'est pas comme de l'argent. Quand il est dans l'air, il peut y avoir une « sortie ». – 4. Traverse plusieurs lacs. Qui dure jusqu'à la mort. – 5. N'est parfois qu'un tiroir. Pas décoré. – 6. Donnes envie de foncer. – 7. Arrête ceux qui respectent le code. Pays. – 8. Adjectif qui évoque la campagne, et parfois une certaine cuisine. – 9. Pas innocent. Parfois frappé d'interdit. Quand on tombe dessus, ça peut faire mal.

Solution du problème n° 6135

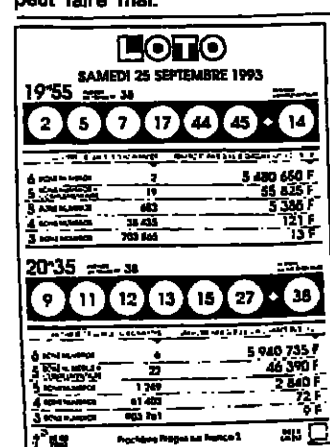
Horizontalement

I. Incorruptible. – II. Nuitée. Beurre. – III. Date. Verrière. – IV. Inerme. Ebre. – V. Sceau. Out. Etuis. – VI. Si. Ruse. Pots. – VII. Œdème. Trône. Gé. – VIII. Crédulité. Le. – IX. Lire. Echevins. – X. Alité. Troupier. – XI. Blairer. Lestées. – XII. La. Biot. Or. – XIII. Enoncé. Marmite. – XIV. Sot. Andine. Eros. – XV. Salle. Stéarine.

Verticalement

1. Indissociables. – 2. Nuancier. Llanos. – 3. Citée. Délia. Ota. – 4. Otera. Edition. – 5. Ré. Murmurer. Cal. – 6. Rêve. Uélé. Ebène. – 7. Os. Tri. – 8. Pirouetter. Omis. – 9. Récoltant. – 10. Ibis. Pô. Hue. Rée. – 11. Bée. Eon. Epsom. – 12. Lurette. Vitrier. – 13. Erébus. Liée. Tri. – 14. Ri. Genre. Eon. – 15. Céleste. Su. Se.

GUY BROUTY



CARNET DU Monde

Décès

– M. et Mme Zetlaoui,
ses grands-parents,
Ninou et Robert Dyens,
ses parents,
Claire et Roland Dyens,
Laura et Jean-Paul Taar,
ses frère, sœur, belle-sœur et beau-frère,
Emmanuel et Yael,
ses neveu et nièce,
Julie Sainton,
sa compagne,
Ses oncles et tantes,
Ses cousins et cousines,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part de la disparition brutale et cruelle de leur adoré

Bruno DYENS,

à vingt-quatre ans, le 24 septembre 1993.

On se réunira le mercredi 29 septembre, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

37, avenue du Château,
92190 Meudon.
39, rue Gros,
75016 Paris.

– Sœur Suzanne Fauchon,
Le général et Mme Pierre Saint Macary,
M. et Mme Jean-Pierre Fauchon,
ses enfants,

Claire et Marc Vaucheret,
Hervé et Martine Saint Macary,
Sophie et Thierry Neyret,
Franck et Catherine Fauchon,
Yannick Fauchon,
Thierry et Patricia Fauchon,
Patricia et Jean-Marie Biset,
ses petits-enfants,

Léna et Gaelle,
Marion, Cloé et Antoine,
Kévin,
Benjamin, Alexandre et Maxime,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Emile FAUCHON,
née Germaine Darphin,

endormie dans la paix du Seigneur, le 21 septembre 1993, dans sa cent unième année.

Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église Saint-Paterne d'Orléans.

11, rue Jean-Jaurès,
45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle.
61, rue de la Saussière,
92100 Boulogne.
23 *ter*, rue aux Ligneaux,
45000 Orléans.

– Mme Alexandre D. Herschberg,
son épouse,
M. et Mme Alain Pierrot
et leurs enfants,
Les familles Starobinski, Tuillier, Pierrot,
Ainsi que Dina Vierny et ses enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur
Alexandre D. HERSCHBERG,

survenu le 18 septembre 1993.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au Vaudoué.

Cet avis tient lieu de faire-part.

97, rue de Prony,
75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– M. et Mme Claude Arm,
M. et Mme Michel Arm,
leurs enfants et petit-fils,
Les familles parentes et alliées,
M. et Mme Bruno Giacometti,
Mme Mary Lisa Palmer,
M. François Chaussende
et Tristan,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Annette GIACOMETTI,
née Arm,
veuve d'Alberto Giacometti,

survenu à Paris, le 19 septembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Paris, le 27 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les membres du conseil d'administration de l'association Alberto-et-Annette-Giacometti,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Annette GIACOMETTI,
veuve d'Alberto Giacometti,
et fondatrice de l'association,

survenu à Paris, le 19 septembre 1993.

3 *bis*, cour de Rohan,
75006 Paris.

[Née en 1923 à Prégny (Suisse), Annette Arm avait rencontré Alberto Giacometti à Genève, en 1943, lors d'une lecture de poèmes français soutenant la Résistance. Elle l'avait rejoint à Paris en 1946 et ils s'étaient mariés en 1949. Elle fut avec Diego le modèle le plus sollicité de l'artiste. Peu de visages auront été scrutés comme le sien, surtout au début des années 60 où Giacometti exécute une série de bustes d'Annette. Depuis la mort de l'artiste en 1966, Annette Giacometti suivait avec beaucoup d'attention l'organisation des expositions et les publications consacrées à son mari.]

– Mme Léon Hirsch,
Le professeur et Mme Albert Hirsch
et leurs enfants,
M. Jean-Marc Hirsch,
Me Georges Hirsch
et ses enfants,
M. et Mme Claude Hirsch
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur d'annoncer, le décès du

docteur Léon HIRSCH,

survenu le 21 septembre 1993, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue Milleret-de-Brou,
75016 Paris.

– Mme Jeannine Larivière,
son épouse,
M. Louis-Michel Larivière,
M. et Mme Gérard Prigent,
ses enfants,
Mlle Sandrine Larivière,
M. François Larivière,
M. Thomas Prigent,
M. Benoît Prigent,
ses petits-enfants,
Ses tantes, cousins et cousines,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Adéodat LARIVIÈRE,
combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 17 septembre 1993, à l'âge de soixante-douze ans.

L'inhumation a eu lieu le mardi 21 septembre, au cimetière nouveau de Dugny, dans le caveau de famille.

Très sensible aux marques de sympathie que vous lui avez témoignées, la famille exprime ses bien sincères remerciements.

3, rue Emile-Zola,
93440 Dugny.

PFG La Courneuve.

– M. et Mme Jean-Pierre Martinon,
Leur fils et belle-fille,
Les familles Martinon, Palais, Monneret, Biheng,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri MARTINON,
architecte DPLG,
ancien élève des ateliers Tony Garnier et Laloux-Lemaresquier,

survenu le 18 septembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– Le président de l'université Blaise-Pascal (Clermont-II),
Le doyen de l'UFR lettres et sciences humaines,
Le directeur du département de philosophie,
Ses collègues,
Ses anciens étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul NAULIN,
professeur émérite de philosophie à l'université Blaise-Pascal (Clermont-II),

survenu le 9 septembre 1993, à Clamart (Hauts-de-Seine).

– Sidi-Bel-Abbès. Alger. Yerres.

M. Pierre Romain et Mme,
M. Michel Romain et Mme,
M. Jean-Claude Delord et Mme,
née Marie-France Romain,
Les petits-enfants,
M. Henri Romain,
M. Eugène Romain,
M. André Romain,
font part du décès, le 22 septembre 1993, de

M. Ernest-Bernard ROMAIN,
ingénieur des Arts et Manufactures (1932),

survenu dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

9, rue des Primevères,
91330 Yerres.

– Mme Jean-Michel Soupault,
Mme Martine Russery
et ses enfants, Anne et Christel,
M. et Mme Thierry Soupault
et leurs enfants, Philippe et Thomas,
M. et Mme Olivier Soupault
et leurs enfants, Pablo et Julien,
M. et Mme Jean Thuillier
et leurs enfants,
M. Pierre Carles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Michel SOUPAULT,
gouverneur honoraire de la France d'outre-mer,
directeur général honoraire au ministère de l'agriculture,
directeur général honoraire à l'Institut national de la recherche agronomique,
conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite et du Mérite agricole,
officier des Palmes académiques,

survenu le 25 septembre 1993, à Vichy, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Montmartre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Bernadette et Louis Serres,
ses parents,
Jean-Louis,
son frère,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Jean SERRES,

survenu le 24 septembre 1993, à l'âge de vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Orsay, le mardi 28 septembre, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Gorses (Lot), le mercredi 29 septembre.

4, rue de l'Avenir,
91400 Orsay.

Anniversaires

– Il y a deux ans, le 28 septembre 1991,

Philippe COULAUD

nous quittait à l'âge de trente-trois ans.

« Pour ne jamais l'oublier. »

– Jean Zivy,
Le docteur Pierre Zivy,
prient ceux qui les ont connus de bien avoir une pensée pour leurs parents après un demi-siècle,

Louis ZIVY,
ancien élève de l'ENS,
agrégé de l'Université,
professeur honoraire du lycée Louis-le-Grand,
ancien combattant 1914-1918,

et son épouse,

Madeleine SAMUEL,

arrêtés à Nice, où ils résidaient, le 27 septembre 1943, déportés à Drancy, puis à Auschwitz, où ils furent exterminés par les nazis, le 10 octobre 1943.

Remerciements

– Profondément touchés des nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui nous ont été témoignées lors du décès de notre ami

Harold TYKOCZINSKI,
directeur financier,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, nous prions toutes les personnes qui ont honoré sa mémoire et qui se sont associées à notre peine par l'envoi de fleurs, de messages, de condoléances, par leur présence aux obsèques, de bien vouloir trouver ici l'expression de notre reconnaissance émue.

Henri Lachmann,
Et l'équipe de direction de Strafor Facom.

LOTO SPORTIF N° 44
RESULTATS OFFICIELS

13 bons pronostics	4 205	425 F
12 bons pronostics	37 025	35 F
11 bons pronostics	143 747	9 F

NUMÉRO PACTOLE : 8

MATCHS DU JOUR

MARSEILLE	METZ		REMBOURSÉ
ST-ETIENNE	STRASBOURG	5 255	22 F
BORDEAUX	LILLE	3 754	35 F

COMMUNICATION

Les déclarations du ministre de la communication au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Carignon est partisan d'une présidence commune France 2 - France 3

Le ministre de la communication, Alain Carignon, qui était, dimanche soir 26 septembre, l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a réaffirmé la volonté du gouvernement d'exclure les questions culturelles et audiovisuelles des négociations du GATT : *« La France ne demande pas de créer l'«exception culturelle »*, a-t-il notamment souligné. *En 1948* (...), *les Etats-Unis ont accepté que les produits culturels d'alors soient exclus* (...). *En fait, nous demandons le maintien de ce qui existe* (...). *Pour discuter de la suppression de l'« exception culturelle », Sir Leon Brittan n'est mandaté ni par le collège des commissaires ni par les gouvernements européens* (...) *Déjà sept Etats de la Communauté ne sont pas favorables à la remise en cause de l'«exception culturelle»* (...). *J'ajoute que les Etats-Unis ont accepté, pour le Canada et pour le Mexique, « une exception culturelle ». Il s'agit là d'un combat essentiel car il renvoie à la notion de souveraineté* (...). *Nous voulons, sur notre territoire, partager les images. En ce domaine, le système libéral déséquilibre, il faut l'équilibrer.»*

Interrogé sur le point de savoir si l'opposition de la France aux Etats-Unis pourrait, sur ce terrain, aller jusqu'à remettre en cause le GATT tout entier, M. Carignon a répondu : *« Nous n'en sommes pas là. Aujourd'hui, les éléments juridiques dont je dispose et les contacts diplomatiques me rendent résolument optimiste. »* Il a également estimé que la notion de *«spécificité culturelle»*, que privilégient jusqu'à présent à la fois Sir Leon Brittan et le Parlement européen, *« ne garantit pas sur le long terme »*.

Le ministre de la communication s'est déclaré partisan de l'élaboration d'un *« droit international de l'image »* : *« Pourquoi la communauté internationale ne serait-elle pas capable d'inventer un nouveau droit permettant de réglementer sérieusement la façon dont les images arrivent dans les pays ?* (...). *Je vais prendre des initiatives* (...). *C'est une liberté qui est menacée. Une organisation est donc nécessaire sous peine de voir arriver n'importe quoi, n'importe où et n'importe comment. »*

Pas de « potiche »

Commentant les conclusions de la commission de réflexion sur l'avenir de la télévision publique et son propre avant-projet de loi tendant à modifier la loi de 1986 sur la communication audiovisuelle (*le Monde* des 22 et 23 septembre), M. Carignon s'est prononcé en faveur du maintien d'une présidence commune à la tête de France 2 et France 3 : *« Ma préférence personnelle – mais ce n'est pas obligatoirement ce qui sera tranché en définitive, – c'est plutôt une présidence commune, avec des pouvoirs clairement définis* (...). *Encore faut-il que ce ne soit pas un président «potiche»* (...). *Ce n'est pas à moi de juger le président Bourges*, a-t-il précisé, *c'est au Conseil supérieur de l'audiovisuel* (...). *Je préfère un système de présidence reprécisé, redéfini, pour que chaque chaîne puisse conserver sa personnalité, sa culture, sa manière de vivre... »*

M. Carignon a souhaité que la loi de 1986 soit révisée par le Parlement *« avant la fin de l'année »* sans exclure toutefois que la discussion du futur projet de loi ne se termine qu'*« au printemps prochain »*.

M. Bourges : « Je m'interroge »

Le président de France-Télévision, Hervé Bourges, a tenu à réagir, lundi 27 septembre, au cours de l'émission « Radio-Com », sur France-Inter, aux propos tenus la veille par le ministre de la communication. Alain Carignon avait exprimé, au cours du « Grand jury RTL-*Le Monde* », sa préférence *« personnelle »* pour le maintien d'une présidence commune à la tête de France-Télévision assortie de pouvoirs *« redéfinis »*. M. Bourges a jugé le contenu du rapport Campet *« globalement positif »*, mais n'a pas voulu confirmer qu'il solliciterait le renouvellement de son mandat arrivant à échéance le 18 décembre : *« Je m'interroge, j'interroge*, a-t-il notamment déclaré. *Il faudrait d'abord que j'en ai envie. Je tiendrai compte, dans la décision de me représenter, de l'attitude de mon actionnaire, le gouvernement. »*

□ **Héritage Maxwell : plainte contre la BNP.** – Pour essayer de recouvrer une part des sommes ponctionnées dans les caisses de retraites par l'ancien magnat de la presse Robert Maxwell, disparu en mer le 5 novembre 1991, le cabinet britannique Robson Rhodes – liquidateur judiciaire chargé des fonds de retraites du groupe Maxwell – a déposé plainte, vendredi 17 septembre, à Paris, contre la BNP. Le cabinet Robson Rhodes réclame à la banque française la restitution de 2,2 millions d'actions (soit environ 280 millions de francs) la société d'investissement Euris dirigée par Jean-Charles Naouri, détenues par une société de Robert Maxwell. Ce dernier les auraient utilisées en septembre 1990, en garantie d'un prêt de 180 millions de francs souscrit auprès de la BNP en faveur d'une autre société de son groupe.

Un entretien avec le président du Crédit mutuel

La direction des DNA doit choisir entre la « guerre » et la « coopération » avec « l'Alsace » nous déclare Étienne Pflimlin

STRASBOURG

de notre correspondant

Etienne Pflimlin, président du Crédit mutuel (40% du marché bancaire alsacien), actionnaire majoritaire de l'Alsace *(Mulhouse) et minoritaire (20%) des* Dernières Nouvelles d'Alsace *(DNA), récemment passées sous le contrôle de la Banque Vernes et du groupe Hersant, entend recourir à tous les moyens juridiques pour obtenir des garanties quant au montant des parts détenues par les divers actionnaires du second titre. Lorsque la justice aura tranché entre la décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), obligeant les racheteurs à lancer une OPA, et l'appel formé par la Banque Vernes et le groupe Hersant, le Crédit mutuel se déterminera rapidement, affirme M. Pflimlin dans l'entretien qu'il nous a accordé.*

« Quelle est votre position après la décision du CBV d'imposer une offre publique d'achat simplifiée et l'appel contre cette décision formé par les racheteurs?

– Pour moi, la garantie de cours pour les actionnaires minoritaires doit jouer. La décision du CBV me paraît équitable et tout simplement normale. Nous espérons fermement qu'elle sera confirmée par la Cour d'appel de Paris. Nous utiliserons en tout état de cause tous les moyens juridiques pour faire reconnaître le droit des actionnaires minoritaires, qu'ils soient régionaux ou non.

Une fois la phase juridique achevée, l'option de céder ou de ne pas céder notre participation aura sa vraie signification car nous connaîtrons à ce moment-là tous les éléments du dossier. Dès le rachat des *DNA*, nous avons fait un certain nombre d'études financières, économiques et stratégiques. Nous devons maintenant attendre que la justice se prononce. Ensuite, je réunirai les personnes concernées de mon groupe, dont le responsable des participations et le directeur de *l'Alsace*. Notre décision sera rapidement prise.

– Si vous vendez vos parts, quel serait l'intérêt pour vous d'une telle opération financière?

– Il ne s'agira certainement pas d'une opération financière : le Crédit mutuel n'a pas besoin de la plus-value qu'il réaliserait sur ses titres *DNA*. D'autant que nous avons demandé à Hachette, qui est d'accord sur le principe, de lui racheter les 20 % qu'il détient dans le capital de *l'Alsace*. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de participation financière qu'il ne peut y avoir de coopération. Ainsi, nous menons avec *le Républicain lorrain* de Metz des réflexions communes, notamment en publicité. En sens contraire, la participation financière ne joue pas obligatoirement contre l'indépendance des journaux. Il faut savoir que mon groupe n'avait pas – et n'a toujours pas – d'administrateur aux *DNA*, justement pour tenir compte de cette nécessité pour les deux quotidiens alsaciens.

– L'éventuelle vente de vos titres pourrait-elle envenimer la situation?

– Aujourd'hui, la balle est dans le camp des *DNA*. Est-ce que la nouvelle direction va passer à une attitude d'ignorance, de guerre acharnée, ou suivre la voie actuelle, faite d'un mélange de concurrence et de partenariat? La difficulté est que nous avons en face de nous des interlocuteurs qui n'en sont pas. Fin juillet, nous avons effectivement rencontré un représentant du groupe Hersant, mais c'était une réunion purement formelle. Nous n'avons pas parlé avec celui qui devait faire marcher les *DNA* [Michel Nozière, un des bras droits de Robert Hersant, nommé PDG le 7 septembre, NDLR].

» Il y a deux cas de figure : ou bien on parle et on se met d'accord ; ou bien on risque de voir se déclencher une campagne phénoménale des *DNA* sur Mulhouse. Tant que ce contentieux sur le maintien des cours ne sera pas réglé, on ne sera pas à l'aise pour parler du reste. Je souhaite donc que cette affaire soit derrière nous le plus vite possible.

– Auriez-vous les moyens de résister à une telle offensive?

– Vous savez, *l'Alsace* est un outil ultra-moderne et très performant. Nous avons investi quelque 200 millions de francs pour, entre autres, l'achat de nouvelles rotatives, l'informatisation de la rédaction et une nouvelle maquette. Si la nouvelle direction des *DNA* entrait en guerre contre nous, nous ne nous laisserions pas faire. Fort heureusement, nous n'en sommes pas-là. Mais je constate que Jacques Puymartin, ancien PDG des *DNA*, a été remplacé par Michel Nozière; qu'on ne voit pas beaucoup le nouveau PDG des *DNA* et que certains responsables seraient changés alors que au lendemain du rachat, on nous affirmait qu'on ne toucherait à rien.

« Une stratégie régionale»

– On reproche au groupe Hersant d'être en situation de monopole, mais vous-même, en déclarant être concerné par le rachat des* DNA*, ne l'auriez-vous pas été en Alsace?

– Pas du tout. Lorsque, pendant deux ans, j'ai dit que le Crédit mutuel était concerné par le rachat des *DNA*, cela signifiait qu'il fallait profiter d'un changement dans l'actionnariat principal du journal pour trouver une solution régionale afin que la région ait la maîtrise des grands outils régionaux et, pour moi, les journaux en font partie. A titre d'illustration, je vous dirai que mon groupe aurait augmenté, par exemple, sa participation à concurrence de 35% du capital, mais sans jamais prétendre détenir la majorité des titres.

De mon point de vue, cette politique s'inscrit dans une réflexion plus large qui concerne le grand Est. Au Crédit mutuel, nous avons toujours eu en matière de médias une stratégie régionale. Nous venons de céder nos parts dans M6 parce que le projet n'a pas débouché sur une coopération avec le Luxembourg, l'Allemagne et l'Est de la France. Nous avons régulièrement des offres de participation dans des journaux nationaux ou régionaux, mais jusqu'ici nous avons toujours refusé car elles ne correspondaient pas à notre stratégie.

» Nous sommes convaincus que les journaux du grand Est ont vocation à s'entendre sur un certain nombre de choses. Même si nous n'avons pas d'intérêts financiers dans *l'Est républicain, le Bien public [deux titres dans lesquels le groupe Hersant est présent, NDLR]* ou *l'Est républicain*, rien n'empêche de coopérer avec eux. Outre la publicité, on pourrait songer, par exemple, à des télévisions régionales privées, même si les tentatives n'ont guère été fructueuses.

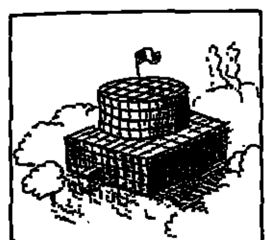
– En accroissant la coopération régionale, ne craignez-vous pas de verrouiller l'information dans les zones où les* DNA *à Strasbourg,* l'Alsace *à Mulhouse, sont en position de monopole?

– Il est vrai que la plupart des journaux régionaux en France sont en situation de monopole ou de quasi-monopole sur leurs zones principales de diffusion. Mais l'indépendance d'un journal tient à deux attitudes : le comportement du propriétaire et celui des journalistes, du directeur de la rédaction à chacun des rédacteurs. Plus précisément, la marge de manœuvre de la rédaction s'apprécie notamment lors des débats de société et à l'occasion des échéances électorales. Le risque est certain dès que deux ou plusieurs journaux ne sont pas réellement accessibles dans une même zone. Mais je constate que les contraintes économiques sont telles, surtout en Alsace où le marché est relativement étroit, que cette situation idéale est difficile à établir. »

Propos recueillis
par MARCEL SCOTTO

Voici 5 arguments de taille pour passer à l'action.

Devenez actionnaire de la première banque des entreprises françaises.



Si aujourd'hui les cent premières entreprises françaises et le tiers des PME-PMI ont choisi la BNP, ce n'est pas sans raison.

C'est d'abord parce que les chargés d'affaires de la BNP connaissent les préoccupations des entreprises et sont proches d'elles. C'est ensuite parce que la BNP propose une gamme complète de financements et de services, adaptés à la taille et aux besoins de chaque entreprise.

C'est enfin parce que la BNP est au coeur du tissu économique français. Autant de raisons qui expliquent que tant d'entreprises aient accordé leur confiance à la BNP et à son professionnalisme.

Devenez actionnaire de la banque qui est au service de 4 500 000 clients.

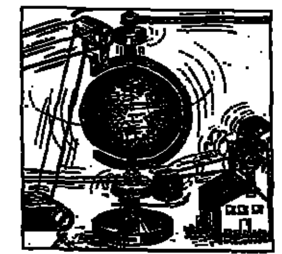


Avec 4 500 000 clients particuliers et un réseau de 2000 agences réparties sur tout le territoire national, la BNP est depuis toujours une grande banque de proximité.

Elle offre à sa clientèle une palette complète de services, de produits d'épargne et de financement. Certains sont particulièrement novateurs : le contrat Présence, par un système d'abonnement à la carte, regroupe, selon différentes formules, tout un ensemble de prestations pour faciliter la banque au quotidien. Les clients ne s'y sont pas trompés : ce contrat, qui est assorti d'un engagement qualité de la banque, a été souscrit en 12 mois par plus d'un million d'entre eux. Le service aux particuliers ne s'arrête pas là : la BNP est leader en matière de gestion de patrimoine. Elle a spécialisé dans ce domaine un millier de conseillers. Elle gère aujourd'hui plus de 200 milliards de francs de SICAV et de fonds communs de placement. En 1992, le magazine financier "Mieux Vivre" lui a décerné, dans le cadre de ses "Corbeilles", le premier prix pour la qualité de sa gestion de SICAV sur 5 ans.

Pour répondre aux besoins spécifiques des professions libérales, des artisans, des commerçants, la BNP achève la mise en place dans son réseau de 850 spécialistes.

Devenez actionnaire d'une banque qui accompagne ses clients partout dans le monde.



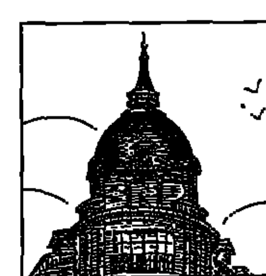
Avec près de 600 implantations, la BNP est présente dans 77 pays, dont 20 en Europe. Son réseau international est l'un des cinq premiers au monde. C'est un tremplin formidable pour accompagner ses clients français et étrangers aux quatre coins du monde.

De New York à Tokyo, de Londres à Sydney, de Francfort à Hong-Kong, la BNP est présente sur toutes les grandes places financières. Avec 26 salles de marchés, elle peut intervenir partout et à tout moment pour faire bénéficier ses clients des meilleures opportunités.

Son savoir-faire lui permet également de financer les grands projets internationaux : du Tunnel sous la Manche aux centrales électriques aux Etats-Unis et en Asie, des autoroutes en Californie au traitement des eaux en Australie, en passant par des systèmes de télécommunication par satellite à Honk-Kong et au Canada.

Pour se développer, une grande banque doit sans cesse anticiper, se tourner vers de nouveaux horizons. Grâce à sa coopération avec la deuxième banque allemande, la Dresdner Bank, la BNP, déjà implantée à Prague, Budapest, vient d'ouvrir à Saint-Pétersbourg.

Devenez actionnaire d'une banque reconnue pour sa solidité financière.



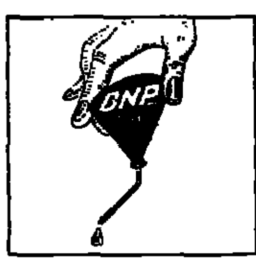
Dans le monde financier, la signature de la BNP est reconnue et recherchée comme l'une des meilleures : c'est une banque digne de confiance aux yeux de tous les professionnels.

Son bilan est solide. Ses engagements sont d'une grande diversité sectorielle et géographique, ce qui est un gage de sécurité. Elle mène une politique rigoureuse et prudente en matière de provisionnement.

Autant d'atouts qui valent à la BNP une très bonne notation au plan mondial.

Autant d'atouts qui mettent la BNP en situation de profiter pleinement, le moment venu, des effets de la reprise de l'économie.

Devenez actionnaire de la banque qui veut permettre à ses clients d'avancer.



La BNP n'a de cesse d'avancer pour permettre à ses clients de faire de même.

Elle a su se développer dans de nouveaux métiers. A travers ses filiales, BNP BAIL et CREDIT UNIVERSEL, elle est présente dans le domaine du crédit bail et du crédit à la consommation. Sa filiale NATIO VIE, avec 600 000 clients, est la 8e compagnie d'assurance-vie française. Dans le cadre de son alliance avec l'UAP, 1re compagnie d'assurance française, elle a créé une filiale commune NATIO ASSURANCES qui commercialise des contrats d'assurance dommages (habitation, automobile, santé).

Au-delà des structures, le développement passe aussi par les hommes. La BNP a conduit une politique ambitieuse de formation pour améliorer en permanence les conditions d'accueil et la qualité de services offertes par ses 57 000 collaborateurs.

La BNP s'appuie aussi systématiquement sur les technologies nouvelles. Elle dispose de 22 000 terminaux et de plus de 1300 guichets automatiques de banque. Elle est la première banque française en télématique avec plus de 2 millions d'appels de particuliers par mois.

Pour toutes ces raisons, la BNP est aujourd'hui un rouage indispensable pour permettre aux entreprises d'avancer dans le monde, pour permettre aux particuliers d'avancer dans leur vie.

Bientôt vous allez pouvoir devenir actionnaire de la BNP.

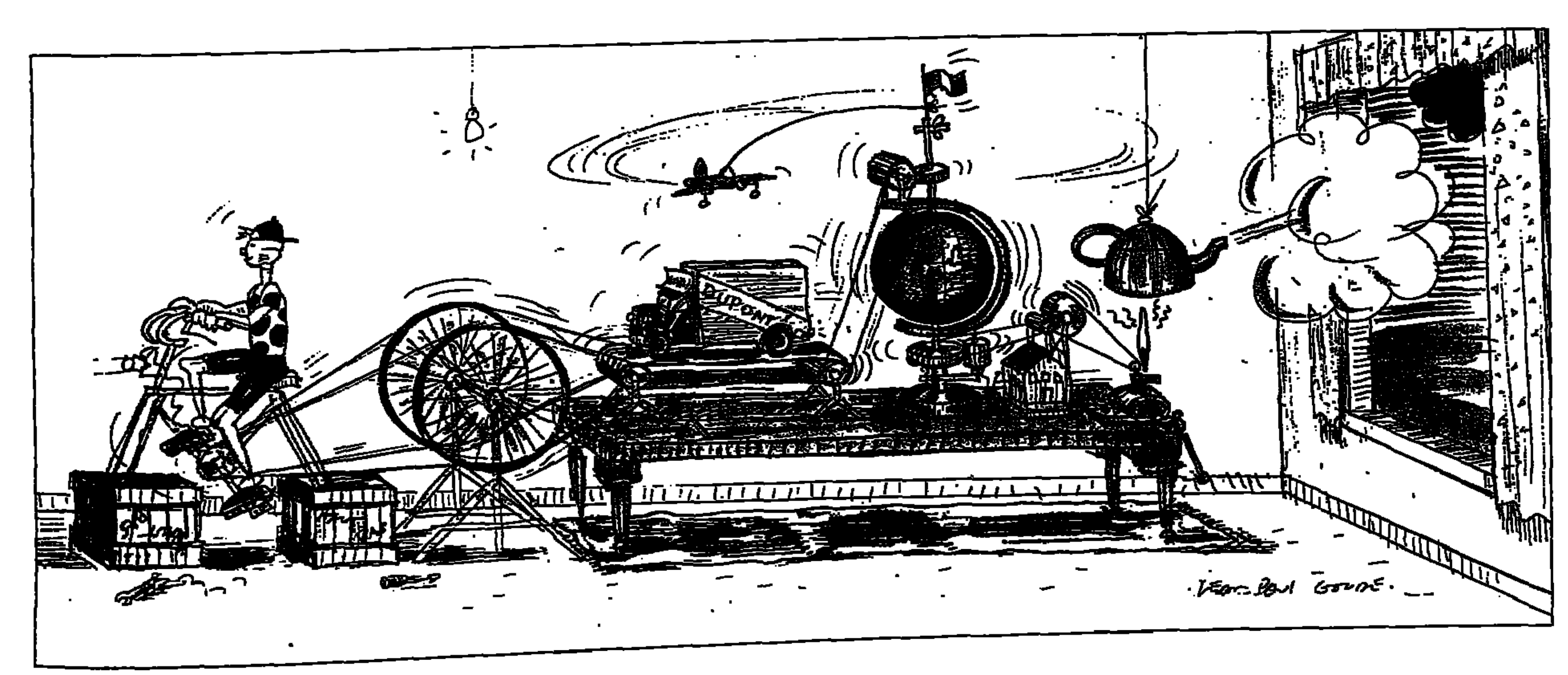
Des mandats d'achat sont d'ores et déjà disponibles chez votre intermédiaire financier et dans toutes les agences de la BNP. Il est précisé que ceux-ci sont révocables jusqu'à la fin de l'avant dernier jour de bourse précédant le jour de clôture de l'offre.

Un document de référence a été enregistré (nº R 93-020 du 03/09/93) et une Note d'Opération Préliminaire a été visée par la COB. Ces documents sont disponibles sans frais chez votre intermédiaire financier et dans toutes les agences de la BNP. Une Note d'Opération Définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'Offre Publique de Vente, dans les mêmes lieux.

Pour tout renseignement, appelez le N° VERT 05 1993 05 *ou tapez le 36 14 code BNP.* 3614 BNP

GRANDISSONS ENSEMBLE.





BILLET

La Poste sous surveillance

Gérard Longuet sera-t-il satisfait? A peine arrivé aux affaires, le ministre avait très sévèrement critiqué la situation de La Poste, établissement public placé sous sa tutelle. Brandissant le spectre d'un déficit de 3 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, il avait exigé, en mai, des mesures draconiennes. Après une hausse du prix du timbre, de 2,50 à 2,80 francs, et un plan d'économies de 950 millions de francs, la Poste espère désormais terminer son exercice 1993 en équilibre. Cet objectif ne semble pas *«hors de portée»* à son président, Yves Cousquer. *«Tout dépendra de la nature comptable des 1,125 milliards de francs que l'Etat souhaite prélever et s'il y aura oui ou non une contrepartie à ce prélèvement»*, a-t-il indiqué. En clair, un prélèvement qui, d'une manière ou d'une autre, apparaîtrait au seul bilan de La Poste, sans affecter le compte d'exploitation, serait le bienvenu. La Poste, entité juridique autonome depuis juillet 1990, éprouve des difficultés à établir des relations claires avec l'Etat. L'établissement n'a toujours pas de contrat de plan. Un nouveau document fixant les grandes orientations pour la période 1994-1996 doit être élaboré dans les mois à venir. Soupçonnée de «laxisme» par sa tutelle directe, La Poste travaille sur un plan stratégique interne qui devra être convaincant. Yves Cousquer, dont le mandat vient à échéance fin 1993, est dans le collimateur de Gérard Longuet. Et le rétablissement des comptes est loin de garantir son renouvellement.

CAROLINE MONNOT

La réunion du G7 à Washington et les discussions

Les grands argentiers appellent à une conclusion rapide du Cycle de l'Uruguay

Mickey Kantor, représentant spécial de Bill Clinton pour les questions commerciales, devait recevoir, lundi 27 septembre à Washington, Sir Leon Brittan, commissaire européen pour les relations économiques extérieures, afin d'évoquer le préaccord de Blair House dont un conseil des ministres européen du 21 septembre a demandé qu'il soit *«rediscuté»*. La crainte d'un échec des négociations commerciales a plané sur la réunion du G7 et sur les travaux préparatoires à l'assemblée *annuelle du FMI.*

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Les grands argentiers du monde sont inquiets. Et, cette année, ce n'est ni la monnaie ni la dette qui alimente leurs craintes, mais bien le commerce mondial. Les réunions préparatoires à la 48ᵉ assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Washington au cours du week-end, ont été très largement dominées par les appréhensions que suscite dans la communauté financière internationale la perspective d'un échec dans les négociations en cours du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round). Avant la rencontre décisive, lundi 27 septembre, entre Mickey Kantor, représentant spécial du président Clinton pour le commerce, et Sir Leon Brittan, *commissaire européen chargé des* relations économiques extérieures, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales, réunis dans la capitale fédérale, ont multiplié les appels en faveur d'un compromis global.

Dans une déclaration conjointe – un procédé inhabituel, – les trois responsables des institutions issues de Bretton-Woods, Lewis Preston, président de la Banque mondiale, Michel Camdessus, directeur général du FMI, et Peter Sutherland, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devaient à leur tour, lundi, inviter fermement les responsables politiques des pays concernés à tout mettre en œuvre pour parvenir au plus vite, et en tout état de cause avant le 15 décembre, à un accord qui doit, à leurs yeux, non seulement accroître les échanges mondiaux mais aussi soutenir l'activité économique.

«Les marchés font ce qu'ils veulent»

Réunis samedi, les membres du G7 – les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays industrialisés – n'ont certes pas publié de communiqué final à l'issue de leurs discussions. Pour Piero Barucci, ministre italien du Trésor, la raison était très prosaïque. *«Nous avons constaté que, maintenant, les marchés financiers font ce qu'ils veulent ... Alors qu'auparavant, nous étions convaincus qu'ils tenaient compte de ces communiqués...»*, a-t-il expliqué. Plusieurs participants ont cependant fait savoir que la sortie *de la crise dans laquelle se trouvent* plongés depuis maintenant plus de trois ans les pays industrialisé passait par la conclusion d'un accord global au GATT. Le plus pressant et le plus précis a été Lloyd Bentsen, secrétaire américain au Trésor. Il a jugé *«absolument essentielle»* la conclusion des négociations en cours.

Les pays en voie de développement, réunis dimanche au sein du groupe des 24, ont, eux, publié un communiqué dans lequel ils ont affirmé qu'il fallait *«mener à bon terme, de toute urgence»*, ces négociations. Un échec *«ébranlerait la confiance des agents économiques et compromettrait les stratégies d'ouverture vers l'extérieur qu'appliquent de nombreux pays en développement et des pays à économie anciennement planifiée»*. De son côté, le comité intérimaire, qui s'est réuni le même jour, s'est inquiété de *«la faiblesse continue de la croissance dans les pays industriels et de la progression du chômage»* et il a jugé lui aussi *«crucial»* l'aboutissement du Cycle de l'Uruguay avant la fin de l'année.

Le comité intérimaire avait auparavant auditionné M. Sutherland, une démarche remarquée. Ce dernier avait déjà rencontré M. Kantor vendredi, à Washington, et il devait s'entretenir dimanche soir avec Sir Leon. Devant le comité intérimaire puis devant les journalistes, le nouveau patron du GATT a repris à son compte les résultats d'une étude conjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale, rendue publique dimanche, sur les bienfaits du libre-échange sur la croissance mondiale *(lire ci-dessous)*. Après avoir fait état de progrès récents réalisés à Genève dans les négociations sur la libéralisation des services et sur l'accès aux marchés, M. Sutherland a évoqué le dossier agricole qui fait l'objet d'un différend entre les Etats-Unis et l'Europe, notamment la France, et qu'il a qualifié de *«problème sérieux»*. *«Nous sommes là dans une impasse»*, a-t-il expliqué, estimant que, dans l'état actuel des déclarations des uns et des autres, il ne voyait pas d'issue immédiate au conflit.

Le déblocage de la situation nécessite, à ses yeux, *«des décisions politiques courageuses»*. S'ils veulent conserver leur crédibilité, les responsables des deux parties concernées, qui affirment constamment leur volonté de conclure, *«doivent surmonter certains intérêts sectoriels»*. Evoquant son récent entretien avec Edouard Balladur, M. Sutherland a expliqué que le premier ministre lui avait dit que la France était *«désireuse de parvenir à un accord»* mais que, pour Paris, le préaccord de Blair-House devait être *«d'une manière ou d'une autre révisé»*. Au cours de ces derniers jours, la France a été mise en cause à plusieurs reprises à Washington pour son attitude dans cette affaire. Ainsi Kenneth Clarke, chancelier britannique de l'Echiquier, a-t-il déclaré en public que *«la France était en fait le seul pays opposé à la conclusion des négociations de l'Uruguay Round»*.

Relations envenimées entre Paris et Washington

S'il a quelques idées sur la manière de sortir de l'impasse, le directeur général du GATT n'a pas voulu les préciser. Il juge cependant peu probable une issue à la crise dès ce lundi. Un sentiment partagé par tous ceux qui ont approché les négociateurs. Prévu de longue date, ce tête-à-tête entre M. Kantor et Sir Leon ne devrait durer que très peu de temps alors que l'ordre du jour, très abondant, ne comporte pas que le volet agricole. Les relations entre Paris et Washington se sont, semble-t-il, envenimées. M. Kantor a répondu par une fin de non-recevoir à la demande de rencontre que lui avait adressée le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, actuellement présent à New-York où il participe à l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. Pour sa part, Enning Christophersen, vice-président de la Commission européenne, a fait montre d'une grande prudence. *«Nous allons commencer à discuter, mais je pense qu'il faudra du temps, plusieurs semaines peut-être, avant que le problème puisse être réglé»*, a-t-il déclaré dimanche à Washington à la veille de la rencontre Kantor-Brittan.

Outre la libéralisation des échanges, les grands argentiers réunis à Washington ont aussi débattu des politiques économiques susceptibles de favoriser la croissance. Toujours à la recherche d'emplois *«plus nombreux et mieux payés»*, selon l'expression de M. Bentsen, les Etats-Unis ont confirmé que la réunion du G7 sur l'emploi, annoncée par le président Clinton au sommet de Tokyo au mois de juillet, se tiendra bien *«cet automne»* à Washington. Les Etats-Unis ont en outre demandé aux Européens – sans mentionner nommément l'Allemagne ou la France – d'assouplir plus rapidement leur politique monétaire, tandis que le nouveau ministre japonais des finances, Hirohisa Fujii, a déclaré, avec un franc-parler auquel les familiers du G7 n'étaient pas habitués, que la hausse trop rapide du yen menaçait de bloquer une éventuelle reprise dans l'archipel.

Trop occupés par le Cycle de l'Uruguay, par la situation politique en Russie, par la question de la levée éventuelle de l'embargo sur l'Afrique du Sud et par la mise en place de financements pour le Proche-Orient, les grands pays industriels ont donc évité, cette fois-ci, les conflits de famille. Aucun d'entre eux n'a reçu d'injonctions marquées ou de conseils appuyés. De quoi justifier la remarque ironique faite par le ministre italien du Trésor à l'issue de la réunion du G7. *«Finalement, cela aurait été une bonne idée si les Sept étaient restés chez eux»*, a assuré M. Barucci.

ERIK IZRAELEWICZ et SERGE MARTI

Selon une étude de l'OCDE et de la Banque mondiale

Un compromis sur le GATT rapporterait 213 milliards de dollars par an

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La libéralisation du commerce mondial, telle que prévue par les accords en cours de négociation dans le cadre du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round), devrait permettre à l'économie mondiale de bénéficier en 2002 d'un revenu annuel supplémentaire de 213 milliards de dollars (avec la valeur du dollar de 1992), selon une étude menée pendant quatre ans par l'OCDE et la Banque mondiale et rendue publique dimanche 26 septembre à Washington. Pour parvenir à cette démonstration, les experts de ces deux organisations ont fait tourner un modèle macro-économique mondial comportant 77 000 équations.

Selon les auteurs du rapport, une libéralisation totale apporterait des gains bien supérieurs à l'ensemble de l'humanité, de l'ordre de 450 milliards de dollars par an. Mais nous n'en sommes pas là. Le Cycle de l'Uruguay ne conduit qu'à une libéralisation partielle. Le revenu supplémentaire estimé, de 213 milliards de dollars, est cependant *«une estimation basse»*. Elle ne prend en effet en compte que l'agriculture et le secteur manufacturier, sur la base d'une baisse des tarifs douaniers de 30 %. Les services ne sont volontairement pas pris en compte dans cette étude, pas plus que les *«effets psychologiques»* d'un compromis sur le GATT.

Le gain de cette libéralisation des échanges n'est pas également réparti. Ce sont les pays industriels les plus protégés qui devraient en être les principaux bénéficiaires : Etats-Unis, Communauté européenne, Association européenne de libre-échange et Japon. Au total, la zone OCDE bénéficierait de 135 milliards de dollars de revenus supplémentaires. Mais il devrait y avoir des perdants. Les pays importateurs de produits alimentaires pourraient souffrir de la hausse des prix mondiaux. Les pays pauvres d'Afrique subsaharienne devraient accuser des pertes de l'ordre de 7 milliards de dollars par an. Les experts préconisent des dispositions particulières en leur faveur.

Interrogé sur ces estimations, Edmond Alphandéry, ministre français de l'économie, a répondu, en souriant, qu'à titre d'*«économiste professionnel»* il savait la *«valeur»* qu'il fallait accorder à ce type de prévisions. Il n'en a pas moins réaffirmé la volonté de la France de parvenir à *«un accord global et équilibré»* au GATT.

E. I.

Des taux d'intérêt très différenciés

Les Etats-Unis et, de façon plus discrète, le Fonds monétaire international (FMI) ont beau jeu de reprocher aux pays européens – la France et l'Allemagne en tête – de freiner la reprise économique mondiale par leur politique de taux d'intérêt élevés (le Monde *du 27 septembre*). *Le décalage est en effet saisissant entre ceux pratiqués sur le Vieux Continent (plus de 7 % pour le taux au jour le jour en France) et outre-Atlantique (à peine plus de 3 %). Et que dire du Japon, où le taux d'escompte a été ramené de 2,5 % à 1,75 %, le 21 septembre, soit son plus bas niveau historique?*

Marché monétaire - Taux au jour le jour (en %)
(à la date du 21 septembre)

Japon	Etats-Unis	Canada	Royaume-Uni	Pays-Bas	Allemagne	FRANCE	Italie	Espagne	Belgique
2,44	3,23	4,28	4,56	6,47	6,95	7,25	8,88	10,20	10,88

□ **SNCF : perturbations dans la région de Marseille.** – Le trafic ferroviaire subira *«quelques perturbations sur l'ensemble de la région de Marseille»*, à la suite d'un arrêt de travail des agents de conduite du dépôt de Marseille à l'appel de la CGT, de la CFDT et des autonomes (FGAAC), entre le dimanche 26 septembre et le mardi 28 septembre. *«Pour les trains rapides et express, des perturbations sont à craindre sur la relation Marseille-Nice et retour (deux trains sur trois). Le trafic devrait être normal à destination du Languedoc-Roussillon et de la vallée du Rhône»*, indique la direction régionale de la SNCF. Les lignes de banlieue seront affectées par un service réduit, pour les relations d'Avignon à Orange et au départ de Marseille pour Avignon, Miramas, Aix-en-Provence et Toulon-Les Arcs. Le programme sera normal sur les lignes de la banlieue de Nice.

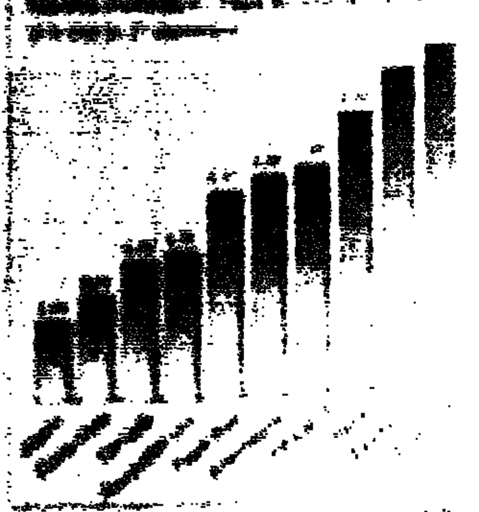
MIE

La réunion du G...

...argentiers appellent
...pide du Cycle de l'Uruguay

Un compromis sur le GATT
...pporterait 213 milliards de dollars

Des taux d'intérêt très différents



ÉCONOMIE

sur le commerce international

Moscou s'engage à accroître le rôle du marché

Pour les représentants du groupe des sept pays les plus industrialisés (1), réunis le samedi 25 septembre à Washington, l'audition du ministre russe des finances, Boris Fyodorov, avait un double avantage. Elle leur permettait d'oublier un instant les soucis que leur causent une croissance anémique et des déficits en cascade, et elle leur fournissait l'occasion de prodiguer des remèdes à plus malade qu'eux. Devant le G7, le vice-premier ministre Fyodorov a indiqué que Boris Eltsine ne voulait pas recourir à la force pour déloger les *«défenseurs»* du Parlement et que les élections législatives et présidentielle, *«ouvertes aux opposants»* et se déroulant de façon simultanée, à une date pas encore fixée, permettraient *«d'assainir»* la situation politique à Moscou.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

M. Fyodorov s'est employé à justifier la politique économique et monétaire suivie par son pays – et les dérapages de ces derniers mois – en assurant que Moscou comptait prendre bientôt de *«nouvelles mesures»* pour accélérer la transition vers l'économie de marché, tout en respectant les engagements financiers pris à l'égard des créanciers de la Russie, qu'ils soient publics ou privés.

Le détail de ces *«nouvelles mesures»*, actuellement discuté avec des représentants du FMI à Moscou, n'est pas encore connu avec certitude. Selon des sources proches du Trésor américain, la Russie envisagerait de réduire les subventions sur les céréales (la banque centrale accorde actuellement des prêts à l'agriculture, dans des secteurs jugés prioritaires, à des taux de 25 % par an, soit l'équivalent d'un mois d'inflation) et prendrait des mesures drastiques pour réduire son déficit budgétaire, notamment par la voie fiscale. D'après Ernesto Hernandez-Cata, directeur adjoint du département «Europe II» du FMI chargé de la Russie, le gouvernement russe ferait adopter l'instauration d'une taxe à la valeur ajoutée (TVA), projet déjà déposé, mais constamment bloqué par le parlement que Boris Eltsine vient de dissoudre.

M. Fyodorov a réaffirmé que la Russie se conformerait aux engagements souscrits auprès du Club de Paris, au titre de l'accord de rééchelonnement de sa dette publique. Sur la dette privée de la Russie, des représentants du gouvernement avaient rencontré le 24 septembre à Francfort le Comité de coordination des banques privées. Ils avaient indiqué à cette occasion que Moscou s'engageait à régler en trois versements (en octobre, novembre et décembre) les quelque 500 millions de dollars dus à ces établissements à la fin 1993.

Déclaration de soutien

L'exercice a valu au ministre russe des finances d'empocher une déclaration de soutien des participants au G 7, lesquels *«ont réaffirmé leur engagement en faveur du programme d'aide* [à la Russie] *approuvé à Tokyo au mois d'avril»*. Mais M. Fyodorov, plaidant à nouveau la cause de son pays dimanche devant le Comité intérimaire du FMI (2), n'a pas cherché une mesure de faveur, comme un éventuel assouplissement des conditions de déblocage de la deuxième tranche de crédit de 1,5 milliard de dollars prévue dans le cadre de la facilité d'ajustement systémique (FAS) mise en place par le FMI pour les pays dits «en transition» et qui aurait dû être versée à la Russie au cours de l'été (*le Monde* du 25 septembre).

Lors de la discussion, les membres du comité ont manifesté leur encouragement à la *«politique Eltsine»*, en l'accompagnant de fermes recommandations. Le secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, tout en se félicitant de *«l'amélioration de la situation macro-économique»*, a *«demandé avec insistance»* à la Russie que *«ces importants développements se traduisent par des actions concrètes»*. Moscou doit s'assurer que *«son programme fiscal est remis sur les rails»*. Toujours d'après M. Bentsen, la banque centrale russe doit pratiquer *«des politiques plus transparentes»* et entretenir *«des consultations plus étroites avec le gouvernement* [russe] et *avec le FMI»*. Pour illustrer son propos, M. Bentsen a cité le cas du Kazakhstan qui, selon lui, fait un usage tout à fait approprié de la facilité d'ajustement systémique qui lui a été consentie par le FMI. Un (bon) exemple repris par Yasushi Mieno, gouverneur de la banque du Japon, qui a également félicité ce pays pour le *«bon fonctionnement»* de son économie.

De nombreux participants ont manifesté l'espoir, exprimé notamment par M. Mieno, que le FMI et la Russie conviennent rapidement d'un programme de réforme économique cohérent et que Moscou puisse bénéficier d'un accord de crédit *stand-by* . Mais les experts du FMI se veulent prudents. *«La situation politique peut se stabiliser très tôt. Mais nous nous acheminons* [en Russie] *vers une période pré-électorale agitée»*, rappelle un expert, M. Hernandez-Cata. *«Ce n'est pas le meilleur moment pour essayer de stabiliser une économie et pour faire accepter des réformes nécessairement impopulaires»* .

S. M.

(1) Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

(2) Le Comité intérimaire du conseil des gouverneurs, créé en 1974, est chargé de conseiller les instances dirigeantes du FMI, qui regroupe 178 pays-membres, sur la politique à suivre en matière de système monétaire international et de dérèglements susceptibles de compromettre l'économie mondiale.

Une décision d'une cour d'appel fédérale

Le traité de l'ALENA n'est pas contraire à la législation américaine sur l'environnement

Une des menaces qui planait sur la ratification du traité de libre-échange nord-américain (ALENA), entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, vient de disparaître. La cour d'appel fédérale a infirmé, vendredi 24 septembre, un précédent jugement (*le Monde* du 3 juillet) selon lequel le projet de l'ALENA violait le *National Environnemental Policy Act*, la loi fédérale sur la protection de l'environnement. Si la cour d'appel avait donné raison aux plaignants – des organisations écologistes, – c'est l'ensemble du traité de l'ALENA qui menaçait de s'écrouler dans la mesure où le traité aurait pu être attaqué par différents autres lobbies.

Mais la cour d'appel, à l'unanimité de ses membres, en a décidé autrement. Au-delà du traité de libre-échange, c'est également le sort du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round) qui est conforté : les arguments juridiques utilisés pour mettre à bas l'ALENA auraient pu être utilisés contre le Cycle de l'Uruguay, une fois celui-ci terminé.

□ **Air France : appel à la grève à Orly-Nord.** – Quatre syndicats d'Air France à Orly-Nord, la CGT, FO, le SNMSAC (mécaniciens au sol, autonomes) et le SICTAM-CGT, ont appelé les personnels à cesser le travail, mardi 28 septembre, pendant trois heures quarante, en fin de vacation, pour protester contre le nouveau plan social à Air France, ont-ils indiqué dans un communiqué. Ce mot d'ordre coïncide avec une journée nationale d'action interprofessionnelle de la CGT.

ÉNERGIE

Réunis en conférence à Genève

Les pays de l'OPEP tentent de trouver un accord

Après deux jours de discussions à Genève, samedi 25 et dimanche 26 septembre, les ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne sont pas parvenus à un accord sur les quotas de production. La réunion plénière des douze membres de l'organisation a été reportée à lundi 27 septembre, afin de permettre des consultations bilatérales. L'objectif est de définir un plafond de production pour le quatrième trimestre – entre 24 et 24,5 millions de barils/jour, – permettant ainsi, en limitant l'offre face à la demande, de stopper la chute des prix du baril. Avant la reprise de la séance, l'Iran et l'Arabie saoudite parvenaient à une *«entente commune»* sur le nouveau plafond de production.

Mais les discussions se heurtent à la répartition des quotas de production entre les différents pays, notamment le Koweït, qui, n'ayant pas respecté le précédent accord, entend bénéficier d'un net relèvement de sa part (plus 1 million de barils/jour) pour qu'elle soit égale à celle des Emirats arabes unis (2,6 millions de barils/jour). L'Iran s'y oppose farouchement, et demande dans ce cas un relèvement de 25 % de son quota. L'Arabie saoudite, tout en étant prête à accepter une hausse du quota koweïtien, a fait savoir qu'il était hors de question de baisser sa propre production en dessous des 8 millions de barils/jour actuels (*le Monde* du 25 septembre).

INDUSTRIE

Saint-Gobain confirme les pressions de Volkswagen

L'action Saint-Gobain a clôturé en baisse de 0,91 %, à 546 francs, vendredi 24 septembre à la Bourse de Paris, après que le groupe verrier eut confirmé les pressions exercées par le constructeur automobile allemand Volkswagen pour obtenir une baisse d'environ 15 % du prix de ses pare-brise et vitres. Interrogé sur des informations publiées la veille dans le quotidien britannique *Evening Standard*, le groupe a précisé qu'il était *«exact que Volkswagen a demandé à ses fournisseurs de vitrage de revoir leurs prix à la baisse»*, tout en ajoutant : *«Mais si nous sommes prêts à réfléchir à une réduction de nos prix, cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais dans le cadre d'un véritable partenariat à long terme.»*

En avril, déjà, Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, avait reconnu subir des pressions des constructeurs automobiles. *«Ils demandent la lune. Mais il n'est pas dans notre vocation de perdre de l'argent.»* L'an dernier, la branche vitrage de Saint-Gobain a réalisé un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs, dont 40 % environ pour l'automobile. Le groupe se refuse à préciser le chiffre d'affaires réalisé avec Volkswagen.

SOCIAL

Pour la première fois depuis 1990

Rencontre au sommet entre la CGT et la CFE-CGC

La CGT et la CFE-CGC ont publié, jeudi 23 septembre, un communiqué commun soulignant *«leur opposition à la politique fiscale du gouvernement et ses conséquences pour le financement de la protection sociale»*. Ce texte – publié trois jours après la rencontre, le 20 septembre, entre Louis Viannet (CGT) et Paul Marchelli (CFE-CGC) – indique que les deux organisations *«sont convenues de rester en contact, d'échanger leur approche sur les principaux dossiers sociaux et de contribuer à créer les conditions d'une plus grande intervention des salariés dans la défense de leurs intérêts»*.

Alors que la CGT *«a rappelé son opposition à la contribution sociale généralisée»*, la CFE-CGC conteste pour sa part *«une CSG fiscalisée»*. La dernière rencontre entre les dirigeants des deux centrales, qui ont mis en exergue *«la solidarité du syndicalisme français et son engagement aux côtés de ceux qui sont rejetés du monde du travail»*, avait eu lieu en octobre 1990.

□ **Budget : la Fédération des travaux publics émet des critiques.** – *«Le projet de budget démontre que le gouvernement annule, moins de quatre mois après l'avoir fait voter au Parlement, le plan de soutien aux travaux publics»*, a indiqué Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) jeudi 23 septembre. Très critique, M. Levaux a noté que *«la baisse de plus de 30 % des crédits d'équipements routiers et la stagnation des dotations aux collectivités locales sont des éléments extrêmement négatifs qui risquent de se traduire par la perte de confiance des chefs d'entreprise et par des milliers de licenciements.»*.

□ **La FNB : les éléments essentiels du plan de relance sont préservés.** – Le projet de budget pour 1994 *«préserve pour l'essentiel les éléments positifs du plan de relance du bâtiment»*, a estimé, vendredi 24 septembre, la Fédération nationale du bâtiment. *«Le dispositif retenu en matière d'aides à la pierre prolonge, à l'exception des prêts locatifs aidés, l'effort consenti dans le collectif budgétaire de juin 1993*, a-t-il noté.

Un «livre blanc» de la FNATH

L'«ineptie» du système d'indemnisation des victimes d'accidents du travail

En présentant pour la première fois, mercredi 22 septembre, un «livre blanc» sur les accidents du travail, la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) a souhaité *«dénoncer l'ineptie»* actuelle du système de réparation des victimes d'accidents professionnels. Compte tenu de la tendance, encouragée par la crise économique et la précarisation des emplois, à la *«sous-déclaration»* des accidents du travail et *«des pratiques toujours plus restrictives»* des caisses d'assurance-maladie en matière de reconnaissance de ces accidents, *«les statistiques officielles ne recouvrent pas la réalité des risques professionnels»*, a estimé Marcel Royez, secrétaire général de la FNATH, faisant allusion aux dernières estimations de la CNAM relatives à une diminution de 3,2 % des accidents du travail en 1992 (*le Monde* du 22 septembre).

Avec ce «livre blanc», la FNATH souhaite, exemples à l'appui, faire *«prendre conscience»* aux pouvoirs publics et aux syndicats gestionnaires des caisses de Sécurité sociale, des *«dérives»* d'un système aboutissant, selon elle, à la diminution des efforts – notamment financiers – des employeurs en matière de prévention. A l'heure où le gouvernement s'est engagé dans la réduction des déficits des caisses de Sécurité sociale, la FNATH entendait aussi rappeler aux pouvoirs publics que le financement de la branche accidents du travail, fondé sur une participation des employeurs proportionnelle au nombre d'accidents reconnus, *«avait sa logique propre»*. *«On ne peut pas contraindre les victimes d'accidents du travail en exonérant les responsables»*, prévient M. Royez.

► **FNATH, 20, rue Tarentaise, 42029 Saint-Etienne Cedex 1. Tél. : 77-33-01-58.**

Les négociations salariales dans la fonction publique s'ouvriront le 30 septembre

Les négociations salariales dans la fonction publique s'ouvriront le 30 septembre, a annoncé, vendredi 24 septembre, le ministère de la fonction publique. En prenant cette décision, le gouvernement *«manifeste ainsi son attachement au dialogue social et à la politique contractuelle»*, précise le communiqué, qui ne donne aucune indication sur la nature des discussions. Au cours de contacts préalables avec les sept fédérations de fonctionnaires (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FEN, FGAF et FO), le gouvernement avait marqué sa préférence pour la signature d'un accord couvrant les années 1994 et 1995. Quitte à donner satisfaction aux organisations syndicales qui, de leur côté, souhaitent que 1993 ne soit pas une année «blanche» (*le Monde* du 16 septembre).

Pour protester contre le chômage

Près de 10 000 personnes ont manifesté à Maubeuge

Samedi 25 septembre, à Maubeuge (Nord), près de 10 000 personnes ont manifesté pour protester contre la détérioration de l'emploi dans le bassin de la Sambre. Les élus, issus de tous les partis politiques à l'exception des Verts, et tous les syndicats y ont participé. Dix véhicules de sapeurs-pompiers, gyrophares en action, ouvraient la marche et les cloches des églises sonnaient le glas.

La région est très affectée par le chômage. On y compte 18 % de chômeurs et, dans la seule ville de Jeumont, le taux de chômage atteint les 28 %. Cette situation se trouve aggravée avec l'annonce, par Jeumont-Industries, filiale du groupe Framatome, d'un plan social comportant la suppression de 401 emplois. Jeumont-Industries fabrique les moteurs de TGV, les moteurs de sous-marins nucléaires et les réacteurs des centrales nucléaires.

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés de l'industrie du luxe

Investcorp prend le contrôle total de Gucci

Investcorp (Arabian Investment Banking Corp.), banque d'affaires fondée en 1982 par un Irakien en exil, Nemir A. Kirdan, devait annoncer, lundi 27 septembre, la prise de contrôle quasi totale de Gucci, l'un des plus grands noms de l'industrie italienne du luxe.

Révélée par le quotidien britannique *Financial Times*, l'opération donne à la banque, qui détenait déjà 50 % des actions de la société, le contrôle total de la firme italienne. Investcorp achète, en effet, les 50 % restants, jusqu'ici détenus par Maurizio Gucci, le petit-fils du fondateur de la société, pour 170 millions de dollars (952 millions de francs).

Contrôlée par des capitaux arabes du Golfe, Investcorp figure parmi les banques les plus rentables de la planète et vise toujours un retour sur investissement de 15 % à 20 % par an malgré la crise (*le Monde* du 10 août 1992). Outre la distribution et l'agroalimentaire, la banque a, il est vrai, privilégié les investissements dans des sociétés prestigieuses comme Tiffany's et Saks Fifth Avenue aux États-Unis, Chaumet et Breguet en France, Riva et, bien sûr, Gucci en Italie.

En 1989 déjà, la banque d'affaires avait mis à profit les dissensions de la famille Gucci pour prendre 50 % du capital de Guccio Gucci Spa, la maison-mère du groupe à Florence, ainsi que 50 % de Gucci America Inc. Elle devrait profiter cette fois de la crise du luxe, qui a fait plonger les résultats de Gucci dans le rouge et chuter son chiffre d'affaires d'environ 25 % en deux ans. Selon le *Financial Times*, Maurizio Gucci devrait abandonner toute responsabilité dans l'entreprise familiale.

P.-A. G.

Enregistrant une amélioration de ses comptes au premier semestre

Essilor serait sur la voie du redressement

« Nous sommes sortis du tunnel », a affirmé, jeudi 23 septembre, Gérard Cottet, PDG d'Essilor International, numéro un mondial des verres pour lunettes, *« mais nous émergeons dans un paysage plutôt brumeux »*. En tout cas, pour un chiffre d'affaires de 2,87 milliards de francs au premier semestre 1993, en hausse de 6,5 %, le groupe a enregistré une augmentation de 22 % de son bénéfice d'exploitation à 311 millions de francs, de 74 % pour un résultat net de 137 millions de francs contre 77 millions, chiffre supérieur à ce qui était initialement prévu.

A l'origine de ce redressement qui fait suite à deux exercices antérieurs assez difficiles, on trouve d'abord la diminution des charges de personnel, de l'ordre de 55 millions de francs. Depuis 1991, les effectifs du groupe ont été ramenés à 13 000 personnes, après suppression de 1 500 emplois, dont 1 200 en France. S'y ajoutent les *« effets positifs de la réduction des foyers de pertes antérieurs »*, expression pudique pour qualifier le recentrage du groupe sur ses métiers de base après quelques aventures coûteuses. Ainsi, la filiale Angénieux a été vendue à Thomson et à L'Air liquide.

Les frais financiers ont diminué. L'endettement a été ramené à 985 millions de francs, soit 37 % des capitaux propres, contre 44 % auparavant. Commercialement, la bonne tenue des ventes sur le marché nord-américain (+ 17 % en devises) a plus que compensé la morosité du marché européen, pratiquement stable, le chiffre d'affaires augmentant néanmoins de 5 % en France malgré la crise. Pour le second semestre 1993, on attend, chez Essilor, un redressement de l'Europe, déjà amorcé, et la confirmation des performances en Amérique du Nord, ce qui permettrait d'obtenir des résultats globaux en ligne avec ceux du premier semestre.

Dans le domaine technique, on note une relance sur l'Europe des verres progressifs Varilux et leur très vif développement aux Etats-Unis, où les verres organiques photochromiques Transitions, dont la couleur fonce sous l'action du soleil, ont effectué une percée spectaculaire après des déboires initiaux. D'une manière générale, la concurrence reste très dure sur les marchés internationaux, que ce soit de la part des Japonais Hoya, Seiko et Nikko ou de celle de l'américain Sola, numéro deux mondial, qui vient de changer de mains au profit d'un groupe d'investisseurs privés originaire des Etats-Unis.

FRANÇOIS RENARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

MANAGEMENT

□ **Ferruzzi : renouvellement du conseil d'administration de la filiale négoce.** – Le conseil d'administration de la filiale de négoce du groupe italien Ferruzzi, la société Ferruzzi Italia, a été entièrement renouvelé par l'assemblée générale de la société, qui s'est réunie à Ravenne (Italie) vendredi 24 septembre. L'assemblée générale a nommé M. Emilio Mauri au poste de président de Ferruzzi Italia, et au poste d'administrateurs Guido Angiolini et Stefano Rosetti Zannoni. Précédemment, le conseil d'administration était composé notamment de Arturo Ferruzzi, de son beau-frère Vittorio Giuliani-Ricci et de Romano Venturi, ex-directeur général du secteur négoce. M. Mauri était déjà responsable du secteur *« négoce de matière première »* de la holding Ferruzzi Finanziaria depuis juillet.

RÉSULTATS

□ **AGF : très légère progression au premier semestre.** – Le groupe d'assurance public, les AGF, a enregistré sur les six premiers mois de l'année un résultat net consolidé de 1,411 milliard de francs en très légère progression par rapport à celui de la période équivalente de 1992 (1,402 milliard). Le président des AGF, Michel Albert, s'est déclaré *« relativement confiant »* pour l'ensemble de l'année 1993 mais n'a donné aucune précision chiffrée. En 1992, les AGF avaient dégagé un résultat net (part du groupe) de 1,49 milliard de francs, pour l'essentiel réalisé au premier semestre.

PROJET

□ **Lyonnaise-Dumez va fusionner avec une société détenant 4,16 % de son capital.** – Lyonnaise des Eaux-Dumez, le groupe français spécialisé dans le bâtiment-travaux publics et les services aux collectivités, va fusionner avec la société Sogepor, qui détient 4,16 % de son propre capital. Sogepor est elle-même détenue par la famille Chaufour (les anciens propriétaires de Dumez) et par quatre institutionnels : BNP, Société générale, AXA et Crédit national, précise un communiqué publié mercredi 22 septembre. Ce projet se traduira par une augmentation du capital de Lyonnaise des Eaux-Dumez au profit des actuels actionnaires de Sogepor et par la création d'une ligne d'autocontrôle. Ce projet pourrait aboutir avant la fin 1993.

CRISE

□ **La compagnie charter danoise Sterling Airways acculée à la faillite.** – La faillite de la société danoise Sterling Airways, qui a été dans les années 70, la plus grande compagnie charter privée du monde a été prononcée mercredi 22 septembre. Créée en 1962 par un pasteur visionnaire, Eilif Krogager, propriétaire du groupe de voyages Tjaereborg, la vente de Tjaereborg à son concurrent Spies, en 1989, a sonné le glas de Sterling privée de sa clientèle de base. Grevée par des dettes de plus de 680 millions de francs, Sterling Airways a vu son chiffre d'affaires passer de 1,36 milliard de francs en 1989, à 935 millions de francs en 1993. Elle a affiché des pertes de 316 millions de francs, contre des bénéfices de 90 millions de francs, quatre années plus tôt. Sterling Airways comptait 1400 salariés et transportait environ 700 000 passagers par an. – *(Corresp.)*

FUSION

□ **Equipements pétroliers américains : accord entre Dresser et Baroid.** – Dresser Industries et Baroid Corporation, deux compagnies américaines spécialisées dans les équipements de prospection et d'exploitation pétrolières ont annoncé récemment la conclusion d'un accord de fusion. Cette fusion, par échange d'actions pour un montant de 900 millions de dollars environ, devrait être effective à la mi-janvier prochain. Elle permettra à Dresser de développer ses activités dans le secteur des services pour l'industrie pétrolière, a indiqué la firme dans un communiqué. Les produits et services fournis par les deux sociétés sont *« très complémentaires »*, a souligné le président de Dresser John Murphy. Dresser Industries, dont le siège est à Dallas (Texas), a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires de Baroid, basé à Houston (Texas), est de 755 millions de dollars.

OUVERTURE

□ **Ted Lapidus inaugure une boutique de prêt-à-porter à Alma-Ata.** – Le couturier parisien Ted Lapidus a inauguré, à la mi-septembre, sa première boutique à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan. La maison de couture a choisi le cadre de la Maison de la France pour ouvrir cette nouvelle vitrine, décorée à l'image des boutiques parisiennes, où seront diffusés le prêt-à-porter masculin et féminin, la maroquinerie et les accessoires.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 septembre ↑ Bien orientée

Dans le sillage de la séance de vendredi, première du terme boursier d'octobre, la Bourse de Paris poursuivait sa progression lundi 27 septembre. En hausse de 0,59 % au début des transactions, les valeurs françaises s'appréciaient de 1,07 % une heure plus tard. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,96 % à 2 112,55 points.

« Traditionnellement, au début du mois boursier, la Bourse est soutenue par de nouvelles prises de position », indiquait un opérateur. « Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que le marché corrige une baisse qui a été ininterrompue jusqu'à jeudi dernier », a-t-il ajouté.

Préoccupés la semaine dernière par les événements en ex-URSS, les boursiers reprennent confiance lundi, et croient toujours à une prochaine baisse des taux d'intérêts.

Mais certains professionnels estiment que les anticipations de baisse de taux sont présentes dans les esprits depuis des semaines et que, même si la baisse se concrétisait lundi lors de l'appel d'offres de la Banque de France, elle ne produirait guère d'effets. En revanche, le dépassement du seuil de 2 100 pour l'indice CAC constitue un signal d'achat très fort et l'indice pourrait aller tester 2 120/2 122.

Des professionnels soulignent que les valeurs qui enregistrent les plus fortes variations ne sont pas toujours les plus importantes de la cote.

La Segem gagne 6,2 % dans un volume de 495 titres. La valeur continue de profiter de la hausse de 13,4 % à 179,2 millions de francs de son bénéfice au premier semestre.

BSN gagnait 0,8 % à 876 francs. Le groupe alimentaire a annoncé la semaine dernière une baisse marginale de son bénéfice. Selon un professionnel, « la guerre des prix sur les biscuits a pesé sur les marges, mais BSN reste une belle valeur ».

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

	17-9-93	24-9-93
Valeurs franç. à rev. variable	117,8	117,3
Valeurs industrielles	112,2	111,8
Valeurs étrangères	129,3	132,5
Pétroles-Énergie	117,2	117,4
Chimie	97,8	98,2
Métallurgie, mécanique	118,2	119,2
Électricité, électronique	112,8	111,2
Bâtiment et matériaux	125,5	125,2
Ind. de consom. non alim.	116,8	116,5
Agroalimentaire	104,6	102,3
Distribution	130,6	132,6
Transports, loisirs, services	111,5	112,4
Assurances	142,1	141
Crédit banque	119,4	119
Sicovam	138,3	136,6
Immobilier et foncier	128,4	126,8
Investissement et portefeuille	134,9	135,7
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 648,3	4 640,3
Valeurs étrangères	4 473,7	4 584,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	670,8	669,5
Valeurs étrangères	604,8	619,6

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	17-9-93	24-9-93
Indice général	577,4	577,6
Produits de base	483,4	483,1
Construction	529	522,8
Biens d'équipement	308	308,2
Biens de consom. durables	577,7	588
Biens de consom. non durables	972,3	982,3
Biens de consom. alim.	890,5	871,4
Services	571,3	577,1
Sociétés financières	641,2	637,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	490,9	495,6
Valeurs industrielles	572,6	571,1

TOKYO, 27 septembre ↓ Net recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse, lundi 27 septembre, malgré une hausse initiale, et l'indice Nikkei s'est établi juste au-dessus de la barre des 20 000 points. A l'issue des transaction, le Nikkei a perdu 213,42 points, soit 1,05 %, à 20 094,11 points. Le volume des échanges s'est élevé à 200 millions d'actions, une baisse considérable par rapport à vendredi où il s'était échangé 302,8 millions de titres.

La cote a reculé sous la pression de ventes de petits lots alors que la majorité des investisseurs étaient sur la touche, en l'absence d'éléments directeurs nouveaux. Selon un intervenant, la baisse s'explique par des dénouements de positions d'arbitrage et par des ventes liées à l'arrivée à échéance de certains contrats.

VALEURS	Cours du 24 sept.	Cours du 27 sept.
Ajinomoto	1 410	1 410
Bridgestone	1 310	1 310
Canon	1 450	1 440
Fuji Bank	2 190	2 200
Honda Motors	1 490	1 480
Matsushita Electric	1 410	1 440
Mitsubishi Heavy	679	670
Sony Corp.	4 580	4 480
Toyota Motors	1 680	1 670

La COB transmet le dossier Liberty Group au parquet

La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé de transmettre au parquet de Paris le dossier d'enquête sur les activités du Liberty Group, ensemble de sociétés américaines et françaises. A la suite d'une enquête sur les trois filiales françaises – Liberty Nobility Properties, la SARL Liberty Leisure Investment et la SNC Liberty Participation-Le Mont Blanc, – la COB a constaté que Liberty Group démarche des particuliers et des entreprises en France pour leur proposer des montages financiers ou des prêts d'argent *via* la National Security Bank à Vanuatu. La COB rappelle à cette occasion que le démarchage pour des prêts d'argent, par toute personne et organisme autres que les banques et établissements financiers, est interdit et sanctionné par la loi du 28 décembre 1966.

CHANGES

Dollar : 5,6800 F ↓

Lundi 27 septembre, le deutschemark évoluait faiblement à 3,4856 francs lors des premiers échanges entre banques, contre 3,4830 francs dans les échanges interbancaires vendredi en fin de journée (3,4790 francs selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar se repliait à 5,6800 francs contre 5,7380 francs vendredi 24.

FRANCFORT	24 sept.	27 sept.
Dollar (en DM)	1,6475	1,6322
TOKYO	24 sept.	27 sept.
Dollar (en yens)	106,05	106,27

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (27 sept.)	7 1/16-7 3/16 %
New-York (24 sept.)	2 15/16 %

BOURSES

	23 sept.	24 sept.
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	577,71	577,60
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 057,53	2 092,60

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	23 sept.	24 sept.
Industrielles	3539,75	3543,11

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	23 sept.	24 sept.
100 valeurs	3001,30	3 005,20
30 valeurs	2312,40	2 309,20
Mines d'or	173,90	178,90
Fonds d'Etat	101,59	101,65

FRANCFORT

	23 sept.	24 sept.
Dax	1916,51	1885,66

TOKYO

	24 sept.	27 sept.
Nikkei Dow Jones	20 307,53	20 094,11
Indice général	1631,36	1 620,36

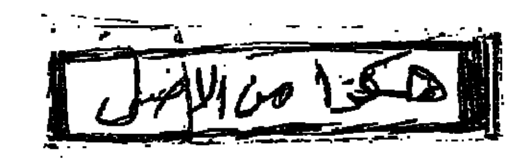
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,6870	5,6900	5,7418	5,7463
Yen (100)	5,3484	5,3538	5,4088	5,4158
Ecu	6,6355	6,6420	6,6259	6,6354
Deutschemark	3,4855	3,4875	3,4883	3,4915
Franc suisse	3,9872	3,9922	4,0100	4,0170
Lire italienne (1000)	3,5993	3,6036	3,5833	3,5889
Livre sterling	8,5970	8,6045	8,6215	8,6322
Peseta (100)	4,3372	4,3412	4,3023	4,3097

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 9/16	2 11/16	2 1/2	2 5/8	2 7/16	2 9/16
Ecu	7 11/16	7 13/16	7 7/16	7 9/16	7 1/8	7 1/4
Deutschemark	6 13/16	6 15/16	6 9/16	6 11/16	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 7/16	4 9/16
Lire italienne (1000)	8 11/16	8 15/16	8 11/16	8 15/16	8 5/8	8 7/8
LIVRE STERLING	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 11/16	5 13/16
Peseta (100)	10 1/4	10 5/8	9 15/16	10 3/16	9 9/16	9 15/16
Franc français	7	7 1/4	6 15/16	7 1/8	6 5/8	6 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 27 SEPTEMBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,93 % (2112,01)

Règlement mensuel

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+9,89	EDF-GDF 3%	5600	5640	+0,71
+22,91	B.N.P. (T.P)	1030	1030	—
+23,52	Cr.Lyonnais(T.P.)	1030	1050	+1,94
+34,38	Renault (T.P.)	2217	2216	-0,05
+46,68	Rhone Poulenc(T.P)	2429	2420	—
+10,38	Saint Gobain(T.P.)	1130	1141	+0,97
+24,69	Thomson S.A (T.P)	1050	1030	-1,90
+2,27	Accor 1	638	629	-0,16
-3,12	Air Liquide 1	763	774	+1,44
+4,04	Alcatel Alsthom 1	715	720	+0,70
+42,28	Alspi 1	376,50	377	+0,13
+31,62	AGF(Ass.gle.Fce) 1	660	658	-0,30
+51,78	Axa 1	1524	1527	+0,20
-4,67	Bail Equipement 1	52	53	+1,92
+81,67	Bail Invest. 1	1145	1150	+0,44
+28,28	Bancaire (Cie) 1	504	508	+0,79
+10,86	Banque Colbert C2	154	153	-0,65
—	Bazar Hot. Ville 2	813	—	—
+4,91	Berger (M) 2	1275	1280	+0,39
+20,41	Bertrand Faure 2	460	460	—
+41,48	BIC 1	1335	1330	-0,37
+24,47	BIS 1	152	153,10	+0,72
+31,16	B.N.P. CI 1	273	274,80	+0,66
-3,59	Bollore Techno.1	437	429	-1,83
-14,98	Bongrain 1	2770	2763	-0,25
+40,72	Bon Marche (Au) 1	670	660	-1,49
+20,49	Bouygues 1	682	682	—
-8,28	BSN 1	869	875	+0,69
+12,46	Canal + 1	1225	1236	+0,90
+29,09	Cap Gemini Sogeti 1	209,40	213	+1,72
+8,78	Carnaudmetalbox 1	198	196,90	+0,46
+45,21	Carrefour 1	3390	3433	+1,27
+10,32	Casino Guichard 1	163,50	165,60	+1,28
+34,38	Casino Guich.ADP 1	127,90	128	+0,08
+51,87	Castorama Dl (Li) 1	749	748	-0,13
+13,81	C.C.F. 1	247,60	249,70	+0,85
+28,22	CCMC-Managid(Ly) 2	38,10	38,75	+10,11
+100,33	Cegid (Ly) 1	275	275	—
-12,92	Centrest (Ny) 2	35	35,70	+2
+30,13	CEP Communication 1	379	380	+0,26
+49,82	Cerus Europ.Reun 1	114	114,60	+0,53
+49,78	Cetelem 1	1118	1129	+0,98
+32,32	CGIP 1	1267	1265	-0,16
-14,29	Chargeurs 1	1095	1109	+1,28
+39,86	Christian Dior	335	325	-2,99
+18,08	CICA (M) 2	562	555	-1,25
—	Ciments Fr.Priv.B	321,20	—	—
-2,94	Clarins 1	483	495	+2,48
+1,49	Club Mediterranee 1	388	387,50	+0,39
+12,83	Colas 1	998	996	-0,20
—	CGP (Papiers)(Ly) 2	555	—	—
—	Comptoir Entrep. 1	279	—	—
+21,16	Comptoir Moder. 1	1495	1500	+0,33
+100	CPR Paris Reesc. 1	448	468	+4,46
+28,20	Credit F.France 1	1160	1160	—
+28,82	Credit Local Fce 1	421	431,20	+2,42
+51,28	Credit Lyonn.CIP 1	715	705	-1,40
+26,79	Credit National 1	663	675	+1,81
+6,64	CSEE 1	549	553	+0,73
+57,16	Damart 1	5040	5100	+1,19
+28,35	Dassault-Aviation 1	500	465	-7

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+87,47	Dassault Electro 1	360,10	356,20	-1,08
+46,61	De Dietrich 1	1886	1885	-0,05
+19,04	Degremont 1	507	515	+1,58
+12,01	Dev.R.N-P De Cal 2	40	40,10	+0,25
+75,10	Dev.R.Sud-Est Ly 2	80	82,30	+2,88
+19,78	DMC (Dollfus Mi) 1	325	322	-0,92
+60,36	Docks France 1	614	619	+0,81
+58,89	Dynaction 1	134	136,50	+1,87
+22,48	Eaux (Gle Des) 1	2828	2858	+1,14
+0,14	EBF (Epeda B.) 1	700	700	—
+33,58	Ecco 1	530	529	-0,19
+66,29	Eiffage(ex Foug.) 1	1035	1031	-0,39
+11,28	Elf Aquitaine 1	394,60	403	+2,13
-11,82	Elf Sanofi 1	1004	992	-1,20
+52,99	Erap-Elf CPat 1	354	361	+1,98
+40,41	Eridania Beghin 1	822	820	-0,24
+52,76	Essilor Intl 1	619	610	-1,45
+95,05	Essilor Intl ADP 1	356	355	-0,28
+9,92	Esso 1	838	842	+0,48
+57,81	Eurafrance 1	2006	2020	+0,70
-8,39	Euro Disney 1	58,35	58,50	+0,26
+37,61	Euro RSCG W.W	595	600	+0,84
+50,95	Europe 1- 1	1190	1185	-0,42
+59,04	Eurotunnel 1	42,80	43,80	+2,34
+75	Filipacchi Medias	733	735	+0,27
+31,46	Finextel 1	155	155	—
+82,80	Fives-Lille 1	382	400	+4,71
+37,02	Fromageries Bel 1	4520	4630	+2,43
+5,62	Galeries Lafayet.1	1908	1868	-2,11
+51,86	GAN 1	490,10	501	+2,22
+13,28	Gascogne (B) 1	362	360	-0,55
+51,77	Gaz Eaux(Fin.Ind) 1	1835	1850	+0,82
+15,56	Geophysique 1	645	646	+0,16
-1,23	Groupe Andre S.A.	638	640	+0,31
+45,23	Groupe De La Cite 1	670	671	+0,15
+41,39	GTM-Entrepose 1	490	485	-1,02
+10,84	Guyenne Gascogne 1	1665	1645	-1,20
+10,23	Havas 1	481	477	-0,83
+0,84	IDIA 1	236	240	+1,69
+40,57	Imetal 1	495	492	-0,61
-16,72	Immob.Phenix 1	132	130	-1,52
+4,88	Ingenico 1	150	153	+2
+65,16	Ins.Merieux Int. 1	2400	2418	+0,75
+29,76	Interbail 1	546	545	-0,18
+56,64	Intertechnique 1	585	589	+0,68
+29,61	Jean Lefebvre 1	1146	1113	-2,88
+42,31	Klepierre 1	650	676	+4
+22,66	Labinal 1	750	736	-1,87
+20,18	Lafarge Coppee 1	407,70	408,50	+0,20
+71,80	Lagardere (MMB) C1	141	142	+0,71
+97,16	Lapeyre C1	243	250,40	+3,05
+7,69	Lebon 2	285	280	-1,75
+20,55	Legrand 1	4800	4822	+0,46
+38,90	Legrand ADP 1	3035	3050	+0,49
+56,36	Legris indust. 1	203	205	+0,99
+31,98	Locindus 1	941	955	+1,49
+6,18	LVMH Moet Vuitton 1	3900	3916	+0,41
+8,96	Lyon.Eaux-Dumez 1	530	535	+0,94

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+37,33	Marine Wendel 1	390	394	+1,03
+79,14	Matra-Hachette 1	143	146	+2,10
-6,54	Metaleurop 1	75,80	74,30	-1,98
+10,71	Metrologie Intl 1	16,30	17,05	+4,60
+2,47	Michelin 1	181,50	186	+2,48
+44,15	Moulinex 1	110,40	111	+0,54
+45,13	Navigation Mixte 1	1075	1074	-0,09
+21,42	Nord-Est 1	154	153	-0,65
+166,66	Nordon (Ny) 1	555	560	+0,90
-28,21	Olipar 1	36,80	37,50	+1,90
+8,24	Oreal 1	1144	1155	+0,96
+34,84	Paribas 1	483,70	485,20	+0,32
+11,85	Pechiney CIP 1	336,50	332,10	-1,31
-2,82	Pechiney Intl 1	202	203	+0,50
+15,14	Pernod-Ricard 1	412,50	422	+2,30
+10,65	Peugeot 1	645	654	+1,40
+6,84	Pinault-Printemps 1	755	765	+1,32
-10,54	Plastic-Omn.(Ly) 1	740	755	+2,03
+102,16	Poliet	365,60	374	+2,30
+3,89	Primagaz 1	875	866	-1,03
+64,85	Promodes 1	900	910	+1,11
+54	Radiotechnique 1	352	346,50	-1,56
+31,19	Redoute(S.A.La) 1	8620	8580	-0,46
+55,88	Remy Cointreau 1	212	212	—
+33,68	Rexel(ex.CDME) 1	544	540	-0,74
—	Rhone Poulenc A 1	152	154	+1,32
-6,50	Rochette (La) 1	30,60	32,35	+5,72
+44,41	Roussel Uclaf 1	624	627	-0,48
+32,59	Rue Imperiale(Ly) 1	3680	3710	+0,82
+33,97	Sade (Ny) 1	175	173	-1,14
+77,68	Sagem 1	2024	2150	+6,23
+8,43	Saint-Gobain 1	546	553	+1,28
+14,97	Saint-Louis 1	1337	1359	+1,65
+10,67	Salomon (Ly) 1	1825	1815	-0,55
+54,39	Salvepar (Ny) 2	460	457	-0,65
+39,93	Sat 2	2011	2015	+0,20
+25,64	Saupiquet (Ns) 1	979	975	-0,41
+22,87	Schneider 1	731	736	+0,68
+8,55	SCOA 1	14,40	14,60	+1,39
+56,85	SCOR S.A 1	616	618	+0,32
+43,56	S.E.B. 1	489	491	+0,41
+18,20	Sefimeg 1	505	500	-0,99
+42,52	Selectibanque 1	186	183	-1,61
+137,15	Sextant Avionique 1	300	300	—
+100	SFIM 2	990	1008	+1,81
+61,65	SGE 1	271,60	274	+0,88
+25,93	Simco 1	558	554	-0,72
+42,12	S.I.T.A 1	632	635	+0,47
+93,18	Skis Rossignol 1	1592	1588	-0,25
+46,37	Sligos 1	535	535	—
+1,94	Societe Gale A 1	629	630	+0,16
+11,25	Sodecco (B) 2	43	44,50	+3,49
+3,29	Sodero (Ns) 2	71	72	+1,41
-0,99	Sodexho 1	990	991	+0,10
+92,15	Sogenal (Ny) 2	151	147	-2,65
+65,27	Sommer-Allibert 1	1890	1894	+0,21
+28	Sophia 1	502	504	+0,40
+49,58	Sovac 1	1460	1436	-1,64

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+76,81	SPEP	367	368	+0,27
+33,95	Spie Batignolles 1	379,90	373,60	-1,68
-3,57	Strafor Facom 1	540	540	—
+38,39	Suez 1	344,50	345,30	+0,23
+7,49	Synthelabo 1	250	250	—
+15,86	Thomson-CSF 1	164,90	168	+1,88
+30,08	Total 1	300,10	302,70	+0,87
+23	UAP 1	596	608	+2,01
+85,28	UFB Locabail 1	360	361,30	+0,36
+38,41	UGC DA(ex Robur)M1	222	231,90	+4,46
+21,11	UIC 1	535	545	+1,87
+33,08	UIF 1	600	603	+0,50
+24,21	UIS 2	985	995	+1,02
+53,23	Unibail 1	531	521	-1,88
+68,78	Valeo 1	1074	1090	+1,49
+47,88	Vallourec 1	211	210	-0,47
+38,44	Via Banque 1	348	350	+0,57
+28,72	Worms & Cie 1	289	293,50	+1,56
+24,18	Zodiac 1	1737	1737	—
+32,86	Elf Gabon	1002	1039	+3,69
+41,97	Amax 1	130	126,50	-2,69
+59,64	American Barrick 1	134,50	134,50	—
+47,12	American Express 1	202	204,50	+1,24
+18,81	A.T.T. 1	348	341,60	-1,84
+70,86	Anglo American 1	159,10	170,10	+6,91
+138,47	Amgold 1	363,90	381,80	+4,92
+47,66	Banco Santander 1	285,70	285	-0,25
+24,68	B.A.S.F. 1	871	894	+2,64
+15,19	Bayer 1	1030	1046	+1,55
-30,71	Blenheim Exhibit.1	28,90	29,10	+0,69
+113,33	Buffelsfontein 1	50,50	51,20	+1,39
+31,83	Chase Manhattan 1	211,70	209,30	-1,13
+44,80	Daimler Benz 1	2550	2650	+3,92
+58,77	De Beers 1	96	104	+8,33
+22,39	Deutsche Bank 1	2689	2711	+0,82
+23,68	Dresdner Bank 1	1445	1450	+0,35
+74,78	Driefontein 1	59,95	61	+1,75
+1,24	Du Pont Nemours 1	273,50	269,30	-1,54
+92,48	Eastman Kodak 1	346	335,70	-2,98
+215,31	East Rand 1	17,70	17,50	-1,13
+131,29	Echo Bay Mines 1	60,40	60,60	+0,33
-1,78	Electrolux 1	180	165,20	-8,22
+117,15	Ericsson 1	310	309,90	-0,03
+9,74	Exxon Corp. 1	368,50	371,70	+0,87
+36,16	Ford Motor 1	328,50	326,80	-0,52
+138,54	Freegold 1	62	62,50	+0,81
+18,01	Gencor Limited 1	12,95	13,10	+1,16
+13,75	General Electric 1	558	546	-2,15
+46,92	General Motors 1	273,50	263	-3,84
—	Generale Belgique 1	417,50	—	—
-7,57	Grd Metropolitan 1	38,30	36	-6,01
-13,85	Guinness Plc 1	37	37	—
+14,21	Hanson Plc 1	22,05	22,50	+2,04
+261,19	Harmony Gold 1	23,80	24,20	+1,68
+2,44	Hewlett-Packard 1	395,80	393,40	-0,61
+37,23	Hitachi 1	45,48	44,60	-1,76
+15,15	Hoechst 1	938	950	+1,28
-14,05	I.B.M 1	241	238,50	-1,04

Variation 31/12 (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
+43,75	I.C.I 1	61	62	+1,64
+37,40	I.T.T. 1	530	529	-0,19
+73,82	Ito Yokado 1	287	281,60	-1,88
+52,27	Matsushita 1	76,60	76,90	+0,39
+11,96	Mc Donald's 1	305,80	300,40	-1,77
-28,30	Merck and Co 1	186,90	182,10	-2,57
—	Minnesota Mining 1	593	—	—
+65,52	Mitsubishi Corp. 1	63,50	62,90	-0,94
	Mobil Corporat. 1	436,10	—	—
+19,53	Morgan J.P. 1	431,50	432	+0,12
+1,75	Nestle SA Nom.	4270	4272	+0,05
+51,94	Nippon Meat Packer	93	91,15	-1,99
+22,84	Norsk Hydro 1	149,90	148,40	-1
+172,23	Olsil 1	150	150	—
+19,59	Petrofina 1	1456	1471	+1,03
-37,96	Philip Morris 1	274	267,20	-2,48
+87,33	Philips N.V 1	110,10	112,40	+2,09
+88,05	Placer Dome Inc 1	112,30	114	+1,60
-11,81	Procter Gamble 1	267,10	271,40	+1,61
+9,21	Quilmes 1	210	207,50	-1,19
+212,28	Randfontein 1	44	44,50	+1,14
+5,78	Rhone Poul.Rorer 1	272,10	270,80	-0,48
+26,69	Royal Dutch 1	567	569	+0,35
+5,44	R T Z 1	58,70	60	+2,21
+21,15	Saatchi & Saatchi	13,90	13,80	-0,72
—	Sega Enterprises	580	595	+2,59
+141,47	Saint-Helena 1	42	42,50	+1,19
+11,40	Schlumberger 1	352,10	356,50	+1,25
+22,53	Shell Transport 1	56,25	57,10	+1,51
+12,85	Siemens 1	2271	2291	+0,88
+29,35	Sony Corporation 1	248	240,60	-2,98
+47,34	Sumitomo Bank 1	118	116,40	-1,36
+29,03	T.D.K 1	200,50	200	-0,25
+22,57	Telefonica 1	65,70	65,70	—
+33,57	Toshiba 1	37,85	37,40	-1,19
+9,82	Unilever 1	625	628	+0,48
+15,92	Unit.Technologie 1	320	313	-2,19
+157,23	Vaal Reefs 1	399	400	+0,25
+53,13	Volkswagen A.G 1	1250	1271	+1,68
	Volvo (act.B) 1	299	—	—
+195,11	Western Deep 1	157,60	157	-0,38
-5,46	Xerox Corp. 1	420	415	-1,19
+21,81	Yamanouchi 1	135	134	-0,74
+18,26	Zambia Copper 1	6,25	6,15	-1,60
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—
—		—	—	—

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	117,45	8,083
CEPME 8,5% 88 CB	108,91	2,049
CEPME 9% 89 CA	115,61	8,962
CEPME 9% 92-06 TSR	117,20	2,367
CFD (CCCE) 9,7% 90 CB	122,89	6,219
CFD exCCCE 8,6% 92 CB	117,70	5,396
CRH 8,5% 87-88 CA	111,70	4,797
CFF 10% 88-98	117,50	9,315
CFF 9% 88-97 C1	111,82	8,852
CFF 10,25% 90 C1	122,86	5,504
CRH 8,6% 92-93 CB	114,85	2,121
CLF 8,9% 88 C1	115,20	2,975
CLF 9% 88-93/98 C1	111,59	5,868
CNA 9% 4/92 CB	118,88	3,600
EDF 8,6% 88-89	113,10	5,278
EDF 8,6% 92 C1	116,75	4,029
Emp.Etat 10,8% 79	104,20	0,681
Em.Etat 13,4% 83 CA	101,39	10,279
Em.Etat 10,26% 86 CA	—	5,594
Emp.Etat 6% 93-97	101,50	1,200
Finansder 9% 91 C2#	120,65	7,521
Finansd. 8,6% 92 #C2	114,60	5,725
Floral 9,75% 90 C1	118,14	1,736
OAT 9,90% 12/97 CA	115,50	7,812
OAT TME 81/99 CA	98,78	6,083
OAT 10% 5/00 CA	121,80	3,370
OAT 81 TME CA	108,10	4,320
OAT 8,5% 11/02 CA	116,98	7,126
OAT 8,50% 19 CA	121,25	7,848
OAT 8,50% 92-23 CA	121,90	3,810
PTT 11,2% 85 CB#	119,90	8,451
SNCF 8,8% 87-93 C1	112,50	5,714
Lyon.Eaux 6,5% 90 CV	934	—
	—	—

Actions

VALEURS	Cours Préc.	Dernier cours
Arbel 2	390,10	390
Bains C.Monaco 2	900	900
B.Hypoth.Europ	155	—
B.N.P Intercont.2	450	438
Benedictine	2850	—
Bidermann Ind	408	—
B T P (la cie) 2	35	34,90
Cambodge	860	—
Carbone Lorraine 2	450	450
Case Pedain 2	3,50	—
CBC 1	375	372
Centenaire Blanzy	342,10	344
Ceragan Holding	30	28,60
Champex (Ny)	18,20	—
CIC Un.Euro.CIP 1	258,40	265
C.I.T.R.A.M. (B)	2551	—
Cpt Lyon Alem.2	350	350
Concorde-Ass Risq2	880	917
Constr.Met.Prov.	12,40	12,40
Credit Gen.Ind.	103	—
Darblay	618	—
Didot Bottin	525	—
Eaux Bassin Vichy	2600	—
Ecia 1	388	393

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ent.Mag. Paris	4128	—
Eridania Beghin C1	683	683
Fidei(ex Immofice) 2	354	350
Finalens	370	—
F.I.P.P.	185	173
FNAC 2	2890	—
Fonciere (Cie)	668	669
Foncina	490	488
France I.A.R.D	386	390
France S.A 1	2090	2096
From. Paul-Renard	2050	—
Gaumont 2	702	702
Genefim	334	349
Gevelot	500	500
G.F.C. 1	455	455,20
Groupe Victoire	1480	—
G.T.I (Transport)	268,70	267
Immobail 2	480	475
Immobanque 2	865	864
Im.Marseillaise 2	5800	5710
Invest.(Ste Cle.)	2700	—
Lille Bonnieres	1163	1155
Locafinanciere	525	—
Louvre 1	2440	2441
Lucia	150	—
Machines Bull 2	23	23
Mag.Uniprix	180	176
Metal Deploye	262	260
Mors 2	40	39,10
Navigation (Nle)	156	—
Optorg 2	270	271
Oreal (CI)	900	—
Origny-Desvroise	920	919
Monoprix	1360	1380
Palais-Marmont	430	—
Parfinance	190	192
Paris Orleans	208	206
Piper Heidsieck	750	—
Porcher	240	—
Promodes (CI)	680	680
Publicis 2	888	870
Rochefortaise Com.	165	—
Rosario 2	169	165,10
Rougier	229	228
S.A.F.A.A.	210	—
S.A.F.I.C Alcan	180	189
Saga	343	—
Salins du Midi 2	539	540
Savoisienne M.	162	—
Sfic 2	911	800
S.I.P.H.	105	105
Sofal	460	—
Soffo	310	305
Sofitam	65	—
Sofragi	3510	3510
Soudure Autogene	722	722
Sovabail	420	420
Stemi	975	—
Taittinger 1	2350	2301
Tour Eiffel	285	285
Ufiner Cofreth	1510	1486
Vicat 2	450	450
Virax	110	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	528	—
Akzo NV	500	—
Alcan Aluminium	103,90	—
American Brands	180	—
Arbed	477	—
Asturienne Mines	109,10	—
Banco Pop. Espanol	676	—
Banque Reg.Inter.	34000	34000
Chrysler Corp.	271	—
C.I.R SPA	4	4,10
Commerzbank AG	1040	1070
Dow Chemical Co.1	325	327,50
Fiat Ord.	19,20	20
G.B.L.(Brux.Lamb.)	525	540
Gevaert	1125	—
Glaxo Holdings Plc	57	57
Goodyear T.& R.Cy	251	—
Honeywell Inc.	195	—
Johannesburg Cons.	71,05	—

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Kubota Corp.	35,10	—
Noranda Mines	82,30	—
Olivetti Priv.	7,50	7,50
Pfizer Inc.	357,10	344,20
Ricoh Cy.	38	—
Robeco	346,50	346,80
Rodamco N.V.	172,20	180
Rolinco	349	345,80
Saipem SPA	12,25	—
Sema Group Plc	29	28
SKF Aktiebolaget	70,15	71,50
Tenneco Inc.	283,40	—
Toray Ind.	31,10	31,10
West Rand Cons.	5,50	5,58
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	—
Blanzy-Ouest*	999	—
Brasseries Maroc	400	—
Calciphos*	69	—
Canadien Pacifique	88,30	—
CGH Cogenbor ech.*	7	—
CEGF (Ent.Ga.Fri.)	525	—
Cie Industrielle*	4285	—
Coparex Inter.*	552	—
Cr.Universal (Cie)	239	—
CEAC*	75,85	—
GFF (Grpe Fon.Fr) 2	3	—
Grace and Co	194	—
Table France*	340,10	—
Konmkl. Pakhoed	75,10	—
Lecteurs Monde+*	208	—
Nicolas nom.	850	—

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Oft.Com.Pharm.*	980	—
Partic.Percier*	192,50	—
Rorento	287,70	—
St-Dominique(Fin) 2	155	—
St Gobain Emball.*	1850	—
Schlumberger Ind.*	450	—
SEPR*	1200	—
SMCI (M)	50	—
SPR "B" nom.	257	—
Testut-Aequitas	100	—
Vialprix	1700	—
Waterman*	1100	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cable 1	601	598
B.A.C	23,70	—
Beiron (Ly) 2 #	530	527
Boisset (Ly)	219	220
CRCAM Paris IDF 1	1030	1028
Calberson	326	320
Cardif SA 1	1000	1000
CEGEP #	162	160
CFPI	172	173
C.N.I.M 1	1280	1281
Codetour	330	—
Creeks	139	134
Dauphin OTA	247	245
Devanlay 2	1000	981
Lab.Dolisos	110	—
Editions Belfond	115	—
Europ Propulsion 2	292	295
Finacor	225	224,90
G.L.M. S.A.	698	700
Gravograph	140	134

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Guintoli	807	—
I.C.C. 2	263	266,90
Idianova	70	70
Immob.Hotel. 2 #	1155	1128
Int. Computer	135	—
IPBM	39,80	40,50
Molex	201	—
N.S.C Schlum.Ny	905	905
Sanbo	163,50	163,50
Sopra	300	291
TF1-1	486	490
Thermador Hold(Ly)	351	351
Unilog	248	248
Viel et Compagnie	210	210
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Sicav (sélection) 24 septembre

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	253,24	246,46
Actimonetaire C et D	32094,83	32094,83
Améri-gan	8284,37	7965,74
Amplitude	767,65	745,29
Antigone tresor	735191	735191
Arbitr. Court Terme	8158,63	8158,63
Associa Première	33569,26	33569,26
Associc	1209,07	1209,07
Atout Amérique	101,92	99,43
Atout Asie	100,13	97,69
Atout Futur	533,25	520,24
Aurecic	1534,04	1489,36
Avenir Alizes	1906,95	1869,56
Axa Capital	210,08	203,96
Axa Court Terme	9014,39	9014,39
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	1132,58	1099,51
Axa.Ep.Fr.Ex Ageperg.	919,03	892,26
Axa Europe	141,06	136,95
Axa Investissements	131,26	127,44
Axa NPI	136,92	132,93
Axa Ob.Fr.Extrans.	165,62	160,80
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	160,76	156,08
Axa Prem.Ex.Agepre	130,43	126,63
Axa S&L.Ex.Dr.Sele	163,54	158,78
Axa Valeurs PER	147,18	142,89
Cadence 1	1137,18	1114,90
Cadence 2	1122,18	1100,18
Cadence 3	1115,13	1093,26
Capimonetaire	7845,59	7838,55
Capioblig	7756	7603,92
Capitucic	1611,55	1587,73
Coeds	1555	1526,01
Comptavalor	3963,24	3957,30
Crediinter	497,56	483,07 ◆
Credit Mutuel Capital	1499,30	1469,90
Cred.Mut.Ep.Cour.T	749,85	748,85
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	110,58	107,62
Cred.Mut.Ep.Ind. Dis	108,86	105,75
Cred.Mut.Ep.J	78322,03	78322,03
Cred.Mut.Ep.long.T	221,80	215,67
Cred.Mut.Ep.Monde	1301,85	1267,02
Cred.Mut.Ep.Quatre	1170,44	1139,11
Dieze	1639,10	1608,54
Drouot France	1007,11	977,78
Drouot Sécurité	267,42	259,63
Ecocic	1238,94	1202,85
Ecopar	138,80	134,76
Ecur. Capicourt	201,43	200,93
Ecur. Capitalisation	3066,05	3035,69
Ecur. Expansion	544027,66	544011,64
Ecur. Géovaleurs	2641,08	2564,16
Ecur. Investissement	169,94	164,92
Ecur. Monepremière	75764,21	75764,21
Ecur. Monétaire	22183,55	22183,55
Ecur. Trésorerie	2732,15	2732,15
Ecur. Trimestriel	2144,92	2123,68
Elanciel	129,44	125,67
Emergence Poste	103,82	100,80
Energie	360,71	344,35
Eparcic	4077,69	4077,69
Eparcourt-Sicav	4389,23	4378,39
Epargne Associat.	26492	26190,36
Epargne-Unie	1545,43	1507,74
Ecti Cash capi.	8994,79	8994,79 ◆
Eurco Solidarité	1238,71	1218,52
Eurocic Leaders	1222,39	1186,79
Eurodyn	1338,31	1305,67
Euro Gan	7467,69	7180,38
Fonsicav	16367,67	16335

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-gan	12907,78	12411,33
France Garantie	286,14	285,57 ◆
France Obligations	497,81	492,88
Francic	535,15	519,56
Francic Pierre	133,16	129,28
Francic-Regions	1272,19	1235,14
Fructi-Associations	39,45	39,45
Fructi-Capi	49,58	48,85 ◆
Fructidor	254,45	250,69
Fructifrance action C	223,05	217,61
Fructifrance action D	213,45	208,24
GAN Rendement	5732,95	5649,23
Gestilion	17305,97	17305,97
Gest.Associations	203,82	199,14
Horizon	1573,35	1527,52
HLM Monétaire	15767,54	15767,54
Indicia	1191,88	1168,34 ◆
Indosuez Fse.Court.T	1668,08	1668,06 ◇
Intensys	106,64	105,78
Interepar	114289,61	110960,79
Interoblig	17408,06	17086,73
Intersélection Fce	580,56	569,18
Japacic	197,13	191,39
Jeanepargne	396	331,03
Latitude	2531,81	2527,22
Lion Association	12121,21	12121,21
Lion Institution	36385,93	36295,19
Lionplus	1204,24	1180,63
Lion Trésor	2433,93	2409,83
Livret Bourse Inv.	646,19	627,37
Livret Portefeuil.	819,54	795,67
Méditerranée	205,35	199,37
Mensuel CIC	10464,58	10388,89
Monedem	77869,94	77069,94
Mone.J	40697,70	40697,70 ◇
Monévalor	46279,71	46279,71
Mutualité dépôts	15609,73	15578,57
Natio Court Terme	107089	106769
Natio Court Terme2	322154	322154
Natio Epargne	20641,66	20437,29
Natio Ep. Capital	13024,52	12895,56
Natio Ep. Croissance	2034,07	1979,63
Natio Ep. Obligations	225,35	219,32
Natio-Ep. Retraite	149,55	138,79
Natio Ep. Trésor	9164,89	9148,40
Natio. Eparg. Valeurs	512,02	498,32
Natio-Fran.index	1158,97	1120,17
Natio-Imm.	1439,54	1401,01
Natio-Inter	1790,71	1742,76
Natio-Monétaire	28269,47	28269,47
Natio-Opportunités	1345,88	1309,88
Natio-Patrimoine	1574,03	1531,98
Natio-Perspectives	1298,74	1256,19
Natio-Placements	88599,14	88599,14
Natio-Revenus	1122,10	1110,99
Natio Sécurité	12422,16	12422,16
Natio-Valeurs	992,15	965,60
Nippon-Gan	7424,51	7130,95
Nord Sud Dévelop	1907,96	1904,15 ◆
Obli-Associations	186,32	183,56
Oblicic-Mondial	3118,20	3072,12
Oblicic-Régions	1133,67	1116,92
Oblifutur	3426,61	3362,72
Oblig. tres caté.	218,75	207,84
Oblilion	1724,39	1707,32
Oblisécurité Sicav	14683,06	14683,06
Oblitys	508,47	508,47
Oraction	1491,81	1455,42
Paribas Capitalisation	1888,38	1831,57

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Opportunités	144,10	139,90
Paribas Patrimoine	669,68	650,17
Patrimoine Retraite	256,93	251,89
Pervalor	668,53	655,42
Planinter	1432,35	1397,41 ◆
Pléiade	160,17	155,50
Poste Croissance	6176,58	6170,41
Poste Gestion	74438,23	74438,23
Première Oblig	11174,20	11163,04
Prévoy. Ecureuil	113,54	112,42
Priv'Associations	33123,82	33123,82
Proficius	1033,42	1014,15
Quartz	154,03	150,27
Reacic	177,14	174,52 ◆
Revenus Trimestr.	5682,30	5606,24
Revenu-Vert	1236,98	1213,92
St Honoré Vie & Santé	1062,68	1033,58
St Honoré Bons du Tr.	12625,33	12562,52
St Honoré Invest.	895,44	854,84
St Honoré Pacifique	801,45	765,11
St Honoré Real	16898,83	16823,54
Sécuricic	1950,29	1950,29
Sécuri-Gan	13604	13337,25
Sécuritaux	1563,70	1563,70
Sensivalor	30299,21	30299,21
Sicav Associations	2072,20	2072,20
SFI-CNP Assur	771,15	748,69
S.G. Fr. opport. C et D	1497	1467,65
Sicav 5.000	501,72	488,79
S.I. Est	1606,88	1582,82
Silvafrance	808,59	785
Silvarn	464,48	452,65
Silvarente	239,39	234,70
Silvinter	548,91	526,43
S.N.I.	1259,16	1222,49
Sogenfrance C	1366,91	1340,11
Sogenfrance D	1320,49	1294,60
Sogépargne	358,34	351,31
Soginter	1588,55	1558,38
Soleil Investissements	688,27	681,80
Solstice	2315,80	2310,82
State Street Act. Eur	11829,23	11235,97 ◆
State Street Act. Frce	12578,46	12210,16
St. Str. Act.Japon	15849,69	15313,71
State Street Emer. Mts	16182,81	15404,79
St.Street OAT Plus	12921,73	12668,36
Stratégie Actions	976,99	939,41
Stratégie Rendement	1659,16	1606,93
Techno-Gan	6548,42	6296,56
Thesora	783,45	775,69
Trésor Plus	1526,27	1511,16
Trésor Trimestrial	1092,73	1081,91
Trésoricic	147318,41	147318,41
Trilion	5515,73	5444,95
Uni-Associations	126,04	126,04 ◇
Uni-Foncier	1494,18	1457,72
Unifrance	665,11	648,88
Uni Régions	1374,15	1340,63
Univer	262,89	262,89 ◇
Univers Actions	1543,34	1505,70
Univers Obligations	2097,53	2058,42
Valorg	2308,48	2386,17
Valreal	60088,42	60050,38
Winterthur St-Honore	258,27	246,56
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—
	—	—

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 24/09	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,6980	5,7570	5,40	5,90
Ecu	6,6355	6,6395	—	—
Allemagne (100 dm)	348,4400	347,9000	336	351
Belgique (100 F)	16,3090	16,3065	15,75	16,75
Pays-Bas (100 fl)	310,2700	309,9200	300	321
Italie (1000 lires)	3,5950	3,6100	3,37	3,82
Danemark (100 krd)	85,8200	85,7900	80	88
Irlande (1 iep)	8,1100	8,1325	7,75	8,50
Gde-Bretagne (1 L)	8,6135	8,6200	8,25	9,05
Grèce (100 drachmes)	2,4285	2,4270	2,69	3,09
Suisse (100 f)	400	399,9300	388	410
Suède (100 krs)	70,3900	71	66	75
Norvège (100 k)	79,8600	79,9100	75	84
Autriche (100 sch)	49,5220	49,4460	48	51
Espagne (100 pes)	4,3590	4,3500	4,05	4,60
Portugal (100 esc)	3,4050	3,4000	3,05	3,60
Canada (1 $ can)	4,3118	4,3630	4,05	4,50
Japon (100 yens)	5,3553	5,4383	5,20	5,55

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 24/09
Or fin (kilo en barre)	64800	66400
Or fin (en lingot)	64800	66400
Napoléon (20f)	374	380
Pièce Fr (10 f)	375	—
Pièce Suisse (20 f)	372	380
Pièce Latine (20 f)	378	375
Souverain	479	480
Pièce 20 dollars	2590	2540
Pièce 10 dollars	1225	1225
Pièce 5 dollars	730	—
Pièce 50 pesos	2415	2455
Pièce 10 florins	394	390

Matif (Marché à terme international de France)
24 septembre 1993

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 160 386

Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	126,88	123,56	123,24
Précédent	126,56	123,16	122,86

CAC 40 A TERME
Volume : 34 405

Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93
Dernier	2096	2110,50	2108
Précédent	2068,50	2082,50	2094,50

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

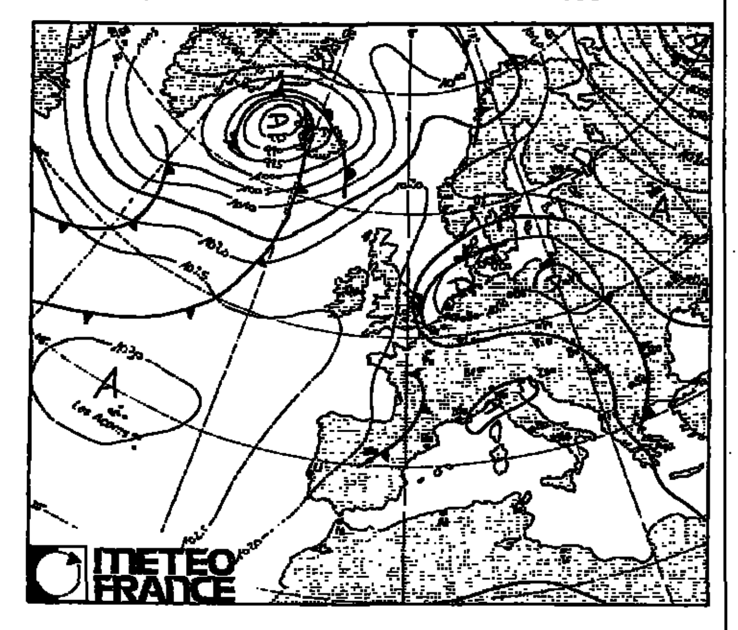
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

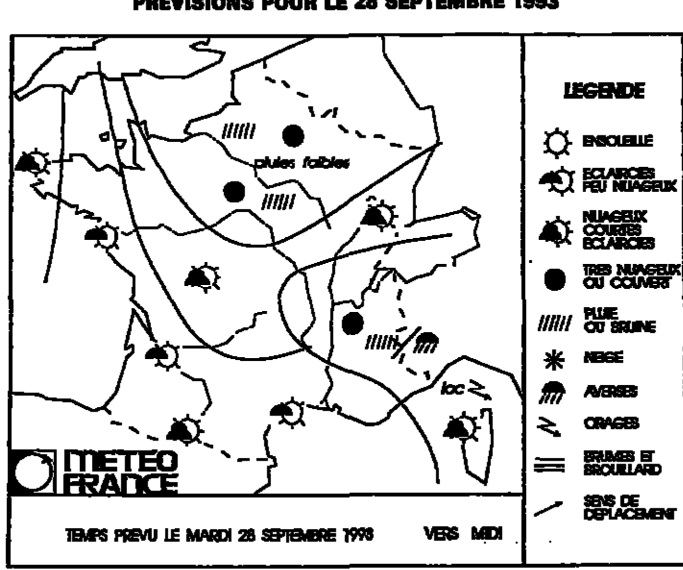
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 28 SEPTEMBRE 1993



Mardi : temps bien nuageux et plutôt frais. – Le matin, nuages et éclaircies alterneront sur le golfe du Lion et la Provence.

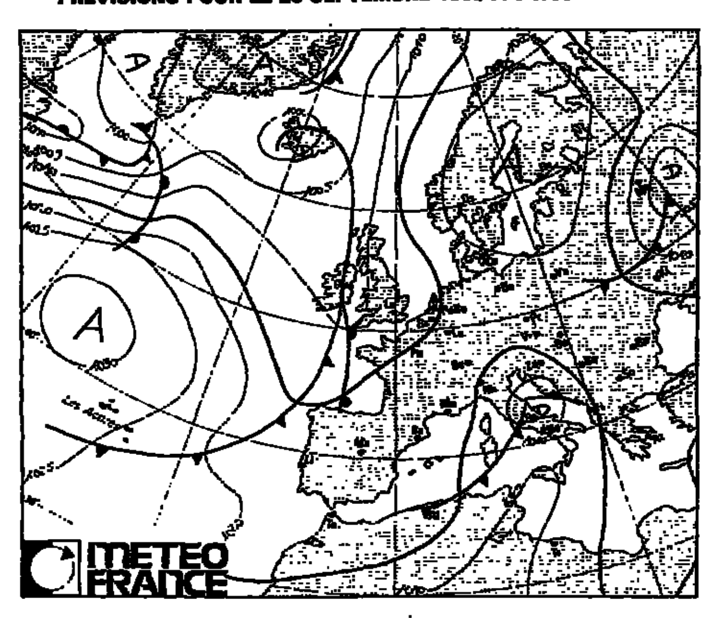
Partout ailleurs, le ciel sera très nuageux. De petites pluies se produiront sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Normandie, l'Ile-de-France, la Champagne-Ardenne, le Centre, la Bourgogne, la Lorraine, la Franche-Comté, Rhône-Alpes et l'Auvergne. Sur la Côte d'Azur et la Corse, il y aura des ondées parfois orageuses.

L'après-midi, les petites pluies gagneront l'Alsace. Les ondées cesseront sur la Corse et la Côte d'Azur. Des éclaircies se développeront sur les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. De nouveaux nuages arriveront sur la Bretagne avec des petites pluies dans la soirée.

Les températures matinales seront fraîches entre 6 et 9 degrés en général, localement 10 à 12 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 11 à 14 degrés sur la moitié sud, localement 20 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 29 SEPTEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-9-1993

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-9-1993 à 18 heures TUC et le 27-9-1993 à 6 heures TUC

FRANCE

AJACCIO	21	12	N
BIARRITZ	16	11	O
BORDEAUX	16	8	B
BOURGES	16	10	C
BREST	14	9	D
CAEN	15	10	C
CHERBOURG	15	9	C
CLERMONT-FER.	15	7	C
DIJON	14	3	B
GRENOBLE	16	6	N
LILLE	14	10	C
LIMOGES	13	7	B
LYON-BRON	13	5	B
MARSEILLE	21	10	N
NANCY	14	5	C
NANTES	16	8	C
NICE	23	13	D
PARIS-MONTS.	16	10	N
PAU	16	9	N
PERPIGNAN	21	13	C
POINTE-A-PITRE	32	23	N
RENNES	17	8	N
ST-ETIENNE	14	5	N
STRASBOURG	14	6	N
TOULOUSE	18	10	C
TOURS	16	9	C

ÉTRANGER

ALGER	28	17	N
AMSTERDAM	12	11	C
ATHÈNES	29	20	D
BANGKOK	33	27	O
BARCELONE	21	12	P
BELGRADE	26	11	C
BERLIN	14	10	C
BRUXELLES	14	10	P
COPENHAGUE	13	11	C
DAKAR	31	23	C
GENÈVE	18	6	B
ISTANBUL	25	15	D
JÉRUSALEM	26	15	D
LE CAIRE	29	19	D
LISBONNE	23	14	D
LONDRES	14	8	C
LOS ANGELES	29	16	D
LUXEMBOURG	14	8	C
MADRID	21	11	N
MARRAKECH	26	15	P
MEXICO	23	13	–
MILAN	18	5	O
MONTRÉAL	13	12	N
MOSCOU	6	–3	C
NAIROBI	26	7	D
NEW-DELHI	31	25	N
NEW-YORK	26	13	C
PALMA-DE-MAJ.	24	14	O
PÉKIN	24	12	C
RIO-DE-JANEIRO	24	18	C
ROME	24	17	N
HONGKONG	28	24	C
SÉVILLE	29	14	D
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	9	7	C
SYDNEY	18	8	D
TOKYO	26	17	D
TUNIS	29	19	C
VARSOVIE	21	11	P
VENISE	18	13	C
VIENNE	13	11	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — DANIEL SCHNEIDERMANN

Galerie des glaces

LANTIER et la Maheude s'étaient fraternellement partagé les plateaux de télévision, comme de maigres quignons de pain, à la troisième semaine d'une grève de mineurs. Dans le coron Bouygues, Lantier-Renaud tentait de tirer des larmes à Anne Sinclair sur les damnés d'aujourd'hui, tandis qu'au «20 heures» de France 2, la Maheude-Miou-Miou, crucifiée par tant de misère, appelait à la rescousse Les Restos du cœur pour expliquer à Hervé Claude que les choses, en France, n'avaient pas fondamentalement changé depuis *Germinal*.

Si le chanteur-comédien Renaud occupait, à «7 sur 7», une place le plus souvent réservée aux hommes politiques, si France 2 nous annonçait pour lundi soir un journal télévisé partiellement réalisé en direct de Lille, c'est bien parce que *Germinal* n'est pas seulement une superproduction de Claude Berri, tirée du grand roman de Zola. Ce n'est même pas seulement un film-événement, appellation galvaudée (une année qui se respecte compte désormais au moins une vingtaine de films-événements). *Germinal* est le premier prototype d'une catégorie nouvelle : la superproduction autodéclarée d'intérêt national. Son triomphe, on le sentit bien à écouter Lantier et la Maheude, serait une impérieuse nécessité, non pour des raisons commerciales – quelle idée ! – mais sans doute politiques, et certainement morales.

Quelques semaines plus tôt en effet, Claude Berri était apparu devant les caméras, successivement à la Fête de *l'Huma* et, en compagnie du ministre de la communication, au Parlement européen de Strasbourg, pour défendre l'exception en faveur du cinéma lors des négociations du GATT. Cette double apparition désignait clairement *Germinal* non comme un film, mais comme un monument, une longue galerie des glaces prolétarienne, dans laquelle on inviterait le peuple à aller, en rangs serrés, contempler sa colère et son malheur. Une arme aussi, une sorte de fronde, dirigée vers deux cibles : d'abord les hautes fenêtres de la France balladurienne, bourgeoise et assoupie comme les rentiers Grégoire de Zola ; et aussi les envahisseurs américains, porteurs d' *«une culture sans saveur et sans histoire»* (Renaud), aussi lointains et menaçants que l'invisible compagnie qui s'enrichit de la sueur des mineurs. Allant voir *Germinal*, le public ne s'offrirait donc pas seulement deux grandes heures de douloureux plaisir. Pour le prix d'un seul billet, il manifesterait sa fraternité aux pauvres et, criant silencieusement *«US go home»*, il exprimerait l'opiniâtre résistance des profondeurs de la nation.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 septembre

TF 1

20.45 Variétés : Stars 90. Spécial Jean-Paul Belmondo.
22.45 Magazine : Les Pieds dans le plat. Présenté par Pierre Bellemare.
0.10 Sport : Formule 1 magazine. Spécial Grand Prix du Portugal, à Estoril.
0.45 Divertissement : Le Bébête Show.
0.50 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Les Ritals. De Marcel Bluwal, d'après le roman de Cavanna.
22.35 Magazine : Savoir plus. Présenté par François de Closets. Faut-il donner de la drogue aux drogués ?
23.55 Journal et Météo.
0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.50 Cinéma : Faux et usage de faux. ■ Film français de Laurent Heynemann (1990).
22.30 Journal et Météo.
23.00 Magazine : L'Atelier 256. Présenté par Jacques Chancel. Marie Mercié et les chapeaux ; Nouvel de Nîmes ; La balade des sacs d'emballage ; Bacon critique ; Jean Linart construit sa cathédrale ; *Le Ballet mécanique* (extrait), film de Fernand Léger.
23.55 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Face à face. □

Film américain de Carl Schenkel (1991).
22.25 Flash d'informations.
22.30 Le Journal du cinéma.
22.35 Cinéma : Albert souffre. ■ Film français de Bruno Nuytten (1992).
0.20 Cinéma : Maniac Cop 2. □ Film américain de William Lustig (1990).

ARTE

20.40 Cinéma : Drowning by Numbers. ■■ Film britannico-néerlandais de Peter Greenaway (1988).
22.35 Cinéma : Le Voleur de chevaux. ■ Film chinois de Tian Zhuang Shuang (1986).
0.00 Cinéma d'animation : Snark. Alter ego, de Nina Ivanova Chorina.
0.10 Concert. Symphonie Ray Charles. Au Printemps de Bourges 1987.

M 6

20.50 ▶ Cinéma : Les Canons de Navarone. ■ Film britannico-américain de Jack Lee Thompson (1961).
23.35 Série : Amicalement vôtre. Un ami d'enfance.
0.30 Informations : Six minutes première heure.
0.40 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. Comment sortir de la crise (2) ? Avec Jean-Pierre Chevènement, Philippe Vasseur, Gérard Lafay, Alain Cotta, Jean-Claude Casanova, Jean-Louis Gombeaud.
21.30 Avignon 93. C'est-à-dire, de Christian Rullier.
22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité des arts plastiques.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Henri Cueco (Journal d'atelier, 1988-1991, ou le Journal d'une pomme de terre).
0.50 Musique : Coda. Nietzsche et Wagner (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Lausanne) : Janus, quatuor de Wettstein ; Quatuor à cordes en fa majeur, de Ravel ; Quintette pour piano et cordes, de Franck, par le Quatuor Carmina.
23.09 Ainsi la nuit. Par Laetitia Leguay. Trio pour piano, violon et violoncelle en ut majeur Hob. XV/27, de Haydn ; Quatuor pour piano et cordes nº 2 en mi bémol majeur K 493, de Mozart.
0.00 L'Heure bleue.

Mardi 28 septembre

TF 1

15.25 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée.
17.55 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA, premier tour match retour : Bordeaux-Bohemians de Dublin, en direct de Bordeaux.
19.55 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.05).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.50 Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe, premier tour match retour : PSG-Apoel Nicosie (Chypre), en direct du Parc des princes.
22.55 Cinéma : Du sang dans la poussière. ■ Film américain de Richard Fleischer (1974).
0.35 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

15.35 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran.
16.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. Demi-finales du onzième grand tournoi, en direct d'Antibes-Juan-les-Pins.
17.05 Magazine : Giga.
18.35 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Scout toujours. □ Film français de Gérard Jugnot (1985).
22.35 Magazine : Bas les masques. Ecole : je t'aime, je te hais. Reportages : Conseils aux profs ; Violence à l'école ; Le parlement des élèves.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.15 Série : Capitaine Furillo.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Invité : Gilbert Bécaud.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Guide vert Pays rhénans.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 Jeu : Questions pour un champion. Finale des Masters.
22.05 Journal et Météo.
22.35 ▶ Les Brûlures de l'Histoire.
Dossier : la guerre du Kippour : de la guerre à la paix, avec la participation de Pierre Milza, historien.
23.30 Magazine : A la une sur la 3. Avec Serge July et Philippe Alexandre.
23.55 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.15 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.15 Cinéma : Frères de sang. □ Film australien de Stephen Wallace (1990).
17.55 Surprises.
18.00 Canaille peluche. Corentin.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Invités : Miou Miou, Bruno Maman.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : La Dame de cœur. ■ Film britannique de Jon Amiel (1989).
22.25 Flash d'informations.
22.30 Surprises.
22.50 Cinéma : Les Imposteurs. ■ Film britannique de Michael Lindsay-Hogg (1991).
0.30 Cinéma : Une femme sous influence. ■■■ Film américain de J. Cassavetes (1975) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Magazine : Macadam. Paul Personne (rediff.).
18.00 Documentaire : Jasper Johns. De Rick Tejado-Flores (rediff.).
19.00 Série : Fast Forward.
19.30 Documentaire : Une petite histoire de jeu de cartes. De Gero von Boehm.
19.45 Documentaire : Théodor Heuss, un démocrate. De Jens Flemming et Thorsten Jess.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : La Biennale de Venise. Présentée par Alain Meneval.
20.50 Trois histoires d'art. Documentaire de Guy Saguez.
21.35 Intervention de Julia Kristeva (et à 22.00, 22.23).
21.40 Entrée des artistes. Documentaire de Guy Saguez.
22.00 Documentaire : Présences. De Guy Saguez.
22.15 Documentaire : Libre-échange. De Guy Saguez.
22.25 Documentaire : A tout prix. De Guy Saguez.
22.30 Documentaire : Histoire de la Biennale. De Sergio Spina et Nanni Balistrini.
22.45 Cinéma : Casanova, un adolescent à Venise. ■■■ Film italien de Luigi Comencini (1969).

M 6

14.00 Magazine : La Vie à pleins tubes.
17.10 Variétés : Multitop.
17.40 Série : Croc blanc.
18.10 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Grandeur nature. Mission animaux : Coral ou la liberté retrouvée ; Le rêve d'un enfant : Eric et les propithèques ; Le document : Les plantes carnivores.
20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. La Loi de l'Ouest, de James Keach ; La Cicatrice, de Gwen Arner.
22.45 Série : Mission impossible.
23.45 Les Stars en noir et blanc. Avec la série : Destination danger.
0.40 Informations : Six minutes première heure.
0.50 Musique : Flashback. La saga de 1961.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Quinze ans de recherches sur le lac Titicaca.
21.30 Grand angle. Force, grâce et soumission, un portrait de la femme en Inde (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques. Le vert paradis... Lure.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Nietzsche et Wagner (2).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 12 et 13 mai à Berlin) : Sieben frühe Lieder, de Berg ; Symphonie nº 5 en ut dièse mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. : Claudio Abbado ; Waltraud Meier, soprano.
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraïeb. Marian Anderson, contralto. Œuvres de Donizetti, Saint-Saëns, Verdi, Giordani, Haendel, Massenet, Tchaïkovski, Martini.
23.09 Ainsi la nuit. Trio pour piano et cordes en sol mineur op. 3, de Chausson ; Trio pour piano et cordes nº 2 en ré mineur op. 9 « Elégiaque », de Rachmaninov.
0.00 L'Heure bleue.

RADIO-TÉLÉVISION

Galerie des glaces

Lundi 27 septembre

ARTE

Mardi 28 septembre

CANAL PLUS

ARTE

Une célébration à Notre-Dame de Paris pour les hémophiles morts du sida

La mémoire et le pardon

« Il y a un temps pour se battre, il y a un temps pour se souvenir », dit Edmond-Luc Henry, vice-président de l'Association française des hémophiles. *Après le drame du sang contaminé*, plusieurs centaines d'hémophiles, entourés de leurs proches, avaient choisi de se réunir, samedi 25 septembre à Notre-Dame de Paris, pour se recueillir et prier à la mémoire des disparus (1). *« Je ne me serais pas battu ainsi si, au fond du cœur, au lieu du souci de la vérité, j'avais eu de la haine*, poursuit E.-L. Henry. *La vérité est désormais établie. Les plaies sont encore très ouvertes, mais il faut laisser place à l'espérance. »*

Dans le chœur de la cathédrale, entouré des pasteurs Jean-Marc Violet, de l'Eglise réformée, Frederic Kaltenmark, de l'Eglise luthérienne, du diacre André Chepelov de l'Eglise orthodoxe, le cardinal Lustiger célèbre la messe à l'intention de ceux qui sont morts du sida et de ceux qui en souffrent. Au-delà des convictions de chacun, dit-il, l'église est un lieu pour « toutes les douleurs, les supplications, tous les *espoirs* ». Un lieu de *« miséricorde »* aussi.

Il rend hommage au souci de vérité des hémophiles contaminés, de leurs associations, de leurs familles. Il entend témoigner de leur *« malheur », « dont vous pouvez imputer la cause à la condition de l'homme ou à la responsabilité d'autrui »*. Il propose enfin le mot de *« pardon »*, tout en ajoutant : *« Je sais, par expérience personnelle, qu'on ne peut pardonner à la place d'un autre. »* L'archevêque de Paris préfère parler de *« rétablissement de la confiance »* entre malades et médecins et d'un nécessaire *« retournement du cœur »*.

H. T.

(1) L'Association des polytransfusés avait exprimé son désaccord avec cette initiative pour les hémophiles disparus. Dans un communiqué du 23 septembre, elle a déclaré *« attendre que l'Eglise catholique prenne une position claire et officielle en faveur de tous les malades du sida »*.

La documentation du « Monde » sur Minitel

Au côté de son service télématique normal (3615 Lemonde), *le Monde* ouvre un nouveau service permettant d'accéder par Minitel à son fond documentaire. Tous les articles publiés par le quotidien pendant près de quatre ans (depuis le 1er janvier 1990, soit plus de 120 000 textes) peuvent désormais être consultés de deux manières différentes :

– *Un premier palier 3617 LMDOC* (5,48 F la minute) permet une recherche croisée par thème, rubrique, pays, auteur, mots du titre, etc. Le système affiche les références des articles pertinents (date de publication, titres, signataire, ainsi que la longueur des textes). L'utilisateur qui ne dispose pas d'une collection du journal peut alors commander le texte complet, qui lui est envoyé à son choix soit par fax (en quelques minutes), soit par la poste. Les commandes sont réglées par carte bancaire, toujours en utilisant le Minitel.

– *Un second palier 36-29-04-56* (9,06 F la minute) *offre les mêmes services que le précédent*, mais l'utilisateur peut consulter *immédiatement sur son écran* le texte intégral des articles, les imprimer ou les charger sur *son ordinateur*, selon l'équipement dont il dispose.

Dans les deux cas, un système d'abonnement – également souscrit sur Minitel et réglé par carte bancaire – offre d'importantes réductions sur les commandes d'articles et un gain de temps appréciable à la consultation. A tout moment, l'utilisateur peut visualiser sa commande, la modifier, la valider ou l'annuler. Des justificatifs précis accompagnent tout envoi d'article.

Venant après la mise en vente cet été d'un disque compact (CD-ROM) contenant jusqu'à une année entière d'articles et qui vise en priorité un public professionnel et universitaire (*le Monde* du 23 juin), ce nouveau service s'adresse cette fois au grand public, à tous ceux qui ont besoin de retrouver rapidement une référence ou un article du *Monde*.

Depuis 1985, date à laquelle les locaux du centre de documentation du *Monde avaient* dû être fermés au public, les nombreux lecteurs qui sollicitaient ses services (jusqu'à vingt par jour) devaient être dirigés, pas toujours à leur satisfaction, vers les bibliothèques et d'autres services documentaires. Ces lecteurs peuvent désormais trouver tout ce dont ils ont besoin dans un service « sur mesure », et sans se déranger.

M. T.

Se démarquant du FLNC-Canal historique

Resistenza appelle les nationalistes corses à se garder des « dérives haineuses »

L'organisation clandestine Resistenza a organisé, dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 septembre, dans le maquis corse, une conférence de presse, en présence d'une soixantaine d'hommes encagoulés et armés, à l'occasion du troisième anniversaire de la création de ce mouvement clandestin. Après avoir revendiqué une quarantaine d'actions de commando et autant d'attentats, dont certains sur le continent, le porte-parole du mouvement, troisième organisation clandestine corse après les deux branches du FLNC, a tenu un long discours politique.

Evoquant l'affaire Robert Sozzi, du nom du militant nationaliste dont l'assassinat avait été revendiqué par le FLNC-Canal historique (*le Monde* du 10 août dernier), Resistenza estime qu'*« un mécanisme suicidaire s'est mis en branle »*. Alors qu'*« une large frange du mouvement national opte pour une attitude consensuelle avec l'Etat, la droite semblent avoir rectifié le tir, même si les problèmes de fond demeurent »*, Resistenza considère que *« la violence ne saurait être érigée en système et devrait être menée avec une extrême circonspection »*. Elle propose aux autres mouvements de *« réfléchir, tous ensemble, à la refondation du mouvement nationaliste, pour empêcher que l'idée nationale corse ne sombre ou ne s'égare dans les dérives haineuses et totalitaires que l'on voit émerger un peu partout dans le monde »*.

Mort de Paule Thévenin éditrice des œuvres d'Antonin Artaud

Paule Thévenin est morte samedi 25 septembre à son domicile parisien des suites d'un cancer; elle était âgée de soixante-dix ans.

Le nom de Paule Thévenin est *indissociable de celui d'Antonin* Artaud. C'est en 1946 que, jeune interne en psychiatrie âgée de vingt-trois ans, *elle rencontre* le poète dans une maison de santé à Ivry. A la mort d'Artaud, en 1948, elle se *voit confier, par* Gallimard, le soin d'établir l'édition complète de ses œuvres. C'est à ce travail, accompli *à partir de* la masse énorme de manuscrits laissés par Artaud, qu'elle consacre dès lors sa vie. *Vingt-cinq* des vingt-huit volumes prévus avaient paru lorsque les ayants-droit d'Artaud obtinrent, en 1991, la suspension de l'édition (voir *le Monde* des 8 février et 1er mars 1991). Au début de cette année, Paule Thévenin avait rassemblé ses textes sur Artaud sous le titre, *Antonin Artaud, ce Désespéré qui vous parle* (Seuil, voir l'article de Francis Marmande dans « le Monde des livres » du 5 février).

Dans un document de sa commission sociale

L'épiscopat réclame une « autre logique » pour l'emploi

Face au chômage, changer le travail **: sous ce titre, une déclaration de la commission sociale de l'*****épiscopat français, présidée*** **par Mgr Albert Rouet, a été rendue publique lundi 27 septembre. Se prononçant pour une *****« autre logique »*** **du travail et de l'emploi, elle a été précédée par une large consultation d'organisations sociales et politiques.**

S'il est un secteur où la réflexion de l'épiscopat français est l'une des plus constantes, c'est bien celui de l'emploi. En 1982, au nom d'une logique redistributive des emplois et des revenus (notamment par le partage du travail), d'inspiration deloriste (Jacques Delors, proche de l'épiscopat, était alors ministre de l'économie du gouvernement Mauroy), *le conseil permanent des* évêques publiait un document (*Pour de nouveaux modes de vie*) appelant les Français à changer leurs comportements individuels et collectifs (jusqu'à la renonciation au cumul des emplois et des salaires dans le couple) pour répondre à la montée du chômage.

Pour partager les richesses du pays, encore faut-il les créer. Cette déclaration de 1982 avait provoqué une levée de boucliers dans les milieux patronaux notamment, reprochant aux évêques d'ignorer les règles les plus élémentaires de l'économie, celles de la créativité et de la production. Six ans après, en 1988, la commission sociale de *l'épiscopat corrigeait le tir* et publiait un autre document intitulé *Face au chômage, créer et partager.*

Entretemps, d'autres textes (*Attention pauvretés. Pauvreté, solidarité*) devaient alerter les pouvoirs publics sur les risques de désagrégation sociale provoqués par le développement du chômage. Dans celui *qui vient* d'être publié, c'est un changement radical de la conception même du travail et de l'emploi qui est proposé par la commission sociale de l'épiscopat français.

Ce texte a été précédé par une consultation d'organisations professionnelles, syndicales, politiques, de mouvements d'Eglises (1) et par la réunion d'un groupe de recherches autour de Mgr Albert Rouet, évêque auxiliaire de Paris et *président de la commission. L'épiscopat* en tire la conviction que toutes les propositions de répartition nouvelle du travail – qu'il ne faut pourtant pas cesser d'encourager – sont devenues insuffisantes face au caractère *« structurel »* de la crise : *le dépassement du cap des trois millions de* chômeurs et la condamnation – dans les faits – de toute perpective de retour au plein emploi rémunéré imposent, dit-il, un *« déplacement culturel fondamental »*.

« Prétention hégémonique » d'une certaine économie

« On ne peut se permettre d'oublier aucune amélioration, même ponctuelle », écrit la commission sociale qui invite à poursuivre les recherches sur l'emploi à temps partiel et sur la réduction du temps moyen de travail. L'objectif est, en effet, de *« diminuer le chômage et de libérer du temps à côté de l'emploi rémunéré »*.

Mais demeurent, en quantité, des besoins non satisfaits (logement, *éducation, santé), ainsi que* le coût humain imposé aux personnes écartées de l'accès à l'emploi : *« Notre société pourra-t-elle, longtemps encore, ignorer le coût financier supporté par la communauté nationale du fait du chômage et de ses conséquences humaines ? »*, interrogent les évêques, qui déplorent la *« résignation »* avec laquelle le pays accueille les *« lois »* imposées par le système économique : *« L'absence de projet social et politique dynamique et mobilisateur laisse une certaine conception de l'économie se présenter comme la seule rationalité pouvant régir le monde. On passe insensiblement de la nécessaire reconnaissance des règles économiques à un « économisme » qui tient lieu de doctrine sociale et philosophique. »*

« Cette prétention hégémonique d'une certaine économie, ajoute le document épiscopal, *s'appuie sur les comportements individuels qu'elle entraîne et renforce. « Réussir dans la vie » a pris le pas sur « réussir sa vie » : ce modèle a pu être le moteur de la consommation, de la production, de la croissance. Il montre aujourd'hui ses limites. Il crée une société inégale. Il obture des voies de développement humain. Il nous faut changer de logique, car cet ancien modèle contribue à l'exclusion de beaucoup. »*

Prompt à dénoncer les situations inégalitaires, l'épiscopat se montre assez avare de propositions et de solutions, *mis à part* le souhait d'une conception nouvelle du travail comme *« porteur de fécondité sociale »*, c'est-à-dire d'intégration de la personne et de cohésion de la société. De même, estime-t-il *« le moment est venu »* de reconsiderer le temps de travail par rapport à *« l'ampleur d'une vie, avec des alternances de formation, de culture, de création autre que la production marchande »*. Mais pour bâtir *« une société plus humaine »*, encore y faut-il *« une volonté politique »*. Si des soupçons continuent de peser sur leur compétence, les évêques de France sont dans leur rôle quand ils proposent ainsi à la collectivité des points de repère sur un sujet aussi sensible.

HENRI TINCQ

(1) Les partenaires sociaux qui ont répondu à la consultation de l'épiscopat sont les suivants : CFDT, CFTC, CGT, CJD (jeunes dirigeants), CGC, CGPME, CNPF, etc. *Du côté des partis, ont* répondu le RPR, l'UDF, le CDS, le PS, le PCF, le MRG, les Verts. La déclaration de la commission sociale de l'épiscopat et les différentes contributions ont été recueillies dans un livre publié au Centurion (242 p., 55 F).

□ **Charles Millon exprime des réserves sur le projet Giraud.** – Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, estime, dans un entretien publié par *les Echos* lundi 27 septembre, qu'il faudra *« engager des réformes structurelles et moderniser le marché du travail, en préparant la fusion de l'ANPE, des ASSEDIC et de l'AFPA »*, afin d'*« aboutir à la mise en place d'agences régionales de l'emploi »*, qui indemniseront les chômeurs, leur trouveront des emplois ou leur proposeront des formations. Le projet de loi quinquennale sur l'emploi, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, *« manque d'analyse prospective »* sur les emplois appelés à disparaître et sur les entreprises créatrices de richesses, regrette M. Millon.

Affluant du Soudan en Mauritanie

Les criquets pèlerins menacent le Maghreb et le Sahel

Malgré les efforts menés par les équipes de lutte antiacridienne, les criquets pèlerins, partis au début de l'année des rives de la mer Rouge, continuent leur *inquiétante* progression à l'est comme à l'ouest. L'invasion, qui sévit actuellement *au Pakistan et dans certaines* régions de l'Inde, semble plus préoccupante encore en Afrique de l'Ouest. Dans un communiqué, publié jeudi 23 septembre, l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) précise en effet que la situation en Mauritanie s'est *« gravement détériorée au cours des dernières semaines »*, et fait craindre désormais *« une extension des infestations vers d'autres pays jusqu'ici épargnés »*, notamment le Maroc et l'Algérie.

Capable de parcourir en quelques semaines des milliers de kilomètres, ce grand ravageur de cultures a donc, une fois encore, *déjoué les parades de l'homme.* Alors que seuls *« de faibles effectifs »* étaient signalés en Mauritanie au début du mois d'août (*le Monde* du 4 août), les criquets pèlerins, depuis lors, n'ont cessé d'affluer du Soudan. Au point qu'il n'a pas été possible, *« malgré la mobilisation de tous les moyens disponibles, de circonscrire le danger »*. Selon le *Centre d'intervention* antiacridien d'urgence (ECLO) de la FAO, *« on observe désormais des centaines de va-et-vient d'essaims de l'est à l'ouest du pays »*, tandis que de nombreux essaims immatures continuent de se former dans plusieurs régions.

Mis en œuvre dès le mois de juillet contre les bandes larvaires, les *« moyens disponibles »* (réseaux de surveillance, pesticides, appareils de pulvérisation) ont permis tant bien que mal de traiter environ 25 000 hectares de terrain. Depuis quinze jours, la lutte terrestre a *également été renforcée par* un avion pulvérisateur qui survole en permanence le pays. Mais les *équipes* nationales de lutte antiacridienne, épaulées par la Force maghrébine d'intervention, sont aujourd'hui à cours de produits chimiques et du matériel nécessaire pour endiguer le fléau. Une pénurie d'autant plus inquiétante que la Mauritanie, de par sa position géographique et ses conditions écologiques, constitue l'un des habitats préférentiels du criquet pèlerin.

Si les dégâts subis par les cultures restent pour l'instant modérés, plus de 4 millions d'hectares y avaient ainsi été infestés lors de la grande invasion de 1988. *« Il faut prévenir le pire en intensifiant au plus tôt la lutte terrestre et aérienne »*, insiste M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, qui estime *« indispensable »* et *« urgente »* une intervention accrue de la communauté internationale (1). *Les experts redoutent* par-dessus tout que le criquet pèlerin, à la faveur de la baisse des *pluies* et des changements de vents, ne migre prochainement vers le nord et l'ouest du pays, où se trouvent ses zones de reproduction hivernale. Toutes les conditions seraient alors réunies pour qu'il continue sa progression vers le Maghreb et les pays du Sahel, risquant d'y affamer une fois encore des régions entières.

CATHERINE VINCENT

(1) Dans le cadre de ses aides d'urgence, la FAO a débloqué sur ses fonds propres 300 000 dollars pour la lutte antiacridienne en Mauritanie, auxquels s'ajoutent 200 000 dollars en provenance du Royaume-Uni. Plusieurs dizaines de milliers de litres de pesticides sont également attendus dans les jours à venir, *fournis* par la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Second de Michel Rocard

Jean-Paul Huchon écarte l'hypothèse d'une compétition pour la candidature socialiste à la présidentielle

Invité de l'émission « L'heure de vérité », sur France 2, dimanche 26 septembre, Jean-Paul Huchon, membre de la direction nationale du Parti socialiste, a affirmé que Michel Rocard sera le candidat des socialistes à l'élection présidentielle, et cela sans *« compétition »*, a-t-il précisé en évoquant la *« vraie amitié »* existant entre l'ancien premier ministre et Jacques Delors. A propos des relations entre Michel Rocard et François Mitterrand, M. Huchon a reconnu qu'*« ils ne s'aiment pas »* et qu'*« il y a une incompréhension entre eux »*, mais, a-t-il observé, *« ils ont travaillé ensemble, et ils n'ont pas fait du mauvais travail »*.

Interrogé sur sa conception du socialisme, l'ancien directeur de cabinet de M. Rocard à Matignon a affirmé : *« C'est le refus de l'inéluctable, le refus d'une société qui se fracture, d'une certaine forme d'anarchie entretenue par le libéralisme, qui débouche sur un désordre majeur : le chômage. »* Dénonçant la politique menée par le gouvernement qui, selon lui, *« ne traite pas en profondeur les problèmes des Français »*, il a critiqué la décision de baisser l'impôt sur le revenu, qui, a-t-il noté, ne bénéficiera pas *« aux plus pauvres »*.

De son côté, Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'industrie et du commerce extérieur, qui participait, dimanche, au « Forum RMC-*l'Express* », a qualifié de *« gestion notariale »* la politique du gouvernement Balladur, dont les effets, selon lui, vont se faire sentir en matière de chômage. Estimant qu'au PS *« la refondation se fait »* et que *« Michel Rocard est aujourd'hui le candidat naturel »* des socialistes à la prochaine présidentielle, il a indiqué qu'à l'heure actuelle la meilleure *« tête de liste »* pour les européennes de juin 1994 est l'actuel président de la direction du PS.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 29 à 38

Le numéro du « Monde » daté 26-27 septembre 1993 a été tiré à 527 565 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » : dans l'attente des jours meilleurs

Les salariés courbent le dos. Ils adoptent des stratégies personnelles n'ayant qu'un seul objet, laisser passer la crise sans prendre de risques en attendant des jours meilleurs.

« Sciences-Médecine » : les bionautes s'entêtent

Les huit occupants de Biosphère-2 sont sortis de leur serre géante après deux ans d'isolement. En dépit des mises en cause de la rigueur scientifique de l'expérience, une deuxième équipe devrait leur succéder dans cinq mois.



E C

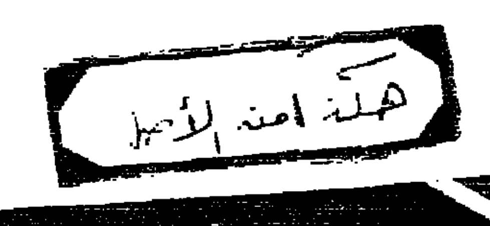
ENTRETIENS AVEC A

La gran

La restructuration de l'indust

IBM, le dernier de

Production de mass



Le Monde

Le riche dompteur du Rhône



La Compagnie nationale du Rhône (CNR), chargée voilà soixante ans d'aménager le grand fleuve du Sud-Est, est un gros producteur d'électricité (5 % du total français). A ce titre, elle intéresse fort Pechiney.

page 31

Dossier : les banques de données



Depuis une quinzaine d'années, ces réservoirs électroniques de données se développent à vive allure, portés par la boulimie d'information de notre société et par les progrès de l'informatique et des télécommunications.

page 35

Pour un « think tank » à la française



Le sociologue Henri Mendras regrette que la France ne dispose pas d'une instance interdisciplinaire où les réflexions indispensables pour cette fin de siècle seraient menées afin d'aider les gouvernants.

page 36

L'ÉCONOMIE

À-CÔTÉS

Capitalisme en uniforme

Troisième puissance économique de Turquie, OYAK, la Mutuelle d'entraide des militaires, est une curiosité mais aussi un modèle

ISTANBUL
de notre envoyé spécial

RESPECTÉS et craints, les militaires turcs sont aussi des hommes d'affaires très avisés. Leurs compatriotes, lorsqu'ils circulent en voiture, pénètrent dans un supermarché, emménagent dans un appartement, contractent une assurance, utilisent des pesticides, mangent du poulet, du piment ou des gâteaux secs, font prospérer les affaires du groupe OYAK, qui n'est autre que la Mutuelle d'entraide des forces armées. OYAK, que Nihat Ozdemir, son directeur général, présente avec une évidente fausse modestie comme un *« organisme de sécurité sociale complémentaire »*, a réalisé l'an passé 23 milliards de francs de chiffre d'affaires, investi 1,7 milliard et dégagé un bénéfice de 1,2 milliard...

Troisième puissance économique de Turquie, OYAK est devenu au fil des années un partenaire privilégié pour les investisseurs étrangers en même temps que l'une des curiosités d'un capitalisme turc en plein essor. Créée en 1961, un an après le coup d'Etat militaire du colonel Türkes, cette « mutuelle » est en réalité un fonds de pension distribuant des retraites par capitalisation.

Jean-Michel Normand

Lire la suite page 34

ENTRETIENS AVEC ANTOINE RIBOUD ET MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

La grande consommation face à la crise



La crise, en modifiant profondément le comportement des ménages, bouleverse le secteur des produits de grande consommation, aiguisant les conflits entre producteurs et distributeurs. Sans entrer dans la polémique, Antoine Riboud, PDG du groupe BSN, et Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc, expliquent, dans deux entretiens exclusifs, les conséquences de ce chambardement, le plus grave, depuis quarante ans. Au-delà des conflits d'intérêts, l'un et l'autre reconnaissent la nécessité pour l'industrie comme pour le commerce de revoir totalement leurs stratégies pour reconquérir le consommateur et limiter les conséquences sociales de la crise.

Lire le dossier établi par Dominique Gallois, Véronique Maurus, François Renard et Françoise Vayssé, pages 32 et 33

La restructuration de l'industrie américaine

IBM, le dernier des géants

Comme US Steel et General Motors avant elle, IBM, la plus grande entreprise de l'histoire, est affaiblie par des concurrents plus petits, plus flexibles. Une évolution dictée par la technologie moderne

par DANIEL BELL (*)

EN 1984, IBM faisait un bénéfice après impôt de presque 7 milliards de dollars, un record historique toutes firmes confondues. Huit ans plus tard, en 1992, elle affichait une perte de 5 milliards de dollars, un nouveau record mondial. La société, qui employait 400 000 salariés il y a douze ans, va revenir à 200 000 dans les années qui viennent. Sa valeur boursière, autrefois de 75 milliards de dollars, a été réduite à 36 milliards ; le dividende par action, sur lequel comptaient la plupart des fonds de pension américains pour financer les retraites, a chuté de plus de 55 % (de 4,84 dollars par action à 2,16). L'ancien directeur général John Akers a été limogé et remplacé, pour la première fois, par un homme de l'extérieur, Louis Gerstner. Et vraisemblablement, d'ici deux ou trois ans, IBM sera divisé en plusieurs morceaux, dont certains seront vendus et d'autres resteront autonomes dans une structure beaucoup plus lâche.

IBM était l'entreprise dominante de la principale industrie mondiale, celle dont dépendent à peu près tous les progrès technologiques, des satellites à la construction automobile en passant par les transactions financières ; elle reste un acteur de premier ordre, par exemple sur le marché des grands ordinateurs.

Mais l'ascension et le déclin d'IBM sur trente ans sont symptomatiques d'un changement structurel en cours dans le capitalisme américain : le démantèlement des grands groupes.

Faute d'avoir compris la technologie moderne, les géants établis succombent tandis que des firmes nouvelles, plus souples, conduites par des entrepreneurs plus audacieux, finissent par s'imposer.

Production de masse

Trois grands groupes ont dominé tour à tour l'histoire de ce siècle aux Etats-Unis : US Steel, la grande entreprise type du premier tiers du XXe siècle ; General Motors, la grande entreprise type du milieu du siècle ; IBM enfin.

Tous trois sont aujourd'hui en difficulté et ne dominent plus leurs industries respectives.

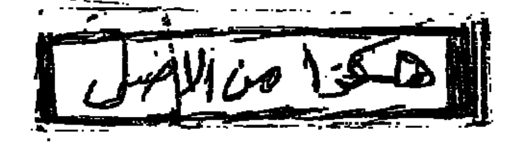
US Steel était le symbole de l'ère industrielle. Il fallait de l'acier pour tout – les rails, les gratte-ciel, les automobiles, les bateaux et les clous, mais aussi pour l'armement, les canons, les tanks... US Steel, fondée en 1901 par J. P. Morgan and Co., fut la première entreprise au monde à dépasser le milliard de dollars de chiffre d'affaires. Outre ses aciéries intégrées permettant une production en très grandes quantités, elle exerçait un quasi-monopole, fixant les prix de toute l'industrie. A son zénith, en 1953, la sidérurgie américaine employait 650 000 personnes.

Aujourd'hui, il n'en reste pratiquement plus rien. Ironie du sort, US Steel a été rachetée par une compagnie pétrolière de moyenne importance, Marathon Oil, et figure désormais sous le nom de USX dans le classement des 500 plus grandes firmes industrielles du magazine *Fortune* à la rubrique raffinage... Dans la rubrique métaux de ce même classement, les plus gros producteurs d'acier, Bethlehem Steel et LTV Corporation, sont derrière les fabricants d'aluminium.

Que s'est-il passé? La demande a changé : l'aluminium et le plastique ont remplacé l'acier dans les emballages et l'automobile ; les nouvelles technologies (moteurs d'avion, turbines à gaz, réacteurs nucléaires) exigeaient des alliages spéciaux que ne fabriquaient pas les grands groupes sidérurgiques. Mais la véritable mutation de ces dernières années, c'est le passage des grandes aciéries intégrées – censées permettre des économies d'échelle – aux mini-aciéries capables de répondre à des commandes plus spécialisées.

(*) Professeur émérite à Harvard University (sciences sociales).

Lire la suite page 37



CONSOMMATION

Codes-barres : rester vigilant

Les codes-barres qui équipent la majorité des grandes surfaces donnent lieu à des erreurs de prix dans 4 % des cas. Mais les contrôles se resserrent

POUR quatre articles sur cent, le consommateur ne paie pas le bon prix dans les magasins équipés de codes-barres, ces systèmes de lecture optique que possèdent 93 % des hypermarchés, 60 % des supermarchés et 20 % des superettes et libres-services. Tel est le constat auquel ont abouti cette année encore les enquêteurs de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) après avoir inspecté un petit millier de distributeurs et contrôlé 58 527 produits.

De fait, ce taux d'erreurs évolue assez peu d'une année sur l'autre et est plus élevé pour les produits en promotion (5,1 %) que pour les autres (3,6 %). Néanmoins, les inspecteurs ont pu constater quelques signes encourageants : ainsi, les établissements ayant fait l'objet de contrôles au cours des années précédentes (cela fait quatre ans de suite que la DGCCRF enquête) ont réussi à améliorer leurs performances puisqu'on n'y dénombrait plus que 3,5 % d'erreurs.

Les enquêteurs ont aussi noté que les performances des hypermarchés étaient meilleures que celles des supermarchés (avec 3,6 % d'erreurs pour les premiers, 4,5 % pour les derniers). De même, si certaines enseignes – dont le nom est jalousement tenu secret – se montrent peu mobilisées sur le sujet et font donc figure de «mauvais élèves», d'autres (comme Continent) font de gros efforts pour atteindre une qualité de service proche du «zéro défaut».

D'ailleurs, 25 % des magasins contrôlés (pour un caddy de 1 000 francs) aboutissaient à ce résultat.

RESPONSABILITÉ • Quatre pour cent d'erreurs, cela reste beaucoup. Néanmoins, il ne faudrait pas commettre avec les codes-barres la même erreur qu'avec les ordinateurs : faire porter à la machine la responsabilité des erreurs de l'homme. La plupart du temps, en effet, la différence entre le prix affiché sur les rayons et celui payé par le consommateur provient d'une défaillance humaine. Par exemple, lors de changements de prix, on n'a pas changé l'étiquette (avec son code-barres) sur les produits présents dans les «gondoles», ou bien, à l'autre bout, on n'a pas introduit la modification à la caisse. Cela explique notamment le taux plus élevé d'erreurs sur les promotions, les prix n'ayant pas été modifiés à l'un ou l'autre bout de la chaîne.

AH, VOILA L'ERREUR ! ET MAINTENANT A VOUS DE LA TROUVER.

S'ils apportent des avantages aux distributeurs (gestion en temps réel des stocks, par exemple), les codes-barres représentent aussi un «plus» pour les consommateurs : en limitant les manipulations, ils ont permis de réduire considérablement l'attente aux caisses. Ils permettent aussi aux clients d'avoir des tickets de caisse pratiquement exhaustifs. En outre, il ne faut pas oublier que la saisie manuelle était (et est encore), elle aussi, à l'origine de multiples erreurs, souvent indécelables.

Enfin, il faut aussi relativiser l'importance des erreurs elles-mêmes. Celles-ci sont généralement minimes, portant sur un ou deux francs. Les associations de consommateurs ne semblent pas crouler sous le courrier de mécontents.

De plus, les erreurs jouent dans les deux sens – en plus ou en moins – et sont, globalement, à somme nulle. Néanmoins, même lorsqu'elles sont en faveur du consommateur, elles ont un impact psychologique désastreux et sont source de méfiance envers la distribution et les distributeurs. Le raisonnement du client est alors : «Aujourd'hui, j'ai gagné 2 francs mais demain, je risque d'en perdre 4».

DISCIPLINE • En fait, tout dépend du degré de sensibilisation des responsables des magasins en question, du directeur au chef de rayon, selon que le personnel est formé et suivi ou non. Certaines chaînes ont mis en place des contrôles internes ; d'autres (Continent, encore) font aussi appel à des organismes extérieurs, qui font des pointages inopinés et vont même parfois jusqu'à afficher leurs résultats sur la porte du magasin. En outre, c'est un tas de sable qu'il faut remonter tous les jours : le moindre relâchement dans la discipline se traduit par une résurgence des erreurs.

Pour pallier les difficultés, les consommateurs doivent donc faire attention eux-mêmes, ce qui n'est pas évident lorsque leur caddy déborde de produits. Parfois, ils ont la chance de se trouver dans des établissements dotés de bornes sur lesquelles ils peuvent lire le prix de leur (s) article (s), s'ils ont un doute. Mais elles ne sont pas toujours nombreuses... La moins bonne solution pour le client consiste aussi à s'adresser à la caissière, ce qui l'oblige parfois à faire la queue inutilement.

En attendant le «zéro défaut», la DGCCRF a quand même verbalisé : les infractions constatées ont donné lieu à l'établissement de 103 procès-verbaux et de 252 avertissements (contre 71 procès-verbaux et 147 avertissements en 1990).

Françoise Vaysse

HUMEUR • par Josée Doyère

Les vieillards de quarante-cinq ans

J'AI conservé le souvenir d'une anecdote historique qui me faisait bien rire, au temps lointain de mon adolescence. Le roi Louis XV, encore jeune, arrière-petit-fils de son prédécesseur, le Roi-Soleil, craignait tellement une fin prématurée que, dans les villages qu'il visitait, il se faisait montrer les *«vieillards de quarante-cinq ans»*... Depuis la seconde guerre mondiale, l'espérance de vie n'a cessé de croître, dans le beau pays de France, et la longévité, grâce aux conquêtes médicales, à une meilleure hygiène de vie, se vit de plus en plus agréable et dynamique... en général tout au moins. Mais enfin, regardons autour de nous : nos amis, nos voisins, nos proches ont souvent la chance d'avoir encore leurs parents et parfois leurs grands-parents.

Parfois, pourtant, j'ai l'impression de vivre au XVIIIe siècle. L'autre jour, au volant du taxi que j'avais hélé, j'ai découvert un chauffeur aux tempes légèrement argentées, costume trois pièces impeccable bien qu'un peu fatigué, mains soignées, élocution aisée et français irréprochable. A ma première question, anodine, il a répondu laconiquement qu'il faisait ce métier depuis dix-huit mois.

Quant au métier qu'il exerçait avant, c'est avec un petit rire teinté d'une légère amertume qu'il m'a confié : *«Ne riez pas. J'étais directeur commercial d'une firme assez importante. On m'a viré, il y a deux ans et demi, et je n'ai pas été assez gourmand pour l'indemnité qu'on m'a versée. Je n'avais pas tout à fait quarante-cinq ans. En un an d'APEC* [Association pour l'emploi des cadres, l'ANPE des cadres] *et de chômage, j'ai eu le temps de prendre conscience que je ne trouverais pas de travail du tout. Mes compétences n'intéressaient personne, même en acceptant un salaire de misère, qu'on n'osait pas me proposer lors de la première entrevue et malgré mon insistance. Je ne supportais pas de rester inactif, à côté de ma femme qui faisait bouillir la marmite et assurait l'éducation de nos enfants. Alors j'ai cherché ce que je savais faire. J'aime conduire, je connais bien Paris, les adresses des grands hôtels où je rencontrais mes clients me sont familières, tout comme celles des restaurants grands ou petits que je fréquentais régulièrement, au beau temps des notes de frais. Je me suis lancé.*

» Je travaille onze heures par jour, six jours par semaine, mais cela ne me change pas, j'ai toujours travaillé autant. Bien sûr, je gagne moins d'argent, mais j'ai aussi beaucoup moins de responsabilités, et je n'ai pas de directeur général pour me demander si mes collaborateurs ont atteint les objectifs fixés. En tout cas, puisque, à moins de cinquante ans, je suis trop vieux pour faire autre chose, c'est mieux que de rester chez moi à me ronger les poings sous le regard des miens. Ils faisaient des efforts pour ne pas avoir l'air apitoyé, mais cela m'était devenu insupportable.»

Des vieillards de quarante-cinq ans, la crise en fabrique à la pelle, cadres ou agents de maîtrise, techniciens, ouvriers ou employés. Et cela ne nous donne plus du tout envie de rire. ■

LA COTE DES MOTS

Budgéter

Budgéter n'a pas cédé totalement la place à son doublet postérieur *budgétiser*. Certes, le premier de ces verbes ne figure plus en entrée du tout récent *Nouveau Petit Robert*, mais à *budgétiser* on peut lire : *«On dit aussi* budgéter.*»* D'autres dictionnaires et lexiques gardent les deux entrées, avec la même acception généraliste : «inscrire à un budget».

Le retrait relatif de *budgéter* et l'indication d'une même signification nous semblent critiquables. Démonstration : de même que *budgétaire* est presque exclusivement employé pour qualifier ce qui se rapporte ou appartient au budget de l'Etat (*le déficit budgétaire*) *budgétiser* est utilisé le plus souvent au sens de «inscrire au budget de la nation». *Budgéter* peut être ressenti comme familier, «moins sérieux» qu'un verbe en *-iser*, appartient au langage des publicitaires, des chefs d'entreprise, des «commerciaux», etc.

De plus, si *débudgétiser* a surtout la signification précise de «transférer à un autre organisme des charges jusqu'alors supportées par le budget de l'État», il serait normal qu'au pays du cartésianisme *budgétiser* ait l'acception de «transférer au budget de l'Etat des sommes – charges ou revenus – gérées auparavant par d'autres»...

Et encore, pourquoi restreindre *budgétivore* (n. et adj.) au sens unique de «personne (à l'origine : fonctionnaire) qui vit aux dépens du budget de l'Etat» ? Il peut s'agir aussi de toute chose qui grève un budget, notamment celui de l'Etat. Mais le premier «budgétivore» n'est-il pas l'Etat lui-même ?

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

Eloge de l'endettement

Histoire de la lutte de l'homme contre la nature, l'histoire de l'argent plaide-t-elle en faveur de la nécessité de l'inflation ? François Rachline tente de nous en convaincre

QUE L'ARGENT SOIT !
de François Rachline,
Calmann-Lévy, 228 pages, 98 F.

QUE l'argent soit ! est un essai brillant et habile. L'écriture fait fond sur le pouvoir de fascination du thème-titre, cultivant, avec bonheur, son ambiguïté et son mystère. Quant à la construction, elle est subtile : au fil des pages, on découvre la trame de trois livres, emboîtés à la façon des poupées russes. Avec, au bout du compte, une conclusion provocante à souhait : l'endettement et l'inflation peuvent seuls permettre une croissance suffisante de l'activité économique. Pas n'importe quelle inflation, bien sûr – la leçon des errements passés ne saurait être ignorée, – mais l'inflation tout de même : *«L'économie ouverte interdit l'inflation dans un seul pays. Cela n'implique pas un refus de l'inflation concertée.»* Voilà qui sûrement retiendra l'attention... et qui mérite tout aussi sûrement débat !

Commençons par le commencement. Le livre de François Rachline est d'abord une succession d'histoires d'argent. Chacune, de Sutter à John Law, de Venise à Amsterdam, peut sembler relever de l'anecdote. Ensemble, elles dessinent, en une fresque érudite, une sorte d'histoire de l'argent, plus précisément une archéologie de la banque. Le dépaysement est garanti. On y découvrira la puissance oubliée de la haute banque néo-babylonienne... ou les talents méconnus de Théocrite, «concepteur» d'un slogan dont la sobre efficacité reste exemplaire : *«Caïcos rembourse les dépôts à qui le demande, même la nuit...»*

Car François Rachline s'intéresse autant au métal sonnant et trébuchant qu'à la banque qui, finalement, va créer à partir de rien cet argent-signe aujourd'hui partout présent. Sa fresque montre avec quelles difficultés, au prix de combien de convulsions, nos économies se sont émancipées des contraintes imposées par l'argent-métal : *«L'histoire de l'argent ne se confond pas avec la chronologie de son irrésistible dématérialisation, menant des pièces antiques aux paiements électroniques.»*

Au terme de longues hésitations, la rupture qui a permis de passer de l'argent du prince à celui des peuples n'en a pas moins fini par se produire. Et la circulation monétaire, longtemps «fermée» par le prince et organisée pour satisfaire exclusivement ses besoins, s'est trouvée ouverte par et pour les marchands de la cité. *«Devant l'importance qu'acquièrent le commerce et les échanges au sein de la société, le prince se voit peu à peu contraint d'abdiquer ce* «prendre» *particulier que sont les manipulations de la substance monétaire.»*

Dès lors, tout peut basculer : la pérennité des empires fait place à l'expansion du capital, l'argent solide, hérité d'hier, fait place à l'argent fluide, pari sur demain... D'où cette conclusion forte : *«Parce que la nature ne parvenait plus à fournir l'argent indispensable au développement, l'argent-signe pur et la finance furent inventés.»*

Arrive alors le dernier volet de cet essai. Clé de voûte de nos systèmes financiers modernes, la banque centrale trouve logiquement sa place au terme de cette fresque. Mais comment son action doit-elle s'exercer ? François Rachline fait ici preuve d'originalité. D'abord en soulignant combien l'opposition entre autonomie et indépendance est loin d'être anodine. *«Toute l'histoire témoigne d'une lutte fratricide entre l'homme et la nature pour s'approprier la monnaie, et voilà que le XXe siècle nierait cette évolution dont il a lui-même forgé le sens ! Une banque centrale indépendante est une absurdité dans les termes»*. N'est-elle pas là pour nous permettre de disposer de *«la monnaie dont nous avons besoin compte tenu de l'avenir que nous désirons nous offrir»* ?

Le titre du livre est donc à prendre à la lettre. Nous voulons la croissance ? Eh bien... que l'argent soit ! Les banques centrales sont là pour nous payer notre avenir, en facilitant l'endettement, en acceptant l'inflation... pour permettre l'expansion économique. La seule contrainte est celle de la concertation : banques centrales de tous les pays, unissez-vous !

DÉSTABILISANT • Voilà qui devrait séduire. Et c'est bien le problème. Car si le livre est superbement écrit et construit, il ne contient aucune démonstration de la proposition – un rien déstabilisante, on en conviendra – à laquelle il aboutit.

Pourquoi la croissance devrait-elle nécessairement s'accompagner d'une inflation plus proche des 10 % que nous avons connus hier que des 3 % d'aujourd'hui ? A cette question, le livre ne donne pas de réponse. Car on peut trouver profonde la mise en perspective historique que propose François Rachline, partager ses vues sur le rôle de la banque et de la finance, critiquer avec lui ceux qui prônent les vertus de l'épargne mais refusent les facilités de l'endettement (en refusant de voir que, si personne ne s'endette, l'effort d'épargne est facteur de récession), sans pour autant être convaincu du bien-fondé de sa suggestion.

Que nous dit-il en effet pour la fonder ? *«Si l'on peut affirmer que sans injection de monnaie on ne produira jamais de réalité supplémentaire, il est impossible de savoir si une injection de monnaie produira toute la réalité désirée. De ce décalage introduit par l'endettement surgit une différence qu'on qualifie d'inflation. Pour obtenir de la croissance, il faut accepter ce décalage et cette différence. Tous ensemble»*. N'est-ce pas un peu court pour justifier un propos aussi provocant ?

Anton Brender

NOTES DE LECTURE

LE STRATAGÈME DES CHAINES
Traité de géo-économie à l'usage d'Européens désemparés
de Claude Lebœuf.
Albatros, 190 pages, 96 F.

Un titre qui intrigue, un sous-titre qui allèche, de quoi s'agit-il ? D'une défense passionnée de l'Europe, guettée par des méchants sans se douter de rien. L'auteur renvoie à un stratagème chinois : le général Cao Cao s'est laissé convaincre par un agent ennemi d'enchaîner ses vaisseaux pour éviter le mal de mer à ses hommes, et offre ainsi la victoire à ses adversaires bien inférieurs en nombre. Il faut que l'Europe cesse de se laisser dicter sa conduite par des partenaires qui, eux, savent ce qu'ils veulent. La démonstration, une succession de fiches élégamment agencées, est moins convaincante. A consulter toutefois pour la conclusion, une superbe ode à l'Europe de Fernando Pessoa.

S. Gh.

LE PIÈGE
de Jimmy Goldsmith.
Entretiens
avec Yves Messarovitch.
Fixot, 176 pages. 99 F.

Un livre étonnant. Les idées qu'il développe ne surprendront personne et plairont à beaucoup. L'étrange vient de celui qui les formule. Car enfin, Jimmy Goldsmith, le libéral grand teint que l'on connaît, le richissime brasseur d'affaires en France, aux Etats-Unis... et aux îles Grand-Cayman, semble ici secouer toutes les colonnes du temple qu'il a élevé au capitalisme.

Après *l'Express*, on pourrait maintenant le retrouver à la tête de la revue *Esprit*. Il renie l'économisme et la croissance à tout va. Et qui lui refuserait son ticket d'entrée parmi les plus militants des Verts, après avoir lu ses lignes contre l'agriculture intensive, les centrales nucléaires, pour les économies d'énergie et... sur François d'Assise.

Curieux aussi son plaidoyer contre le libre-échange mondial et le GATT, l'Europe étant invitée à se protéger (ce qui est d'ailleurs prévu dans le traité de Rome), ses invectives contre *«l'impérialisme culturel occidental»*, et contre une science libérée de la morale. On se frotte les yeux. Chemin de Damas ? Preuve forte qu'un vrai libéral peut manifester une totale liberté d'esprit ? On choisira selon son humeur.

P. D.

AGENDA

MARDI 28 SEPTEMBRE.
Washington. Conférence annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).
Washington. Le Congrès commence l'examen du plan de santé présenté par Bill Clinton.

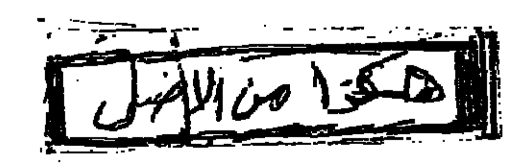
MERCREDI 29 SEPTEMBRE.
Suède. Visite officielle de François Mitterrand à Stockholm (29 et 30 septembre).

JEUDI 30 SEPTEMBRE. Washington. Conférence sur l'évaluation de l'environnement parrainée par la Banque mondiale.

VENDREDI 1er OCTOBRE. Bonn. Hans Tietmeyer, nouveau président de la Bundesbank, remplace Helmut Schlesinger.
Israël. Jérusalem : Entrée en vigueur de l'accord entre Israël et les Palestiniens.
Paris. Inauguration de Bercy-Expo, premier centre permanent et international consacré au secteur alimentaire et aux arts de la table.

LUNDI 4 OCTOBRE. Londres. Entrée en fonctions officielle de Jacques de Larosière, nouveau président de la BERD.

□ **Précision : l'économie sociale.** – Dans le dossier consacré à l'économie sociale dans «le Monde-l'Economie» du 21 septembre, une erreur de transmission nous a fait déformer le nom du nouveau délégué à l'économie sociale. Il s'agit de Claude Fonrojet, auparavant adjoint au directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales.



HUMEUR • par Josée Doyère

Les vieillards de quarante-cinq ans

NOTES DE LECTURE

INDUSTRIE

Le riche dompteur du Rhône

Chargée d'aménager le cours du fleuve, la Compagnie nationale du Rhône, devenue gros producteur de courant, serait un beau parti pour Pechiney

DE petits chevaux pottok, d'origine basque, légers et rustiques, des moutons solognots et des vaches bretonnes pie-noir ont pâturé tranquillement, ce printemps, au bord du Rhône canalisé, près de Saint-Vallier (Drôme). Dans un louable sursaut écologiste, la Compagnie nationale du Rhône (CNR), concessionnaire de l'aménagement du fleuve-roi, avait confié à ce troupeau inattendu le soin de tondre une trentaine d'hectares plantés de végétaux divers, près de zones industrielles et de barrages. Sursaut qui n'empêcherait sans doute pas certains écrivains de regretter que la CNR ait déployé tant de zèle, depuis l'attribution d'une concession unique, en 1933, à domestiquer un fleuve emporté.

C'est bien cette tâche – contenir le cours d'eau le plus puissant de France, pour le plus grand bonheur de la navigation et la production hydroélectrique – que le législateur avait confiée à la CNR, société para-publique, lors de sa création. Il lui a donné aussi la capacité d'émettre des emprunts garantis par l'Etat et cotés en Bourse.

GÊNÉE • L'entreprise, car c'en est une, présidée par Jacques Bonnot, compte aujourd'hui 630 salariés en charge de 19 usines hydroélectriques et d'autant de barrages, de 13 écluses à grand gabarit, 24 zones industrielles, et 10 ports de plaisance qui lui assurent des recettes commerciales. Elle a déjà réalisé une voie navigable de 330 kilomètres entre Lyon et la mer.

Sa capacité de production électrique (16,3 milliards de kilowat-heures) correspond à 5 % du total national, et ses immobilisations peuvent être estimées à rien de moins que 43 milliards de francs. Ainsi dotée, la CNR se sent pourtant à la fois protégée et gênée aux entournures par la structure de son actionnariat. Protégée, parce que son capital (3,6 millions d'actions) est réparti entre 6 régions, 12 départements, 229 communes – dont la ville de Paris, – différentes organisations consulaires, la SNCF et Electricité de France. Autant de porteurs qu'on imagine mal se séparer de leur bien à vil prix puisqu'ils se sont satisfaits, à ce jour, de dividendes statutaires des plus modiques.

Parfois gênée, la CNR l'est également en raison de la présence dans son capital d'Electricité de France, l'éternel rivale. Avec ce client et actionnaire naissent forcément de lourds conflits d'intérêts. La CNR doit *« mettre à la disposition d'EDF »* le courant électrique produit par ses barrages, moyennant une redevance qui ne s'apparente pas à un prix de marché, mais permet seulement... la prise en charge des coûts. En revanche, selon une loi de 1991, EDF doit verser à l'établissement public Voies navigables de France (VNF) une taxe pour l'utilisation de l'eau des fleuves, pour le refroidissement de ses centrales électronucléaires. Une partie du produit de cet impôt doit être affectée à l'achèvement, par la CNR, de la future liaison fluviale entre le Rhin et le Rhône, si critiquée. Même avec les tempéraments les plus conciliants du monde, un tel dispositif ne saurait aboutir qu'à des contentieux et des non-dits.

Cette situation ambiguë est évidemment au cœur du rapprochement entre la CNR et le géant français Pechiney, que Jean Gandois, président de ce dernier groupe, jugeait encore, lundi 21 septembre, *« tout à fait intéressant »*, et que le ministère de l'industrie étudie depuis déjà plusieurs années (*le Monde* des 10 et 23 septembre). En se rapprochant d'un tel fournisseur d'électricité, Pechiney, producteur d'aluminium, mis dans le rouge par la baisse des cours du métal blanc, obtiendrait sans doute un magnifique moyen de « lisser » ses résultats.

MARIAGE • C'est ce qu'avait expliqué en substance Gérard Longuet, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, dans un entretien aux *Echos*, en juillet dernier. D'autant que cela facilitait une recapitalisation de Pechiney, en vue d'une privatisation.



Cependant, aucune des usines d'aluminium du groupe présidé par Jean Gandois ne se trouve au bord d'un cours d'eau, pas même celui que la CNR a réussi à maîtriser. Les cuves d'électrolyse se sont installées d'abord en montagne, près des chutes et de la *« houille blanche »* puis en bord de mer, afin de simplifier les approvisionnements lourds.

> **Le capital de la CNR est réparti entre six régions, douze départements, deux cent vingt-neuf communes, différentes organisations consulaires, la SNCF et EDF.**

L'évocation d'un « mariage » entre la CNR et Pechiney ne serait-elle, alors, qu'une séduisante construction intellectuelle, dont l'objet ultime serait d'obtenir qu'EDF se montre plus conciliant dans l'application de ses tarifs, à l'égard de grands clients industriels ? Voire pour préparer une déréglementation de la production et de la distribution d'électricité, comme l'avaient envisagé les collaborateurs d'Alain Madelin, lors de son passage au ministère de l'industrie en 1986-1988 ? En tout état de cause, la mariée serait bien belle : à la fin de l'année, l'endettement de la CNR n'atteindra plus que quatre milliards de francs. Il deviendra presque symbolique, à partir de 1998, si la Compagnie n'ouvre pas de nouveaux grands chantiers.

Gérard Buétas

LE MONDIAL DU DEUX-ROUES

Salon sage pour motards assagis

Souci d'économie aidant, moto et vélo résistent mieux à la crise que l'automobile. Plus de sécurité, moins d'innovations, et le retour remarqué des Européens

Au Mondial du deux-roues, qui s'est ouvert à Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles le 24 septembre et fermera ses portes le 3 octobre, l'ambiance n'est sans doute pas euphorique, mais elle est meilleure qu'au Salon automobile de Francfort, il y a quelques semaines.

Il se confirme que le marché du deux-roues tient mieux le choc que celui du quatre-roues (« Le Monde-l'Économie » du 15 juin). Sur les huit premiers mois de l'année, le recul n'atteint « que » 12,6 % (75 856 immatriculations) contre 17,2 % pour les voitures particulières. Cette décroissance est, en outre, intervenue avec retard (en avril, le marché des deux-roues n'accusait qu'un repli de 1,7 % contre 11,7 % pour l'automobile). En outre, elle n'affecte pas les engins ne nécessitant pas l'obtention d'un permis : le « boom » des scooters de moins de 50 cm³ se confirme (ils progressent de 27 % depuis le début de l'année) alors que, parmi les motos, la mévente est inversement proportionnelle à la cylindrée et, donc, au prix. Le deux-roues n'échappe pas au souci général d'économie.

AMORTIR • Sentant le marché – plus de 3 milliards de francs pour les ventes de machines neuves dans l'Hexagone – en repli, les constructeurs s'efforcent de limiter les risques.

L'époque des innovations technologiques effrénées est révolue : il faut serrer les prix et amortir le plus longtemps possible les investissements. D'ailleurs, les consommateurs se portent plus volontiers sur les machines « sages » car la moto est de moins en moins synonyme de vitesse ou de recherche d'émotions fortes. Ce sont davantage les caractéristiques liées à la sécurité, à l'agrément ou encore la personnalité de l'engin qui séduisent un consommateur assagi et regardant sur la dépense. On voit donc plus de modèles redessinés ou dotés de nouveaux coloris que de vraiment inédits.

Certains prennent pourtant des risques. BMW, spécialisée jusqu'à présent dans le haut de gamme, présente ainsi une moto « européenne » de moyenne cylindrée. Conçue en Allemagne, la F 650 est équipée d'un moteur autrichien et a été fabriquée en Italie afin de réduire les coûts de fabrication.

Les Européens, d'ailleurs, relèvent la tête : on a vu réapparaître des marques que l'on croyait définitivement disparues comme MZ (devenue MuZ) outre-Rhin et Triumph outre-Manche, et créer une nouvelle marque, sans oublier la Barigo en France. Mais ces renaissances, qui portent sur de modestes volumes de production, pourront-elles résister longtemps à la conjoncture ?

Et le vélo ? Depuis la cure de jouvence que lui a offerte l'arrivée du tout-terrain, le VTT (cinq millions d'exemplaires vendus depuis 1987), il a connu une formidable expansion et a su conquérir le marché des juniors (52 % des achats). Sur les 2,9 millions de bicyclettes commercialisées l'an passé en France, 1,7 million sont des VTT. Mais il cherche maintenant de nouvelles locomotives, et le Mondial 1993 est l'occasion de populariser le VTC (vélo tout-chemin), pour relancer des ventes qui commencent à s'essouffler. Prolongement du VTT, cette machine, équipée de garde-boue et de roues plus larges, d'un éclairage, voire d'un porte-bagages, est destinée aux « rurbains » qui travaillent en ville mais vivent à la campagne.

Jean-Michel Normand

Les principales nouveautés

■ **Honda.** – Le numéro un mondial complète sa gamme avec une CB 500 bicylindre très sobre et la RC 45, une petite sportive dont la préparation est presque comparable aux machines de compétition, et apporte des retouches à plusieurs modèles, dont la XLV 600 Transalp.

■ **BMW.** – *La grande curiosité* de ce salon est la BMW F 650. Pour la firme de Munich, il s'agit d'un défi économique, puisqu'elle va tenter de prendre pied sur le marché des moyennes cylindrées, mais aussi technique. Pour la première fois de son histoire, BMW abandonne en effet la transmission par cardan pour une transmission par chaîne. Un peu plus chère (39 900 francs) que ses rivales, la F 650 doit devenir un modèle d'accès à la gamme BMW. Celle-ci s'enrichit également de la R 1100 GS, version tout terrain de la R 1100 RS.

■ **MuZ.** – Version « capitaliste » de la fameuse marque MZ de l'ex-RDA, la firme MuZ présente la Silver Star Classic, une 500 cm³ quatre temps qui doit faire oublier l'image trop rustique de ses devancières.

■ **Yamaha.** – La firme japonaise lance une sportive, la FZR 600 R, dotée d'un nouveau châssis, une Diversion 600 dépourvue de carénage ainsi qu'une version 80 cm³ du Zest, un scooter également fabriqué en France par sa filiale MBK.

■ **Triumph.** – Le constructeur anglais, qui tente de percer en France, présente deux 900 cm³ : la Speed Triple, au style très dépouillé et la Speed Daytona, une sportive.

J.-M. N.

Barigo, nouvelle marque française

Une machine sportive arrive sur le marché : première production « nationale » depuis bien longtemps

Si l'on excepte les étonnantes BFG et MF, pourvues de moteurs de Citroën GS ou Visa, produites en toutes petites quantités il y a une dizaine d'années, il faut remonter au début des années 70 pour retrouver la production en série d'une véritable moto française. Combien se souviennent de la quelque peu fumante et toussante Motobécane 350 ? Une trois cylindres, deux temps, qui doit avoir laissé à quelques vieux motards nationalistes le souvenir de certaines galères, en panne au bord d'une autoroute.

> **Il faut remonter au début des années 70 pour retrouver la production en série d'une véritable moto « made in France ».**

C'était au début de l'invasion des machines japonaises. Des motos si propres et si fiables qu'elles ont ébranlé toute l'industrie traditionnelle, allemande, anglaise, italienne et américaine. Et devant l'arrivée desquelles l'industrie française, qui avait connu de belles heures avec Peugeot, Terrot, Gnôme et Rhône, Motoconfort et Motobécane, céda définitivement. Il faut donc du courage aux dirigeants de la société STIQ, filiale du groupe Perrotin (équipements automobiles), pour relancer une moto, sous la marque Barigo.

Elle a racheté à la fin de 1992 une petite société installée à La Rochelle, qui travaillait depuis plusieurs mois sur un prototype. Pendant une quinzaine d'années, Patrick Barigault a mis au point des motos tout-terrain pour le rallye-raid Paris-Dakar. Celles-ci avaient remporté plusieurs victoires d'étapes, et se sont classées à quatre reprises à la première place du classement « marathon ». Utilisant moins de pièces de rechange que les autres pendant la course, elles avaient fait reconnaître leur fiabilité.

POINTUE • La SM 600 trail Supermotard, premier modèle sorti de l'usine Barigo, vient d'être commercialisée. C'est une moto très *« pointue »*, pour motards avertis. Avec son poids de 132 kilos pour 61 chevaux, il faut beaucoup d'attention et d'expérience, sur route comme sur tout-terrain, pour maîtriser un engin qui affiche autant de tempérament.

Seul le châssis de la Barigo est conçu et fabriqué à La Rochelle. Le moteur est le fameux monocylindre autrichien Rotax, quatre temps, quatre soupapes, double arbre à cames en tête et triple allumage, qui équipe la toute nouvelle BMW F 650 « européenne ». Les suspensions sont des White Power, et l'équipement digne d'une machine de compétition.

La société Barigo présente au Salon du deux-roues, une routière dérivée de cette 600. Il s'agit d'une grand tourisme, version civile d'un modèle étudié pour la police et la gendarmerie. A partir de la même base sera présentée une autre version, routière sportive, l'Onixa. Bien qu'elle se fixe un objectif modeste de diffusion pour sa première année d'existence, la société Barigo va permettre à quelques motards prêts à dépenser 60 000 francs de *« rouler français »*.

Christophe de Chenay



LA GRANDE CONSOMMATION FACE A LA CRISE

Antoine Riboud : « Il faut descendre à 32 heures par semaine »

A gauche, Antoine Riboud, soixante-quatorze ans, PDG du groupe BSN, champion de l'industrie agroalimentaire avec des marques aussi connues que Danone, Kronenbourg, Lu, Evian, etc. A droite, Michel-Edouard Leclerc, quarante et un ans, coprésident des centres du même nom, qui s'est fait connaître avec son père grâce à ses croisades pour pouvoir vendre à prix discount l'essence, la parapharmacie, les livres, etc. Cela aurait pu être un duel. Mais les deux « ennemis naturels » se retrouvent lorsqu'ils analysent, chacun de son côté, les métamorphoses du consommateur et ses conséquences sur leurs activités. Michel-Edouard Leclerc admet que la pression imposée par la crise et la concurrence européenne à l'industrie est énorme. Antoine Riboud ne conteste pas la nécessité de modifier profondément sa stratégie commerciale pour s'adapter à la nouvelle donne. L'un et l'autre soulignent la gravité des mutations en cours et font des propositions : pour l'industriel, il faut tout faire pour accroître la productivité en abaissant les coût salariaux, mais aussi lutter contre le chômage structurel en réduisant le temps de travail à 32 heures. Pour le distributeur, il faut associer les grandes surfaces à des accords de filière afin de trouver d'autres arguments de vente que le prix. Bref, tout faire pour reconquérir le consommateur perdu.

« Au mois de mai, vous avez surpris en annonçant à votre assemblée générale que vous étiez prêt à baisser les prix de plusieurs produits pour vous adapter à la crise de la consommation. Quelles étaient vos motivations ?

– A cette assemblée, j'ai surtout voulu insister sur la nouveauté de la situation. Depuis des années, le secteur des biens de consommation a connu une croissance ininterrompue. Même dans les moments les plus difficiles comme les chocs pétroliers, la consommation n'a pas baissé. Nous n'avons jamais traversé de crise, car l'indexation des salaires à l'inflation maintenait le pouvoir d'achat. Aujourd'hui, les événements ont changé. Pour la première fois nous connaissons un retournement de tendance qui s'accompagne d'un changement de comportement des consommateurs.

– Comment analysez-vous cette évolution ?

– Nous sommes dans une crise logique qui suit le dérèglement des moyens financiers des années 80. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis s'est déroulé ensuite en France. A partir de 1985, nous étions entrés dans un cycle où vous pouviez gagner beaucoup d'argent en dormant. Si vous aviez un appartement, tous les matins il prenait de la valeur ; de même si vous possédiez un tableau ou une résidence secondaire. Le Français s'est alors mis à emprunter pour profiter de cette spéculation. 75 % d'entre eux se sont endettés. Tout d'un coup, comme toujours dans ces cas-là, le plafond s'est crevé. Ce qui montait s'est mis à baisser ou à s'effondrer. Le Français réduit désormais son train de vie pour rembourser ses dettes.

Cette crise a été retardée en France jusqu'au début de cette année, en partie grâce à la réunification allemande, qui a favorisé les exportations françaises, donc maintenu la croissance.

– Comment se présente le nouveau consommateur ?

– Face à cette situation, le Français a pris l'habitude de marchander. Il ne veut plus rien acheter au prix du catalogue. Il discute un rabais avec le vendeur. Quand il va dans un hypermarché, il ne peut pas négocier avec la caissière. C'est dans le rayon qu'il va chercher son rabais. D'où la naissance et la croissance des premiers prix, des marques de distributeur, et le développement des promotions sur nos marques. De plus, le Français ne veut plus gaspiller, et se faire remarquer par ses achats. C'est la fin du paraître.

– Face à cette crise, comment avez-vous réagi ?

– Notre objectif immédiat a été de tout faire pour conserver nos parts de marché sans rogner sur nos marges. Nous avons été conduits à intensifier les opérations promotionnelles auprès des distributeurs. Elles ont pu avoir deux effets. D'une part, elles ont permis de réduire l'écart des prix avec nos concurrents et, d'autre part, elles ont permis à des distributeurs d'améliorer leur rentabilité.

– Etes-vous restés absents sur les premiers prix ?

– Non. Nous avons également développé la fabrication de produits pour le compte des distributeurs. Nous le faisons depuis toujours. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est le développement de produits moins onéreux, avec des recettes plus simples. Dans nos plats cuisinés Honoré Janin, par exemple, l'un des produits le plus vendus depuis dix mois, c'est le rognon bordelaise, à moins de 20 francs la portion.

Nous avons procédé également à des acquisitions pour concurrencer les produits moins chers. Présents dans les eaux minérales, nous sommes désormais présents dans les eaux de source, moins chères, avec le rachat des Sources du Mont-Dore.

– Abandonnez-vous votre positionnement unique sur les marques ?

– Certainement pas. BSN a l'un des plus grands portefeuilles de marques et c'est un capital inestimable que nous continuerons à développer. Néanmoins, le consommateur cherchant une gamme complète, nous voulons maintenant le satisfaire avec des produits allant du plus élaboré au plus simple. Nous continuerons à faire des marques de distributeurs et des premiers prix pour la distribution.

– En tant qu'industriel, n'avez-vous pas profité de la notoriété de vos marques pour pratiquer des prix élevés, phénomène qui s'est retourné contre vous, avec le changement de comportement des consommateurs ?

– Entre 1982 et 1992, la hausse des prix a été de 49 %. Celle de Danette a été de 16 %, tandis que le Danone aux fruits a augmenté de 4 %, Evian de 32 % et le petit pot Blédina de 5 %. Nous sommes donc restés dans des limites très inférieures à l'inflation.

– Croyez-vous à l'avenir des marques ?

– C'est fantastique, les erreurs qui ont été écrites depuis quelques mois sur les difficultés des marques, ou sur leur éventuelle disparition. Cela repose sur une fausse interprétation de l'opération Marlboro. Cette marque avait augmenté ses prix deux fois plus vite que l'inflation pendant dix ans. Elle avait favorisé le développement d'autres concurrents moins chers. Philip Morris, son fabriquant, a été très courageux en décidant au mois d'avril de baisser brutalement le prix de ses cigarettes de 20 %. Le groupe américain a commencé ainsi à reconquérir des parts de marché.

» En fait, il ne faut pas chercher à généraliser l'« événement Marlboro ». En revanche, il faut prendre la crise économique, la première subie depuis quarante ans, comme un miroir grossissant des problèmes. La marque continuera d'exister car le consommateur a besoin de sécurité et de produits de qualité en termes de goût, d'apport nutritionnel et d'innovation. Chaque fois qu'on innove, on prend un risque que les suiveurs ne prennent pas. Innover restera le devoir et la responsabilité de l'industriel.

– Ce changement de stratégie pèse-t-il sur vos comptes semestriels, qui sont en baisse ?

– Comme nous l'avons indiqué lors de l'assemblée générale, nous avons adapté notre stratégie à la nouvelle situation économique pour maintenir nos parts de marché et défendre nos marques. Pour ce qui concerne le premier semestre 1993, notre chiffre d'affaires a progressé de 2,9 % hormis les dévaluations monétaires. La rentabilité a légèrement diminué (9,7 % contre 10,35 %) en raison d'une augmentation importante des promotions. Ces coûts supplémentaires ont été pratiquement compensés par les gains de productivité.

– Toutefois, vous peinez dans le secteur du biscuit.

– C'est le produit alimentaire qui subit le plus les effets sociologiques de la crise car il est acheté par une mère de famille pour ses enfants. On a constaté que les périodes de prospérité ont entraîné un développement considérable des nouvelles sortes de gâteaux, plus élaborés, donc vendus plus cher, et qui ont été ensuite copiés. La crise entraîne un retour vers des biscuits plus simples et a exacerbé la concurrence. Nous sommes depuis peu sur ce secteur et nous n'avons pas encore fait toutes les restructurations industrielles et commerciales.

– Vous parlez beaucoup de productivité. Peut-on abaisser sans cesse les coûts en procédant à des suppressions d'emplois ?

– Il est clair que baisser les prix de revient est un discours plein d'émotion, puisque productivité évoque chômage : c'est une vision trop succincte du problème. En fait, la productivité comprend de nombreux volets comme l'organisation du travail, la spécialisation et la saturation des usines, la réduction des pertes de matières premières et d'emballage, l'amélioration des rendements des outils de production qui ne tournent pas à la vitesse prévue lors de l'investissement, la formation des hommes.

» En matière d'emploi, nous avons la volonté politique d'appliquer avec détermination toutes les mesures que le gouvernement vient de décider. C'est important, nos calculs prouvent que ça touche 4 % de nos effectifs, soit 1 000 personnes que nous ne licencierons pas ou que nous embaucherons.

– Serez-vous encore obligés de licencier ?

– Vous dire que tout cela peut se faire sans toucher à l'emploi, ce n'est pas vrai. Confronté à une concurrence sévère, encouragée par une distribution de plus en plus efficace et concentrée, un industriel ne peut pas baisser les bras. Nous ne voulons et nous ne pouvons pas le faire. Nous cherchons depuis toujours à réduire les effets sur le plan humain de la productivité. Nous ne laissons jamais seul un membre du personnel devant son problème d'emploi. Nous avons trouvé des solutions pour plus de 85 % du personnel concerné par les différentes restructurations. Nous continuerons à poursuivre la même politique.

– Etes-vous tentés d'aller au-delà ?

– On peut admettre que le chômage dû à la crise (3 %) se résorbera avec le redémarrage de l'économie et les mesures du gouvernement. Il restera un chômage, que nous appellerons structurel, qui représente 8 % de la population active. Seuls des moyens audacieux pourront le réduire.

– Quelles sont vos propositions ?

– Ce chômage structurel est dû au coût élevé du travail en France. Il ne faut pas incriminer le coût direct du travail, mais l'ensemble des charges directes et indirectes. C'est ce coût total du salaire qui a conduit les industriels et les services à investir massivement dans l'automatisme pour supprimer des frais de personnel. Il peut donc y avoir deux propositions : il existe un potentiel d'emploi important pour les jeunes à 4 500 francs par mois mais pas à 9 000 francs. Cela passe donc par une adaptation des charges indirectes.

» L'autre proposition consiste à réduire significativement la durée du travail. Car, si vous la réduisez de quelques heures, la productivité absorbera la diminution d'horaires. Il faut avoir la volonté de descendre à 32 heures, soit quatre jours par semaine. Cela nécessitera toute une nouvelle organisation du travail et obligera toutes les industries et les services à embaucher fortement.

– Etes-vous prêts à appliquer le premier votre idée ?

– Non, car cette mesure très audacieuse doit être appliquée obligatoirement par l'ensemble des professions pour éviter de fausser la concurrence. Nous ne pouvons pas supporter des coûts supérieurs à ceux des autres industriels, ce qui risque de se produire si nous descendons à 32 heures et embauchons plus de salariés, alors que nos concurrents restent à 39 heures avec moins de personnel. Cette mesure nécessite une grande cohérence et ne se fera pas sans une négociation entre tous les acteurs économiques et sociaux. Elle n'aura aucune consistance sans l'arbitrage de l'Etat, sur le plan français et sur le plan européen.

– A combien estimez-vous les créations d'emplois.

– Tout bien calculé, cela permettrait d'augmenter en théorie de 6 % ou 7 % le nombre d'emplois, ce qui concernerait, en France, 1,4 million de personnes. Mais ce n'est qu'une idée pour l'instant. Elle doit faire son chemin. »

Propos recueillis par Dominique Gallois et François Renard

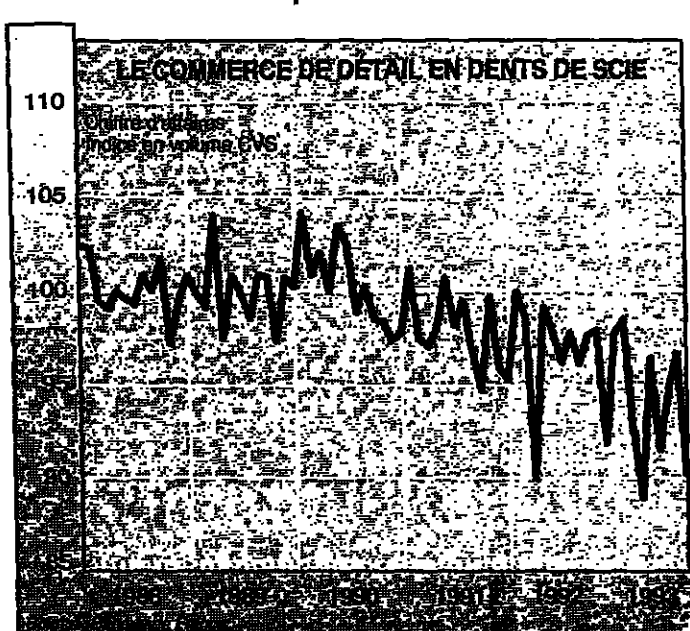
Léger frémissement

La consommation enregistre un léger mieux début septembre grâce... à une fin d'été pourrie.

LE malheur des uns... Le mauvais temps régnant sur l'Hexagone en cette fin d'été – ainsi que la mode – ont incité les Français à renouveler leur garde-robe, donnant ainsi un petit coup de fouet à la consommation. Ils ont également rempli leur garde-manger et équipé leurs chères petites têtes blondes pour la rentrée des classes.

Il est trop tôt pour connaître les statistiques du mois de septembre dans la distribution, mais lorsqu'on les interroge les professionnels pensent que *« la rentrée s'est plutôt bien passée »*. *« Elle a été moins mauvaise que prévu »*, estime Michel-Edouard Leclerc. Avec prudence, il indique aujourd'hui s'attendre pour le mois à un taux de croissance supérieur de 3 ou 4 points à celui de septembre 1992 à surface comparable. Chez Promodès, le dernier pointage réalisé le 19 septembre, faisait apparaître (encore à surface comparable) une hausse de 2,7 % dans les hypermarchés. Chez Carrefour, tout en soulignant la difficulté de faire une analyse compte tenu des baisses de prix, on pense qu'il y a *« peut-être un petit mieux par rapport au mois d'août »* : là aussi, pression sur les prix aidant, la rentrée scolaire s'est bien passée. L'alimentaire, le petit bazar et les petites pièces de textile se comportent bien, mais dès que l'on parle de produits plus chers (hi-fi, radio, télé...), il n'y a pas d'amélioration.

Les grands magasins, qui multiplient les opérations commerciales en ce mois de septembre pour rester dans la course, ressentent également ce léger mieux : boulevard Haussmann, la deuxième semaine de septembre a été meilleure. Au Bazar de l'Hôtel de Ville, plus centré sur l'équipement de la maison, on note aussi un « petit mieux » depuis la fin



du mois d'août. Ceux qui se sont lancés dans les nocturnes hebdomadaires semblent, en tout cas, avoir au moins réalisé leurs objectifs.

OUVERTURE • Dans les magasins dits « populaires », les tendances sont les mêmes : *« On ne peut pas dire qu'il y a un emballement, mais il y a une ouverture depuis le début du mois de septembre »*, note un directeur des achats chez Monoprix, où les performances à la mi-septembre sont plus flatteuses que celles de l'an passé (septembre 1992 n'avait pas été terriblement bon). Le textile est en reprise, et dans l'alimentaire le consommateur « futé » court d'un magasin à l'autre pour profiter de « la » bonne affaire.

Néanmoins, tout cela est extrêmement fragile, et les professionnels sont unanimes à le souligner : il a suffi de deux ou trois jours d'été indien pour que les ventes fléchissent dans les grands magasins parisiens et dans la vente par correspondance, qui continue pourtant de bien tirer son épingle du jeu depuis le début de l'année. Rien n'est acquis et personne, au vu du contexte économique général, ne se hasarde à parler de reprise – *« ouverture »*, *« plat »*, *« mieux »* sont les termes utilisés – et encore moins à faire un quelconque pronostic.

D'autant qu'un bref retour en arrière montre qu'en matière de consommation, depuis un an, les évolutions sont en dents de scie d'un mois sur l'autre. Et, qu'en outre, le consommateur continue plus que jamais à faire la chasse aux petits prix, dernier sport national à la mode.

F. V.

BILLET

Tous coupables ?

LES consommateurs sont-ils coupables ? Coupables de ne pas dépenser assez, coupables de rechercher les prix les plus bas, coupables d'acheter des produits importés ? A écouter certains élus, industriels voire distributeurs, on pourrait le penser. Car, après avoir intrigué dans un premier temps, le consommateur « fourmi », « hérisson » ou « futé » commence à agacer.

Dans le meilleur des cas, on l'exhorte, gentiment, à reprendre confiance et à recommencer à dépenser, comme Edouard Balladur. Mais loin du langage châtié du premier ministre, on dénonce sévèrement les comportements à courte vue qui, en privilégiant des produits moins chers, souvent importés, sont responsables *in fine* de la fermeture d'usines sur le territoire français... et donc du chômage. Parfois, on va même plus loin : lorsqu'il achète un tapis oriental à prix bradé, le consommateur n'est-il pas complice du travail des enfants dans tel ou tel pays en développement ?

« De prix bas en prix chocs, en passant par les petits prix, pour arriver aux prix extraordinaires... il ne reste pas grand-chose au niveau des entreprises, de la distribution comme de l'industrie. On est dans une spirale infernale de baisse des prix. Ceux qui ne sont pas économiquement handicapés s'habituent à trouver tout pour rien. Tout cela se fait sur le dos des entreprises : chaque fois que l'on casse les prix, on met trois chômeurs de plus sur le marché et on augmente les troupes de ceux qui, économiquement, ont besoin des prix bas » : ce directeur d'achat d'une grande enseigne nationale ne mâche pas ses mots. Son discours est typique de ce qui s'entend de plus en plus souvent.

Il fait bondir Reine-Claude Mader, présidente de l'Institut national de la consommation, qui trouve que l'on *« culpabilise beaucoup le consommateur »* en oubliant quelques vérités premières : la baisse ou le ralentissement de la progression de son pouvoir d'achat, les ponctions opérées sur son porte-monnaie au nom des grands équilibres nationaux et ses craintes sur l'emploi... sans oublier les campagnes des distributeurs qui ne cessent de vanter leurs bas prix ! *« Peut-être les gens ne croient-ils plus à rien de ce qu'on leur dit. Au moins, lorsqu'ils payent moins cher, c'est simple. »*

Les consommateurs, estime-t-elle, n'ont pas intégré les thèmes humanitaires (type travail des enfants), mais une bonne partie d'entre eux peut se montrer sensible à la question des délocalisations. A condition qu'ils soient correctement informés sur ce que recouvre le « made in France » : *« S'il s'agit de considérer qu'un imperméable dont les boutons ont été cousus dans l'Hexagone est fabriqué en France, c'est une escroquerie ! »* Et d'ajouter : *« Si l'on veut que les gens aient le sentiment de participer à un effort national, il faut que cela soit significatif. Sinon, c'est de la poudre aux yeux. Si on essaye de leur vendre une fausse idée, si l'on fait appel à leurs bons sentiments en les trompant, ils ne marcheront pas. On a tellement berné le consommateur qu'il ne croit plus personne. »* ■

F. V.

LA GRANDE CONSOMMATION FACE A LA CRISE

Michel-Edouard Leclerc : « Nous pouvons aider les producteurs »

« Les industriels font état de baisses de prix atteignant 10 %, voire 15 %. Pourtant, les prix à la consommation ne chutent pas. La différence ne va-t-elle pas gonfler les marges des distributeurs ?

– Ces chiffres ne reflètent pas l'évolution de nos conditions d'achat, ni celles du Caddie moyen en hypermarché. Dans la plupart des biens de grande consommation, la baisse des prix effective depuis un an est de l'ordre de 2 à 3 %. Mais il est absolument vrai que les produits agricoles sont en chute libre : les baisses atteignent jusqu'à 15 % pour certaines denrées (volaille, fruits et légumes, porc).

– Cela veut dire que la distribution ne fait pas de « gras », actuellement ?

– La distribution a largement répercuté cette baisse, preuve en sont les dizaines d'actions commandos qui, sur le front du kiwi, de la pintade, de la pomme de terre ou de l'endive, exigent depuis le printemps la remontée des prix dans les grandes surfaces. Cela se traduit par des résultats financiers inégaux : il y a les distributeurs qui ont anticipé la crise, qui gèrent au plus près la rotation des stocks et travaillent de plus en plus en flux tendus. Ils ont amélioré leurs résultats en 1992. D'un autre côté, beaucoup peinent, depuis les grands magasins jusqu'aux groupes qui digèrent des acquisitions récentes et ne réalisent de bénéfices que par profits exceptionnels.

– En fait, ce sont les hypers qui s'en sortent ?

– Ce sont ceux qui ont su le *mieux s'adapter à la demande.* On assiste à une mutation profonde et lente des comportements. D'abord une baisse tendancielle des dépenses alimentaires, qui ne représentent plus que 18 % du budget des ménages, contre 30 % dans les années 60. D'ou une surproduction dans la volaille, la pomme de terre ou le porc qui explique la baisse des prix.

» Ensuite, le consommateur est plus rationnel et ses achats plus individualisés. La demande se fragmente et se diversifie. Les vieux stéréotypes – des produits « pauvres » pour les bas revenus, des marques moyennes pour la bourgeoisie moyenne et le haut de gamme pour les élites – sur lesquels ont été fondées toutes les stratégies de marques sont périmés. Les consommateurs, tous les consommateurs, n'acceptent plus de payer cher des produits utilitaires. D'ou le succès des produits « premier prix » dans les supermarchés et chez les *hard discounters.* Troisième tendance : les marques restent plébiscitées, *mais les consommateurs* les veulent moins chères. La grande distribution est devenue le numéro un dans les vins fins haut de gamme, et cela ne choque plus de trouver des bijoux en or ou du caviar Pétrossian chez Leclerc...

– Le succès des hypers ne se fait-il pas aux dépens des industriels ?

– Nous sommes dans un contexte polémique où, profitant de l'arrivée d'une majorité conservatrice, qui drague les voix des petits patrons, le discours corporatiste est repris jusqu'au niveau gouvernemental. Les libéraux de 1986 ne sont plus libéraux. On assiste à une vague de poujadisme sans précédent depuis 1981 en France. Je l'explique par trois raisons : d'abord par l'ampleur de la crise, qui nourrit les appréhensions, d'autant plus qu'on n'en voit pas la sortie, contrairement à certains discours volontaristes du gouvernement.

» Deuxième raison : on découvre en France, en cette première année du Marché unique européen, une forte résistance culturelle aux idées de concurrence, de libre-échange. Il suffit d'entendre le discours politique qui culpabilise le consommateur, diabolise le distributeur et criminalise tout comportement agressif sur un marché ! Comme si c'était au consommateur de s'adapter à l'offre, et non l'inverse ! Le réveil est dur pour les militants de la concurrence.

» Troisième raison : les erreurs *de diagnostic des chefs d'entreprise.* Le tissu industriel n'a pas assez anticipé les mutations de la consommation. Dans l'agriculture, les producteurs ont développé des capacités excédentaires. Dans les biens de grande consommation, les industriels, pris dans la course aux économies d'échelle et obsédés par l'acquisition de marques leader, ont tué les petites marques. L'offre française s'est standardisée et banalisée, au moment où la demande se fragmentait et se diversifiait. Tous ceux qui ont gonflé leurs marges et tiré leurs prix vers le haut ont laissé un vide qui a été comblé par les produits « premier prix » ou sans marque.

» Un groupe comme L'Oréal n'a pas ce problème, car il est présent par ses marques sur tous les créneaux, mais des sociétés comme Nestlé ou BSN, qui redécouvrent la pression du marché, sont obligées soit de repositionner leur gamme sur de nouveaux segments du marché, soit de fabriquer des marques de distributeur. C'est une révision *déchirante.*

» Une grande partie de la polémique actuelle masque la difficile adaptation d'une offre standardisée, et mondialisée, avec une demande beaucoup plus fragmentée, rationnelle, exigeante. Il n'y a aucune raison pour que cela change rapidement.

– C'est un peu facile de s'abriter derrière le consommateur...

– Le consommateur choisit son enseigne. Des distributeurs comme Euromarché, les COOP ou Radar ont cru pouvoir ignorer cette pression sur les prix : ils ne sont plus dans le peloton de tête. Le distributeur, comme l'industriel, est sanctionné par le marché.

– Les industriels vous accusent de les obliger à vendre à perte.

– On caricature. Il faut certes satisfaire la demande de « premier prix », mais nous ne demandons pas mieux que de sortir de ce créneau, sachant que les gains de productivité sont relativement limités, et qu'il existe un seuil au-dessous duquel la qualité en pâtit. La stratégie des distributeurs consiste au contraire à élargir leurs gammes, à commercialiser aussi bien la 205 que la Safrane de l'alimentaire, du textile ou de l'électroménager. Nos gammes « premier prix » ne représentent d'ailleurs que 20 % de nos ventes.

» Nous essayons donc de proposer à nos fournisseurs d'autres arguments de vente que le prix. Un *exemple parmi d'autres : le marché* du poisson, où nous avons mis en place, avec les coopératives du Finistère Nord, un système d'étiquetage d'origine, qui garantit au producteur une rémunération supplémentaire de 8 à 9 francs par kilo. En créant des marques, des labels de qualité, nous avons bâti un vrai partenariat entre producteurs et distributeurs. Cet exemple peut être élargi.

» Nous avons toujours cru aux marques. Mais là on touche un autre problème : beaucoup d'industriels français du textile, de la puériculture, de l'horlogerie, des arts de la table, etc., ne peuvent pas ou ne veulent pas nous fournir leurs marques. Une bonne partie de l'industrie a préféré, pendant quinze ans, la distribution, sélective qui lui garantissait une marge confortable. Ce faisant, ils ont loupé le coche, et raté la mutation de la consommation et de la distribution. Ils ont créé un vide qui a été comblé par les importations, notamment en provenance de la Communauté : *dans l'habillement, ce sont* les Allemands qui supplantent les marques françaises, et Majorette est mort d'avoir laissé Lego et la poupée Barbie occuper à sa place les linéaires.

– On a constaté de vrais dysfonctionnements sur les délais de paiement ou le déréférencement brutal de certaines marques...

– En temps de crise, il y a des comportements déviants. Le législateur doit jouer son rôle pour sanctionner les excès. Mais, si vous voulez me faire dire que la pression est dure sur l'industrie, c'est vrai. Dans la période actuelle, il est plus dur d'être industriel que distributeur. Nous pouvons réagir instantanément au marché, alors que les industriels ont un délai de réaction d'autant plus long que les produits sont à forte valeur ajoutée.

» A la pression des consommateurs s'ajoute celle des industriels entre eux. Avec le Marché unique, l'offre s'élargit, et les distributeurs font jouer la concurrence : les multinationales, par exemple, proposent des délais de paiement plus favorables ou, à l'inverse, en échange de paiements comptant, livrent au jour le jour, contrairement à beaucoup de Français.

– Ce qui est bénéfique pour vous et vos prix ?

– Ce qui était le but du Marché unique ! Pour prendre le marché polonais, BSN adapte sa stratégie de prix au niveau de vie polonais. Quand il va conquérir le marché américain, il tient compte *d'un autre type de pouvoir d'achat.* Il ne dit pas : « Les distributeurs américains sont plus gentils que les distributeurs polonais » ! En France, on veut utiliser le distributeur comme un bouc émissaire. La dis*tribution en Allemagne* ou aux Pays-Bas est beaucoup plus concentrée, mais elle est appréciée.

– Au temps de l'inflation, vous aviez un rôle utile de frein sur les prix. Dans un contexte déflationniste, ce rôle ne devient-il pas néfaste ?

– Nous vivons dans une économie duale, où tout un pan de l'activité économique – l'alimentaire, l'agroalimentaire – a été sacrifié sur l'autel des prix. Il y a dans ces secteurs une déflation telle que les prix ne rémunèrent plus la production ni l'innovation.

» Mais la consommation continue de se développer dans d'autres secteurs, qui se planquent derrière leur spécificité pour échapper à la concurrence. La législation ou les accords professionnels nous obligent aujourd'hui à faire des marges de 30 % à 40 % sur les livres, l'électroménager, le bricolage ou le textile de marque ! Pour arrêter la baisse générale des prix, il faudrait, d'un côté, revaloriser les prix agricoles et, de l'autre, faire en sorte que l'ensemble des secteurs protégés soient soumis réellement à la concurrence ! D'une certaine façon, il faut répartir la concurrence sur de nouveaux secteurs de la consommation.

– Vu les dégâts causés dans l'agriculture, est-ce souhaitable d'élargir le problème ?

– Si la distribution est vraiment coupable de toutes les turpitudes qu'on lui attribue, quelle est la solution ? Augmenter les prix ? Ce *n'est pas en augmentant les prix* qu'on vendra plus. Limiter le développement des hypermarchés ? Ce n'est pas la taille du magasin qui fait la vente : on peut casser les prix dans des superettes... Le problème *est politique. On envoie les paysans* manifester sur nos parkings, mais on ne nous propose pas de participer à l'organisation des filières, pour éventuellement fixer des prix minima en cas de surproduction, en attendant que le marché se résorbe. Douze interprofessions se sont réunies pour faire passer leurs délais de paiement de quatre-vingt-dix à soixante jours. Elles n'ont pas associé la distribution à ces réflexions et se sont contentées de passer le dossier aux pouvoirs publics en leur disant : « Maintenant, allez sanctionner la distribution ! »

– Peut-être est-ce parce que la distribution fait peur ?

– Probablement. Pourtant, nous ne demandons pas mieux que de sortir de ce contexte. On en a assez d'être jetés en pâture à l'opinion agricole, alors que nous ne sommes pas responsables des dévaluations espagnole ou italienne ! C'est aux pouvoirs publics d'agir contre les contrefaçons, les importations illégales, etc. Quant à nous, professionnels, il faut savoir sortir des polémiques : nous pouvons nous entraider, à condition de respecter le savoir-faire de chacun. Il faut mettre de la discipline dans les comportements : sanctionner les mauvais payeurs, les déréférencements abusifs des distributeurs et le refus de vente des industriels ! Mais, si le gouvernement était tenté de faire une loi de circonstance, nous saurions la faire sanctionner par la Cour de justice européenne... »

Propos recueillis par
Véronique Maurus
et Françoise Vaysse

La guerre des prix du lait

Exaspérés par le « bradage » des produits laitiers dans les grandes surfaces, les producteurs ont proposé aux transformateurs une alliance contre la distribution

DU lait UHT vendu à 2 francs le litre, des camemberts proposés à 5 francs, des paquets de 16 yaourts nature à 8,90 francs, qui dit mieux ? Ces quelques exemples de promotion dans les grandes surfaces, relevés pendant l'été, ont poussé la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) à proposer une alliance aux laiteries face à la grande distribution. Une réaction d'autant plus vive que la pression des grandes surfaces sur les industriels pour baisser leurs tarifs pousserait ces derniers à acheter moins cher leur lait aux éleveurs.

Pour enrayer cette spirale infernale, le conseil d'administration de la FNPL a proposé, début septembre, à l'ensemble des entreprises du secteur de *« les aider s'ils ont des difficultés pour vendre leurs produits ». « Déterminée »* dans sa chasse au bradage des prix, la Fédération, assure son président, Jean-Marie Raoult, va jusqu'à envisager *« la mise sous contrôle des linéaires des grandes surfaces ».* L'objectif ultime est d'arriver à réunir dans chaque région des tables rondes associant producteurs, transformateurs et distributeurs pour mettre un terme à ce processus qui *« écrase toute une filière industrielle ».*

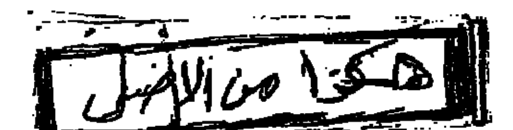
En contrepartie de leurs « coups de main », les producteurs espèrent un geste des industriels, qui pourraient *« au moins rattraper le niveau des tarifs de l'an dernier ».* Depuis le début de la campagne laitière (en avril), les prix payés aux producteurs ont baissé de 1 à 2 %, soit 2 à 3 centimes par litre, et, à l'exception de la Basse-Normandie et du Nord-Pas-de-Calais, aucun accord interprofessionnel sur les tarifs n'a été signé.

NUANCES ● La réponse des industriels est d'autant plus nuancée que la guerre des prix, conjuguée à une baisse de la consommation, touche de plein fouet la rentabilité de leurs entreprises. Tout d'abord, ils sont sceptiques sur les effets bénéfiques du relèvement de certains prix dans les magasins grâce à l'instauration d'un tarif minimum de vente au consommateur. Une tentative menée, voilà deux ans, sur le lait UHT sous la pression de la FNPL a montré les limites de l'exercice. La revalorisation du prix à la consommation n'a pas été répercutée chez l'industriel et donc encore moins chez le producteur. Un tarif fixé d'avance dans le magasin n'empêche pas le distributeur de jouer sur la concurrence entre laiteries pour acheter des produits moins cher et... augmenter ses gains grâce au prix minimum.

Xavier Paul-Renard, président de l'Association de la transformation laitière française (ATLA), se dit cependant favorable à une concertation avec la grande distribution pour mettre un terme au *« déréférencement sauvage »,* cette suppression brutale, du jour au lendemain, d'une marque dans un rayon si le fournisseur ne répond pas aux exigences financières du magasin. De tels comportements sont souvent préjudiciables au fonctionnement d'une entreprise et devraient être réglementés.

Quant à la revalorisation des tarifs du lait payé aux producteurs comme le souhaite la FNPL, il n'en est pas question. Selon l'ATLA, son niveau, qui n'aurait pas baissé d'une année sur l'autre, est jugé *« trop élevé ».* Le contexte actuel européen marqué par l'augmentation de la production laitière dans un marché où la consommation recule, et par la baisse des prix d'intervention sur le beurre et la poudre de lait, a des effets déflationnistes sur les prix qui devraient logiquement se répercuter sur la collecte laitière.

D. G.



LE NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE CHINOIS

Les deux amours de Wang Jr

Le premier groupe taïwanais, comme la génération montante des autres grandes familles locales, entend toujours investir à la fois dans l'île et sur le continent. Et il a l'oreille du gouvernement de Taïpeh

TAIPEH
de notre envoyé spécial

LE visage animé de tics, marque d'un stress intense, Winston Wang, quarante-deux ans, répond aux questions sur le ton de mitraillette de l'homme pressé. Mais il répond. Bien qu'on soit samedi après-midi, il disparaît un moment pour voir le patron, présent au bureau lui aussi. Sur sa carte de visite – outre un poste de professeur de *management* dû à ses études à Londres, – Winston Wang n'est «que» *senior vice-president* de Nanya Plastics.

La firme a 14 000 employés, un revenu annuel de 2,6 milliards de dollars américains. Dans le groupe Formosa Plastics, auquel elle appartient, Winston Wang est cependant un peu plus que ce titre ne l'indique : le fils de Wang Yong-chien, le fondateur de ce qui est peut-être le plus gros holding de Taïwan. Et la famille n'est pas de ces continentaux d'implantation récente venus avec leur défaite face à Mao en 1949, ces *waisheng* (littéralement, « externes à la province »), mais le premier ministre, Lien Chan, sont eux aussi originaires de l'île.

Par leur poids économique, les grandes familles locales influent beaucoup sur les orientations de développement qui seront adoptées par le « dragon » taïwanais à l'avenir.

PROVINCIALES • A ce titre, les Wang tiennent désormais une place bien plus large sur l'échiquier local que ce que suppose leur seule qualité d'hommes d'affaires fortunés. Ce sont des représentants d'une de ces familles d'extraction locale qui, dans une grande mesure, ont imprimé au Kouomintang son évolution des dernières années, l'amenant à engager un dialogue prudent avec Pékin (confié, comme par hasard, à un autre riche Taïwanais de souche, C. F. Koo). Par leur poids économique, elles influent également beaucoup sur les orientations de développement qui seront adoptées par le «dragon» taïwanais à l'avenir.

Cette réalité, bien que non formulée, imprégnait en mars 1993 le discours d'intronisation du premier ministre Lien Chan, quand il promit à l'île que son action viserait entre autres à mettre fin à *«l'obsession pour les origines provinciales»* qui a, en fait, pendant longtemps, joué en faveur des continentaux.

Wang père, qui s'est établi aux Etats-Unis, fut le premier grand industriel de Taïwan à exprimer l'intention d'investir une somme substantielle – plusieurs milliards de dollars – dans un complexe pétrochimique (naphte) sur le continent, à Xiamen, jadis connue sous le nom d'Amoy, face à l'île de Taïwan. Le projet, né alors que les investissements taïwanais sur le continent n'étaient pas encore autorisés, est gelé, mais d'autres investissements industriels sont envisagés sur le continent. En attendant, la famille a obtenu de faire inscrire un autre projet de

transformer trop rapidement en économie de service, de perdre la base industrielle qui a fait son succès. Or, c'est la tendance : *«L'investissement se raréfie, de même que les incitations à l'investissement. Le coût de la terre à usage industriel est peut-être le plus élevé du monde – 2 millions de dollars l'hectare hors de Taïpeh. En outre, nous faisons face aux protestations de groupes d'intérêts locaux qui vont des écologistes aux maîtres chanteurs»*, dans une situation où les faux-semblants abondent.

ÉCOLOGISTES • Le complexe de naphte projeté (le sixième) – réunissant en tout vingt-quatre usines –, qui rivalisera avec les plus grandes installations du

un député du Parti démocratique progressiste [DPP, indépendantiste]. *La mafia joue un rôle important dans tout cela. Ce dont nous avons besoin? D'un système où le public puisse faire confiance à un gouvernement pour exercer une autorité authentique.»*

AVANCE • Paradoxes gigognes dans cette île longtemps refermée sur elle-même : les indépendantistes flattent la sensibilité écologiste à des fins électorales; ils s'appuient aussi fortement sur les grandes fortunes taïwanaises, qui ne sont pas les dernières à investir sur le continent. Chiou I-jen, secrétaire général adjoint du DPP, le reconnaît : *«Il y a deux cas de figure : certains de ceux qui*

transférer leurs industries à faible productivité vers le Sud-Est asiatique.

Des investissements provenant de Taïwan ont commencé à apparaître dans ces pays, mais Formosa Plastics n'y croit guère. Dans son introduction au rapport annuel du groupe en 1992, Wang père, qui a rencontré Deng Xiaoping à plusieurs reprises lors de voyages à Pékin, souligne la situation ambiguë des investissements sur le continent. D'un côté, le nationalisme qui règne sur le continent apporte aujourd'hui une garantie contre les confiscations d'investissements de Chinois. De l'autre, les communautés chinoises du Sud-Est asiatique ont trop souvent souffert d'inimitiés locales pour que le capital chinois de Taïwan s'y sente en confiance. En écho aux complaintes de ces industriels soucieux de voir Taïwan conserver son avance technologique, le gouvernement a autorisé en juillet la location pour usage industriel privé de 30 000 hectares lui appartenant, à un prix préférentiel. En outre, le président du Conseil pour la planification économique et le développement, Vincent Siew, a annoncé la mise à l'étude d'un projet de zone de libre-échange sur une partie de la côte occidentale de l'île, face au continent, afin d'attirer l'investissement local et extérieur.

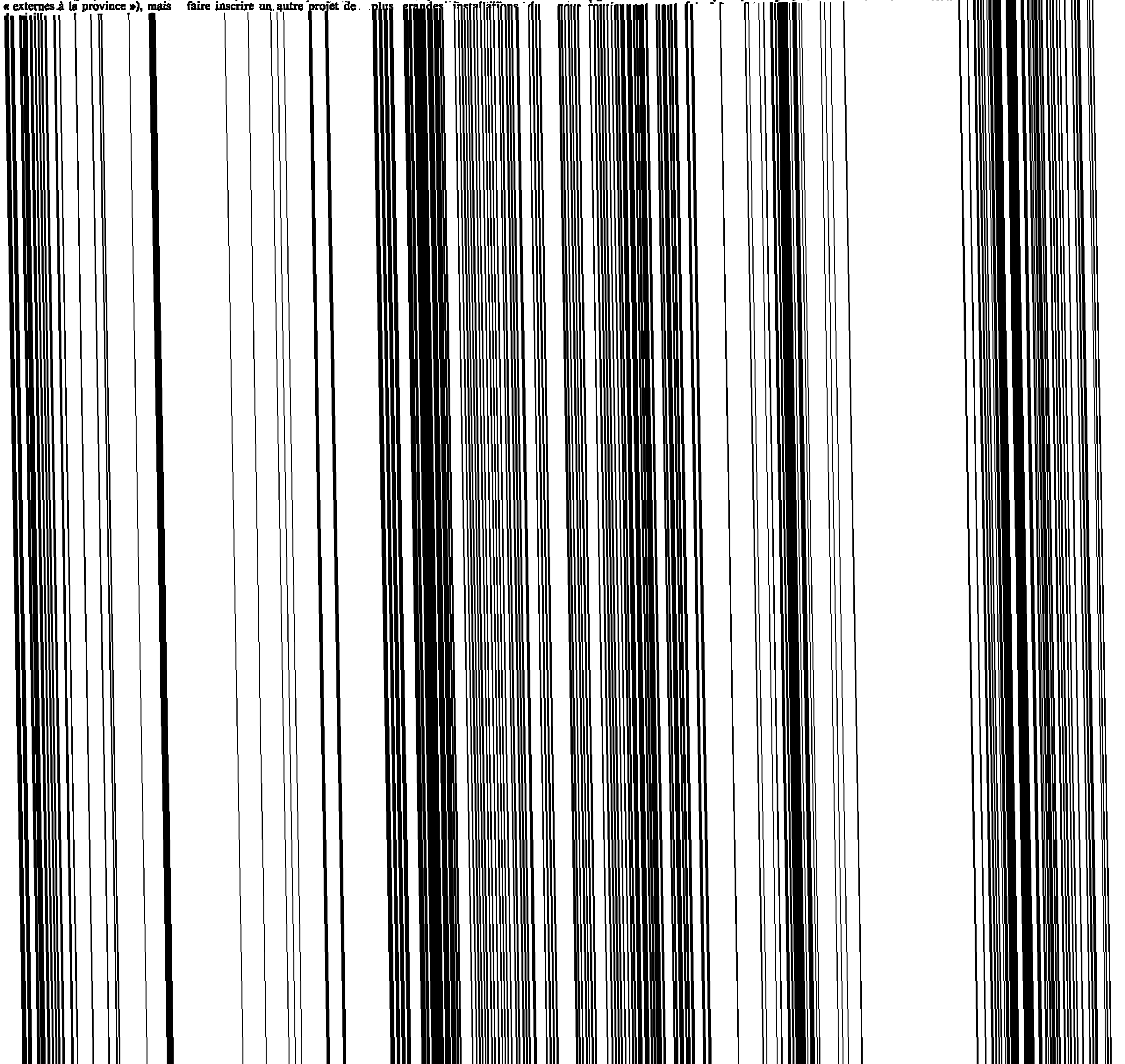
MARCHÉ • Une intégration économique croissante avec le continent est donc inéluctable. Cela ne veut pas dire que le groupe Formosa Plastics et ses émanations placeront tous leurs œufs dans le panier continental. *«Nous irons sur le continent,* dit le fils, *mais pas à pas, tout en nous diversi-*

textiles synthétiques, etc.) explose littéralement. *«Notre première opération* [sur le continent] *représentera environ 200 millions de dollars. Elle sera implantée vraisemblablement dans le Sud.»*

Pourquoi «y aller»? *«Parce qu'il faut se trouver où se trouve le marché»*, répond, catégorique, Wang Jr, avant de reconnaître l'existence de considérations annexes non négligeables : le salaire moyen d'un employé de sa firme sur l'île est de 2 000 dollars américains, de 40 dollars dans les zones «néocapitalistes» du continent.

D'où une conviction absolument opposée à celle de Deng Xiaoping, le patriarche continental – pour qui l'arrivée des capitaux taïwanais comme ceux de la famille Wang joue en faveur d'une réunification des deux Chines. *«On ne peut pas forcer l'Histoire dans le sens de la réunification ou de la désunification,* dit Winston Wang. *Il y a une différence de revenu de 1 à 20 entre le continent et nous. Je ne peux pas imaginer aujourd'hui notre réunification. Regardez ce qui se passe en Allemagne!»* La même philosophie anime le président Lee Teng-hui, que Wang Jr retrouve tous les dimanches au culte protestant.

Mais Winston Wang, qui n'a pas et ne brigue pas (pour le moment?) de fonctions politiques, peut se permettre d'aller plus loin que le président pour envisager l'avenir de la Chine. Abordant de son propre chef le domaine politique, il assure : *«La seule manière de gouverner ce pays, c'est de créer une sorte de confédération, laissant une grande indépendance aux pouvoirs locaux, chargés de l'essentiel de la*





DOSSIER

Les banques de données

L'information est une nouvelle matière première que notre société consomme en grande quantité. C'est ce qui explique le développement, au rythme de 10 à 15 % l'an, des banques de données, ces gigantesques réservoirs électroniques d'information, Nous avons besoin de toujours plus d'information, car la durée de vie des produits mais aussi des théories ou des modes diminue, obligeant à aborder de nouveaux domaines. La mondialisation de la concurrence accentue encore la tendance.

L'utilisation des banques de données permet de répondre à ces nouvelles exigences grâce à quatre atouts :

• La rapidité : la connexion à une banque de données est quasi instantanée et fournit le plus souvent une information directement utilisable (texte intégral d'un article, adresse d'une entreprise...) ou, dans le cas d'une référence, la possibilité d'obtenir en quelques jours, voire en une heure par fax, la copie des articles. D'autre part, la mise à jour des banques de données se fait de plus en plus rapidement, jusqu'à plusieurs fois par jour, et certaines publications sont même disponibles « en ligne » avant d'être imprimées.

• L'étendue du champ de recherche : l'ensemble des banques de données donne accès à plusieurs centaines de millions de documents, dans tous les domaines de la connaissance, ce qui est sans commune mesure avec les ressources d'un centre de documentation traditionnel.

• L'interactivité : compte tenu du très faible temps de réponse, il est fréquent que les résultats obtenus fassent évoluer la question, dont la nouvelle formulation apportera de nouvelles réponses, et ainsi de suite.

• La complexité : dans une recherche manuelle, on peut prendre en compte deux critères de recherche, trois au maximum, alors que, dans une recherche effectuée par les banques de données, le nombre de critères peut sans difficulté dépasser la centaine. Ces atouts ont un coût, qui augmente le prix de l'information obtenue par les banques de données. Ce coût se justifie dans plusieurs cas, tels que la confirmation rapide d'un événement récent, la recherche rétrospective ou encore la veille technologique. Les banques de données sont alors un complément indispensable à des outils plus limités, comme les publications qu'il est humainement possible de lire ou la fréquentation des congrès et expositions.

Dossier réalisé par François Libmann

Quelle est leur typologie ?

■ On distingue trois grandes familles de banques de données, qui se différencient par leur mode de diffusion, les possibilités de recherche offertes et les clientèles visées.

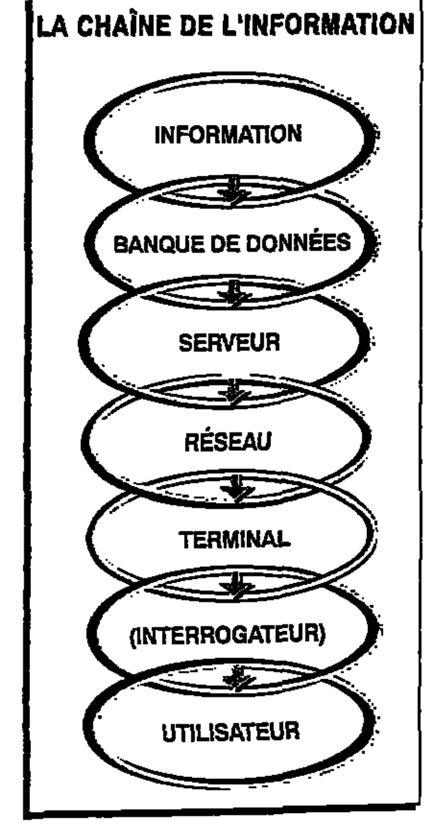
• La première famille est celle des **banques de données classiques**, à la norme ASCII. Leur utilisation est réservée aux professionnels de l'information, qui doivent connaître les langages d'interrogation spécifiques à chaque serveur, avec lesquels il faut préalablement signer un contrat. Elles proposent des volumes d'information qui peuvent se compter en millions de documents et permettent des recherches très sophistiquées sur des questions complexes. Il existe, dans le monde, près de 10 000 banques de données de cette nature, utilisées par quelques centaines de milliers de clients – dont environ 10 000 en France.

• La deuxième famille de banques de données est constituée par les **CD-ROM** (disques compacts), qui offrent parfois des images et des sons en complément du texte. Apparus au milieu des années 80, ils peuvent stocker des volumes importants d'information (mais moins qu'une banque de données classique sur un grand serveur), et permettent des recherches rapides et sophistiquées, avec ou sans langage d'interrogation. Aujourd'hui, plus de 2 000 titres couvrent la plupart des domaines.

• La troisième famille est celle des **banques de données vidéotex** – banques de données Télétel en France – conçues pour l'utilisateur final, qui doit pouvoir les interroger sans apprentissage préalable. On en compte environ 300 sur le réseau Télétel. Elles proposent des informations professionnelles accessibles à partir d'un Minitel et, pour la grande majorité, sans abonnement.

Ces trois familles de banques de données peuvent proposer différents types d'informations : des références bibliographiques (souvent avec résumé et mots-clés) ; l'intégralité du texte d'articles de quotidiens, de lettres ou de revues spécialisées, ainsi que d'études de marché ; des chiffres – séries statistiques (économie, météorologie ...), propriétés des matériaux, etc. – ; des informations dont la mise en forme est liée à leur nature même : structures chimiques, brevets, marques, opportunités d'affaires...

Une dernière famille, la plus récente et de nature légèrement différente, est celle des services d'information vocale ou services audiotex, qui sont accessibles à partir d'un simple téléphone, et pour lesquels le dialogue se fait à partir des touches du téléphone. ■



Un « producteur » sélectionne et rassemble des informations, les met en forme, et constitue ainsi une banque de données. Cette banque de données est chargée sur un ordinateur, que l'on appelle un « serveur ». Le serveur est relié, par l'intermédiaire d'un réseau (en général une combinaison de réseau téléphonique et de réseau télématique), à un terminal (micro-ordinateur ou Minitel). Ce terminal permet à l'utilisateur (utilisateur final ou intermédiaire) d'interroger la banque de données et de trouver les informations dont il a besoin.

Quelle est leur histoire ?

■ Les banques de données sont nées, dans les années 60 aux Etats-Unis, de la conjonction des progrès de l'informatique et de la volonté du gouvernement américain d'améliorer l'efficacité de la recherche dans les domaines proches de la défense (énergie nucléaire, espace). De nombreuses initiatives publiques y ont facilité l'émergence de plusieurs sociétés privées, qui ont développé une activité de centre serveur. Ces serveurs, qui existent toujours, ont été accessibles dès le début des années 70, par les réseaux internationaux de télécommunications. C'est ainsi que, dans le monde entier, les chercheurs – qui parlent presque tous anglais – ont commencé à utiliser les banques de données américaines.

En Europe, des programmes ont été successivement développés, depuis 1975, par la Commission des Communautés européennes (aujourd'hui Impact II pour la période 1991 – 1995), pour stimuler l'offre et sensibiliser les utilisateurs potentiels. Comme dans les autres pays développés, le gouvernement français a soutenu le secteur des banques de données. Dès 1973 et jusqu'à aujourd'hui, différents organismes ont financièrement soutenu tous les maillons de la chaîne en aidant la création de banques de données, l'écriture de logiciels d'interrogation, le lancement de serveurs et celui d'un réseau d'intermédiaires publics.

Ces initiatives ont favorisé le développement, tant de l'offre que de la demande. Mais il est à craindre que, pour les banques de données classiques en ASCII, ni les initiatives françaises ni les initiatives européennes ne permettront de rattraper les Américains.

Le secteur dans lequel la France est clairement leader est le vidéotex, avec 90 % des terminaux vidéotex de la Communauté Européenne, soit six millions de Minitel. Le nombre d'heures de connexion sur le réseau Télétel français atteint plus de neuf millions par mois, contre deux millions en Allemagne, qui arrive en seconde position. Ce succès est dû à la politique adoptée par l'opérateur public France Télécom, qui a imaginé le remplacement de l'annuaire téléphonique papier par un annuaire électronique et a fourni le terminal vidéotex (le Minitel) gratuitement. L'adoption du « système kiosque » a donné une impulsion certaine à ce marché. ■

Comment y accéder ?

■ Conquérir l'utilisateur en facilitant l'accès aux banques de données a été, ces dernières années, un objectif des industriels de l'information. Le Minitel constitue l'une des réponses pour la France, puisque tout utilisateur doit pouvoir interroger une banque de données vidéotex bien conçue. En contrepartie de cette facilité, les questions qu'il est possible de poser doivent être structurellement simples : cours de la Bourse, identification d'une entreprise ou d'une liste d'entreprises.

De même, les services d'information vocale, ou services audiotex, permettent une recherche facile, les touches du téléphone, seul équipement nécessaire, servent à répondre aux messages préenregistrés ou créés par synthèse vocale. Dans ces deux cas, l'équipement ne pose aucun problème. Les services sont, le plus souvent, libres d'accès, le coût de leur utilisation apparaissant *a posteriori* sur la facture de la ligne téléphonique utilisée.

Les banques de données sur CD-ROM, pour leur part, disposent souvent de deux interfaces, l'une destinée à l'utilisateur final et l'autre aux professionnels de l'information. Elles sont utilisées par des structures qui ont de gros volumes d'interrogation : bibliothèques universitaires, centres de documentation, cellules d'analystes financiers. L'équipement nécessaire se compose, en plus du CD-ROM, d'un micro-ordinateur relié à un lecteur de CD-ROM.

Enfin, les banques de données classiques sont destinées aux professionnels de l'information. Les recherches se font, dans la plupart des cas, en utilisant des langages d'interrogation spécifiques, qui s'apprennent en quelques jours mais supposent une pratique régulière. Outre la signature d'un contrat, il faut pour y accéder disposer d'un matériel minimum (micro-ordinateur et imprimante, logiciel de communication et modem).

Pour bénéficier des possibilités offertes par les banques de données classiques sans être un professionnel de l'information, on s'adressera soit à un spécialiste interne à l'entreprise (documentation ou bibliothèque), soit à une structure externe. Ces derniers, intermédiaires ou courtiers en information, peuvent être des structures publiques ou parapubliques ou des sociétés privées (regroupées, en France, au sein de l'AF2i Association française des intermédiaires en information). ■

Combien coûtent-elles ?

■ Le coût d'utilisation d'une banque de données classique (ASCII) se calcule en combinant plusieurs éléments :

– le temps de connexion à la banque de données : de 350 F à 1 500 F HT/heure, une session moyenne durant dix à vingt minutes ;

– les documents visualisés : de quelques francs pour des références bibliographiques à quelques dizaines, voire quelques centaines de francs pour des informations financières ou des extraits de publications dans les domaines chimique ou pharmaceutique ;

– un coût à la session (une connexion à la banque de données, quelle que soit la durée de l'interrogation) ou à la question (on peut payer chaque modification ou le nombre d'éléments de la question) ;

– les frais d'abonnement : ils peuvent être très élevés ; mais, le plus souvent, ils sont de l'ordre de quelques centaines de francs par an ;

– les frais de télécommunication, qui varient de 30 F à 200 F HT/ heure (les serveurs français sont accessibles pour 30 ou 35 F/heure, et les européens et les américains pour 50 à 100 F/heure à partir des grandes villes françaises).

Au total, si l'on veut prendre en compte l'ensemble de ces coûts, y compris les frais de personnel et les frais généraux (matériel, local...), il est courant de multiplier environ par trois les coûts du serveur.

La facturation du CD-ROM est radicalement différente puisque, en général, il y a un coût d'abonnement annuel qui peut varier de quelques centaines de francs à 100 000 F et qui permet une utilisation illimitée. Pour l'audiotex, la facturation se fait soit par un forfait de 3,65 F TTC par appel, sur les paliers 3665 et 3666, soit à la durée, de 0,73 F à 2,19 F TTC par minute, une somme fixe de 8,78 F pouvant s'ajouter au palier le plus élevé.

Dans le cas du vidéotex, et pour les services en accès libre (les plus nombreux), la facturation se fait selon le temps de connexion, et varie selon le palier d'accueil : de 7,30 F TTC/heure sur le 3613 à 543,40 F TTC/heure sur le 3629. A ce tarif, s'ajoute un coût de 0,12 F TTC par connexion.

Pour certaines banques de données vidéotex, en général sur les paliers 3613 ou 3614, il faut avoir signé au préalable un contrat avec le producteur de la banque de données, dont les tarifs sont très variables. ■

LEXIQUE

ASCII. – American Standard Code for Information Interchange. Norme de codage utilisée dans le monde entier pour les caractères échangés entre ordinateurs. Les banques de données dites ASCII sont les plus anciennes et sont toujours très utilisées par les professionnels de l'information.

Audiotex. – Technologie qui permet de proposer des services de télématique vocale interactive ou d'informations téléphonées interrogeables à partir d'un poste téléphonique.

Banque de données. – Ensemble d'informations, souvent important, organisé pour permettre des recherches.

CD-ROM. – (*compact disc-read only memory*) disque compact utilisant une technologie de lecture par rayon laser analogue à celle des disques audio. Peut stocker des images, des textes, des données numériques, des sons...

Kiosque. – Système de tarification utilisé, entre autres, pour les services Télétel en France : les utilisateurs paient sur la facture de la ligne téléphonique utilisée l'usage du réseau téléphonique commuté (RTC), celui du réseau spécialisé Transpac et le prix du service consulté. Une partie de cette somme est reversée au fournisseur de service, qui se rémunère de cette façon.

Minitel. – Terminal d'interrogation avec modem intégré distribué par France Télécom, utilisant les normes graphiques du vidéotex et, pour les Minitel bistandard, également la norme ASCII.

Modem. – Abréviation de « modulateur-démodulateur ». Sert à convertir les signaux contenant l'information à chaque extrémité d'une ligne de transmission de données. Peut être interne ou externe.

En ligne. – Se dit d'une banque de données accessible à distance et, par extension, du travail fait en temps réel sur cette banque de données (impression en ligne, par opposition à impression en différé).

Serveur. – Ordinateur qui héberge une ou plusieurs banques de données consultables à distance.

Télétel. – Nom du système vidéotex français. C'est aussi le nom de la norme vidéotex adoptée, entre autres, par la France (norme CEPT 2).

Vidéotex. – Procédé de télécommunication permettant de présenter des messages alphanumériques ou graphiques sur un écran de visualisation. Le procédé utilise le réseau téléphonique et permet le dialogue entre utilisateurs et la consultation de banques de données. Le terminal utilisé peut être un ordinateur équipé d'un modem et d'un logiciel spécifique ou un Minitel.

BIBLIOGRAPHIE

En France, trois éditeurs spécialisés proposent des publications et des annuaires de banques de données :

■ ADBS, 25, rue Claude-Tillier, 75012 Paris, Tél. : (1) 43-72-25-25.

■ A Jour, 11, rue du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris, Tél. : (1) 42-96-67-22.

■ Bases Publications/FLA Consultants, 27, rue de la Vistule, 75013 Paris, tél. : (1) 45-82-75-75.

Ces trois éditeurs diffusent également les rapports de l'Observatoire du marché de l'information de la Communauté européenne, à Luxembourg.

Par ailleurs, une plaquette intitulée *Zoom sur l'offre française en banques de données ASCII, vidéotex et CD-ROM* est disponible gratuitement, en français et en anglais, au GFII, 25, rue Claude-Tillier, 75012 Paris, Tél. : (1) 43-72-96-52.

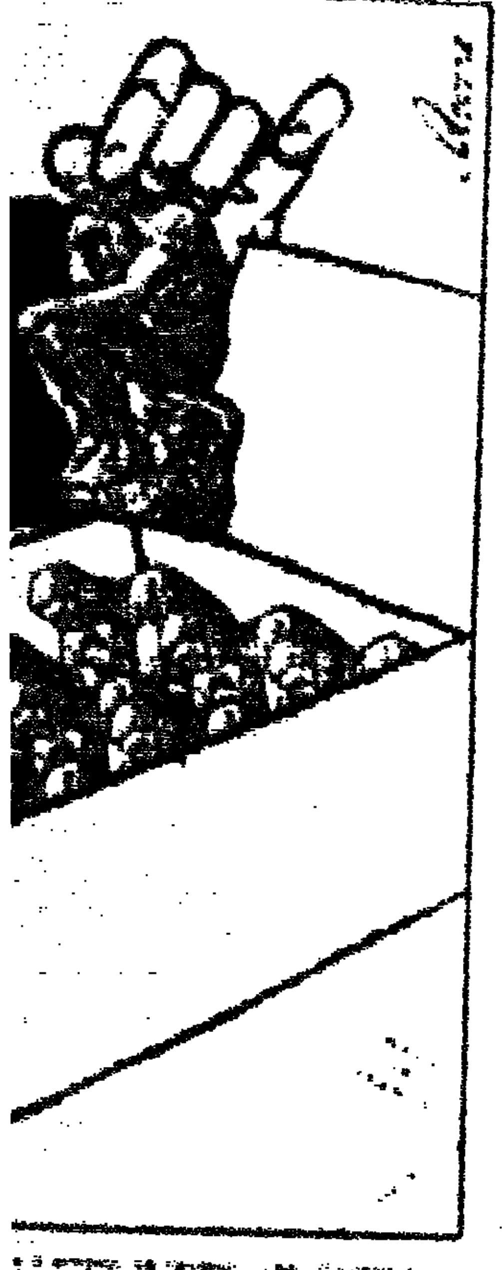
Parmi les ouvrages récents publiés en France, on citera :

■ *Les Aspects économiques et commerciaux du marché des bases de données informatisées*, Lydia Arossa, OCDE, Paris, 1993.

■ *L'Industrie de l'Information*, Marie-France Blanquet, ESF Editeur, 1992.

■ *Exemples commentés de veille technologique*, François Jakobiak, Les Editions d'organisation, 1992.

: » à la française



ger d'optique



OPINIONS

La restructuration de l'industrie américaine

IBM, le dernier des géants

Suite de la page 29

Dans l'industrie automobile, c'est Henry Ford qui a lancé la production de masse : les chaînes de montage et les pièces interchangeables, la division du travail poussée à l'extrême. Mais General Motors est allé beaucoup plus loin, en créant des voitures différentes pour chaque segment du marché automobile, des Chevrolet aux Cadillac, avec de nouveaux modèles chaque année. General Motors a transformé l'automobile de simple moyen de transport en signe du statut social.

A son zénith, GM contrôlait la moitié du marché américain. C'était la première entreprise du pays et l'une des plus rentables du monde. L'an dernier, ses pertes d'exploitation ont atteint quelque 3,5 milliards de dollars. L'Etat l'ayant en outre contrainte à inscrire des provisions supplémentaires pour la couverture sociale de ses salariés, elle a dû réduire « comptablement » ses actifs de 23,5 milliards de dollars, soit une baisse de plus de 15 % de son capital social. General Motors est en train de fermer plus de 20 usines, en particulier dans le Middle-West, et va supprimer plus de 100 000 emplois.

Le grain de sable, ce fut cette fois la nouvelle réglementation anti-pollution. General Motors, comme Ford et Chrysler, produisait les grosses et lourdes voitures voraces en carburant. C'est à ce moment que les petites voitures japonaises pénétrèrent sur le marché américain, dont elles occupent aujourd'hui 30 %.

L'« usine flexible »

Pourquoi les Trois Grands n'ont-ils pas su réagir ? La réponse réside dans la différence d'organisation. Les firmes japonaises utilisent les méthodes du *kanban* (juste-à-temps) et du *jidoka* (autonomie et flexibilité des tâches). General Motors a bien essayé de s'adapter, mais seulement dans son usine-pilote Saturne et pour un modèle de voiture entièrement nouveau.

The *Economist* soulignait voici un an (1) les conséquences de la différence de culture industrielle : au Japon, chaque salarié fait en moyenne 61,6 suggestions par an, contre 0,4 aux Etats-Unis ; les ouvriers japonais suivent 380 heures de formation au moment de l'embauche, contre 46 aux Etats-Unis ; la productivité (en heures par voiture) est de 16,8 au Japon contre 25,1 aux Etats-Unis (et 36,2 en Europe).

La mutation technologique décisive a été la création de l'« usine flexible » informatisée, qui permet d'assembler sur la même chaîne non seulement différentes versions du même véhicule, mais aussi des modèles différents, ce qui réduit les coûts fixes en les répartissant sur cinq ou dix voitures. En combinant efficacité et variété, elle permet aussi à des producteurs comme Mazda de se spécialiser dans des « niches ».

Encore une fois, l'entreprise capitaliste classique dont l'avantage résidait dans la taille et la production intégrée de grandes séries, cède le pas aux usines flexibles, capables de fournir les produits diversifiés et spécialisés.

Dans l'univers en expansion rapide de la haute technologie, la stratégie gagnante c'est d'innover (nouveaux produits, nouvelles méthodes, nouveaux designs), d'arriver le premier, d'occuper une part de marché puis de la garder. C'est un jeu compliqué : l'innovation est toujours un pari, elle coûte cher et il y a un arbitrage à faire entre engager de nouveaux investissements et engranger les bénéfices de ceux qui ont déjà été faits.

Car on lutte non seulement contre ses concurrents mais aussi contre soi-même, c'est-à-dire les secteurs plus anciens de l'entreprise contre les nouveaux. Jusqu'à une date récente, IBM jouait ce jeu en virtuose. Dans les années 60, IBM a pris le pari des grands ordinateurs. Auparavant, elle était déjà le plus gros constructeur de machines de bureau (calculatrices, tabulateurs, etc.) ; mais, avec l'IBM System/360, elle éliminait tout le matériel existant. En effet, le secret de la puissance d'IBM, c'est d'avoir créé une architecture industrielle universelle.



L'architecture informatique, ce sont les instructions données aux systèmes opérationnels de la machine, les instructions de programmation ou les lignes codées qui indiquent la séquence des différentes étapes du programme. Tous les concurrents d'IBM étaient obligés d'avoir recours à ses systèmes.

Bureaucratisation

Pendant vingt ans, la mainmise d'IBM sur l'industrie a été presque totale. De grandes sociétés comme RCA/Honeywell et General Electric se sont retirées de l'informatique, parfois en vendant leurs brevets à des Japonais. Tandis que des concurrents plus petits essayaient de fabriquer des clones ou des matériels périphériques (imprimantes ou disques durs), IBM poursuivait sa croissance au rythme de 15 % par an, et finit par devenir la plus grande entreprise qui ait jamais existé, et la plus rentable. La chute d'une société aussi extraordinaire est inévitablement une histoire longue et complexe. Plusieurs facteurs ont joué : la bureaucratisation de l'entreprise, les chasses gardées de la division grands ordinateurs, les attaques antitrust du gouvernement américain, la concurrence des autres constructeurs, qu'ils soient américains ou, dans une moindre mesure, japonais, etc.

Mais le point central est la technologie elle-même. Des changements extraordinairement rapides ont permis les deux innovations qui dominent aujourd'hui l'informatique : des microprocesseurs capables de traiter des dizaines de millions d'instructions à la seconde et l'ordinateur personnel. Pourquoi IBM n'a-t-elle pas su s'adapter à la nouvelle donne ? Avant tout parce qu'elle a cherché – sans succès – à préserver ses avantages de propriétaire dans les anciens systèmes qui avaient fait sa puissance.

L'ordinateur personnel a été une révolution sociale et technique. En démocratisant l'informatique, il a fourni au petit industriel, au chercheur, à l'ingénieur le matériel qu'il leur fallait. Quand IBM s'est lancée sur ce marché, sa force de frappe financière lui a permis de passer en trois ans de zéro à 4 milliards de dollars de ventes, soit 80 % du marché des micro-ordinateurs. Mais le monde avait changé. Jusque-là, elle avait imposé ses normes, enfermant ses clients dans un système incompatible avec ceux des autres constructeurs. Les micro, en revanche, sont tous fabriqués avec les mêmes puces électroniques, utilisent les mêmes logiciels et peuvent se connecter avec les matériels concurrents. Cette standardisation a ouvert la voie à des centaines de nouveaux acteurs dans tous les domaines (logiciels, composants, périphériques, etc.) .

Du coup, l'initiative est passée dans le camp des producteurs de software, en particulier Microsoft, créée par Bill Gates. IBM avait choisi de s'allier avec Microsoft, devenue le premier fabricant mondial de logiciels pour micro-ordinateurs : le DOS fut ainsi conçu pour l'IBM-PC. Mais IBM ne contrôlait plus l'interface avec les autres produits. L'an dernier, Microsoft, opposée au projet d'IBM d'intégrer les réseaux d'ordinateurs au sein d'un système unique (l'OS/2), a rompu l'alliance et commercialisé son propre produit, nommé Windows. Bien qu'ayant moins de possibilités que l'OS/2, il a plu. En 1992, le Windows 3.1 s'est vendu à deux millions d'exemplaires par mois et Microsoft vend à tous les fabricants qui le souhaitent la technologie naguère sponsorisée par IBM. Celle-ci, débordée, a vu son marché envahi par une foule de clones comme Compaq ou Dell.

La technologie et le marché sont venus à bout de la puissance d'IBM. Elle détient encore environ la moitié du marché mondial des grands ordinateurs, 15 % de celui des mini (un segment qui n'avait pas été jugé prioritaire) mais seulement 10 % de celui des micro, où elle avait cru trouver son avenir.

Déconfiture

La déconfiture d'US Steel, de General Motors et d'IBM ne signifie pas la fin du capitalisme américain, mais celle d'une certaine conception de l'industrie, avec des entreprises intégrées cherchant à dominer un secteur. La technologie d'aujourd'hui exclut par nature le monopole ou l'oligopole.

Les Etats-Unis restent le principal pays fournisseur de haute technologie : pour la première fois depuis 1984, le premier fabricant mondial de microprocesseurs est Intel, qui avait ouvert la voie dans le domaine des micro-ordinateurs ; Hewlett-Packard est en tête pour les imprimantes informatiques. ATT est leader du marché américain des téléphones sans fil, évalué à 1 milliard de dollars, et Motorola de celui des téléphones cellulaires à l'échelon mondial. Tandis que les Etats-Unis restent globalement déficitaires dans leurs échanges commerciaux (*voir notre page « Conjoncture »*), ils dégagent un excédent de l'ordre de 35 milliards de dollars en 1992 dans ce que le département américain du commerce appelle le leading edge (produits de pointe).

Le cycle que nous venons de décrire ne se limite pas aux Etats-Unis : c'est une constante de l'évolution technologique. Les grandes firmes japonaises connaissent aujourd'hui le même problème avec la concurrence coréenne que naguère les géants américains avec le Japon : dans l'acier, l'automobile, les microprocesseurs, elles sont désormais sur la défensive.

S'il fallait tirer une seule leçon de ces expériences, ce serait que le temps de la production de masse et des usines géantes est passé. Petite taille, flexibilité des usines et des entreprises, tels sont aujourd'hui les moyens de la survie et du succès. La technologie post-industrielle et la concurrence mondialisée sont en train d'imposer ces changements à toutes les entreprises. Il n'y a pas d'autre voie pour le XXIe siècle.

Daniel Bell

(1) Supplément « Industrie automobile, » 17 octobre 1992.

COURRIER DES LECTEURS

Délocalisations ou néocolonialisme ?

On est passablement surpris à la lecture de l'opinion de Marc Cheney et Didier Pène (*le Monde* du 13 juillet), selon laquelle *« limiter la délocalisation présenterait plus d'inconvénients que d'avantages »* (...). Comment les auteurs peuvent-ils parler de *« développement des nouveaux pays industrialisés »* alors que les délocalisations n'apportent pas une croissance économique structurée, en faisant de ces pays à bas coût de main-d'œuvre et à faible niveau de protection sociale des sous-traitants sans aucune maîtrise du processus de production ? A cet égard, les délocalisations ne peuvent-elles pas être considérées comme un substitut au néocolonialisme (et non comme un substitut à l'immigration) ? (...)

François Mauriac considérait qu'on ne peut pas faire de bonne littérature avec de bons sentiments : cela vaut-il aussi en économie libérale ? Le danger de l'ultralibéralisme c'est de considérer comme un coût ce qui est acquis social, comme un handicap par rapport à la compétition internationale ce qui est un progrès : avec une telle logique de nivellement par le bas, certains auraient contesté en leur temps la retraite à soixante ans, les congés payés, les 40 heures, le repos hebdomadaire, l'interdiction de travail des enfants, voire le droit de grève, la liberté syndicale ou l'abolition de l'esclavage... Pour l'essentiel c'est le point de vue des entrepreneurs (et accessoirement celui des consommateurs) qui est pris en compte – même si des considérations macro-économiques sont évoquées, – parce que la finalité des économistes ultra-libéraux n'est pas l'homme mais les dividendes, quelles qu'en soient les conditions, des entreprises ayant vu dans les délocalisations un moyen d'échapper à l'arrêt de l'immigration clandestine et aux contraintes de la législation sociale.

André Sillam (Noisiel, Seine-et-Marne)

« Encaisser » la dévaluation

Très instructives vos deux pages du *Monde* du 7 septembre, sur les risques de change, nouveaux en Europe après la stabilité que nous avons connue depuis huit-dix ans. Mais ce que vous n'avez peut-être pas eu la place de dire, c'est que, de toute façon, s'il y a une dévaluation du franc par rapport au mark, au florin, etc. (et il y a dévaluation), il faudra bien « encaisser » cette dévaluation à moyen terme.

Se prémunir à court terme d'une dévaluation est tout à fait possible (moyennant un surcoût de 3 % à 6 %), mais vous faites état d'opérations ponctuelles : enlever un marché à tel prix, fournir une marchandise en une seule livraison. *Quid* des opérations répétitives au fil des ans, avec un fournisseur ou un client ? Comment répercuter le renchérissement des coûts de vos fournisseurs, sur un marché en pleine récession qui ne peut accepter la moindre hausse ? Votre fournisseur (hollandais par exemple) ne veut ou ne peut pas, lui aussi, baisser ses prix. D'autres, moins chers, n'ont pas la même qualité. Donc vous êtes obligé d' « encaisser » sur votre marge la dévaluation, d'environ 4 % actuellement.

Si vous avez une solution, je suis preneur !

Bruno Dumez (Méounes, Var)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33